

# Guide Arts et Spectacles

# Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION  
INTERNATIONALE

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE

N° 13881 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 14 SEPTEMBRE 1989

## La chute du roi de New-York

Le mardi 12 septembre fera date dans la tumultueuse histoire de New-York. Pour la première fois, un Noir a obtenu - haut la main - l'investiture du Parti démocrate pour l'élection à la mairie. David Dinkins, soixante-deux ans, aimable et distingué juriste, né dans une famille pauvre de Harlem, l'a emporté sur Ed Koch, la « grande gueule » qui régnait depuis douze ans sur la ville.

Si Ed Koch est déchu, David Dinkins n'est pas encore maire. New-York a beau être démocrate à 80 %, le candidat du « parti de l'âne » devra encore se débattre, lors de l'élection de novembre, de son adversaire Rudy Giuliani. Celui-ci est sans doute républicain, mais il est aussi Blanc, et son combat contre le crime et la corruption, lorsqu'il était procureur fédéral, lui a valu une grande popularité. Il n'a fait qu'une bouchée de son riche adversaire Ronald Lauder.

En attendant, le héros de cette première est bien ce sexagénaire au visage noble, aux manières douces... et à la peau noire, qui se fait fort d'apaiser les tensions raciales, de réconcilier les New-Yorkais, et de rendre la vie un peu moins dure pour les pauvres, et un peu plus sûre pour tout le monde. Il est, d'abord, l'homme des Noirs - qui lui ont donné 97 % de leurs voix - mais il a aussi su convaincre 33 % des électeurs blancs, ce qui n'est pas un mince résultat.

Il faut croire que les New-Yorkais étaient fatigués de ce maire si bruyant, si voyant. Il avait certes assuré les finances de la ville et présidé à un boom économique, mais il régnait sur une administration corrompue. Et il n'avait pas pris la mesure des problèmes sociaux - logement, crime, sida, tensions raciales - qui rongent la cité. Certes, il ressemblait étonnamment à sa ville, avec sa gouaille, son clinquant, son astuce. Mais il s'était un peu trop fait le porte-parole privilégié d'une de ses composantes ethniques, sans trop se soucier d'en blesser d'autres, les Noirs en tout premier lieu.

Harlem, et pas seulement Harlem, s'est rappelé au bon souvenir de Brooklyn, tandis que David Dinkins facilitait les choses en menant une campagne de séduction assidue auprès de la communauté juive - dont l'attitude sera déterminante le jour de l'élection prochain dite.

La page est tournée, et dès mardi, avec le sourire, Ed Koch s'est engagé à faire tout son possible pour assurer la victoire de David Dinkins. Ce dernier aura grand besoin de son soutien pour battre le mois prochain ce champion de la loi et de l'ordre qu'est Rudy Giuliani.

S'il y parvient, ce succès dépasserait largement sa personne : la première ville des États-Unis, le symbole de l'Amérique, aurait un maire noir quelques mois après que Chicago a perdu le sien. Resterait alors à savoir si cet homme de bonne volonté sera à la hauteur des travaux d'Hercule qui l'attendent.

M 0147-09140-4,50 F



## L'exode des réfugiés vers la RFA

### L'Allemagne de l'Est accuse la Hongrie de violer ses « intérêts fondamentaux »

Tandis que le flot des réfugiés allemands quittant la Hongrie pour la RFA semblait, mercredi matin 13 septembre, se ralentir quelque peu, la tension montait d'un cran entre Budapest et Berlin-Est. Dans une note diplomatique, la RDA a en effet formellement accusé, mardi soir, la Hongrie de violer des

traités de droit international et de porter ainsi atteinte à ses « intérêts fondamentaux ».

L'URSS, pour sa part, s'abstient de condamner la direction hongroise et, tout en critiquant le comportement de la RFA, semble surtout souhaiter que Bonn contribue à faire baisser la fièvre.

### « A la veille de grands changements »

MOSCOU  
de notre correspondant

Tout en haussant publiquement le ton contre l'Allemagne fédérale, les milieux dirigeants soviétiques souhaitent que l'Allemagne de l'Est puisse aménager au plus vite un processus de démocratisation politique qui leur semble aussi inéluctable qu'indispensable au maintien de la stabilité européenne.

Au-delà des communiqués officiels de solidarité avec la direction est-allemande, on considère en effet aujourd'hui à Moscou

que l'« attirance » entre les deux Allemagnes est une « réalité incontournable » et qu'à défaut d'une libéralisation de la RDA permettant de calmer le jeu dans les deux États une vague incontrôlée de nationalisme allemand risque de secouer l'Europe.

Tirant, sous condition d'anonymat, un premier bilan de l'affaire des réfugiés est-allemands de Hongrie, un haut responsable soviétique nous a ainsi déclaré, mardi 12 septembre, que la République démocratique allemande « était à la veille de grands changements, presque en situation pré-révolutionnaire ».

Sans même parler de l'état de santé de M. Honecker, cette certitude se fonde sur la moyenne d'âge des dirigeants est-allemands, qui induit obligatoirement une relève à court ou moyen terme mais interdit aussi d'espérer des changements substantiels avant qu'elle n'intervienne. Pour empêcher que la tentation d'émigrer ne se développe encore et ne donne lieu à de nouvelles crises chaudes, « il suffirait, estime ce haut responsable soviétique, d'un peu d'audace ».

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)

## L'investiture de M. Mazowiecki par la Diète

### L'espoir d'une nouvelle Pologne

Le Parlement polonais a approuvé, mardi 12 septembre, la composition du nouveau gouvernement par 402 voix pour, aucune voix contre et 13 abstentions, soit à une majorité supérieure à celle qui avait investi le premier ministre, M. Mazowiecki (378 voix pour, 42 contre et 41 abstentions). Dans son discours programmatique, ce dernier n'a pas prononcé une seule fois le mot « socialisme ».

VARSOVIE  
de notre envoyée spéciale

Une atmosphère des plus conviviales et fraternelles régnait dans les couloirs de la Diète. Le général Jastrzelski échangeait des amabilités avec le nouveau ministre de la culture, M<sup>me</sup> Izabella Cywinska - ancienne internée de l'état de guerre. Adam Michnik, théoricien de Solidarité, et le général Kiszcak, ministre de

l'intérieur, se saluaient avec effusion. Jacek Kuron, nouveau ministre du travail de Solidarité, avait jugé l'occasion suffisamment importante pour mettre un costume, même s'il affirme que cela lui enlève « 50 % de ses facultés intellectuelles ».

Tout ce petit monde avait été rapproché dans la matinée par un incident qui rappela soudain la précarité des événements historiques : le malade du premier ministre, dû, selon son entourage, à une nuit de travail sous la pression d'ultimes tractations avec le Parti paysan ZSL (le Monde du 13 septembre) qui s'ajoutait à trois semaines de tension, a fait peur à tout le monde, depuis les députés de tous bords jusqu'aux dactylos du Parlement.

Mais le moment fort de la journée aura été le discours programmatique de M. Mazowiecki : ni plus ni moins le programme de l'instauration de la démocratie et de l'économie de marché en Pologne, le programme d'une Pologne

démocratique à l'occidentale. Un discours où pas une fois le mot socialisme ne fut prononcé, mais dans lequel on chercherait en vain une quelconque note de revanche ou d'agressivité envers ceux qui ont régné sans partage sur le pays depuis quarante-deux ans.

Sur le ton neutre et uniforme dont il est coutumier - « Je ne suis pas un orateur », reconnaît-il - le premier ministre s'est pourtant résolument présenté d'entrée de jeu comme « un homme de Solidarité fidèle à l'héritage d'aujourd'hui » et n'a pas hésité à clore son discours par l'espoir que « Dieu nous aide ». Et lorsque le résultat du vote sur le gouvernement a été annoncé, Tadeusz Mazowiecki, soudain regonflé, s'est spontanément glissé de son fauteuil en faisant longuement de la main un « V » de la victoire, signe de ralliement de Lech Walesa et des militants de Solidarité.

SYLVIE KAUFFMANN.

(Lire la suite page 4.)

## Le plan Rocard pour l'emploi



Lire page 20 nos informations et l'article d'ALAIN LEBEAUBE

### Modifications de la fiscalité pétrolière

PAGE 24

### Coopération spatiale menacée

PAGE 11

### La saisine du Conseil constitutionnel

PAGE 8

Le sommaire complet se trouve page 24

## L'affaire des fausses factures

### Enquête freinée à Marseille

L'un des inspecteurs de police marseillais ayant mené, depuis le début, les investigations qui ont conduit aux trois incriminations prononcées dans l'affaire de fausses factures de la Société marseillaise d'entreprise (SME) a été discrètement mis à l'écart, début juillet. La mutation dans un autre service de ce spécialiste des enquêtes financières a entraîné la dissolution de fait de l'équipe policière la plus au fait du dossier complexe et foisonnant des fausses factures. Deux magistrats marseillais se sont émus de cette décision, ne comprenant pas que ces policiers dont ils n'ont eu « qu'à se féliciter » ne puissent « mener à son terme l'enquête qui leur a été confiée ».

Ajoutée à la dispersion de l'affaire des fausses factures en cinq dossiers judiciaires différents, à Paris, Lyon, Marseille et Toulon, cette mutation fait dire officiellement à certains magis-

trats et policiers que, malgré l'abandon par le gouvernement du projet de loi d'amnistie, les enquêtes sur les délits liés au financement des partis politiques ne seront pas menées jusqu'au bout.

Le policier muté, M. Alain Guadino, était l'auteur, avec un de ses collègues, M. Alain Mayot, d'un procès-verbal de synthèse qui, le 5 mai dernier, analysait les documents saisis au siège de la délégation marseillaise d'Urban-Technic, un bureau d'études lié au Parti socialiste. Selon ce procès-verbal, la perquisition aurait permis de mettre à nu le système de financement national du PS, centralisé à Paris sous l'égide du GIE Groupe des sociétés regroupées (GSR), qui gère les sociétés Urban-Technic et Gracco. L'enquête préliminaire ouverte par le parquet de Marseille au vu de ces sociétés est au point mort depuis mai dernier.

(Lire page 10 l'article de GEORGES MARION et d'EDWY PLENEL.)

## POINT DE VUE

### Europe : le défi des langues

par Alain Decaux  
de l'Académie française,  
ministre délégué  
chargé de la francophonie

L'extraordinaire défi que l'Europe s'est lancé à elle-même pour 1993 a donné naissance à un sentiment qui ressemble parfois à de la fébrilité. Dans le domaine des langues, tout le monde s'agite, s'inquiète : gouvernements, entreprises, familles, étudiants. La perspective de l'Acte unique européen et de la libre circulation des biens et des personnes incite chacun à se préparer à cette situation inédite. Comment y faire face ? Comment communiquer, échanger, vendre dans ce nouvel espace plurilingue, officiellement constitué de neuf langues toutes égales sur le plan communautaire, mais

qui, à l'évidence, n'ont pas toutes les mêmes chances ?

Si l'on compare les systèmes éducatifs des douze pays de la CEE, on se rend compte immédiatement de la diversité des situations :

- dans la moitié des pays de la Communauté, une seule langue étrangère est obligatoire ;
- à l'exception des deux pays anglophones (Grande-Bretagne et Irlande), l'anglais vient en tête ;
- dans la plupart des pays, l'éventail des langues apparaît relativement limité. Quatre langues dominent aujourd'hui : l'anglais, le français, l'espagnol et l'allemand. Les autres langues de la CEE sont rarement proposées et peu demandées ;
- l'enseignement des langues étrangères est surtout le fait des

classes secondaires. A l'école élémentaire, sauf aux Pays-Bas et au Luxembourg, l'enseignement d'une langue étrangère ne revêt encore qu'un caractère expérimental.

(Lire la suite page 2.)

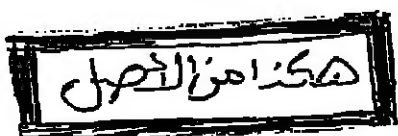
## Le Monde

### CAMPUS « Dépoussiérer » l'orthographe

« Le bac est sans appel. » La commune paie les étudiants.  
« L'Europe des compétences », à la Cité des sciences.

Pages 13 à 16

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 80 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 6.400 L.L. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 140 esc. ; République tchèque, 335 F.C. ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,50 \$ ; USA (Canada), 2 \$.









# Etranger

... Le Monde • Jeudi 14 septembre 1989 • 3

## Les réactions après le passage à l'Ouest de plus de dix mille réfugiés est-allemands

Le ton monte entre les pays membres du pacte de Varsovie directement ou indirectement concernés par l'exode des Allemands de l'Est à travers la Hongrie vers la RFA. Mardi soir 12 septembre, le gouvernement de la RDA a officiellement accusé Budapest de violer les traités de droit international. Les critiques antérieures formulées par l'agence est-allemande ADN avaient été jugées « inacceptables » par le ministre hongrois des affaires étrangères, M. Gyula Horn.

A Prague, l'agence CTK accuse « certains cercles » ouest-allemands d'encourager l'exode des réfugiés et ajoute, sans toutefois citer nommément la Hongrie : « Il est déplorable que les départs illégaux de citoyens de RDA vers des pays tiers soient rendus possibles par des violations d'accords conclus par la RDA avec d'autres Etats ».

A Bucarest, l'agence Agerpress indique que « l'opinion publique de Roumanie a pris acte, avec une légitime inquiétude, de l'action illégale » de la RFA qui consiste « à attirer, par la Hongrie, un grand nombre de citoyens est-allemands ». La Roumanie, ajoute l'agence, « ne peut pas comprendre l'attitude de la Hongrie, qui, ignorant les accords bilatéraux conclus avec la RDA, admet et facilite le passage illégal des citoyens est-allemands vers la RFA ».

A Moscou enfin, où c'est samedi et mardi une réunion des représentants de plusieurs pays du pacte de Varsovie, le porte-parole du ministère

soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, a jugé que la décision de la Hongrie d'autoriser le départ des ressortissants est-allemands était « une mesure inhabituelle ». « Naturellement cette situation nous préoccupe », a-t-il ajouté, en s'abstenant toutefois de critiquer le gouvernement de Budapest. Mardi soir, la télévision soviétique a concentré ses attaques contre la RFA, affirmant que les objectifs de Bonn sont de « créer les conditions pour la scission de la communauté socialiste et pour la réunification des deux Allemagnes ».

### A Passau (Bavière)

## Des travailleurs très attendus

PASSAU (Bavière)  
de notre envoyée spéciale

Une bonne partie des réfugiés est-allemands arrivés lundi dans les centres d'accueil de la région de Passau en Bavière ont déjà pu bénéficier, après quelques repos et quelques formalités d'immigration, de leur installation en RFA, soit qu'ils aient eu déjà un point de chute, soit qu'on leur ait proposé.

Les responsables de l'aide aux réfugiés souhaitent que le séjour au camp ou au centre de premier accueil se dure pas plus de quarante-huit heures si possible. Il s'agit de faire de la place aux nouveaux arrivants et éviter tout engorgement. Cette aide a fonctionné depuis deux jours avec une remarquable efficacité. Tout le monde y a pris du sien. « Les gardes frontières forment quatre heures par nuit », disait, mardi 12 septembre, l'un des responsables. La Croix-Rouge bavaroise a reçu l'appui de plusieurs centaines de volontaires. La consigne des autorités fédérales est d'éviter au maximum la bureaucratie et de traiter avec le plus de souplesse possible les cas particuliers ou les imprévus. On s'est vite aperçu par exemple que tous les réfugiés n'ont pas de passeport. « Comment faire pour parler de tolérance », a répondu M. Klein, alors que le République fédérale accueille des centaines de milliers d'autres réfugiés, et qu'en l'occurrence il s'agit de nos compatriotes ?

Des réfugiés ont continué d'arriver mardi, bien qu'il y ait un rythme moins rapide. La presse faisait état dans la matinée d'un afflux vers la Hongrie d'Allemands de l'Est en « vacances » jusqu'à la Roumanie, en Bulgarie ou en Tchécoslovaquie, et dont on peut penser qu'ils sont des candidats potentiels à l'écoulement. Les autorités ouest-allemandes se refusent à tout pronostic sur l'ampleur possible du mouvement, de même que les Hongrois n'ont pas fixé de terme à leurs mesures d'ouverture des frontières.

On peut imaginer que, de toute façon, le mouvement d'exode finira par se tarir à la source et qu'il sera

beaucoup de plus en plus difficile pour les autorités de l'Est d'obtenir de leurs autorités des visas pour la Hongrie ou les autres pays concernés.

Le porte-parole de la chancellerie fédérale, M. Hans Klein, en visite en Bavière mardi, s'est un peu égaré lorsqu'un journaliste lui a demandé s'il existait « un seul de tolérance politique » à cet afflux de réfugiés. La République fédérale ne peut évidemment pas continger l'immigration de personnes qu'elle tient pour

demandant du personnel soignant pour des maisons de retraite, des ouvriers spécialisés dans différentes branches, des chauffeurs, des cuisiniers, des coiffeurs, des chauffeurs de poids lourds, etc. Sur le parking, des caisses d'entreprise fonctionnent comme des bureaux d'embauche dans lesquels on auditionne les candidats. Ces images sont un démenti cinglant au principal argument dont use la RDA pour dissuader ceux qui tentent l'exil : la



menace du chômage qui pèserait sur ceux à l'Ouest.

L'un des réfugiés de Passau trouve d'ailleurs que c'est presque trop toutes ces propositions d'emploi : « Cela vient trop vite, on n'a même pas eu le temps de se demander où on veut aller et ce qu'on veut faire », il dit d'ailleurs avoir jamais pu se parer, redoutant le chômage à l'Ouest. « J'ai entendu dire que des gens lui refusent d'aller travailler à 10 kilomètres de chez eux. Pour nous, c'est tout simplement inacceptable. » Il est de ceux qui se sont décidés à partir impulsivement en sautant sur l'occasion qui s'offrait en Hongrie. Sans avoir programmé, il avait cependant ce projet dans la tête depuis des années. « C'est le cas de 50 % des jeunes Allemands de l'Est », affirme-t-il. Et quand on lui demande pourquoi : « Parce que rien ne change en RDA, tout le système est bloqué d'en haut, rien n'y changera jamais ».

Les jeunes gens sympathiques

Dans son cas, M. Klein a même fait valoir le bénéfice qu'il y a pour la République fédérale d'attirer des jeunes gens. « Ils ont une bonne formation, tout en étant immédiatement disponibles pour le travail », dit-il. « Ils ont une bonne formation, tout en étant immédiatement disponibles pour le travail », dit-il.

Pourtant la salle des fêtes de Passau, soumise au contre-décor, est devenue en une journée un véritable Babilon de travail, un vrai atelier est-ouest d'annonces

CLAIRE TRÉAN.

## Berlin-Est accuse la Hongrie d'« atteinte à la souveraineté de la RDA »

BONN  
de notre correspondant

Après une période de silence stupéfié, les organes gouvernementaux et les mass media de la République démocratique allemande se déclarent contre ce qu'ils appellent le « coup monté par la RFA ». Le ministère des affaires étrangères de Berlin-Est a adressé, mardi 12 septembre, une note d'un ton très violent à son homologue de Budapest. La Hongrie est accusée d'avoir porté atteinte à la souveraineté de la RDA « en permettant à ses ressortissants qui le désirent de quitter la Hongrie vers l'Autriche. Les autorités est-allemandes exigent des autorités hongroises qu'elles renouvellent sur leur décision d'ouvrir la « frontière verte » aux ressortissants est-allemands. Le ministre hongrois des affaires étrangères, M. Gyula Horn, a utilisé le même ton pour rejeter les accusations est-allemandes qu'il estime « d'un trop bas niveau pour mériter une réponse ». M. Horn s'est par ailleurs élevé avec une très grande fermeté contre les termes d'un communiqué de l'agence officielle est-allemande ADN affirmant que les Hongrois avaient reçu de l'argent en échange de l'autorisation de départ accordée aux réfugiés de Budapest. Il a cependant indiqué que l'ouverture de la frontière « ne pourrait se maintenir pendant des mois ».

La Hongrie est maintenant mise au ban des accusés par les « durs » du camp socialiste. La RDA, bien sûr, mais aussi la Roumanie, la

« La majorité des réfugiés ont quitté l'ambassade de RFA à Prague... Environ 250 des quelque 400 Allemands de l'Est qui occupent l'ambassade de RFA à Prague ont quitté les lieux, mardi 12 septembre, au fin d'après-midi. Ces réfugiés avaient auparavant obtenu l'assurance d'un envoi de Berlin-Est, le juriste Wolfgang Vogel - spécialiste dans les questions humanitaires entre les deux Allemagnes - qu'ils ne seraient pas poursuivis en justice pour leur tentative de fuite à l'Ouest, qu'ils seraient admis légalement dans leur demande d'émigration, et qu'ils retrouveraient dans l'intervalle un travail en RDA ».

C'est ouest-allemand, le secrétaire d'Etat aux affaires inter-allemandes, M. Walter Priesnitz, et le chef de la représentation permanente de la RFA à Berlin-Est, M. Franz Bertele, avaient également fait spécialement le décalage de Prague mardi. (AFP.)

Tchécoslovaquie et la fraction conservatrice des dirigeants soviétiques. Si M. Guerassimov, porte-parole du ministère des affaires étrangères de l'URSS, a tenu à l'égard de Budapest des propos plutôt modérés, il n'en est pas de même de ceux tenus par M. Egor Ligatchev, qui séjourne actuellement en RDA. Dans un communiqué publié à Berlin, le principal contradicteur de M. Gorbatchev au sein du bureau politique du PC soviétique s'en prend violemment à la RFA, accusée d'avoir mis en place « un système de colonisation et de débauchage » des habitants de la RDA. L'agence Tass, par ailleurs, dans un communiqué publié en première page des journaux est-allemands, rend un vibrant hommage à la RDA : « membre inséparable du pacte de Varsovie, notre fidèle ami et allié. Cela doit être clair pour tous ceux qui cherchent à porter atteinte à son indépendance et à sa souveraineté ».

A Bonn on s'interroge sur les rumeurs concernant l'état de santé de M. Erich Honecker, qui n'est plus apparu en public depuis son opération de la vésicule biliaire. Un article publié mardi par le quotidien de parti, Neues Deutschland, signa

des initiales « EH », démentant sur un ton humoristique ces rumeurs, ajoute à la confusion.

### Un regroupement d'opposants

On prend très au sérieux en revanche l'annonce de la création à Berlin-Est d'un regroupement d'opposants s'intitulant « Nouveau Forum ». Dans un appel signé notamment par plus de cent personnes, dont plusieurs pasteurs protestants et des personnalités connues pour leur engagement dans les mouvements pacifistes et écologistes indépendants de RDA, les initiateurs de Nouveau Forum se donnent comme objectif de « faire participer un plus grand nombre de citoyens à la mise en œuvre d'un processus de réforme sociale ». Dans un entretien à la radio ouest-allemande, le porte-parole de ce nouveau groupement, M. Jens Reich, professeur de biologie moléculaire, a indiqué que Nouveau Forum avait l'intention de mener ses activités dans le cadre de la loi est-allemande sur les associations.

LUC ROSENZWEIG.

## « L'Humanité » : l'envie de voyager

Pour la première fois, l'Humanité du 13 septembre publie un éditorial consacré au départ massif des Allemands de l'Est vers l'Ouest via la Hongrie, pays qui n'est jamais mentionné dans l'article intitulé « Les risques de l'exode ».

L'éditorialiste Yves Moreau estime que cet exode « a été précédé d'une vaste campagne de débauchage orchestrée par les dirigeants de l'Allemagne de l'Ouest. Relayés à Paris par toutes les réactions françaises, le chancelier Kohl et les siens rivalisent en diffusion à l'égard de la RDA. Ils s'emploient à faire miroiter le niveau de vie plus élevé qu'il y a, en moyenne, est effectivement celui de la RFA ».

Expliquant qu'il n'y eut à l'Ouest, pendant la guerre, aucun bombardement aussi dévastateur que celui de Dresde, et ajoutant que « les grandes puissances occidentales s'employèrent », après guerre, à faire de la RFA « la vitrine du monde capitaliste », l'éditorialiste affirme que « ce ne sont d'ailleurs peut-être pas des motifs d'ordre essentiellement économique qui ont poussé les Allemands de l'Est à émigrer. Car, dans ce

domaine, et contrairement à ce que prétend Laurent Fabius, il est insensé de parler, à propos de la RDA, d'un échec total. En réalité, poursuit Yves Moreau, l'industrie de ce pays a fait de tels progrès qu'elle produit actuellement, en trois semaines, autant que pendant toute l'année 1949. Depuis 1971, plus de trois millions de logements ont été construits ou modernisés. Les loyers sont si bon marché qu'ils ne représentent pas 3 % du salaire moyen. Il n'y a pas de chômage. La médecine, les médicaments sont gratuits ».

Alors pourquoi donc une telle hémorragie vers l'Ouest ? « Non, les motivations principales des réfugiés n'ont trait ni à la sécurité ni à l'équité sociale, écrit l'éditorialiste. Même s'ils ne sont pas tous conscients de ce qu'ils perdent à cet égard, ils ont choisi le chemin du risque. » Et Yves Moreau souligne que « beaucoup d'entre eux deux-quant leur envie, fort légitime, de voyager. Comment ne les comprendrions-nous pas, nous communistes français, qui préconisons la liberté de circulation des personnes ? »

### Le « réformateur » soviétique reçu par M. Bush

## Les relations publiques de M. Eltsine

WASHINGTON  
de notre correspondant

Le recevoir ou pas ? Boris Eltsine, ingénieur, et George Bush hésitent à moins qu'il n'ait seulement fait semblant. Après tout, le problème n'est pas si simple. Comment lui faire plaisir, comment... qui sait ?

« Manger l'avenir, sans indiquer M. Gorbatchev, dont l'administration américaine ne veut surtout pas aggraver les difficultés ? »

Le bonillan réformateur, ex-secrétaire adjoint du parti à Moscou, ex-chausson de M. Gorbatchev qu'il trouve désormais trop timide, tenait absolument à être reçu par le président. Hier, de consacrer une visite de dix jours aux Etats-Unis qui a toutes les allures d'une bruyante opération de relations publiques. La Maison-Blanche a gardé jusqu'au bout le mystère sur ses intentions - étant entendu que M. Eltsine serait en tout état de cause reçu par le secrétaire d'Etat James Baker.

minutes très exactement. M. Bush en profita pour dire à son interlocuteur tout le bien qu'il pensait... de M. Gorbatchev, avec lequel, a fait savoir plus tard le porte-parole de la Maison-Blanche, il entretient d'excellentes relations personnelles. Et le président de rappeler que son administration formait tous ses vœux pour le succès des réformes en URSS.

M. Eltsine espérait-il autre chose ? Il a été prévenu au tout dernier moment, alors qu'il s'apprêtait à prononcer un discours dans une université de Washington. Il n'a pas eu les honneurs du bureau ovale, et les photographes ne furent pas autorisés à immortaliser l'événement. Une solution élégante à un problème épineux (après tout, il n'y a pas si longtemps, un autre président républicain, Gerald Ford, céda aux pressions d'Henry Kissinger, avait refusé de recevoir un certain Alexandre Soljenitsyne, de peur d'indisposer Leonid Brejnev, et de le déchoir de sa nationalité).

Mais une solution qui aurait été encore plus élégante si le porte-parole de la Maison-Blanche n'avait eu l'air d'être en train de raconter une histoire que le président n'avait pas voulu « offrir une plate-forme à la dissidence » ni contribuer à l'émancipation de conflits internes en URSS.

« Dissident » - le terme sonne un peu étrangement à propos d'un ancien membre du bureau politique devenu l'enfant terrible d'un système en plein chambardement. Mais le fait est que depuis son arrivée aux Etats-Unis, samedi 9 septembre, Boris Eltsine ne s'est pas privé de dire tout le bien qu'il pensait de l'Amérique, si différente de ce que lui en avait montré la propagande soviétique.

Survoler en hélicoptère la statue de la Liberté l'a fait se sentir « un peu plus libre », visiter le New York Stock Exchange en compagnie de Nelson Rockefeller l'a ravi, et même les sans-abris qu'il a rencontrés lui ont paru « joyeux et pas du tout agressifs ». Outre des considérations pas vraiment originales - « Il semble que, loin de se décomposer, comme on nous l'a appris, le capitalisme se porte plutôt bien » - Boris Eltsine ne s'est pas privé de donner son sentiment sur la situation en URSS. Il estime que M. Gorbatchev, qui aurait déjà pu « corriger la situation », a encore de six mois à un an pour le faire. Faute de quoi, M. Eltsine s'attend à ce qu'un « mouvement venu d'en bas » se substitue à la perestroïka, qu'elle est venue « d'en haut » ; et cela, ajoute-t-il, pourrait se révéler dangereux.

JAN KRAUZE.

## Philippe LE GUILLOU



### La rumeur du soleil

roman

« Philippe Le Guillou a conquis brillamment son galion de capitaine dans la nouvelle génération littéraire »

Dominique Fernandez Le Nouvel Observateur

GALLIMARD



## Europe

Les réactions après l'exode  
des réfugiés est-allemands vers la RFA

## Une réunion du pacte de Varsovie ?

Le pacte de Varsovie a-t-il été saisi de l'exode des Allemands de l'Est, à quel niveau et avec quels résultats ? Une dépêche de l'agence Tass diffusée mardi 12 septembre donne à penser, mais en posant plus de questions qu'elle n'en résout. Elle annonce que des représentants des Etats membres se sont rencontrés lundi et mardi à Moscou dans le cadre du groupe multilatéral pour l'information mutuelle du pacte et que ses membres ont « rencontré » M. Ivan Aboimov, vice-ministre soviétique des affaires étrangères. Ni la qualité des participants ni l'objet de la rencontre ne sont précisés.

En réalité, ce groupe d'information mutuelle avait été évoqué pour la première fois, par M. Aboimov précisément, à l'occasion d'une conférence des cadres du ministère soviétique des affaires étrangères réunie le 27 juillet 1988 à Moscou. Selon le vice-ministre, il s'agissait d'une création récente, venant s'ajouter aux institutions politiques

préexistantes au sein du pacte de Varsovie : le comité politique consultatif, qui réunit une fois par an les chefs de parti et de gouvernement, le comité des ministres des affaires étrangères et le secrétariat unifié. Une commission spéciale chargée du désarmement venait également d'être créée. Quant à M. Aboimov, un diplomate qui connaît bien la Hongrie pour y avoir travaillé pendant près de dix ans au total, il a été chargé, en mai 1988, des relations avec les pays socialistes européens.

On peut supposer que ce groupe d'information du pacte de Varsovie réunit les ambassadeurs des six pays membres, soit à Moscou, soit dans une autre capitale, et qu'il se réunit en fonction des besoins. Mais il n'existe pas à l'Est de structure semblant au Conseil de l'OTAN, qui réunit à Bruxelles des ambassadeurs accrédités en permanence auprès de l'organisation atlantique.

M. T.

## « A la veille de grands changements »

(Suite de la première page.)

Il s'agit d'annoncer, poursuit le haut responsable soviétique, d'un peu d'audace. Il s'agit d'annoncer qu'on pourra aborder, au prochain congrès du parti, l'année prochaine, tous les problèmes et prendre le tournant des réformes. « Ce serait, dit-il, le meilleur moyen de normaliser la situation, mais le fait est qu'on ne peut pas exiger de vieux communistes qui ont été torturés par Hitler mais pas par Staline, dont la carrière politique s'est épanouie dans la période de stagnation (1) et pour qui le communisme c'est l'état de choses actuel, qu'ils se mettent à la péroratoire ».

D'un autre côté, poursuit-il, « les citoyens est-allemands sont mûrs pour la « reconstruction », car ils vivent dans un pays où tout le monde regarde la télévision ouest-allemande depuis vingt-cinq ans, dont le niveau économique est bon malgré le maintien de structures de production stalinienne et qui bénéficie de la part de la RFA d'un flot de devises et d'une exonération de droits de douane - c'est-à-dire d'un important appui financier ».

Si la situation est « pré-révolutionnaire », c'est donc qu'il y a un décalage entre l'attente et la réalité du moment, entre l'état du pays et sa vie politique, et c'est la raison pour laquelle l'URSS estime, en vient à dire ce haut responsable, que la presse ouest-allemande a joué un « jeu dangereux » en ne faisant rien pour calmer les esprits dans l'affaire des réfugiés. La crise, dit-il, est maintenant virtuellement réglée, mais, sous peine de susciter un « espoir insensé » et de mener par là à un blocage explosif, l'Allemagne fédérale ne doit rien faire ni dire aujourd'hui qui laisse croire que la réunification serait un objectif politique réaliste.

Même si nous ne pouvons pas le déclarer publiquement, dit-il encore, nous savons que l'attitude [entre les deux Allemagnes] est une réalité incontournable et qu'une nation ne se forme pas en quarante ans. Il y a fait plutôt cinq siècles et il est en ce sens vrai que la question de la légitimité de la RDA est difficile s'il ne s'agit pas d'une légitimité idéologique ou de classe. Cela pèse sur l'attitude de la direction est-

## Selon un sondage

## Les réfugiés est-allemands votent à droite en RFA

Si des élections générales avaient lieu dimanche en RFA, les Allemands de l'Est récemment arrivés sur le territoire voteraient majoritairement pour la coalition de droite CDU-CSU, indique un sondage.

Réalisé par l'institut Infas, auprès de six cents réfugiés est-allemands qui se sont installés en Allemagne de l'Ouest au cours des dernières semaines, ce sondage indique que 61,5 % d'entre eux voteraient pour la coalition CDU-CSU du chancelier Helmut Kohl, et seulement 19,5 % choisiraient les candidats du Parti social-démocrate (SPD).

11 % se prononceraient pour le parti écologiste des Verts, 5 % pour le parti d'extrême droite des Républicains et 3 % pour le Parti libéral (FDP) du ministre des affaires étrangères Hans Dietrich Genscher.

Ce sondage, diffusé mardi 12 septembre par la télévision publique ARD, indique par ailleurs que 37 % des personnes interrogées seraient restées en RDA si les autorités avaient engagé des réformes politiques. — (AFP.)

(1) Terme qui désigne habituellement l'époque de la direction Brejnev.

BERNARD GUETTA.

Après l'investiture de M. Mazowiecki par la Diète

## L'espoir d'une nouvelle Pologne

(Suite de la première page.)  
Les principes qui guideront l'action du gouvernement ont été énoncés clairement et fermement : « L'Etat polonais, a déclaré le premier ministre, ne peut être ni un Etat idéologique ni un Etat religieux. Nous voulons vivre dans un Etat souverain, démocratique et respectueux du droit, un Etat que chacun, quelles que soient ses conceptions politiques, puisse considérer comme le sien. C'est là en réalité la ligne maîtresse du programme de M. Mazowiecki : exclure personne, rester ouvert à tous, mais selon des principes démocratiques posés sans équivoque ».

## Un appel à la jeunesse

Le premier ministre a ensuite lancé un appel très pressant à la jeunesse, un sujet qui lui tient à cœur, pour qu'elle « ne perde pas foi ». « Je crois en la patience, l'énergie et la persévérance des jeunes Polonais », a-t-il dit, se rappelant les jeunes grévistes de Gdansk, l'an dernier. « Je ne leur ferai pas de promesses gratuites, mais le gouvernement retirera les barrières politiques et idéologiques qui les empêchent de participer à la vie publique ».

Passant au volet économique de son programme, M. Mazowiecki a dressé un bilan sombral de l'état du pays, où « le niveau de vie moyen est plus bas qu'il y a dix ans », où la pauvreté a gagné du terrain, où « la crise écologique prend, en certains endroits, des dimensions catastrophiques ». « Le gouvernement ne pourra pas tout faire tout de suite », a-t-il prévenu.

Mais il a l'intention de s'attaquer au déficit budgétaire, de nommer un représentant chargé des transferts des titres de propriété de l'économie polonaise, de faciliter l'accès des travailleurs, de créer rapidement les bases légales pour une Bourse, de réformer en profondeur le système fiscal, notamment en introduisant l'impôt sur le revenu individuel. Ces mesures permettront, a-t-il dit, d'entamer la transition vers un système qui ne sera pas parfait, mais qui crée les meilleures chances de parvenir à un niveau de vie décent ».

Tout de suite, « dans les semaines qui viennent, le gouvernement entend agir contre l'inflation qui, au rythme actuel, atteindrait 4 000 % dans un an ». Une équipe a déjà commencé à travailler sur « un ensemble de mesures décisives », et cette lutte, a-t-il dit, sera menée par M. Mazowiecki, entraînant « probablement une baisse supplémentaire du niveau de vie » ; les syndicats se trouveront « dans une situation difficile » mais « nous comptons sur eux ».

Abordant enfin la politique extérieure, le premier ministre a prononcé l'ouverture de la Pologne à l'Europe et au monde, la réconciliation avec les nations allemandes et soviétiques, le développement de la coopération avec la RDA et la Tchécoslovaquie. Il a rappelé aux « amis de la Pologne » l'impératif de temps pour l'aide financière : « Qui aide vite, aide deux fois ».

plus », a-t-il commenté. Il a aussi renouvelé son engagement à respecter les alliances extérieures de la Pologne, tout en soulignant que les alliances militaires « doivent servir à assurer la sécurité extérieure, mais pas à influencer sur le système politique et économique interne ». Voilà des jalons clairement posés, comme si M. Mazowiecki, après avoir, dans un premier temps après sa nomination, tenu un langage essentiellement rassurant à l'égard des communistes de l'intérieur et de l'extérieur, souhaitait maintenant passer à la vitesse supérieure et rappeler les exigences qui ont amené les Polonais à voter massivement pour Solidarité le 4 juin dernier.

Les dirigeants du POUP (PC) semblent d'ailleurs l'avoir bien compris. Si, dans les couloirs, le général Kiszczak qualifiait de « très professionnel » le discours du premier ministre, il saluait surtout les aspects économiques. Et, prenant la parole à la tribune au nom du groupe communiste, M. Marian Orzechowski a tenu à souligner que « les quarante dernières années n'avaient pas produit que des succès, mais pas que des échecs non plus. Le socialisme en Pologne n'appartient pas au passé ».

Après un tel discours gouvernemental, l'édit en Europe de l'Est, cette précision n'était peut-être pas inutile.

SYLVIE KAUFFMANN.

## Les principaux ministres

M. KRZYSZTOF SKUBISZEWSKI, ministre des affaires étrangères

Soixante-trois ans, originaire de Poznan, M. Skubiszewski est un spécialiste de droit international, qu'il a notamment enseigné à l'Académie des sciences de Poznan. Il est également passé par Harvard et par les universités de Genève et d'Oxford. Il est membre de la Société française de droit international. Membre de Solidarité en 1980-1981, il fait aussi partie du conseil social auprès du primat de Pologne.

M. LESZEK BALCEROWICZ, vice-premier ministre et ministre des finances

A quarante-deux ans, il a dirigé l'équipe gouvernementale chargée de mettre la Pologne sur les rails de l'économie de marché. Diplômé de l'Ecole centrale de planification de Varsovie et de l'université Saint-John de New-York, M. Balcerowicz adhère au POUP en 1969, mais le quitte aussitôt après l'instauration de l'état de guerre, en décembre 1981. Professeur d'économie dans un institut du parti, il dirige à la fin des années 70 un projet de recherche sur la réforme du système économique communiste. Le rapport qui en sort en 1980 est tellement radical qu'il est aussitôt écarté. Après avoir quitté le parti, M. Balcerowicz s'est progressivement rapproché des milieux de Solidarité.

M. WITOLD TRZECIAKOWSKI, président du Conseil économique

A soixante-trois ans, ce professeur d'économie, intellectuel catholique et conseiller économique de Solidarité depuis 1980, sera essentiellement chargé de coordonner l'action économique des diverses administrations. Ancien combattant de l'AK (Armée de l'intérieur), les blessures qu'il essuie pendant l'insurrection de Varsovie compromettent sa carrière de pianiste, et il se reconvertisse dans l'économie privée après la guerre. Arrêté en 1950, il est libéré plusieurs mois. Membre du conseil du Primat, il conduit la délégation chargée de l'économie de Solidarité à la table ronde début 1989. Il a été élu sénateur le 4 juin.

M. JACEK KURON, ministre du travail et de la politique sociale

Cinquante-cinq ans, né à Lvov, c'est une figure historique de l'opposition polonaise. Il adhère au POUP une première fois comme étudiant, en 1953 et en est exclu six mois plus tard après avoir refusé de faire son autocritique. En 1956, il participe au mouvement de renouveau à l'université de Varsovie et retourne au parti, dont il sera exclu une seconde fois pour avoir écrit, avec Karol Modzelewski, une « Lettre ouverte » aux membres du PC, qui lui vaudra trois ans de prison. Il purge de nouveau trois ans et demi de prison à partir de mars 1968, accusé d'avoir fomenté la rébellion étudiante. Cofondateur, en 1976, du KOR (Comité de défense des ouvriers), il

devenir, dès août 1980, conseiller des comités de grève de Gdansk, puis membre de la direction de Solidarité. Interné le 13 décembre 1981, il ne sera libéré qu'en juillet 1984. Participant à la table ronde, il est élu député en juin.

M. HENRYK SAMSONOWICZ, ministre de l'éducation

Cinquante-neuf ans, historien médiéval, il est élu recteur de l'université de Varsovie pendant la période légale de Solidarité, en 1980, à l'issue d'un scrutin démocratique. Licencié par les autorités aussitôt après le 13 décembre 1981, il devient le conseiller de Solidarité pour les sciences et l'éducation, et participe à ce titre à la table ronde en 1989.

M. ALEKSANDER PASZYNSKI, ministre de la construction et de l'aménagement

Soixante et un ans, journaliste, économiste, rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire *Polityka* en 1980-1981, il fonde une association en faveur de l'entreprise privée, l'Association économique de Varsovie, dont il devient président à sa légalisation en 1988.

M. TADEUSZ SYRJYCZYK, ministre de l'industrie

Quarante et un ans, économiste de Cracovie, il est responsable régional de Solidarité en 1980-1981, puis interné le 13 décembre 1981. En 1984, il fonde l'Association industrielle de Cracovie - initiative privée équivalente à celle de M. Paszynski à Varsovie - qui est légalisée en 1987. Il a monté une entreprise privée d'informatique.

M. JACEK AMBROZIAK, ministre, chef de l'office du conseil des ministres

Ce juriste de quarante-huit ans, que M. Mazowiecki a pris à ses côtés dès sa nomination le 17 août, devient une sorte de secrétaire général du gouvernement. Rédacteur en chef adjoint de *Tygodnik Solidarnosc*, il a été longtemps conseiller juridique de l'épiscopat, qui l'avait délégué comme observateur au procès des assassins du Père Popieluszko, en 1985. Il a été élu député de Solidarité en juin.

M. ALEKSANDER HALL, ministre chargé des relations avec les partis politiques

Trente-six ans, militant des droits de l'homme depuis 1977. En 1979, il participe à la création du mouvement Jeune Pologne, qui se réclame des idéaux positifs de la national-démocratie d'avant-guerre, dont il rejette l'antisémitisme. Membre de Solidarité de Gdansk, il vit dans la clandestinité de 1981 à 1984. Membre du conseil du primat, ses idées indépendantes le mettent parfois en conflit avec les dirigeants de Solidarité, comme en avril 1989, lorsqu'il refuse de participer aux élections de juin pour protester contre la sélection « non démocratique » des candidats de Lech Walesa, comme

Tadeusz Mazowiecki. C'est le représentant de la droite nationaliste modérée au gouvernement.

GÉNÉRAL CZESLAW KISZCZAK, vice-premier ministre, ministre de l'intérieur

Soixante-quatre ans, membre du bureau politique du POUP depuis 1982, ministre de l'intérieur depuis août 1981 et, à ce titre, exécutif de l'état de guerre à partir du 13 décembre 1981. Militaire depuis 1945, il a fait ses études à l'Académie des forces armées d'URSS et a été « plusieurs années », selon sa biographie officielle, chef du renseignement militaire. Il est, avec MM. Ceyrek et Ciosek, l'un des architectes de la table ronde de 1989, dont il est finalement, du côté communiste, le seul représentant dans le nouveau gouvernement. Après les élections de juin, le général Jaruzelski l'a successivement présenté comme candidat à la présidence de la République puis, se ravissant, l'a nommé premier ministre. Incapable de former un gouvernement de coalition, il a fini par démissionner pour laisser la place à un homme de Solidarité, en août.

GÉNÉRAL FLORIAN SIWICKI, ministre de la défense

Soixante-quatre ans, membre du bureau politique du POUP et ministre de la défense depuis 1983. Il rejoint l'armée rouge en 1943 comme colonel, puis étudie à l'Ecole des officiers polonais de Riazan (URSS). En 1956, il termine l'Ecole militaire de l'état-major d'URSS et est envoyé en Chine comme attaché militaire à l'ambassade de Pologne. Il devient chef de l'état-major des forces armées polonaises en 1973. Proche du général Jaruzelski, il a la réputation d'un solide conservateur.

M. MARCIN SWIECICKI, ministre du commerce extérieur

Trente-six ans, l'un des jeunes loups de l'aile réformatrice du POUP. Symbole du paradoxe polonais, il est le fils d'un ancien président du Club de l'intelligentsia catholique (KIK) de Varsovie. Elu député au second tour des élections de juin grâce au soutien de Solidarité, il devient un mois plus tard secrétaire du comité central du POUP chargé des questions économiques.

M. ALEKSANDER BENTKOWSKI, ministre de la justice

Quarante-huit ans, cet avocat de Rzeszow fait beaucoup parler de lui depuis qu'il est devenu, après les élections de juin, chef du groupe parlementaire du ZSL (Parti paysan unifié), petit parti qui a tout fait basculer en brisant son alliance avec le POUP pour former une coalition avec Solidarité. Très ambitieux, il veut transformer le ZSL en un grand parti agrarien, qui reprendrait le nom du prestigieux PSL (Parti paysan polonais) de l'immédiat après-guerre.

## La composition du gouvernement

Voici la liste officielle du gouvernement de M. Tadeusz Mazowiecki, dont le Parlement a voté l'investiture mardi 12 septembre.

Premier ministre : Tadeusz Mazowiecki (Solidarité).

Vice-premiers ministres : Leszek Balcerowicz (Solidarité) ; Czeslaw Kiszcak (ZSL, Parti paysan) ; Jan Janowski (SD, Parti démocrate) ; Czeslaw Kiszcak (POUP, Parti ouvrier polonais).

Ministres :

Chef de l'office du conseil des ministres : Jacek Ambrozak (Solidarité) ;

Finances : Leszek Balcerowicz (Solidarité) ;

Justice : Aleksander Bentkowski (ZSL) ;

Culture : M<sup>me</sup> Izabella Cywinska (Solidarité) ;

Ministre chargé des organisations sociales et des partis politiques : Aleksander Hall (Solidarité) ;

Agriculture : Czeslaw Janicki (ZSL) ;

Progrès technique : Jan Janowski (SD) ;

Intérieur : Czeslaw Kiszcak (POUP) ;

Environnement : Bronislaw Kaminski (ZSL) ;

Santé : Andrzej Kozinski-Karny (ZSL) ;

Travail : Jacek Kuron (Solidarité) ;

Marché intérieur : Aleksander Maciejewicz (SD) ;

Bâtiment : Aleksander Paszynski (Solidarité) ;

Education : Henryk Samsonowicz (Solidarité) ;

Défense : Florian Siwicki (POUP) ;

Affaires étrangères : Krzysztof Skubiszewski (Solidarité) ;

Industrie : Tadeusz Syryjczyk (Solidarité) ;

Président du conseil économique : Witold Trzeciakowski (Solidarité) ;

Transports : Franciszek Adam Wislaski (POUP) ;

Commerce extérieur : Marcin Swiecicki (POUP) ;

Ministre sans portefeuille chargé d'organiser le ministère des communications : Marek Kucharski (SD) ;

Ministre sans portefeuille responsable des questions sociales à la campagne : Artur Balasz (Solidarité rurale) ;

Ministre, président de l'office central du plan : Jerzy Olszynski (Solidarité).

(Publicité)

## Un autre visage de l'Europe

Seul ouvrage en français du nouveau premier ministre polonais Tadeusz Mazowiecki

Disponible chez les Editions Noir sur Blanc  
Le Motif,  
1147 Montreuil, Suisse  
ou par SEDES,  
88, boulevard Saint-Germain

صكزا من الامل



# QUI A DIT QU'IL FALLAIT FORCEMENT PRENDRE TOUTE LA PLACE POUR FAIRE LA MEILLEURE IMPRESSION?



## TOSHIBA PAGELASER 6 : L'IMPRESSION LASER DEVIENT PERSONNELLE.

Ayant déjà tant innové dans le monde des portables, Toshiba met aujourd'hui l'impression au diapason : la qualité laser au service de l'utilisateur individuel. Pour la simplicité : tableau de bord à cristaux liquides pour la facilité d'utilisation, et "consommables" en cartouche pour l'entretien. Pas besoin de spécialiste. Qualité et facilité, la Pagelaser 6 remplacera avantageusement une imprimante matricielle 24 aiguilles.

## 6 PAGES À LA MINUTE.



Pas de doute, pour les performances, la Pagelaser 6 est bel et bien la digne héritière de la Pagelaser 12 (son aînée plus particulièrement destinée aux réseaux). En outre, ses 512 ko de mémoire, extensibles jusqu'à 4,5 Mo, vous autoriseront les mêmes fantaisies : textes et graphiques sur tous les formats habituels de papier et sur tous papiers. Avec un choix de polices de caractères (en standard, en cartouches ou téléchargeables), digne de celui de sa grande sœur aussi.

## A PEINE PLUS GRANDE QU'UNE DOUBLE PAGE.

41 x 21 x 39 cm. En clair, cela veut dire que si vous posez votre hebdomadaire préféré ouvert sur une table, vous aurez une idée à peu près exacte de l'encombrement de la Pagelaser 6. Et ses 16 kg vous permettront même de la changer de bureau si besoin. Ajoutez à cela ses deux interfaces (série et parallèle) pour la raccorder aux micros les plus courants, et vous aurez toutes les chances qu'elle vous devienne très personnelle.

L'Empreinte de Demain

# TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (France) S.A.  
DIVISION INFORMATIQUE  
7, RUE AMPERE - B.P. 131 - 92804 PUTEAUX CEDEX  
TEL : (1) 47 28 28 28



## Europe

ESPAGNE : spécialisé dans les affaires de terrorisme

## Un procureur assassiné à Madrid par un commando de l'ETA

MADRID  
de notre correspondant

C'est à une véritable escalade de violence « à la colombienne » que semble vouloir se livrer l'ETA militaire qui vient de s'en prendre, pour la première fois, à un représentant du ministère public. Personne ne doute en effet ici que ce sont bien les séparatistes basques qui ont assassiné dans la capitale espagnole, mardi 12 septembre, M<sup>re</sup> Carmen Tagle, quarante-trois ans, procureur de l'Audience nationale, la juridiction de Madrid compétente en matière de terrorisme.

Il était environ 15 h 30 et M<sup>re</sup> Tagle venait d'arrêter sa voiture devant le garage de son domicile situé dans un quartier du nord de Madrid. Un autre véhicule s'est alors rangé à ses côtés et ses deux occupants ont tiré à plusieurs reprises, à travers la vitre baissée, presque à bout portant sur le procureur, l'atteignant de plusieurs balles dans la tête. Deux médecins accourus sur les lieux n'ont pu que constater qu'elle était morte sur le coup, le visage défiguré par les balles. M<sup>re</sup> Tagle ne disposait d'aucune escorte et ne prenait apparemment pas de mesures de protection particulières.

## Une cible de premier plan

Cet assassinat, le douzième depuis le début de l'année, a provoqué un véritable choc national et les principales chaînes de radio y ont consacré plusieurs heures d'émissions spéciales. Depuis 1978, année où elle avait tué deux magistrats, l'ETA militaire ne s'était plus attaquée à des représentants du pouvoir judiciaire à l'exception d'un attentat

manqué en 1986 contre le président du tribunal suprême, M. Antonio Hernandez Gil.

M<sup>re</sup> Tagle, il est vrai, constituait une cible potentielle de premier plan. Ses fonctions l'avaient, en effet, amenée à porter l'accusation dans des dizaines de procès contre les membres de l'ETA militaire, le dernier eut lieu le matin même de l'attentat. Elle s'était, par ailleurs, rendue à Paris en compagnie d'un juge d'instruction pour y participer à l'interrogatoire de plusieurs dirigeants de l'ETA emprisonnés dans la capitale française, dont Santi Potros.

Connue pour sa rigueur, elle s'était publiquement prononcée en faveur d'une réforme de la législation antiterroriste afin que les auteurs d'attentats particulièrement sanglants soient tenus de purger la totalité de leur peine sans possibilité de mesure de grâce. Elle n'avait, en outre, jamais caché son scepticisme face aux conversations d'Alger entre représentants du gouvernement et de l'ETA, l'organisation séparatiste ne cherchant, selon elle, qu'à gagner du temps afin de reprendre des forces.

L'assassinat de M<sup>re</sup> Tagle se produit peu après l'envoi de plusieurs colis piégés à des fonctionnaires de prison. De toute évidence, l'organisation séparatiste tente ainsi de riposter à sa manière à une mesure qui vient de lui porter un coup dur : la dispersion aux quatre coins du territoire national de ses quatre cent cinquante membres actuellement en prison. Cette mesure a, en effet, contribué à rompre la discipline qu'imposait la direction de l'ETA au « collectif » de prisonniers et permet désormais à ceux d'entre eux prêts à renoncer à la violence d'échapper au contrôle des plus intransigeants. Une politique qui, le ministre de la Justice Enrique Mugica l'a assuré, se poursuivra quelles que soient les sanglantes réactions qu'elle puisse provoquer de la part de l'ETA.

THIERRY MALINIAK.

GRANDE-BRETAGNE : congrès des démocrates sociaux et libéraux à Brighton

## L'angoisse existentielle des centristes britanniques

LONDRES  
de notre correspondant

« Beaucoup de gens se demandent : que faisons nous ici ? », M. Paddy Ashdown, leader des démocrates sociaux et libéraux (SLD), ne pouvait mieux résumer l'angoisse existentielle qui fait des ravages dans les rangs de son parti. Le congrès du SLD, qui se tient depuis le 9 septembre à Brighton, met en effet cruellement en lumière l'effondrement du centre en Grande-Bretagne.

Il n'est pas sûr que les 1 800 délégués sauront davantage, lorsque se clôturera le congrès, vendredi 15 septembre, pourquoi ils s'étaient rassemblés dans cette station balnéaire du sud de l'Angleterre. L'image du SLD est totalement brisée dans l'opinion par des querelles intestines et par un débat persistant, qui tourne à la farce, sur le nom même que doit avoir cette formation. Les libéraux, héritiers du parti de Gladstone et de Lloyd George, souhaitent que le mot libéral continue d'apparaître. Les militants issus des rangs du Labour, qui ont créé en 1981 le Parti social-démocrate, sont davantage prêts à des innovations linguistiques.

Le congrès a voté une motion qui exclut cette question de l'ordre du jour. Même s'il s'agit seulement d'une affaire de terminologie, on ne pouvait avouer plus symboliquement que la fusion, décidée en 1988, entre libéraux et sociaux-démocrates n'était toujours pas vraiment accomplie.

M. Ashdown pensait que, sur la politique de défense au moins, il pouvait unifier son parti. Le congrès

a de fait voté mardi en faveur du maintien des sous-marins Trident, fer de lance de l'arsenal nucléaire britannique. L'événement est remarquable dans la mesure où il aligne le SLD sur les conservateurs et les travaillistes, ce qui implique que les trois formations politiques classiques du pays (les Verts se situant évidemment à part) sont désormais favorables à la dissuasion nucléaire. Mais ce résultat était sans doute trop simple : le congrès a aussi décidé de supprimer du programme du parti la référence à l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'Otan.

Le SLD a tout simplement du mal à exister. Additionnés mécaniquement, les adhérents du Parti libéral et du Parti social-démocrate auraient dû être 175 000. Le SLD n'a plus en réalité que 82 000 membres. Les élections européennes ont été un désastre. Le SLD n'a obtenu que 6,4 % des voix, passant en quatrième position après les Verts qui en ont recueilli 15 %.

Le tournant modéré pris par les travaillistes, et l'émergence d'un fort courant écologiste ont laminé les positions du centre classique. Lors des élections de 1983, celui-ci avait fait le plein de ses électeurs potentiels, avec 25 % des suffrages, parce que le Labour restait victime de son image gauchiste et que l'écologie n'était pas encore à la mode. Il n'en est plus de même. La proportion de Britanniques qui refusent les deux grands partis est relativement stable depuis une décennie. Mais ce sont les Verts qui recueillent désormais l'essentiel de ce vote de protestation.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

**SC.PO**  
La première préparation de France depuis 1967

- d'été
- annuelle
- par correspondance

**CEPES**  
57, rue Charles Laffont  
92000 NEUILLY SUR SEINE  
47 45 09 19 - 47 22 94 94

**COPIES COULEURS Canon LASER**  
COPIES DE PLANS  
JUSQU'À 84 x 120 CM  
RANK XEROX 2080  
P.A.O. AVEC VENTURA ET EDITION LASER  
ETRAVE REPRO  
38, AV DAUMESNIL - 43 47 21 32

CHINE

## La commémoration des cent jours du massacre de la place Tiananmen

Alors que Pékin renforce les mesures de contrôle en préparation aux cérémonies qui marqueront le quarantième anniversaire de la République populaire le 1<sup>er</sup> octobre, des manifestations ont eu lieu à l'étranger mardi 12 septembre pour commémorer les cent jours du massacre de la place Tiananmen, où des milliers de étudiants ont été tués par l'armée. Plus de vingt mille personnes à Hongkong, plusieurs centaines à Londres et à Genève devant le Palais des Nations ont protesté contre la répression à l'appel des associations de dissidents en exil.

A Paris, près d'un millier de personnes, Chinois et Français, se sont rassemblés à 21 heures sur l'esplanade des Droits-de-l'Homme, place du Trocadéro, pour écouter l'ancien dirigeant étudiant pékinois Wu'er Kaixi et d'autres orateurs, au nom du mouvement Solidarité Chine, rendre hommage aux victimes de la lutte pour la démocratie en Chine. « Vous avez irrité de votre sang les premiers bourgeois de la liberté. Jamais les mains criminelles de la dictature n'arracheront les racines de la démocratie que vos corps ont nourries », a notamment déclaré, le visage complé par l'émotion, M. Wu'er Kaixi.

Au son de l'Adagio d'Albinoni et du Requiem de Mozart, les manifestants, qui portaient une bougie allumée, ont observé une minute de silence, avant d'assister à un spectacle silencieux donné par des danseurs vêtus de blanc, la couleur du deuil en Chine. Selon des participants, des diplomates chinois auraient encoché de forces pressions sur les artistes pour les empêcher de participer aux cérémonies.

Le matin même, l'exposition sur les événements de la place Tiananmen qui avait été annoncée dans une salle de la mairie du seizième arrondissement avait dû être annulée. Selon une élue de l'arrondissement, cette mesure est due à « une pression du Quai d'Orsay », tandis qu'au ministère des affaires étrangères on soulignait qu'aucun service n'avait été contacté ni n'était intervenu sur cette affaire et que la responsabilité d'une telle manifestation incombait habituellement à la mairie de Paris.

Dans la capitale chinoise, selon des diplomates, les autorités auraient interdit à l'université de Pékin où l'on devait jouer le Requiem de Verdi, craignant des manifestations de la part des étudiants. Une statue est actuellement en construction sur la place Tiananmen, à l'endroit où se trouvait, pendant les événements, la statue de la déesse de la démocratie érigée par les étudiants. Œuvre de « sculpteurs vétérans », elle représente l'alliance des ouvriers, des paysans, des militaires et des intellectuels.

« M. Jiang Zemin invité à Moscou. — Le nouveau secrétaire général du PC chinois, M. Jiang Zemin, a été invité, au nom de M. Gorbatchev, à se rendre en visite officielle en URSS. Cette invitation a été transmise lors d'une rencontre lundi 11 septembre à Moscou entre M. Yakovlev, membre du bureau politique du PCUS chargé de sa commission internationale, et le chef du département international du PCC, M. Zhu Liang. Mardi, une délégation du Soviet suprême, dirigée par son premier vice-président, M. Loukatchov, est arrivée à Pékin en visite officielle. — (AFP.)

## Asie

JAPON

## Les boat people chinois seront rapatriés

TOKYO  
de notre correspondant

Tokyo a pris des mesures destinées à enrayer le flux des réfugiés de la mer. Aux termes de nouvelles dispositions entrées en vigueur mercredi 13 septembre, les autorités japonaises procéderont à un examen minutieux afin d'établir s'ils peuvent bénéficier du statut de réfugiés défini par la législation internationale (c'est-à-dire s'ils sont victimes dans leur pays d'une oppression politique, religieuse ou raciale), ou bien s'ils doivent être considérés comme de simples « réfugiés économiques ». Les premiers se verront accorder le droit d'asile, les seconds seront traités comme des immigrants illégaux.

Le Japon s'engage donc sur la même voie que les autres pays de la région, appliquant les critères décidés lors de la conférence de Genève de juin dernier sur les réfugiés d'Indochine. La situation est compliquée, dans ce cas, par l'arrivée des derniers réfugiés Chinois ou de Sino-Vietnamiens qui avaient trouvé refuge en Chine au moment du conflit frontalier de mars 1979.

Les Vietnamiens qui seront reconnus « réfugiés économiques » seront « invités » à quitter l'archipel. Comme il est peu probable que le Japon recoure à un rapatriement par la force va se poser à Tokyo le même problème qu'à Hongkong : que faire de cette catégorie de réfugiés ?

En ce qui concerne les Chinois, ils devront être rapatriés et traités selon les termes de la loi chinoise, « dans l'espoir que les sanctions ne soient pas trop dures », a déclaré le directeur du bureau pour les réfugiés et les droits de l'homme du ministère des affaires étrangères. Le Japon n'a obtenu aucune garantie de bienveillance de la part des autorités chinoises.

La procédure de détermination du statut qui vient d'entrer en application ne concerne que les Vietnamiens. Cette procédure sera mise en place avec le concours du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Jusqu'à présent, les réfugiés de la mer recevaient automatiquement une autorisation de séjour temporaire. La bienveillance des autorités s'expliquait par le faible nombre de réfugiés vietnamiens installés au

Japon (6 000 en dix ans). La découverte de 657 Chinois parmi les 2 500 réfugiés arrivés au cours des dernières semaines a incité les autorités à renforcer leur contrôle.

La venue de réfugiés chinois se faisant passer pour des Vietnamiens a en outre révélé l'existence de réseaux d'immigration clandestine, dont certains sont apparemment liés au monde de la pègre nipponne, et bénéficient de complicités de fonctionnaires dans la province du Fujian, où font escale les bateaux partis du Vietnam.

Le Japon souffrait d'une pénurie de main-d'œuvre. Le rapatriement des immigrés illégaux suscite quelques polémiques : des voix ont commencé à se faire entendre demandant un assouplissement des règlements sur l'entrée des travailleurs non qualifiés. C'est notamment le cas du président du patronat du Kansai, qui a préconisé qu'un visa de séjour limité soit accordé aux travailleurs immigrés. Il y a actuellement 60 000 travailleurs immigrés au Japon, dont 11 000 en situation irrégulière. Mais les syndicats s'opposent à une ouverture du marché du travail qui aurait pour conséquence d'abaisser les salaires des travailleurs non qualifiés.

Ph. P.

Sceptique sur les chances de la perestroïka

## Tokyo estime que la menace militaire soviétique est inchangée

TOKYO  
de notre correspondant

Malgré les réformes entreprises sur le plan intérieur et les propositions de réduction des armements faites par M. Gorbatchev, l'Union soviétique représente toujours une menace militaire qui appelle une poursuite de l'effort de défense du camp occidental : telle est l'argumentation centrale du dernier Livre blanc sur la défense, approuvé le 12 septembre, par le gouvernement japonais.

Le document cherche visiblement à contrer l'opinion selon laquelle, compte tenu d'une tendance globale à la détente, le Japon pourrait limiter ses dépenses militaires. En dépit des politiques de contrôle des armements poursuivies par les deux super-puissances, la situation d'affrontement Est-Ouest demeure inchangée, estiment les experts.

Sceptiques quant aux chances de réussite de la perestroïka et émettant des doutes sur les changements substantiels que peuvent apporter les nouvelles orientations diplomatiques de Moscou, ils concluent qu'il est difficile de savoir, à partir des déclarations du gouvernement Gorbatchev, si les initiatives de celui-ci auront pour conséquence une substantielle réduction de la menace militaire que constitue l'URSS et si elles signifient un arrêt de la politique expansionniste de Moscou fondée sur la force militaire.

## Un déploiement « considérable »

A l'appui de sa thèse, l'agence dresse un tableau des forces soviétiques en Extrême-Orient. Qualifié de « considérable », leur déploiement représentait entre un quart et un tiers du total des forces armées soviétiques. La majorité est stationnée sur les côtes. Un tiers des mis-

siles, quarante-trois divisions (390 000 hommes), cent navires de guerre, cent quarante sous-marins et deux mille quatre cents avions de combat sont déployés de la péninsule du Kamchatka, à Vladivostok. Les Soviétiques auraient renforcé leur troupe stationnée à Sakhaline (deux divisions) qui comprendraient en outre un escadron d'hélicoptères et des chasseurs Mig-23 et 31, rapatriés d'Afghanistan. Dans l'archipel des Kouriles (notamment à Etorofu et à Kamashiri, deux des quatre îles revendiquées par les Japonais), se trouveraient une division et une base de quatre Mig-23.

Deux divisions sont stationnées au Kamchatka tandis que le port de Petropavlovsk abriterait cinquante sous-marins et une trentaine de navires de guerre. Le port de Maga-

dan (sur le continent, à la hauteur de la péninsule du Kamchatka) est aussi une base de sous-marins. A Vladivostok sont stationnés soixante-dix sous-marins, autant de navires de guerre et une division de fusiliers marins. Une douzaine de divisions se trouvent dans la région de Khabarovsk, quartier général des forces armées soviétiques d'Extrême-Orient.

Le jour même où était rendu public le Livre blanc, le directeur général de l'agence de défense, M. Juro Matsumoto, critiquait au cours d'une conférence de presse la position, légèrement infléchie, des socialistes japonais en matière de sécurité. Il a notamment qualifié d'« irréaliste » la diplomatie non alignée prônée par le PSJ.

PHILIPPE PONS.

INDONÉSIE

## Première visite en URSS du président Suharto

Le président indonésien Suharto a achevé mardi 12 septembre une visite officielle à Moscou, la première d'un chef de l'Etat de ce pays en URSS depuis vingt-cinq ans, et depuis la chute de son prédécesseur Sukarno. « La glace fond » entre Moscou et Djakarta, a déclaré à cette occasion M. Gorbatchev, cité par le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Rogatchev. Ce dernier a ajouté que cette visite avait été « remplie de succès ».

Les deux présidents ont signé un document sur les « principes de base » des relations amicales et de la coopération bilatérale. Leurs entretiens ont été suivis par la première réunion d'une commission économique bilatérale, a précisé M. Ali Alatas, le chef de la diplomatie indonésienne.

Selon ce dernier, « les deux parties ont souligné que le conflit cambodgien est un problème qui doit être résolu en premier lieu, car nous sommes convaincus que le règlement de ce conflit ouvrira la voie à des relations économiques dans toute l'Asie du Sud-Est ».

Au cours de cette visite, qui aura duré six jours, le chef d'Etat-major indonésien, le général Try Sutrisno, a rencontré le ministre soviétique de la défense. Celui-ci, après avoir souligné que « la dernière rencontre entre dirigeants militaires soviétiques et indonésiens remonte à 1963 », a ajouté que, « depuis cette date, il y a eu des refroidissements et des incompréhensions dans nos relations ». — (AFP.)

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter de 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wauis

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINUTE

36-15 - TAPAZ LEMONDE

code d'accès ABO

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter de 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wauis

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINUTE

36-15 - TAPAZ LEMONDE

code d'accès ABO

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Tél. MONDIPUB 206 136 F

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐9 mois ☐1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

FORT PAYE : PARIS RP

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tout les noms propres en capitales d'imprimerie.

921 MONGES

سكنا من الامل



## Afrique

### NAMIBIE

#### Assassinat d'un dirigeant Blanc de la SWAPO

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Un avocat du barreau de Windhoek, Anton Lubowski, trente-sept ans, membre dirigeant de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) a été assassiné, mardi 12 septembre, devant son domicile. Alors qu'il s'apprêtait à rentrer chez lui, un tueur dissimulé dans les brousses a ouvert le feu avec une kalachnikov. Anton Lubowski a été tué sur le coup. Deux douilles ont été retrouvées sur le sol.

Chef adjoint de l'administration dans l'équipe électorale de la SWAPO, cet avocat avait joué un rôle important au sein de la branche interne de l'Organisation qu'il avait rejointe en 1984. Il avait été le premier Blanc à adhérer à ce mouvement de lutte pour l'indépendance de la Namibie, ce qui lui avait valu de nombreuses menaces. Il y a quelques mois, il avait été l'un des défenseurs au procès d'Upington (Afrique du Sud) de quatre Noirs condamnés à mort pour le meurtre d'un policier noir au cours d'émeutes.

Cet assassinat, le premier d'une personnalité de la SWAPO depuis l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril dernier de la résolution 435 des Nations unies pour l'accession du territoire à l'indépendance, est survenu à deux jours de l'arrivée à Windhoek, jeudi 14 septembre, de M. Sam Nujoma, président de l'Organisation, après un exil de vingt-sept ans.

Défenseur des droits de l'homme, Anton Lubowski avait été emprisonné il y a deux ans pour avoir dénoncé leur violation par les autorités de tutelle sud-africaines. Il avait participé en tant qu'avocat à de nombreux procès politiques. Sa mort va relancer la polémique sur la sécurité que les dirigeants de la SWAPO jugent insuffisante. Il est mort deux mois avant les élections qui doivent débiter le 6 novembre.

M. R. F.

### AFRIQUE DU SUD

#### M. De Klerk autorise une marche contre l'apartheid

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

A la suite d'une volte-face surprenante, le gouvernement sud-africain a autorisé, mardi 12 septembre, la marche anti-apartheid prévue pour mercredi dans les rues du Cap afin de protester contre les violences policières qui ont causé la mort d'un jeune homme et blessé plusieurs autres.

Le chef de l'Etat en personne, M. Frederik De Klerk, a annoncé au cours d'une conférence de presse que son gouvernement « n'avait aucune objection à formuler contre les protestations pacifiques et ordonnées, à condition qu'elles se

déroulent dans le cadre des lois du pays ».

Le président de la République a ajouté que « ce n'était pas le moment d'aggraver les différences qui existent dans notre pays », estimant que « le temps était venu de trouver un terrain commun pour un dialogue pacifique ».

#### Violence politique

Cette décision met fin aux tractations entourant le déroulement de cette marche de protestation une semaine après les sanglants événements qui se sont produits dans les townships des environs du Cap, au cours desquels vingt-trois personnes

ont trouvé la mort, selon Mgr Desmond Tutu.

Depuis, une violente polémique s'est engagée entre les autorités et les mouvements anti-apartheid non seulement sur le nombre des victimes, mais aussi sur les circonstances dans lesquelles elles ont été tuées ainsi que sur le comportement des forces de l'ordre.

Un haut-commissaire de la police, Gregory Rockman, a d'ailleurs démenti la manière dont les unités anti-émeutes avaient réprimé les manifestations.

Le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok, a chargé mardi 12 septembre un haut fonctionnaire de la police de mener une enquête.

MICHEL BOLE-RICHARD.

### MAROC

#### Protestation contre la destruction « inhumaine » de bidonvilles

Rabat (AFP). — Deux organisations marocaines des droits de l'homme ont dénoncé, mardi 12 septembre, les conditions « inhumaines et illégales » dans lesquelles sont effectuées, selon elles, depuis plusieurs semaines, des destructions de bidonvilles au Maroc.

Selon la commission de coordination entre la Ligue marocaine de défense des droits de l'homme (LMDH), proche du parti d'opposition nationaliste (Isi) et l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH, progressiste), « ces opérations ont revêtu dans plusieurs régions l'aspect d'un racisme organisé, du fait de la dégradation de certaines zones de l'habitat ». Les deux organisations font référence à la campagne contre l'habitat insalubre entreprise par les autorités marocaines dans les provinces de Salé et de Kénitra (au nord de Rabat). Elles soulignent que les bidonvilles ont été détruits sans que des tentatives de relogement des occupants des tentes de planches et de tôles ondulées, et en leur octroyant des facilités financières.

entre les habitations et les locaux commerciaux et agricoles, entre les huttes en zinc et les constructions en dur ».

Ces organisations affirment que les habitants des bidonvilles n'ont pas été informés à l'avance et que, n'ayant pas bénéficié de logements de rechange, ils sont restés sans gîte. A plusieurs reprises, selon la presse d'opposition, des affrontements ont eu lieu entre les occupants et les forces de l'ordre, qui ont procédé à des dizaines d'arrestations.

Le gouvernement marocain avait engagé, dans les années 70, la lutte contre l'habitat précaire, en aménageant des terrains pour reloger les occupants des tentes de planches et de tôles ondulées, et en leur octroyant des facilités financières.

#### Mort

de quatre détenus

Des résultats tangibles ont été obtenus, malgré la lenteur de l'administration et l'incertitude des maires, qui préféraient monnayer les avan-

tages obtenus de l'Etat et rebâtir leurs baraquements de fortune dans les quartiers pourtant promis à la destruction. Mais l'exode rural, provoqué par la sécheresse des années 80, et la crise économique ont réduit tous les efforts à néant.

En outre, quatre détenus ont trouvé une « mort douteuse », au mois d'août, affirmant les deux organisations marocaines des droits de l'homme. Selon elles, un artisan âgé de plus de soixante ans, Larbi Charat, est décédé le 27 août dans les locaux de la gendarmerie de Sidi Slimane, à une centaine de kilomètres au nord-est de Rabat, « après avoir été torturé ». Il était accusé d'avoir participé à des manifestations de villageois contre « la destruction illégale de leurs habitations », précise le communiqué.

Le 25 août, un autre artisan, Abderrahim Ben Khalifa, est mort dans les mêmes conditions.

Enfin, toujours selon le communiqué, un pêcheur de vingt-huit ans, Abdelhamid Ouahabi, est décédé le 10 août dans les locaux de la police de Larache.

## Proche-Orient

### IRAQ : d'après le « Financial Times »

#### Bagdad s'est constitué un réseau européen d'approvisionnement militaires

L'Irak a établi un important réseau en Europe pour se procurer des équipements à utilisations militaires et avoir accès aux nouvelles technologies, selon des sources gouvernementales, affirme le journal britannique *Financial Times* du mercredi 13 septembre. Le réseau aurait des ramifications en France, en Espagne, en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale et en Italie.

Selon les milieux officiels britanniques, le réseau irakien qui n'est pas en soi illégal, est une source d'inquiétude en raison des risques de prolifération des techniques de mises au point des missiles au Moyen-Orient, en particulier pour la mise au point — qui se révèle difficile — d'un missile sol-sol, baptisé Condor, en coopération avec l'Egypte et l'Argentine.

Par le biais de stagiaires dans des entreprises européennes, l'Irak cherche à acquérir les nouvelles technologies, sans enfreindre les législations restrictives sur les exportations de produits sensibles.

Toujours d'après des sources gouvernementales, auxquelles le *Financial Times* se réfère, un vingtième des sociétés européennes ont vendu des équipements à usage civil, mais qui

peuvent avoir des applications militaires, dont la Banca Nazionale del Lavoro, la première banque publique italienne, aurait financé l'achat pour un montant de quelque 200 millions de dollars.

D'après le *Financial Times*, une douzaine de compagnies européennes, dont la moitié occidentale, auraient participé à la construction du complexe militaire-industriel près de la ville d'Al-Hilla, où se serait produite, le mois dernier, une grave explosion qui aurait fait des centaines de morts (le *Monde* des 7 et 11 septembre).

[L'évolution décrite par le *Financial Times* s'est en réalité amorcée dans les années 1986-1987 autour d'une équipe d'ingénieurs militaires marocains participant aux travaux de la firme Al-Saudi et Amer Rasheed Al-Uhaili pour le compte d'une administration chargée du développement des industries militaires sous la responsabilité du ministre irakien de l'Industrie, M. Hassan Kamil Hassan. Si l'on en croit des sources irakiennes, ce mouvement, qui vise à assurer l'approvisionnement de Bagdad en matériel d'approvisionnement militaires et de technologies sensibles, devrait s'accroître encore dans les deux ou trois années prochaines.]

### Selon la commission pontificale Justice et paix

#### 8 000 Palestiniens sont sans abri après le dynamitage de leur maison

Jérusalem (AFP). — Huit cent six maisons ont été détruites par les autorités israéliennes dans les territoires occupés pendant les dix-huit premiers mois de l'année, faisant huit mille Palestiniens sans abri, dénombre la commission pontificale Justice et paix dans un communiqué diffusé, mardi 12 septembre, à Jérusalem.

Entre le 9 décembre 1987, début du soulèvement palestinien (intifada) et le 31 mai 1989, dix-huit mois plus tard, Justice et paix compte 706 maisons dynamitées par les autorités israéliennes, 55 scellées ou marquées et 45 détruites parce qu'elles se

trouvaient à côté d'une maison dynamitée.

Ces destructions, souligne la commission pontificale présidée par le cardinal français Roger Etchegaray, ont fait un total de huit mille sans-abri. Toujours selon Justice et paix, 199 maisons (28 %) ont été détruites pour « raisons de sécurité », 479 (87 %) pour « défaut de permis de construire » et le reste « pour raisons indéterminées ». La commission affirme que l'absence de permis de construire, avancée pour détruire un aussi grand nombre de maisons, est de nature politique et sert de moyen d'intimidation.

## Amériques

### PANAMA

#### L'opposition doute de l'efficacité des nouvelles sanctions américaines

PANAMA  
de notre correspondant  
en Amérique centrale

La décision des Etats-Unis, annoncée mardi 12 septembre, de suspendre les achats de sucre panaméen (30 000 tonnes par an) et la circulation d'une « liste noire » d'entreprises panaméennes, ont provoqué des réactions négatives dans les milieux d'opposition, qui doutent de l'efficacité de ce genre de mesures pour obtenir le départ du général Manuel Antonio Noriega. M. Guillermo Endara, candidat de l'opposition à la présidence aux élections du 7 mai dernier — simplifiées à la suite de la défaite de la coalition gouvernementale — s'est déclaré hostile à plusieurs reprises à l'imposition de nouvelles sanctions économiques des Etats-Unis.

Il estimait, en effet, que les sanctions en vigueur depuis l'été dernier, qui des fonds du gouvernement panaméen déposés dans des banques aux Etats-Unis, versent sur des comptes bloqués des revenus du canal intercanal, etc.) avaient davantage affecté la population que le chef de l'armée panaméenne. L'économie a subi une forte contraction en 1988 (le produit national brut a baissé de 17 %) et le chômage a crû dans des proportions importantes à la suite de l'arrêt presque total de l'industrie du bâtiment et des licenciements dans le secteur des services (contre bancaire international), principale source d'activité de ce paradis fiscal d'un peu plus de deux millions d'habitants.

La suspension du quota de sucre acheté par les Etats-Unis aggrave sans doute encore les difficultés de trésorerie du gouvernement panaméen, qui contrôle directement une partie de la production sucrière. Les recettes fiscales ont baissé de près de 50 % en 1988 et le gouvernement doit faire des prodiges pour payer ses cent trente mille fonctionnaires tous les quinze jours. Le Panama a interrompu depuis longtemps les versements au titre du remboursement de sa dette externe et n'est même plus en mesure d'entretenir ses infrastructures, qui

se dégradent très rapidement (routes, hôpitaux).

Tout le monde reconnaît, aujourd'hui, que la stratégie de l'apathie économique n'a cependant pas ébranlé le régime qui a su exploiter les contradictions de la politique de Washington. Du fait de la présence de nombreuses sociétés et d'installations gouvernementales

américaines (commission du canal, bases militaires), les Etats-Unis continuent en effet de déverser des millions de dollars dans l'économie panaméenne en achetant des biens de consommation, des produits alimentaires et des services, et les milieux d'affaires ont finalement décidé de se remettre au travail pour éviter le naufrage.

BERTRAND DE LA GRANGE.

## Diplomatie

Dans son rapport annuel

#### M. Perez de Cuellar se félicite du regain d'activité de l'ONU

L'ONU retrouve l'espoir qui a présidé à sa création après une très longue période d'expectative, estime le secrétaire général de l'Organisation, M. Javier Perez de Cuellar, dans son rapport annuel rendu public, mardi 12 septembre.

L'année 1989, note-t-il, « a été marquée par une large mesure de la coopération internationale et du développement ». Une tendance qui a été renforcée par la fin de la guerre civile au Salvador. Enfin, dans le conflit entre l'Irak et l'Iran, l'ONU surveille le cessez-le-feu après l'accord d'août 1988 entre les deux pays.

Reste encore à régler le problème afghan, malgré les accords de Genève d'avril 1988, problème dont « la solution ne peut être que politique et exige un consensus international aussi bien que national ».

Notant que quatre nouveaux dispositifs de maintien de la paix de l'ONU ont été déployés depuis un an, contre treize au total depuis 1945, le secrétaire général évoque les difficultés du financement de ces opérations : les membres doivent à l'Organisation 661 millions de dollars pour les opérations en cours et plus des 688 millions de dollars d'arriérés pour le budget 1989 et ceux des années précédentes.

Pour illustrer ce regain de confiance dans l'ONU, M. Perez de Cuellar évoque la situation en Namibie : en Amérique centrale, où l'Organisation est appelée pour la première fois à surveiller des élections générales dans un pays souverain, le Nicaragua, et à envisager l'envoi d'une force spéciale chargée d'appliquer les accords conclus entre les gouvernements et les guérillas dans ce pays ; et au Salvador. Enfin, dans le conflit entre l'Irak et l'Iran, l'ONU surveille le cessez-le-feu après l'accord d'août 1988 entre les deux pays.

Reste encore à régler le problème afghan, malgré les accords de Genève d'avril 1988, problème dont « la solution ne peut être que politique et exige un consensus international aussi bien que national ».

Notant que quatre nouveaux dispositifs de maintien de la paix de l'ONU ont été déployés depuis un an, contre treize au total depuis 1945, le secrétaire général évoque les difficultés du financement de ces opérations : les membres doivent à l'Organisation 661 millions de dollars pour les opérations en cours et plus des 688 millions de dollars d'arriérés pour le budget 1989 et ceux des années précédentes.

(AFP, Reuters).

## Le Monde

### de la Révolution française

au sommaire du n° 9

EN VENTE  
A PARTIR  
DU 18 SEPTEMBRE



### L'ALMANACH DE 1789 :

• Septembre 1789 • Politique : que faire d'un roi dans la nouvelle société des individus libres et égaux ? La gogne des villes bretonnes et comment elle triomphera à la suite des armées de l'An II, du Dictionnaire et de l'Empire, au travers de la « Grande Nation » • Pourrait : Jean-Paul Marat et les débuts de l'Armée du Peuple • Théâtre : Jean-Jacques Chénier ? • Etranger : la révolution belge, de Liège au Brabant.

### LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

• Le procès du cosmopolitisme. La Nation, ou comment l'idée de nation s'impose au cosmopolitisme des Lumières, et comment elle triomphera à la suite des armées de l'An II, du Dictionnaire et de l'Empire, au travers de la « Grande Nation » • Pourrait : Jean-Paul Marat et les débuts de l'Armée du Peuple • Théâtre : Jean-Jacques Chénier ? • Etranger : la révolution belge, de Liège au Brabant.

### LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

Entretien exclusif : Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, révèle comment il souhaiterait réorganiser la vie parlementaire • Polémique : les savants et la Révolution • Les livres du mois et toutes les manifestations à Paris et en Province.

SEPTEMBRE 1989

30 F - Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



# Politique

A l'Assemblée nationale

## M. Léotard favori pour succéder à M. Gaudin à la tête du groupe UDF

Le processus de la succession de M. Jean-Claude Gaudin à la tête du groupe UDF de l'Assemblée nationale est entré dans sa phase ultime. Le vote pour la désignation du futur président aura lieu le mardi 25 septembre à huis clos dans la dernière séance parlementaire de l'Assemblée nationale.

Au dire des participants, on avait rarement vu une telle affluence : pratiquement tout le monde était là : le président du groupe, M. Gaudin, qui tente de régler en douceur une succession délicate, les trois candidats déclarés, MM. François Léotard, Charles Millon (bariste « rénovateur »), et Philippe Mestre (ancien bariste, devenu giscardien) ; MM. André Rossinot pour le PSD, Pascal Clément (PR), candidat présumé non déclaré, d'Aubert (bariste), d'Ornano (giscardien), Longuet (léotardien), etc. En revanche, M. Valéry Giscard d'Estaing

était absent, ainsi que M. Alain Madelin.

C'est dans un climat cordial qu'a eu lieu cette réunion destinée à arrêter les conditions dans lesquelles aura lieu la succession de M. Gaudin. Il est vrai que les candidats, soucieux d'afficher un profil rassembleur et consensuel, ne souhaitent pas d'écarts. Plusieurs points ont été abordés, donnant lieu à des débats parfois serrés. M. Gaudin a pu, dans l'ensemble, faire prévaloir son point de vue.

Tout le monde s'est ainsi rallié à la date du 25 septembre pour la désignation du nouveau président (début de session). Il s'agit de faire en sorte que la question soit tranchée avant l'ouverture de la session d'automne.

En outre, M. Gaudin souhaitait que le scrutin ait lieu au début des journées parlementaires plutôt qu'à la fin pour ne pas perturber leur déroulement. Chacun des candidats aura l'opportunité de faire une déclaration pour présenter sa candidature. Des questions pourront être posées, et un court débat s'instaura.

Une discussion a eu lieu sur le point de savoir si le dépôt des candi-

datures devait être clos avant le 25 septembre ou si des candidatures spontanées pouvaient se déclarer entre les différents tours de scrutin. Finalement, la date du 25 septembre comme date limite de dépôt de candidature a été arrêtée. Toutefois, en cas de blocage le jour du vote, les candidats officiellement en lice et le président sortant pourraient éventuellement décider d'admettre de nouvelles candidatures. Toujours selon les vœux de M. Gaudin, le mode de scrutin adopté est celui en vigueur à l'Assemblée nationale pour l'élection de son président : majorité absolue aux deux premiers tours, majorité simple au troisième.

Les procurations seront proscrites. Pour voter, il faudra être présent. Une exception toutefois sera faite pour M. André Rossinot, hospitalisé, qui souhaite prendre part au vote. Ce sont donc quatre-vingt-huit députés UDF qui devraient y participer. Le groupe compte actuellement quatre-vingt-dix élus, mais deux d'entre eux devraient, le 25 septembre, se retrouver au Sénat (MM. Jean-Claude Gaudin et Pierre Merli).

Comme les députés RPR, qui avaient été appelés l'année dernière en juin à choisir pour la première fois leur président de groupe parmi plusieurs candidats, l'UDF va faire l'expérience des candidatures multiples. M. Gaudin avait, en effet, été élu à huit reprises depuis 1981 à l'unanimité et par acclamation.

La partie qui s'est engagée pour la succession depuis plusieurs mois est particulièrement tendue, l'enjeu stratégique de la présidence du groupe étant vital pour les léotardiens, pour les giscardiens, qui soutiennent M. Mestre, et pour les « rénovateurs », qui appuient M. Millon. Chacun des quatre-vingt-cinq députés UDF est l'objet d'une cour assidue de la part des trois candidats. M. d'Ornano, diligent par M. Giscard d'Estaing pour soutenir la candidature de M. Mestre, emporterait, au dire de certains, la palme.

### L'hypothèse d'une sécession

Sur le papier, M. Léotard devrait gagner la partie dès le premier tour. Il lui faut quarante-cinq voix, et le PR, dont il est président, est fort de cinquante-cinq élus. Mais c'est sans compter les PR baristes ou giscardiens — ou d'autres — qui feront défection. D'où l'importance des autres députés appartenant au groupe (il y a dix CDS, un radical, deux PSD, sept membres des clubs Perspectives et réalités et quinze adhérents directs de l'UDF). Le 25 septembre, chaque voix compte.

Et M. Léotard, qui s'attendait à y avoir quelques semaines à une promenade de santé, est aujourd'hui plus circonspect.

L'hypothèse d'une sécession au sein du groupe UDF au cas où l'importation est avancée ici ou là (1). La volonté des giscardiens de barrer la route à M. Léotard, ou en tout cas de semer le maximum d'embûches, reste entière. M. Giscard d'Estaing, en effet, n'a pas encore digéré l'interview donnée au Point par M. Léotard au lendemain de son succès aux élections européennes du 18 juin dans laquelle il contestait son leadership sur l'opposition. Sur cette rive, M. Giscard d'Estaing semble ne pas avoir encore jeté la rampe à la rivière.

PIERRE SERVANT.

(1) Depuis le début de cette législature, il suffit de vingt députés pour former un groupe. Le groupe socialiste avait soumis cette modification du règlement de l'Assemblée nationale afin de permettre aux élus communistes d'en constituer un.

Doublement des délits en un an

## Manifestation contre l'insécurité à Cayenne

CAYENNE de notre correspondant

Un millier de personnes ont participé, pendant plusieurs heures, mardi 12 septembre, à Cayenne, à la plus importante manifestation qu'il se soit jamais déroulée en Guyane pour protester contre l'accroissement de la délinquance dans le département après le meurtre, la veille, au cours d'un hold-up, du caissier d'une agence bancaire. Cette manifestation s'est accompagnée d'une opération ville morte, les magasins et les entreprises ayant fermé leurs portes en signe de mécontentement, de même que plusieurs écoles.

L'appel à manifester, lancé par plusieurs associations et organisations syndicales, avait été relayé par certains élus locaux, en particulier par les maires de Cayenne, Saint-Laurent-du-Maroni et Montsinéry. A Kourou également, tous les commerçants avaient fermé leurs boutiques.

Plusieurs notables se sont toutefois employés à apaiser les esprits au moment du bon nombre de manifestants évoquant la constitution de milices d'autodéfense. Le président du conseil général, M. Elie Castor, député apparenté socialiste, et M. Raymond Tarcy, sénateur du département, ont réclamé au minis-

tre de l'intérieur des renforts de police. Le préfet a annoncé, peu après, le prochain doublement des forces de l'ordre.

Une centaine de policiers supplémentaires devraient arriver dès cette semaine à Cayenne, en même temps qu'une mission de l'Inspection générale de la police nationale chargée d'étudier « sous les moyens d'assurer la paix dans les communes et d'assister la police de l'air et des frontières dans sa lutte contre l'immigration clandestine ». Le second député guyanais, M. Léon Bertrand (RPR), a fait savoir qu'il avait envoyé un télégramme à M. François Mitterrand pour demander que la situation soit examinée par le conseil des ministres.

Les Guyanais, dans leur quasi-totalité, mettent en cause les immigrants venus du Brésil et du Surinam voisins dans l'accroissement de la délinquance et de la toxicomanie, qui s'est traduit, selon la police, par cinq cents agressions et effractions de toutes sortes en 1988, soit un doublement des délits en un an. Pendant la durée de la manifestation, qui a traversé tous les quartiers chauds de la ville, l'ambassade du Surinam à Cayenne est demeurée close par mesure de sécurité.

EDMOND FRÉDÉRIC.

L'outre-mer et l'échéance européenne de 1993

## M. Delors donne à M. Le Penec l'assurance d'une rallonge financière en faveur des DOM

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Louis Le Penec, qui s'est rendu mardi 12 septembre à Bruxelles, en compagnie des représentants des conseils régionaux des quatre DOM (Guadeloupe, Guyane, Martinique, la Réunion), a affirmé avoir reçu de M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, des assurances selon lesquelles la CEE accorderait une rallonge financière aux DOM pour les aider à franchir le cap périlleux de 1993.

Cela étend un peu notre déception », a souligné M. Le Penec, qui juge insuffisants les premiers arbitrages rendus à Bruxelles dans le cadre du budget envisagé pour le financement des plans de développement régionaux considérés comme prioritaires par les instances européennes.

Le ministre des DOM-TOM a notamment souligné que le mode de calcul utilisé par les experts communautaires pour fixer le montant des aides à prévoir dans le DOM n'était pas satisfaisant puisque leur résultat tendrait à aligner les départements d'outre-mer sur les régions les plus déshéritées de l'Espagne ou du Portugal. Sans assez tenir compte, par exemple, du coup que la suppression des frontières risque de porter, à cause de la concurrence des pays du tiers-monde, aux exportations antillaises de bananes et de rhum.

Le montant de la rallonge possible n'a, toutefois, pas été précisé. Les subventions actuellement prévues par Bruxelles se chiffrent à 888 millions d'ECU, soit 6,2 milliards de francs pour les quatre DOM et la Corse d'ici à 1993.

## M. Mitterrand loue le travail parlementaire de M. Fabius

Le président de la République, M. François Mitterrand, a visité, mardi 12 septembre, l'exposition que l'Assemblée nationale consacre à son bicentenaire (17 juin 1789) : exposition qui remporte un très grand succès populaire. En compagnie de son hôte, le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, et guidé dans le dédale des salles d'exposition du Palais-Bourbon par M. Bernard Falivay d'Arcier, chargé du Bicentenaire au cabinet de M. Fabius, le chef de l'Etat a pu voir la très riche documentation (livres, libelles, tableaux, trombinoscopes, d'époque, etc.), qui retrace les riches premières heures de l'Assemblée nationale.

La tradition républicaine veut que le chef de l'Etat ne puisse se rendre à l'Assemblée nationale quand les députés y siègent. Il ne peut communiquer avec le Parlement par message (article 18 de la Constitution). Interrogé à l'issue de cette visite, M. François Mitterrand a fait remonter cette tradition (qui ne s'applique pas hors session) au 18 brumaire, quand le général

Bonaparte fit vider manu militari le Conseil des Cinq-Cents.

C'est la première fois que le chef de l'Etat, qui fut parlementaire de 1946 à 1981 (avec une interruption en 1958-1959), retrouvait ces couloirs qu'il connaît bien. Il a trouvé l'exposition fort « utile » pour le sens civique des citoyens et a voulu n'avoir jamais aussi bien détaillé le bronze de Dalou qui rappelle la fameuse scène du 23 juin 1789, où Mirabeau refusait au nom de ses amis de quitter autrement que par la force des baïonnettes la salle des séances malgré les injonctions du marquis de Breuille-Laponche. Un montage audiovisuel en révèle tous les détails.

Revenant aux temps présents, il s'est félicité des efforts entrepris par M. Fabius pour redonner du tonus à l'Assemblée nationale. « Pourquoi ne pas avoir convoqué le Parlement en session extraordinaire compte tenu de la charge de travail de cette session ? » Il n'est pas de bonne méthode de les multiplier, sinon elles perdent leur sens », a répondu

le chef de l'Etat, qui estime qu'en session ordinaire les députés doivent être là « ce n'est pas toujours le cas ». Il a ajouté en lançant un regard en coin à M. Fabius — et « hors session ils ont à faire dans leur circonscription ». M. Mitterrand a souligné que l'effort d'« imagination » entrepris pour poursuivre pour améliorer le travail parlementaire. Quant à l'absentéisme, il est pour lui, même s'il le regrette, la rançon de la V<sup>e</sup> République. « Sous la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup>, les députés faisaient et défaisaient les gouvernements. Il y avait là un peu de raoumisme... Il faut qu'aujourd'hui les députés aient le sentiment que leur pouvoir vaut celui des autres, même si ce n'est pas au législatif de gouverner. Il contrôle et il élabore les lois ».

A la fin de la visite, M. Mitterrand a rencontré un groupe de visiteurs du Loiret qu'il a salués. Ces visiteurs ne s'attendaient pas à voir, en prime de la visite, le premier et le quatrième personnages de l'Etat... P. S.

L'élargissement aux citoyens de la saisine du Conseil constitutionnel

## L'avenir d'une vieille idée

« Je souhaiterais que tout Français puisse s'adresser au Conseil constitutionnel lorsqu'il estime qu'un droit fondamental est méconnu... Que va devenir cette bonne vieille idée, promise au rang de vœu présidentiel lors du rituel entretien télévisé du 14 juillet, auréolé par surcroît du prestige, unique par définition, du moment de son énonciation : au cœur même du Bicentenaire de la Révolution et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ?

Tout concourait à cette réédition solennelle. 1989 a été propice à d'innombrables volontés et velléités de retoucher, compléter, actualiser la Déclaration du 26 août 1789. Il s'agit en réalité ni commande de tenir compte de telle ou telle de ces nouvelles « doléances » ni possible de les passer complètement par pertes et profits sans un geste qui en ressuscite concrètement l'écho le plus généreux.

Si M. Mitterrand se trouvait être par ses fonctions un rélateur indispensable de cette future extension aux citoyens de la possibilité de saisir, dans certains cas et sous conditions, le Conseil constitutionnel, il n'est pas le premier.

● M. Juppé souhaite une rencontre avec MM. Léotard et Méhaignerie. — M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, souhaite rencontrer « dans les tout prochains jours » les présidents du PR et du CDS pour préparer les États généraux de l'opposition. Dans une interview à la Croix du 13 septembre, M. Juppé fait observer que si sa proposition de créer un Conseil supérieur de l'opposition est refusée par le PR, en revanche celle de « tenir la première convention préparatoire aux États généraux de l'opposition avant la fin de l'année a été acceptée ». « Je souhaite que dans les tout prochains jours nous nous rencontrions avec François Léotard et Pierre Méhaignerie », ajoute-t-il.

M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, avait, au début du mois de mars, dans un entretien accordé au Monde, formulé la même proposition d'ajouter au mode actuel (a priori) de contrôle de constitutionnalité des lois une procédure permettant aux citoyens d'opposer et de faire reconnaître a posteriori l'inconstitutionnalité d'une disposition législative dont il serait fait application à leur détriment.

Un an plus tôt, M. Bruno Genevois, conseiller d'Etat, influent secrétaire au Conseil constitutionnel, avait prudemment mais explicitement fait part, au terme d'un ouvrage austère et très complet consacré à la jurisprudence du Conseil, d'un « sentiment » analogue : « Apparaît un jour la nécessité de compléter les règles actuelles de contrôle de constitutionnalité des lois en instance de promulgation par une procédure d'exception d'inconstitutionnalité dont le déclenchement incomberait aux juridictions chargées de l'application des normes ».

En exégèse consciencieuse, M. Genevois analysait du reste dans cet ouvrage une série d'objections formulées en 1986 et en 1987 dans la revue intellectuelle libérale Commentaire, fondée jadis par Raymond Aron et dirigée par M. Jean-Claude Casanova, universitaire et proche de M. Raymond Barre.

Débat de professeurs de droit — l'un d'entre eux, M. Maurice Duverger, l'avait lancé dès 1959 dans un manuel — réservé à leurs seules doléances ? Assurément pas. Au début des années 60, des hommes politiques soulevèrent aussi, dans des propositions de loi qui ne connaîtront jamais d'aboutissement, la question de la saisine du Conseil constitutionnel par tout citoyen (mais par voie d'action et non d'exception). M. Paul Coste-Floret insiste en 1963 sur « l'importance de cette réforme pour réaliser une démocratie moderne et garantir les libertés de l'homme et les droits du citoyen ».

En 1972, les députés républicains indépendants militent pour l'instauration en France d'une « Cour suprême » (ils ne sont pas les premiers) et rêvent en ces termes : « En cas d'atteinte aux libertés fondamentales visées par la Constitution et son préambule, la Cour suprême peut être saisie par une enquête motivée émanant de toute personne physique ou morale, publique ou privée, s'il n'existe aucune voie de recours devant une juridiction quelconque ».

En 1972 toujours, les députés communistes et socialistes alors unis y vont aussi d'une proposition assez proche de celle qui est aujourd'hui évoquée : « La Cour suprême constitutionnelle sera saisie par toute juridiction d'appel des exceptions d'inconstitutionnalité que les justiciables pourront soulever à l'encontre des dispositions législatives qu'ils estiment contraires aux libertés garanties par les articles 7 et 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et par le préambule de la Constitution ».

### Comment faire ?

Comment évaluer aujourd'hui, et surtout pour demain, l'avenir de cette vieille idée qui a déjà beaucoup cheminé sans aboutir jusqu'à présent ? On peut s'interroger sur deux aspects qui en conditionnent la réalisation : ses aspects techniques et sa « faisabilité » politique.

Techniquement d'abord, comment faire ? Tout en rappelant que la réponse « appartient aux plus hautes instances de l'Etat et au Parlement », M. Badinter avait fourni dans ces colonnes un peu plus que l'esquisse de cette réponse : « Pourquoi ne pas reconnaître au citoyen la possibilité de soulever, dans le cadre d'un procès, une exception d'inconstitutionnalité contre une loi dont le Conseil constitutionnel n'a pas été saisi ? Il ne conviendrait pas cependant qu'à la faveur de ce moyen naissent des procédures dilatoires qui ralentiraient ou paralysent

raient l'action de la justice. Il appartiendrait donc à chacune des juridictions suprêmes, Conseil d'Etat ou Cour de cassation, d'apprécier si on est en présence d'un problème sérieux d'inconstitutionnalité et de renvoyer dans ce cas la question au Conseil constitutionnel, qui en déciderait dans un délai très court ».

Si l'idée est simple, sa mise en œuvre ne l'est pas nécessairement. Le juge de première instance saisi d'une telle requête en appellera-t-il directement au Conseil d'Etat ou à la Cour de cassation ? Se prononcera-t-il lui-même, quitte à se voir ensuite confirmé ou déjugué dans son appréciation en appel ou en cassation ? Revenons à l'idée première : l'appréciation au niveau de l'appel ? Autrement dit : combien de filtres, et à quel prix (temps, argent, épaulement du justiciable, vraisemblance du processus) seront-ils interposés entre l'exception d'inconstitutionnalité et l'éventuelle intervention du Conseil constitutionnel ?

Associer simplicité et efficacité et « sincérité » du système, tout en préservant le Conseil d'une avalanche de recours individuels sous laquelle il ne peut en l'état ni ne veut succomber, n'est pas chose facile.

### Les limites

De même, il n'est pas simple de décider sur quel pourrait porter ce nouveau type de contrôle. Toute loi déjà promulguée ? Les textes postérieurs à l'entrée en vigueur de la Constitution de la V<sup>e</sup> République ? Ou les seuls textes postérieurs à l'élargissement des modes de saisine du Conseil ? Là toujours, il faut pouvoir manier réalisme et vérité de la réforme. A défaut, elle apparaîtrait vite comme un gadget vide... inutilisable.

Enfin, dans cet échec ou encore bien embrouillé, l'un des rares fils fournis par M. Badinter, puis par le chef de l'Etat, conduit à plus de

questions, bien loin d'en supprimer une. Le président du Conseil constitutionnel puis M. Mitterrand (le 26 août, en inaugurant la Fondation de l'Arche de la fraternité) ont limité (si l'on peut dire) l'exception d'inconstitutionnalité à des lois qui n'auraient pas été soumises au Conseil constitutionnel ? On courrait, s'il en allait ainsi, le risque, évoqué dans son livre par le secrétaire général du Conseil constitutionnel, de voir pousser « trop loin l'autorité de chose jugée des décisions du Conseil » et tenu pour intouchables des textes qui ont été examinés en gros plutôt qu'en détail, quand leur examen avant promulgation ne se limite pas à quelques articles.

### Prudence

Enfin l'adjonction au contrôle a priori d'un contrôle a posteriori par le Conseil constitutionnel ne peut être élaborée sans une réflexion sérieuse sur la façon dont le progrès envisagé pourrait modifier les stratégies de recours et les modes d'examen des lois avant promulgation.

Sans parler des pépites supplémentaires qui ont été ou pourraient être ajoutées à ce gisement déjà ample de problèmes : faut-il ou non, à l'occasion de cette réforme constitutionnelle limitée (en extension sinon en importance), se pencher aussi sur le mode de désignation des membres, voire du président, du Conseil constitutionnel ? Des voix le suggèrent au RPR et ailleurs. Les limitations de cumul imposées aux membres du Conseil doivent-elles être étendues, généralisées ? Actuellement, un de ses neuf membres préside un conseil général. Un autre, avocat, plaide encore. Cette situation ne peut durer sans susciter sourires ou inquiétudes sur le statut des membres du Conseil constitutionnel, compte tenu de la place qu'il occupe désormais dans les institutions.

Elargir ainsi la question, c'est déboucher aussitôt sur les conditions de faisabilité politique de la réforme. Un compromis entre des

demandes variées liées en une gerbe consensuelle pour éviter tout dérapage parlementaire ? Une parcimonie argumentée et convaincante qui réduirait tout risque de « sabotage » politique du souhait présidentiel et limiterait la réforme à la seule introduction de l'exception d'inconstitutionnalité ?

M. Mitterrand a été prudent : il a parlé de « projet », d'« intention », et s'est réservé « d'apprécier la réalité politique et parlementaire ». Il a semblé écarter, mais en termes peu durs, le recours au référendum, qui est l'une des deux conclusions possibles de toute révision constitutionnelle (après approbation en termes identiques par les deux Assemblées).

Reste alors la voie du Congrès (les deux chambres du Parlement réunies) qui doit se prononcer à une majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés. Pour faire triompher la cause à l'Assemblée, au Sénat puis devant le Congrès, il faudrait au pouvoir, déjà presque sûr de l'irréductible hostilité du PC, attirer la faveur momentanée du RPR. Hostile, la puissante formation de M. Jacques Chirac ouvrirait alors pour ne pas se laisser politiquement séparer de l'UDF, par ailleurs plutôt neutre ou bienveillante, avant toute considération tactique face au projet qui remplit aujourd'hui.

Finalement, comme le plus souvent, l'alchimie de la décision politique finale, si elle trouve et qu'elle trouve l'occasion de l'exprimer, au Palais-Bourbon, au palais du Luxembourg et enfin à Versailles, sera le fruit des circonstances immédiates, largement imprévisibles.

Le contraire, c'est-à-dire un enthousiasme parlementaire presque unanime, courageux, et sans arrière-pensées, pour la jeune-vieille idée de l'élargissement de l'Etat de droit serait en soi un événement et — puisqu'on peut tout oser dans le domaine de l'anticipation — un heureux présage.

MICHEL KAJMAN.

صكنا من الامهل



# Politique

Les réactions au rapport Prada en Corse

## « Il va falloir une nouvelle fois manifester »

M. Michel Rocard, président de la commission des finances, a tenu mardi 12 septembre, l'Assemblée nationale, un débat sur la Corse. Le rapport de M. Michel Prada, président de la commission des finances de la région Corse, a été lu. M. Rocard a souligné que ce rapport était le fruit d'un travail de longue durée et qu'il était le fruit d'une concertation avec les élus locaux. Il a souligné que le rapport était le fruit d'un travail de longue durée et qu'il était le fruit d'une concertation avec les élus locaux.

### « Normalisation »

Critique plus dure de la part de M. Dominique Bompard, responsable de l'opposition nationale corse, qui, d'ailleurs, avait refusé de participer aux tables rondes. « La mission Prada accorde d'une seule fois, se mord la queue. Ce rapport est sournois et pervers. Il propose de libérer le foncier par l'obligation faite aux Corse de vendre leurs biens pour payer leurs droits de succession, se donnant ainsi le moyen de développer le tourisme. C'est un rapport de normalisation qui efface les spécificités de la Corse... »

BASTIA  
de notre correspondant

« Ce rapport ne va rien apporter aux salariés de la région Corse... Il va falloir une nouvelle fois manifester notre mécontentement par l'action... De façon que le gouvernement prenne véritablement en compte les problèmes qui concernent les salariés en Corse. Nous avons assisté aux tables rondes sans illusion. Ce rapport prouve que nous avions raison. » M. Noël Chichini, le secrétaire régional de la CGT, n'a pas eu besoin de lire tout le rapport Prada pour livrer un premier commentaire à la publication du document de synthèse de la mission de concertation, menée pendant deux mois en Corse par l'envoyé du premier ministre. Un commentaire qui, d'ailleurs, était sur les lèvres des responsables syndicaux avant la publication du rapport, tant la mission Prada suscitait des réserves dans les rangs de-cœur. M. Rocard a souligné que ce rapport était le fruit d'un travail de longue durée et qu'il était le fruit d'une concertation avec les élus locaux.

Mardi 12 septembre, alors que la vingtaine d'exemplaires du rapport de Michel Prada, expédiés la veille de Paris, circulaient dans les milieux politiques et syndicaux, peu nombreux étaient ceux qui avaient eu le temps de l'étudier. Plusieurs centaines de photocopies alimentaient les commentaires. Certains y trouvaient matière à réaffirmer un point de vue déjà formulé au moment de la concertation préalable au rapport. Ainsi, pour le député Max Sinoussi, député européen et conseiller général de l'UDF, « le rapport de M. Prada est un véritable désastre... »

Michel Prada, qui précise : « Il est possible d'organiser un développement touristique contrôlé en termes de sites, de gestion et de maîtrise du foncier. C'est précisément l'utilité de ce schéma directeur que d'organiser ce contrôle : et c'est l'absence de schéma directeur qui laisse le champ libre à la spéculation et au désordre... »

Une ligne de mener la « corse » de l'Assemblée de Corse en matière de planification, que Pierre Jona a déjà reproché aux élus régionaux ; mais une appréciation sur le fond qu'approuve M. José Rossi, le député-UDF de Corse-du-Sud : « C'est une approche très positive, très constructive, très réaliste du développement de la Corse, fondée sur une approche touristique bien maîtrisée et avec des moyens très incitatifs qui permettent aux entrepreneurs de créer des emplois... »

### « Le processus d'une nouvelle colonie »

S'il apprécie les propositions économiques, le député de Corse-du-Sud est en revanche très critique quant aux propositions politiques du rapport Prada, qui préconise une affirmation du rôle de l'Etat en confiant au préfet de région une mission d'intervention volontariste dans le processus d'élaboration et d'exécution du schéma directeur de développement.

« Nous ne voulons pas, comme le propose le rapport de Michel Prada, un renforcement excessif du rôle de l'Etat et du préfet, qui ne doit pas devenir le processus d'une nouvelle colonie... Nous souhaitons garder les acquis de la décentralisation et même renforcer l'autonomie locale dont nous bénéficions... Le rapport Prada ne trouvera pas la solution à tous les maux. Il appartiendra au gouvernement d'en tirer les conclusions politiques... Bien des aspects de ce rapport sont critiquables, notamment en matière de transports et de fiscalité, où le gouvernement essaie de rogner les avantages dont bénéficie la Corse... L'opinion insulaire réagit... »

MICHEL CODACCIONI.

La préparation des élections sénatoriales

## Haute-Garonne : l'indiscipline de M. Boyer

TOULOUSE  
de notre correspondant

La pile était trop amère pour M. Eugène Boyer, sénateur socialiste sortant. Il a décidé de se représenter alors que son parti a préféré investir M. Maryse Bergé-Lavigne (1). Le vétéran de Caranac avait raté en mai dernier de peu la présidence de la commission des affaires régionales et de la présidence de la commission des affaires régionales et de la présidence de la commission des affaires régionales.

Maire de Caranac, petite ville du Sud-Est toulousain, conseiller général et ancien vice-président du conseil régional (quand M. Alex Raymond, maire de Colomiers, siégeait dans le fauteuil présidentiel), M. Boyer a fait son entrée au palais de la Haute-Garonne en juin 1988 en sa qualité de secrétaire de M. André Mério, nommé secrétaire d'Etat aux affaires régionales.

S'il n'a pas la réputation d'une certaine tradition leur père, M. Boyer a des sénateurs la réputation d'être cultivés, cultivés à force de mandats locaux. Discret, certains disent effacé, il est à soixante-sept ans un homme de dossiers, de grande culture et de longue fidélité à ses engagements. La décision de démissionner de son poste de secrétaire du même coup les espoirs socialistes de réussir à nouveau un quart de siècle à la tête de la Haute-Garonne.

Mais trop de voir, bien ou mal intentionnés, s'étaient élevés après son éviction pour qu'il renonce sans coup férir. Le résultat n'est pas acquis, mais beaucoup d'ami

m'encourageant à persévérer », explique-t-il. M. Bergé-Lavigne était d'ailleurs conscient de la situation : tout en affichant publiquement la satisfaction de ceux qui ont été choisis par la base, elle s'inquiétait en privé des réactions possibles de son challenger et de l'électorat.

### « On n'est pas des sauvages »

La donne, il est vrai, était nouvelle. Pour la première fois, le PS rompt avec la tradition qui voulait que les candidats au Sénat soient choisis au sein du conseil général. Pour la première fois en Midi-Pyrénées, une femme brigait avec quelque espoir de succès un mandat de sénateur. Jeune, malgré ses vingt-cinq ans de militantisme, M. Bergé-Lavigne n'est que conseiller régional.

La fédération départementale du PS, qui conduit depuis trois ans une entreprise de renouveau et de renouvellement de ses cadres et de vote des militants. Certains y ont vu la patte de Lionel Jospin. M. Jean Carasson, le secrétaire fédéral, s'écarte la critique et argue de la « volonté démocratique ». Il n'empêche : l'éviction de M. Boyer a fait l'effet d'un coup de plus porté à la « vieille garde », à la génération des « Bécassins ». L'ancien président du conseil général, sénateur sortant, qui a préféré de lui-même passer la main, des « Raymond » ou même des « Mério ». Le secrétaire d'Etat a fort éloquentement décidé de s'associer à la contribution de M. Laurent Fabius en vue du prochain congrès du PS.

Jusqu'au dernier moment, les socialistes ont espéré fléchir le maire de Caranac en lui proposant des compensations. « On n'est pas des sauvages », clame le secrétaire fédéral. M. Jospin, de passage sur ses terres d'élection, a même longuement discuté, vendredi 8 septembre, avec l'irréductible. Après avoir consulté ceux qu'il appelle ses « amis », M. Boyer, qui avait pris, dit-il lui-même, « le goût de s'occuper des affaires nationales », a décidé de déposer sa candidature, signant du même coup son exclusion du PS.

Les législatives et les sénatoriales ne sont pas scrutins comparables, et les grands électeurs ont peut-être des solidarités que les citoyens ordinaires n'ont pas. Reste que pour s'être rebiffé en 1986 contre la volonté de son parti, M. Gérard Hosteur (2), qui avait alors décidé de faire cavalier seul, est aujourd'hui un retraité de la politique.

En maintenant sa candidature jusqu'au bout, M. Boyer donne aux socialistes haut-garonnais l'occasion de mesurer la discipline de leurs élus et leur adhésion au projet de rénovation, dont M. Carasson assure qu'« il roule tout seul ».

GERARD VALLES.

(1) La liste du PS est composée de MM. Jean Peyrache, Gérard Roujas, deux sénateurs sortants, Claude Carasson et M. Maryse Bergé-Lavigne.  
(2) M. Hosteur avait obtenu 0,67 % des voix lors du scrutin de septembre 1986 en Haute-Garonne face à M. Lionel Jospin. Les élections de juin avaient été invalidées sur la requête de M. Hosteur.

## Cher : le trop-plein à droite

BOURGES  
de notre correspondant

Onze candidatures pour les élections sénatoriales, dont sept de l'opposition... sont d'ores et déjà annoncées avant que ne soit clos, vendredi 15 septembre, le dépôt des listes. Dans le Cher, où l'opposition décline traditionnellement les deux sièges de sénateur, abondance et profusion prévalent : deux communistes, deux socialistes, trois RPR, deux UDF, un divers droite, un sans étiquette.

Le dés des lieux assez confus, qui s'explique à la fois par la vacance d'un siège - celui du sénateur modéré Pierre Sicard, qui ne se représente pas - et l'absence d'une candidature indiscutable, comme aurait pu l'être celle du président du conseil général, M. Jean-François Deniau (UDF). Ce dernier a pourtant hésité avant de prendre une décision qui, dans l'affirmative,

l'aurait contraint à abandonner son siège de député, ouvrant ainsi à succession à l'Assemblée du Cher. Son déstabilisme a provoqué des convulsions, dans laquelle les ambitions personnelles ont été à profusion.

La gauche, ne nourrissant aucune illusion arithmétique, aligne pour la forme M. Maxime Camuzat, maire de Saint-Germain-du-Puy et conseiller général, et M. Roger Jacques, conseiller général de Charost, pour le PC ; M. Alain Rafesthain, maire de Fussy, et M. André Cormon, conseiller régional, pour le PS.

La majorité gouvernementale confirme une fois de plus sa difficulté à trouver un chef de file susceptible de réaliser un début d'union. En dehors du sénateur sortant et maire de Sancerre, M. Jacques Genton, dont tous conviennent qu'il devrait conserver son siège, M. Deniau aurait été le seul à endiguer le trop-plein de candidatures.

M. Serge Vincon, maire de Saint-Amant-Montrond, est le seul des trois RPR à avoir obtenu l'assentiment de son parti, ce qui est loin d'enlever toutes leurs chances à M. René Dubreuil, maire du Châtelet, et à M. Jean Boivin, maire de Brion-sur-Saône, tous deux conseillers généraux et anciens députés. Tous devront compter aussi avec M. Henry Doucet, maire de Vailly-sur-Saône, qui bénéficie de l'investiture UDF. M. Pierre Signe, conseiller général de Sancerre, conseiller général, et M. Max Albizzati (sans étiquette), ancien président de la chambre départementale du commerce et de l'industrie, conseiller municipal de Vierzon.

Un contrat de désistement réciproque pour le second tour a été tacitement conclu entre les trois candidats RPR et le candidat divers droite, signe que rien n'est joué.

PATRICK MARTINAT.

Dans un entretien au « Monde Rhône-Alpes »

### M. Michel Barnier propose de réduire le nombre des départements

Dans un entretien accordé à notre édition Rhône-Alpes (datée jeudi 14 septembre), M. Michel Barnier, député (RPR) et président du conseil général de la Savoie, demande à M. Michel Rocard, d'ouvrir à nouveau le chantier de la « décentralisation », et notamment celui de la redistribution territoriale.

« Je sais bien que c'est un sujet difficile, déclare M. Barnier, parce qu'il heurte des traditions, des susceptibilités, des ambitions. Mais la période que le gouvernement a devant lui est exceptionnelle. Il ne fera jamais avant ce dossier. Pour ma part, je crois que les régions sont trop nombreuses. Dans la perspective du marché unique, il faut des régions, telles que Rhône-Alpes, qui puissent discuter sur un pied d'égalité avec leurs partenaires européens... »

« Il faudrait également encourager la coopération intercommunale. Pourquoi l'imagination ne prendrait-elle pas le pouvoir ? Je crois, par exemple, qu'il est possible de réduire le nombre des départements, en procédant, comme pour les régions, par association puis fusion volontaires. On dira sans doute que je rêve. Si y a cependant des rêves que l'on peut construire ! A l'horizon de l'an 2000, je pense à la reconstitution d'un grand département Savoie-Mont-Blanc. Même si elle n'est pas applicable tout de suite, si elle exige beaucoup de temps, c'est une idée qui mérite un débat... »

Après avoir rappelé l'existence d'une entente interdépartementale créée en 1983 par les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie, M. Michel Barnier imagine d'aller « plus loin ». « Pour cela, il faudrait une loi qui ouvre la possibilité pour les départements de fusionner et d'abandonner de réfléchir, précise-t-il.

Après la déclaration de M. Autant-Lara

### Le MRAP entend poursuivre en justice les médias qui véhiculent des propos diffamatoires

Le secrétaire général du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), M. Monclaud Aouit, a déclaré lors d'une conférence de presse, mardi 12 septembre, qu'il est temps de lutter contre « la commercialisation et la promotion des propos du Front national ».

Le MRAP, qui est déjà partie civile dans les instructions en cours concernant M. Jean-Marie Le Pen, M. Paul Touvier, et, plus récemment, M. Claude Autant-Lara, voudrait poursuivre les médias qui véhiculent des propos diffamatoires et plus seulement ceux qui en sont les auteurs.

Juridiquement, il est en effet possible de limiter les poursuites judiciaires aux auteurs de propos diffamatoires. M. Gilbert Collard, avocat du mouvement antiraciste, a précisé que cette décision concerne les

publications à venir et non le magazine *Globe* qui vient de publier l'interview de M. Claude Autant-Lara.

Selon M. Collard, il convient d'oublier la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972 contre le racisme, « afin d'éviter une collusion entre le racisme et l'antiracisme ». Le MRAP propose ainsi - outre la condamnation de M. Le Pen à des travaux d'intérêt général, tels que le nettoyage des graffiti racistes du métro - de distinguer « les dispositions relatives au racisme du droit de la presse ».

Les responsables du Mouvement antiraciste souhaitent également organiser un « colloque d'une dimension européenne » au cours du premier trimestre 1990, à Saint-Gilles (Gard), seule ville de plus de dix mille habitants dont le maire, M. Charles de Chambrun, est membre du Front national.

### M. Le Pen demande un face-à-face avec M. Fabius

M. Jean-Marie Le Pen indique dans le quotidien *Présent* du 13 septembre, qu'il souhaite avoir un débat sur l'antisémitisme en France avec M. Laurent Fabius, qui « a interprété le Front national sur ses prétendues déclarations antisémites et a osé le démentir ».

Considérant que le mouvement d'extrême droite est « étranger aux déclarations de M. Autant-Lara, puisque celui-ci n'a jamais été membre du Front national et s'est démis de son mandat de député européen », le président du FN affirme que « certains hommes politiques ont profité de cette provocation médiatique pour essayer d'impliquer le Front national ». Le quotidien d'extrême droite ajoute : « Il semble que la presse officielle et les journalistes de l'établissement aient reçu consigne d'occultier ».

cette demande de débat faite également par M. Le Pen sur RMC, mardi 12 septembre.

Par ailleurs, le *Quotidien de Paris* publie dans son édition du 13 septembre une « opinion » de M. Jean-Yves Le Gallon intitulée : « Faut-il embastiller Autant-Lara ? ». Le président du groupe FN au conseil régional d'Ile-de-France répond négativement, tout en précisant : « Il faut condamner tous les racistes, y compris le racisme antisémite », dont se sont rendus coupables, selon lui, Yannick Noah (joueur de tennis), Georges-Marc Benazoum (directeur de *Globe*) et Jean-François Kahn (directeur de *l'Evénement du jeudi*). En cas d'empiètement, il suggère que les quatre hommes soient dans la même cellule.

POLITIQUE  
LE CITOYEN

## LES FRUSTRÉS DE LA RENTRÉE

Fonctionnaires, infirmières, postiers, policiers, enseignants... Ça déprime dans les rangs. Que donnera le plan anti-cafard de Michel Rocard ?

Et aussi cette semaine : comment la gauche a échoué sur la télévision, René Dumont, Batman, Solidarnosc, Georges Pérec, Tanger, les Pyrénées, l'orthographe...

TOUS LES JEUDIS EN KIOSQUE - 20 F



# Société

## Les fausses factures et l'argent des partis

### A Marseille, un inspecteur muté, une enquête freinée

Après l'abandon par le gouvernement du projet d'amnistie des délits liés au financement des partis politiques, la justice ira-t-elle jusqu'au terme des dossiers ouverts à Paris, à Lyon, à Toulon et à Marseille sur diverses affaires de fausses factures ? Rien n'est moins sûr. Depuis mai dernier, en effet, le parquet de Marseille laisse « dormir » l'enquête préliminaire provoquée par la saisie de nombreux documents concernant le financement national du Parti socialiste. De plus, des magistrats s'émouvent de la discrète mise à l'écart, début juillet, de l'un des deux inspecteurs de police marseillais ayant mené, depuis le début, les investigations qui ont conduit aux trente-trois inculpations prononcées dans l'affaire de la SAE (Société auxiliaire d'entreprise).

Faute de pouvoir espérer obtenir une majorité à l'Assemblée nationale, le gouvernement a finalement renoncé au projet d'amnistie qui devait accompagner son projet de loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales. Un brusque revirement, en bon ordre, sans voir discordances. A tel point qu'aucun socialiste ne semble aujourd'hui se souvenir avoir réclamé avec insistance cette amnistie des élus.

Qu'importe ! Maintenant qu'il n'y a plus d'amnistie à l'horizon, la justice va enfin pouvoir travailler sans entraves. Hélas ! si l'on en croit des magistrats parisiens et marseillais, il risque fort de n'en être rien.

Le dispositif judiciaire, expliquent-ils, serait d'ores et déjà « verrouillé » afin de limiter l'ampleur des investigations et d'éviter les mauvaises surprises. Cette affaire de fausses factures, dont le point de départ fut, en 1986, l'enquête sur une « société-taxi » marseillaise, l'entreprise Paul Bernard, est aujourd'hui éclatée en cinq dossiers différents, à Paris, Lyon, Marseille et Toulon. L'information judiciaire confiée à M. Pierre Culé, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, est strictement limitée aux fausses factures d'une filiale de la SAE, la SORMAE (Société auxiliaire d'entreprise Rhône-Alpes-Méditerranée), et, qui plus est, à celles concernant la seule branche sud de cette société, c'est-à-dire la région méditerranéenne.

Ce dédale judiciaire ne facilite pas la marche de la vérité alors que toutes ces affaires sont peu ou prou imbriquées les unes aux autres. Mais surtout, des magistrats et des policiers s'inquiètent du sort réservé au dossier le plus embarrassant pour les socialistes : l'enquête préliminaire.

### Le projet de loi sur le financement des organisations politiques à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale

Le projet de loi sur le financement des partis politiques pourrait être examiné dès le mardi 10 octobre à l'Assemblée nationale. Telle est actuellement la proposition d'ordre du jour du gouvernement qui sera soumise à la conférence des présidents. Le débat sur ce texte se poursuivrait jusqu'au vendredi 13 octobre. Quant au projet d'amnistie, il semble aujourd'hui acquis qu'il ne figurera pas dans le texte définitif. Mais la question n'est pas encore tranchée de savoir s'il sera retiré par le gouvernement avant sa présentation à l'Assemblée nationale ou si cette disposition d'amnistie sera débattue dans l'hémicycle. Le groupe socialiste pourrait alors proposer lui-même un amendement de suppression. Ce projet sur

le financement des partis politiques sera examiné mardi 19 et mercredi 20 septembre en commission des lois.

Le débat sur le livre I du code pénal adopté le 18 mai par les sénateurs pourrait avoir lieu du mercredi 4 au vendredi 6 octobre. Mardi 3 octobre, les députés examineraient la loi de programmation militaire et la session parlementaire d'automne serait ouverte lundi 2 octobre à l'Assemblée par l'examen du projet de loi sur la protection maternelle et infantile, présenté par M<sup>me</sup> Hélène Darrieu, secrétaire d'Etat chargée de la famille.

Les députés aborderont lundi 16 ou mardi 17 octobre la discussion budgétaire.

Le projet de loi sur le financement des partis politiques sera examiné mardi 19 et mercredi 20 septembre en commission des lois.

Le débat sur le livre I du code pénal adopté le 18 mai par les sénateurs pourrait avoir lieu du mercredi 4 au vendredi 6 octobre. Mardi 3 octobre, les députés examineraient la loi de programmation militaire et la session parlementaire d'automne serait ouverte lundi 2 octobre à l'Assemblée par l'examen du projet de loi sur la protection maternelle et infantile, présenté par M<sup>me</sup> Hélène Darrieu, secrétaire d'Etat chargée de la famille.

Les députés aborderont lundi 16 ou mardi 17 octobre la discussion budgétaire.

pas ou non pins de perquisition aussi fructueuse, le 19 avril, au siège marseillais d'Urba-Technic.

Or, le 28 juin, le directeur du SRPJ de Marseille avait l'inspecteur Gaudino de sa mutation à la Division du protectionnisme et des stupéfiants, effective à compter du 3 juillet. Aucune raison officielle n'a été donnée, à part une allusion à ses relations tumultueuses avec le précédent chef de la division financière, lui-même muté à Paris au cours de l'enquête sur les fausses factures. Titulaire d'un diplôme d'études supérieures économiques, M. Gaudino n'avait jamais quitté les services financiers de la PJ depuis son entrée dans la police, il y a onze ans, après quinze ans dans la marine nationale comme sous-officier. Il n'était affecté dans sa spécialité à Marseille que depuis dix-huit mois.

### Une décision incompréhensible

Considérant que leur équipe était ainsi dissoute de fait, l'inspecteur principal Mayot a récemment demandé à être rattaché au parquet d'Aix-en-Provence. Quant à M. Gaudino, impossible à joindre au SRPJ pour cause de « réceptions », il a demandé son détachement « dans une autre administration » s'il n'obtient pas l'annulation de sa mutation. En somme, les deux policiers les plus au fait du dossier complexe et tentaculaire des fausses factures en sont aujourd'hui désolés.

Une décision incompréhensible aux yeux de certains magistrats marseillais. Doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance, M. François Badier s'en est étonné, le 28 juin, dans une lettre au directeur du SRPJ : « Je tiens à vous faire part de l'énervement que je ressens à l'égard de la décision de M. Gaudino, une enquête d'une telle ampleur et complexité ne pouvant être reprise du jour au lendemain par un nouveau fonctionnaire, quel que soit son talent. C'est la raison pour laquelle je vous prie d'examiner avec une particulière attention si ce groupe de fonctionnaires, dont pour ma part je n'ai qu'à me féliciter, doit être démantelé sans délai ou s'il peut être autorisé à mener à leur terme les enquêtes en cours. » (...)

Même protestation, le 30 juin, de M<sup>me</sup> Bernadette Augé, premier juge d'instruction à Marseille. Chargée à l'origine de tout le dossier des fausses factures marseillaises, elle en a été dessaisie pour des raisons de procédure en début d'année au profit de M. Culé, mais garde néanmoins l'instruction de l'affaire Paul Bernard, qui mit les enquêteurs sur la piste de la SORMAE. « La parfaite connaissance de ce dossier est indispensable pour que cette affaire soit menée correctement à son terme », écrit-elle au directeur du SRPJ. Votre décision peut créer des difficultés dans la poursuite de l'exécution de ma commission rogatoire et, par là même, dans la bonne marche de mon information (...). Je tiens à vous faire savoir que ce fonctionnaire (M. Gaudino), ainsi d'ailleurs que l'ensemble de son groupe, a montré dans l'exercice de ses fonctions une compétence et une efficacité dont je n'ai eu qu'à me féliciter. Je souhaiterais que tous les membres de ce groupe, qui conservent mon entière confiance, puissent mener à son terme l'enquête qui leur a été confiée. »

Au ministère de l'Intérieur, à Paris, une commission d'enquête a été mise en place pour examiner cette mutation incompréhensible : M. Gaudino, dont l'épouse est juge d'instruction à Marseille, serait lié au RPR et aurait conduit ses investigations avec quelques arrière-pensées politiques. C'est, semble-t-il, ce que laissent entendre les responsables socialistes d'Urba-Technic afin d'expliquer l'ampleur de la mission réalisée à leur dépit par M<sup>me</sup> Gaudino et Mayot.

Outre que l'argument traduit une vision plutôt partiale du service public, il est tout simplement infondé : l'épouse de M. Gaudino est adhérente de longue date du Syndicat de la magistrature, peu connu pour son engagement à droite, et M. Gaudino, qui se dit de gauche, est membre du Syndicat national

autonome des policiers en civil (SINAPC), qui passerait difficilement pour une officine du RPR.

### Le « PV » du 5 mai

Il faut donc chercher l'explication ailleurs. Elle pourrait bien se trouver dans ce fameux procès-verbal de synthèse du 5 mai rédigé par les deux inspecteurs. C'est en effet ce document qui a créé un certain affolement au sommet de l'Etat et amené le gouvernement à un nou-

Dans son numéro du 7 juin, le *Canard enchaîné* a déjà cité de larges extraits de ce « PV » de six feuillets. Son objet : les « constatations au vu des scellés » saisis le 19 avril au siège marseillais d'Urba-Technic.

En quatre parties, il démonte le système constitué par le GIE Gestion des sociétés regroupées (GSR) qui, sous l'autorité de M. Gérard Monate, gère Urba-Technic et Gracco. La conclusion des policiers est qu'il s'agit d'un système national centralisé, bénéficiant exclusivement au PS et où toutes les

groupes, notes, de 1981 à 1988, les comptes rendus de toutes les réunions auxquelles il participe. - 2 mars 1984. But de Urba-Gracco : apporter de l'argent au PS, les cotisations ne suffisant plus. Pas d'aide directe espérée du patronat (...). 20 septembre 1984. Les ressources du PS proviennent : 1/3 des élus, 1/3 des adhérents (s'annule), 1/3 du GIE (doit augmenter). Gérard s'est engagé auprès du trésorier (PS) et du contact Elysée. Nous sommes la structure officielle du parti (...). 20 juin 1986. Nous sommes mandatés par le parti, qui a pris des risques politiques pour couvrir nos sociétés. Sans le parti, nous ne serions plus rien (...). 3 octobre 1986. Gérard Monate : le parti nous protège, nous assiste, ex : contrôle fiscal. Le PS a confié au groupe l'organisation du congrès de Lille, décision du comité directeur (...). 4 juin 1987. Les premières prévisions de la campagne présidentielle se situent à 100 millions de francs. 25 millions seront pris en charge par le GIE (...). 2 décembre 1988. Le groupe a versé pour la campagne présidentielle 24 300 000 F.

« Il faut raqueter » (sic), écrit M. Delcroix le 8 novembre 1988. Le système est ainsi décrit par M<sup>me</sup> Gaudino et Mayot : « Les instructions de M. Monate consistent à faire appel à la « solidarité » des élus socialistes, en leur qualité de décideurs, pour l'obtention des marchés. En contrepartie de leur « collaboration », les décideurs du PS bénéficient de « retombées » pour faire face aux dépenses engagées par leurs soins. »

Le procès-verbal illustre ces pratiques à partir de la comptabilité marseillaise du groupe, tout en citant les recettes nationales d'Urba-Gracco : 52 millions en 1986, 53 en 1987, 70 en 1988 et 25 pour les seuls trois premiers mois en 1989.

Pour les deux inspecteurs, il était évident que l'enquête devait forcément remonter jusqu'à Paris, jusqu'aux responsables nationaux du PS eux-mêmes. Cinq mois plus tard, elle en est toujours au même point, immobilisée à Marseille. Malgré les inquiétudes de M. Delcroix qui, dans l'un de ses cahiers, a écrit : « Risque pénal... les entrées, si elles sont montées (consignes) aucun risque pour nous... L'irrigation (retombées) c'est le plus difficile d'où l'utilité du service P. Lator. Dans l'ordre, en tête, l'écrou ! PDG, commissaire aux comptes, chef comptable, le gérant et le PDG de société : les complices SG, etc., P. Lator, les deux directeurs UT et Gracco... »

GEORGES MARION  
et EDWY PLENEL

veau projet de loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, guère plus d'un an après celui élaboré par le gouvernement Chirac dans la foulée de l'affaire Luchaire.

Rédigé un vendredi, le procès-verbal parvient à Paris, aux ministères de l'Intérieur et de la Justice, dans la semaine du lundi 8 mai. A l'époque, l'affaire des fausses factures de la SAE suit son cours mais aucun responsable politique n'a encore lancé l'idée d'une nouvelle loi législative.

Le dimanche qui suit, soit le 14 mai, lors de sa traditionnelle assemblée de la Roche de Soltré, le président de la République réserve un « scoop » aux journalistes : il parle, le premier, de la nécessité d'une nouvelle loi sur la moralisation de la vie publique.

Entre-temps, la lecture du « PV » de M<sup>me</sup> Gaudino et Mayot avait grandement inquiété les responsables socialistes. Et il y avait de quoi.

sommes prélevées en échange de l'obtention de marchés remontant au siège parisien avant d'être redistribuées aux élus locaux.

« La comptabilité de l'ensemble des délégations est tenue à Paris, par le GIE-GSR, écrivent les deux inspecteurs. Toutes les factures sont centralisées au siège qui, de ce fait, encaisse les produits ou règle les dépenses de toutes les délégations. L'analyse objective des documents en possession du service permet d'établir que le groupe actuellement dirigé par M. Monate a été mis en place par le Parti socialiste et a profité exclusivement de celui-ci (...). Le chiffre d'affaires Urba-Gracco est réalisé en quasi-totalité auprès des décideurs socialistes. »

### « Le parti nous protège »

Suivent des citations extraites des quatre cahiers où M. Joseph Delcroix, directeur administratif du

### Un dédale judiciaire

Il n'y aurait pas de projet de loi sur le financement des partis politiques, sans les révélations des enquêtes policières et judiciaires sur les perversités d'un système. Un système simple : des entreprises obtiennent des marchés, notamment dans le bâtiment, par la corruption, soit en versant une commission à des bureaux d'études, sociétés de marketing ou de publicité, soit, plus directement encore, en faisant de discrets cadeaux financiers à certains élus. A l'origine, l'enquête est partie en fait d'un seul et même fil tiré, depuis 1986, par les enquêteurs de la Division financière du SRPJ de Marseille. Mais, à mesure qu'elle prenait un ampleur national, cette enquête a été divisée en plusieurs dossiers séparés, pour des raisons de procédure judiciaire ou d'opportunité politique. On en dénombre aujourd'hui cinq.

Le point de départ : l'affaire Paul Bernard. Tout commence, le 2 avril 1988, avec l'ouverture d'une information judiciaire à Marseille pour faux en écritures, complicité et recel qui vise une petite entreprise de travaux publics, SMPE, dont l'exploitant individuel est M. Paul Bernard. Un important trafic de fausses factures dans le milieu phocéen de la construction est découvert. Le 12 avril 1988, le juge d'instruction, M<sup>me</sup> Bernadette Augé, élargit les objectifs de la commission rogatoire déléguée aux policiers.

Le rebondissement lyonnais : le Groupe de recherche et construction (GRC). Une des fausses factures saisies chez M. Bernard concerne cette société lyonnaise, spécialisée dans la promotion immobilière. Une perquisition a lieu à son siège le 25 septembre 1988 durant laquelle des documents compromettants concernant toute la France sont saisis. Une information judiciaire, confiée à M. Jacques Chauvot, est ouverte à Lyon, pour faux et usage de faux, le 29 septembre, l'enquête étant confiée au SRPJ local.

L'incidence toulonnaise : les Travaux du Midi. Toujours à partir des fausses factures saisies chez M. Bernard, une perquisition a lieu le 21 novembre 1988 au siège de cette société marseillaise. Nouvelle incidente, concernant notamment un marché pour la construction du grand casino d'Hyères. Une information judiciaire est ouverte à Toulon.

Le pot aux roses de la SORMAE. En suivant toujours le fil des fausses factures de l'entreprise Paul Bernard, les policiers marseillais interrogent, le 1<sup>er</sup> février 1989, M. Paul Fattier, directeur général de la SORMAE. Couvrant les régions du Rhône, des Alpes et de la Méditerranée, cette filiale de la SAE est partagée en deux zones, Nord et Sud. M. Fattier est bavard : il met en cause une dizaine d'élus, recouvrant tout l'échiquier politique. Pour des

raisons de procédures, ce nouveau dossier est renvoyé à la justice marseillaise et confié à M. Paul Culé, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Définie par la chambre criminelle de la cour de Cassation, le 15 février, sa saisine est restrictive : uniquement les fausses factures de la branche sud de la SORMAE. De plus, plusieurs procès-verbaux sont annulés, à l'exception des confessions de M. Fattier. Elles sont néanmoins suffisantes pour permettre à l'enquête de se poursuivre : trente-trois inculpations sont prononcées, parmi lesquelles celles de sept « politiques » de droite et de six socialistes. D'autres pistes sont actuellement suivies : celle de Sud-Est Equipement, bureau d'études lié au PCF, et celle d'un marché concernant la ville de Fréjus.

L'enquête préliminaire Urba-Technic. - Perquisitionnant, dans le cadre de l'information de M. Culé, le 17 avril, au siège de la délégation régionale de ce bureau d'études lié au PS, les policiers marseillais découvrent les financements nationaux du PS. Juridiquement, ils sont alors hors du cadre défini par la commission rogatoire de M. Culé. Aussi le parquet de Marseille ouvre-t-il une enquête préliminaire et une seconde perquisition a lieu, le 18 avril. Un procès-verbal de synthèse est établi par les policiers le 5 mai. Depuis cette enquête est au point mort.

### SPORTS

#### RUGBY

### Le calendrier de la deuxième Coupe du monde

L'International Rugby Board a fait connaître, mardi 12 septembre, à Londres, le calendrier de la deuxième édition de la Coupe du monde de rugby, qui aura lieu en Grande-Bretagne et en France du 3 octobre au 2 novembre 1991. La composition des groupes de la phase finale est la suivante :

● Groupe 1 (en Angleterre) : Angleterre, Nouvelle-Zélande, vainqueur de la zone européenne, troisième de la zone américaine.

● FOOTBALL : Coupes européennes. - Le Football Club de Sochaux qui a écarté les Luxembourgeois de la Jeunesse d'Esch (7-0), en Coupe de l'UEFA, et l'AS-Monaco, qui a obtenu le match nul sur le terrain des Portugais de Belenenses (1-1), en Coupe des coupes, mardi 12 septembre, ont effectué une entrée réussie dans la campagne européenne des clubs français.

● Groupe 2 (en Ecosse et en Irlande) : Ecosse, Irlande, vainqueur de la zone africaine, deuxième de la zone asiatique.

● Groupe 3 (au Pays de Galles) : Pays de Galles, Australie, vainqueur de la zone asiatique, deuxième de la zone américaine.

● Groupe 4 (matchs en France, à Béziers le 4 octobre, Bayonne le 5, Grenoble le 8, Toulouse le 9, Agen le 12 et Brive le 13).

France, Fidji, vainqueur de la zone américaine, deuxième de la zone européenne.

Les deux premiers nommés de chaque groupe sont automatiquement classés « tête de série » pour la phase finale. Les noms des huit autres nations qualifiées seront connus à l'issue des éliminatoires, en octobre 1990.



## Société

Nuages sur la coopération américano-européenne

### La future station spatiale Freedom menacée par des réductions budgétaires

Censée représenter un modèle de coopération scientifique et technologique, la future station spatiale internationale Freedom est devenue une pomme de discorde entre les États-Unis et leurs associés européens et japonais, au point d'être menacée d'abandon. A l'origine du différend : la volonté affichée du Congrès américain de réduire de 20 % le budget 1990 (2,05 milliards de dollars à l'origine) de ce projet, qui devrait englober au total 23,75 milliards de dollars d'ici à 1997. La Chambre des représentants a déjà voté une réduction de 400 millions de dollars, et le Sénat doit se prononcer avant la fin du mois.

Le Japon a déposé une protestation officielle auprès des États-Unis, et attend une réponse.

S'ils persistent dans ces intentions, « les Américains vont perdre toute crédibilité et plus personne ne voudra travailler avec eux », a déclaré M. Takahito Kato, représentant à Washington de l'Agence spatiale japonaise NASDA, à l'hebdomadaire scientifique *Nature*. M. Frédéric Engstrom, directeur des opérations de transport spatial à l'Agence spatiale européenne (ESA), estime, quant à lui, que les modifications envisagées « compromettent l'ensemble des objectifs et des capacités de la station spatiale ».

Quatre milliards de dollars

L'accord signé le 29 septembre 1988 à l'issue de deux ans de négocia-

tions définissait parfaitement les rôles de chacun. Le Canada fournissait un « bras » robotisé, version perfectionnée de celui de la navette, destiné à l'assemblage, à la maintenance et aux différentes manipulations sur les éléments de la future station. Le Japon construisait un laboratoire pressurisé habitable.

La part européenne, enfin, était représentée par le programme Columbus, qui se compose d'un laboratoire habité rattaché à la station, d'un module autonome qui servira à des expériences en microgravité, et d'une plateforme de téléopération qui volera de concert avec Freedom. L'ESA a prévu d'investir 4 milliards de dollars dans ce projet qui, avec le lanceur lourd Ariane-5 et l'avion spatial Hermes destiné, lui aussi, à desservir la station Freedom, représente l'essentiel de son programme Horizon 2000.

Les trois partenaires de la NASA ne remettent pas en cause le bien-fondé d'éventuelles réductions budgétaires. Mais ils sont furieux de ne pas avoir été consultés sur les aménagements techniques qu'elles pourraient entraîner, et qui les concernent directement. Leur coopération à Freedom avait été, rappelons-le, scellée l'an dernier par un accord multilatéral au niveau gouvernemental. « Ce document implique que toute décision concernant des changements importants soit prise en concertation avec les partenaires », estime M<sup>me</sup> Béatrice Lacoste, porte-parole de l'ESA à Paris.

Dans cet esprit, M. Engstrom a présenté les contre-propositions de l'Agence européenne : la NASA rétablir la pleine capacité du module de service (huit hommes d'équipage et 75 kilowatts de puissance électrique). En contrepartie, l'Europe propose son module Columbus comme « laboratoire international » habité utilisable par tous, en remplacement du module américain qui pourrait être construit ultérieurement. « L'idée est d'éviter la duplication des matériels, explique-t-on au siège parisien de l'ESA. Le bras canadien pourrait, de la même façon, être substitué à certains éléments robotisés américains. Les partenaires pourraient ainsi partager le fardeau financier de façon plus équitable ».

Ces suggestions, présentées par lettre datée du 1<sup>er</sup> septembre à M. William Lenoir, administrateur adjoint de la NASA, n'ont pas encore reçu de réponse. M. Engstrom doit rencontrer les responsables de l'Agence spatiale américaine jeudi 14 à Washington, en compagnie de ses collègues japonais et canadiens, mais les entretiens précédents n'ont pas été optimistes. « Nous ne remettons pas en cause la bonne foi américaine, mais les négociations sont difficiles », reconnaît l'ESA.

Dès les premières discussions en 1986, les industriels américains avaient considéré d'un mauvais œil la participation européenne à un projet aussi ambitieux, et leurs lobbies avaient agi en conséquence. Le Pentagone, intéressé par une utilisation « pacifique » des installations de Freedom, n'a jamais caché, lui non plus, ses réticences.

Le débat sera donc houleux. Mais cette fois les Américains sont au pied du mur : une réduction de 500 à 600 millions de dollars pour l'année fiscale 1991 et même une annulation pure et simple du projet ont déjà été envisagés par certains membres du Congrès.

JEAN-PAUL DUFOUR.

### Un satellite géant pour Ariane

Le trente-quatrième tir de la fusée Ariane est prévu au cours de la nuit du 5 au 6 octobre, à l'annonce mardi 12 septembre, M. Xavier Picard, porte-parole d'Arianespace. Une Ariane 44 L, la version la plus puissante du lanceur européen, mettra sur orbite le plus gros satellite civil de télécommunications jamais construit, un Intelsat-VI de 4 250 kilos.

L'organisation internationale de communications Intelsat a choisi des fusées américaines Titan pour lancer les deux satellites suivants. Elle s'est tournée à Ariane pour le quatrième, mais a demandé le report à 1991 de ce dernier tir, prévu à l'origine pour juillet 1990, a précisé M. Picard.

La société Arianespace possède actuellement un carnet de commandes pour le lancement de trente-trois satellites, représentant 14,1 milliards de francs.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, sept contrats ont été signés, et deux autres pourraient l'être dans les semaines qui viennent. Vingt-quatre satellites ont été lancés par Ariane au cours des vingt-trois derniers mois, en quinze tira consécutifs, a rappelé M. Picard. Parmi eux, quatre satellites japonais sur les cinq que ce pays a mis sur orbite cette année. Arianespace poursuit par ailleurs une étude de marché pour la commercialisation en Europe du lancement de petits satellites (moins de 500 kilos) à l'aide du système Pegasus développé par les sociétés américaines Hercules et Orbital Science Corp. (le Monde du 15 juin). Le premier vol de cette petite fusée à poudre de 15 mètres, tirée d'un avion gros porteur à 15 000 mètres d'altitude, devrait avoir lieu en octobre.

### Hipparcos a atteint son orbite définitive

Le satellite astronomique européen Hipparcos, lancé par une fusée Ariane le 8 août, a atteint, lundi 11 septembre, son orbite de travail définitive. Révisée à la suite de l'incident technique qui a interdit l'allumage de son moteur d'apogée, cette orbite, de 36 000 kilomètres d'apogée, est passée de 210 kilomètres à 200 kilomètres de périgée grâce à l'utilisation des petits moteurs à hydrazine du satellite, normalement destinés au contrôle de son altitude. Une fois déployés ses trois panneaux solaires, puis son antenne, Hipparcos commencera d'observer les étoiles, selon le nouveau programme — revu à la baisse — mis au point par les scientifiques. A l'Agence spatiale européenne, on indiquait, mardi 12 septembre, que sa mise en service opérationnel n'était plus qu'une question de jours.

● RECTIFICATIF. — Une malentendu coïncide nous a fait écrire dans l'article « Juger Vichy », paru dans nos éditions datées du 13 septembre, que René Bousquet, qui fut le secrétaire général de la police nationale sous l'Occupation, quitta la France dans la voiture de Carl Oberg, chef supérieur des SS et de la police en France, en juin 1940. Il fallait naturellement lire en juin 1944.

## RELIGIONS

Dans un hebdomadaire polonais

### Le cardinal Glemp se montre plus conciliant à propos du carmel d'Auschwitz

L'hebdomadaire catholique *Tygodnik Powszechny*, dirigé par M. Jerzy Turowicz, ami intime de Jean-Paul II, a publié mercredi 13 septembre à Varsovie un entretien du cardinal Glemp, à propos du carmel d'Auschwitz. Le primate de Pologne s'y montre beaucoup plus conciliant que dans ses déclarations du 2 septembre au quotidien italien *la Repubblica*.

Invité à dire si la « renégociation » qu'il souhaitait pourrait aboutir aux mêmes conclusions qu'à Genève en février 1987 (prévoyant en particulier le transfert du cimetière), le cardinal Glemp répond : « Mais naturellement ! Quand j'ai parlé de renégocier, cela ne voulait pas dire reprendre le fond des choses, mais seulement peser la forme légale des accords signés à Genève, qui ne me paraît pas assez solide ».

Serait-il possible de commencer tout de suite la construction du nouveau centre de prières éloigné du camp et incluant le cimetière ? « Oui, et sans reprendre le débat de la discussion », affirme le cardinal Glemp. Après la déclaration du comité épiscopal polonais pour les relations avec le judaïsme, après le communiqué commun des cardinaux Decourtray, Lustiger et Daniélou, « je prends très au sérieux, je crois que commencer tout de suite les travaux de construction du nouveau centre serait la meilleure solution ».

Un journaliste qui demandait enfin, s'il était souhaitable de créer une commission mixte (juive et catholique) de construction et une commission d'information pour tenir l'opinion au courant de l'avancement des travaux, le cardinal Glemp a répondu que ce serait « une bonne idée ».

### M. Rocard a reçu M. Klein et le cardinal Decourtray

M. Michel Rocard a reçu, mardi 12 septembre, le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, et M. Théo Klein, ancien président du Congrès juif européen, qui conduisaient respectivement les délégations catholique et juive lors de la négociation, en 1986 et 1987, à Genève, sur le déménagement du carmel d'Auschwitz.

Cet entretien d'une heure a eu lieu à la demande du premier ministre, qui souhaitait être informé sur une affaire à laquelle il se dit « très sensible ». M. Rocard a manifesté à M. Klein et à Mgr Decourtray son « émotion » et son « soutien ». Il a discuté avec ses interlocuteurs de la manière dont ils envisageaient la suite des discussions et sur la possibilité de les aider, tout en respectant la souveraineté polonaise.

Depuis une quinzaine de jours, des négociations extrêmement dures se sont engagées avec, notamment, l'Agence spatiale européenne (ESA), dont les programmes à long terme pourraient être remis en cause par cette décision. Face aux intentions du Congrès, M. Richard Truly, l'administrateur de la NASA (et ancien astronaute) a, en effet, demandé à nos services un plan de réduction prenant en compte ces coupes dures.

Ce document a été élaboré et est, sans consultation des associés étrangers, il prévoit un équipage permanent de quatre astronautes au lieu de huit dans le projet initial. La puissance électrique disponible à bord passerait de 75 à 37,5 kilowatts, dont 18 seulement (au lieu de 45) disponibles pour les expériences scientifiques menées par les usagers. Enfin, si le lancement des premiers éléments de la station restait fixé à 1995, le calendrier de montage de la station est profondément remis en cause, et l'armement du module-laboratoire européen Columbus, prévu pour la fin de 1997, serait retardé d'au moins six mois.

Le programme pourrait retrouver sa pleine capacité vers l'an 2000, a affirmé M. Ray Hook, le responsable de l'équipe ayant élaboré ce plan. Des assurances auxquelles ne croient guère les partenaires étrangers, dont la réaction a été virulente.

## POLICE

Prévention, accueil du public, projets de service

### M. Pierre Joxe veut réformer les mœurs policières

En juin, dans un garage du commissariat d'Evry (Seine-et-Marne) bâtiment transformé en studio de télévision, une centaine de fonctionnaires de police de tous grades se sont retrouvés face à seize-dix habitants de la ville pour se dire quelques paroles réconfortantes sur l'existence de la police. Le film, long de cinquante-deux minutes, qui est à cet égard la demande du ministre était présenté, mardi 12 septembre, à la presse par M. Pierre Joxe.

Intitulé *Et si on se parlait ?*, il vient d'être distribué à tous les directeurs départementaux des polices urbaines et présentés aux syndicats de police. Il devrait servir à alimenter dans les commissariats une discussion sur les rapports entre policiers et citoyens.

M. Joxe n'aime pas avancer sans boussole. Ministre de l'Intérieur lors du premier septennat de M. Mitterrand, il avait fait voter une loi de modernisation plurimembre, visant à rattraper les retards abyssaux pris par la police française en matière d'équipements. Revenu place Beauvau, et après une longue réflexion menée par ses services, le ministre de l'Intérieur souligne que le plan de modernisation commençant à porter ses fruits, il convient désormais de réformer les mœurs. Autrement dit : maintenant que le policier a plus de moyens qu'il n'en a jamais eu, veillons à transformer sa mentalité, à faire en sorte qu'il exerce son métier d'une façon nouvelle. C'est le nouveau pôle Nord de M. Joxe : place aux réformes qualitatives.

A démarche nouvelle, méthodes modernes. Durant plusieurs jours, des journalistes ont procédé à un audit de la police d'Evry, interrogeant cent cinquante habitants de

commis le ministre à l'écriture de la projection : il la police de relever le défi en apportant la réponse appropriée. Faute de quoi ces nouveaux locaux « provoquent une véritable allégresse que dans la police nationale, dans le privé par exemple. Il y aura alors inégalité devant l'insécurité, avec des villes sûres qui pourront s'offrir des polices municipales et des villes moins sûres qui ne le pourront pas : il y aura des citoyens riches qui seront protégés et des citoyens pauvres qui ne le seront pas ». Or, pour M. Joxe, la mission de sécurité ne peut être qu'une mission d'Etat, égale pour tous.

### Une loi d'orientation

Encore faut-il que l'Etat dispose de moyens adéquats. M. Joxe, inspiré par les capitaines d'industrie et converti à la logique de la compétition — « la réussite passe par la compétition qui touche toutes les structures de la nation, industrielles, économiques, sociales ou administratives », — estime que son administration est mieux préparée que d'autres en ayant réfléchi, depuis plusieurs mois déjà, aux réformes à entreprendre afin de « s'organiser », se moderniser, et s'armer pour affronter la concurrence internationale, aborder le vingt et unième siècle et réaliser l'Europe.

### Audit approfondi

On a discuté de tout, en presque. Avec les limites qu'impose une règle qui, certes, admet la liberté du débat (« Vous êtes obligés d'être libres », précise en préambule M. Joxe), mais ne peut effacer, d'un seul coup, les préjugés verbaux des policiers invités à s'exprimer devant leur hiérarchie et leur ministre. Sans éviter parfois la confusion, le film rend finalement assez bien compte de quelques-unes des préoccupations des policiers chargés d'assurer la sécurité dans une ville moyenne de la périphérie parisienne.

Un catalogue déjà largement connu : faiblesse des moyens, salaires insuffisants, soupçons de racisme, accusations de brutalités et lourdeurs hiérarchiques sont quelques-unes des rubriques qui expriment le mal-être des fonctionnaires à qui les journalistes ont demandé de définir leurs aspirations et leurs frustrations. Quant au public, parfois taxé de passivité jusqu'à s'agiter d'indignation en l'honneur de la police en lutte contre l'insécurité, il réplique en parlant de sa peur devant le policier et du mauvais accueil qui lui est fait lorsque, déstabilisé de son autorité, il vient déposer plainte au commissariat.

S'il est difficile de deviner les discussions qui provoquent ce film dans les commissariats — les responsables policiers à qui il a été présenté semblent avoir peu profité la prise de parole de leurs hommes accusés de racisme par plusieurs jeunes, — il témoigne bien du cadre dans lequel M. Joxe compte désormais placer son action.

De nouveaux besoins de sécurité s'expriment dans la population, a

## REPÈRES

### Consommation

Pommes sans danger  
Le Conseil supérieur d'hygiène publique a estimé, mardi 12 septembre, qu'il n'est « pas nécessaire » de prendre des « mesures d'urgence » à l'encontre des pommes ou des produits à base de pommes actuellement sur le marché français. Cet avis intervient après que la revue de l'Union fédérale des consommateurs *Que choisir ?* ait révélé qu'un produit réglementaire de la croissance des fruits, le diméthylate, et l'un de ses catécholiques, l'UDMH, pouvaient avoir des effets cancérigènes. *Le Monde* des 8 et 9 septembre. Le Conseil supérieur d'hygiène indique par ailleurs qu'il se réserve de conclure sur cette affaire « au plus tard au début de l'année 1990 » et « en tout cas avant » la prochaine campagne de traitement des vergers avec le diméthylate. Le Conseil supérieur estime pouvoir se permettre ce délai car, dit-il, « le risque lié à la consommation de pommes ou de dérivés de pommes est très faible pour la santé publique et ne pourrait se manifester que par une consommation importante, régulière et prolongée ».

### Education

M. Mitterrand favorable à une réforme des programmes scolaires

Pour « bâtir l'éducation du vingt et unième siècle », M. Mitterrand souhaite que « la réforme des programmes » permette d'« unir les savoirs transversaux », d'« éviter l'éclatement en même temps la diversité des formes d'excellence ». Le président de la République, qui s'exprimait, mardi 12 septembre à Paris, à l'ouverture des Entretiens Condorcet, premières rencontres annuelles de la formation professionnelle, a précisé : « Il n'y a pas de hiérarchie. Il faut abolir les coupures et les ségrégations entre les travaux intellectuels et manuels, entre connaissances purement scientifiques, entre enseignement général et professionnel ». Cette déclaration, faite devant quinze ministres, dont M. Jospin, intervient à quelques semaines de l'ouverture, par l'éducation nationale, d'une vaste consultation sur la nouvelle définition des contenus d'enseignement.

### Universités

Les tests de sélection condamnés

Les tests de sélection à l'entrée à l'université sont illégaux. Le syndicat étudiant UNEF-ID, dont l'opposition à ces tests est un cheval de bataille, vient d'en obtenir confirmation, grâce à un arrêt du tribunal administratif de Nanterre rendu mardi 12 septembre.

Une jeune fille qui s'était vu refuser l'accès en langues étrangères appliquées (LEA) à l'université Paris X-Nanterre avait déposé un recours au mois de juillet devant cette instance.

Le tribunal a donné tort à l'université, estimant que sa décision était contraire à la loi Savary de 1984, dont l'article 14 exclut toute sélection. Forte de ce jugement, l'UNEF-ID a invité les étudiants « victimes » d'une présélection dans les filières les plus anglophobes à multiplier les recours administratifs.

## L'agitation syndicale

### L'USC assigne le ministre de l'Intérieur et le préfet de police

L'Union des syndicats catégoriels de la police nationale (USC) a assigné, en référé, mardi 12 septembre, le préfet de police et le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, après la mise en fourrière de cinq véhicules publicitaires affectés par ce syndicat pour faire connaître ses revendications. L'USC avait choisi ce moyen pour contester l'interdiction par le préfet de police d'une manifestation à laquelle elle avait appelé devant le ministère des finances, lundi 11 septembre. Le syndicat estime que ces véhicules sont « séquestrés arbitrairement », tandis que la préfecture de police affirme qu'il y avait « trouble de l'ordre public ». L'audience a été fixée au jeudi 14 septembre, devant M<sup>me</sup> Huguette Le Foyer de Costil, premier vice-président du tribunal de Paris. Bien qu'opposée sur bien des points à l'USC, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) a protesté contre l'interdiction de la manifestation, estimant qu'il s'agit d'une « atteinte au droit syndical ».



# Communication

En souscrivant à l'augmentation du capital de la Chaîne

## M. Berlusconi choisit de rester sur la Cinq

Les actionnaires de la Cinq, MM. Silvio Berlusconi et Robert Hersant en tête, serrent les rangs. « L'augmentation de capital de 300 millions de francs, dont l'appel venait à expiration le 11 septembre, a été entièrement souscrite », a annoncé à l'AFP, mardi 12 septembre, M. Philippe Ramond, directeur général de la chaîne. Une déclaration en forme de coup de théâtre, et qui témoigne d'un apaisement, au moins temporaire, des dissensions et divergences entre les partenaires de la chaîne.

Etonnant retournement ! Il y a quelques mois à peine, M. Angelo Codignoni, directeur général de la Fininvest, déplorait la politique « décevante » de la Cinq (le Monde du 3 mars), et les coulours de la chaîne ne bruisaient que des rumeurs de divorce entre le groupe italien et celui de M. Robert Hersant, coactionnaires à égalité (25 % chacun) de la société. Le partage des responsabilités, qui attribuait la gestion des programmes à l'italien et celle de la règle publicitaire au français, avait volé en éclats. Et les salariés de rire, mi-goguenards, mi-scandalisés, de l'image déplorable

offerte par la chaîne lors de récents marchés internationaux de programmes, où deux acheteurs – l'un pour le compte du magnat transalpin, l'autre pour celui du patron du groupe de presse français – faisaient successivement antichambre dans les mêmes salons de producteurs américains.

Fin juin, à Bruxelles, M. Silvio Berlusconi enfonçait lui-même le clou. Et calculait à voix haute devant la presse, les millions de francs que lui a coûté la Cinq depuis son lancement, n'hésitant pas à la qualifier de « très mauvaise affaire sur le plan financier ». La chaîne, il est vrai, accumule les déficits (850 millions de francs en 1987, 840 encore l'année suivante) ; les sanctions du Conseil d'Etat comme celles du CSA, pleuvent. En prenant enfin, 2 % du groupe Bouygues et 4 % environ du capital de TF 1, « sua Emittenza » semble préparer une position de repli, lui permettant quel qu'il arrive de rester dans l'audiovisuel hexagonal. La Une, par la voix de son PDG, M. Patrick Le Lay, multiplie même les appels du pied, sommant l'Italien de choisir rapidement son camp.

Bref, pour les impatients et les Cassandre, le sort en est jeté, le divorce entamé. Après Chargeurs SA, les Echos et le groupe Expar

qui tour à tour ont renoncé à suivre les incessantes augmentations de capital de la Cinq, M. Berlusconi va faire de même et jeter l'éponge en septembre. C'est compter sans la rigidité des positions des dirigeants de la Une et du peu d'empressement du roi de la télévision italienne à lâcher la proie pour l'ombre. C'est aussi, sans doute, faire peu de cas de l'habileté de M. Robert Hersant et de la nécessité, pour lui, de rassurer l'actionnariat de sa chaîne pour n'avoir pas à solliciter du CSA une nouvelle autorisation dans des conditions difficiles.

### Un revirement prévisible

Si l'on ne cachait pas, mardi, au siège de la chaîne, que M. Berlusconi avait laissé planer le doute sur ses intentions jusqu'à l'ultime limite, y a-t-il eu un revirement ? L'ensemble des actionnaires qui avaient accepté de souscrire à l'augmentation du capital (la seule exception connue pour l'instant, concerne les Echos qui, conformément à la politique de leur nouveau propriétaire britannique Pearson, souhaitent se désengager en douceur de la chaîne). Longtemps réticent, le groupe Chargeurs SA confirmait dans l'après-midi son propre engagement en affirmant qu'il croyait à l'avenir de la Cinq. Un revirement prévisible puisque, le 28 juillet dernier, son PDG M. Jérôme Seydoux avait déclaré dans un entretien au *Nouvel Economiste* : « Je suis prêt à remettre le pied à l'étrier, à condition que ce soit avec des partenaires qui s'entendent sur la stratégie, les investissements et une équipe de direction compétente. Avec déjà 15 % d'audience, si on voulait s'en donner la peine, cette chaîne pourrait bien marcher ».

M. Seydoux a-t-il obtenu les garanties qu'il souhaitait ? Et M. Berlusconi a-t-il négocié le nouveau partage de compétences qu'il demandait ? Plus d'influence encore sur les programmes et la production ? Un droit de regard sur les activités de la régie ? Réponses, peut-être, lors du prochain conseil d'administration.

PIERRE-ANGEL GAY.

Une étude du BIPE sur les quotas audiovisuels

## La plupart des pays de la CEE diffusent déjà plus de 50 % de programmes européens

Alors que les Européens vont bientôt reprendre à Bruxelles les discussions sur l'adoption d'une directive « télévisuelle » régissant l'audiovisuel dans la Communauté, une étude inédite montre que la plupart des pays européens respectent déjà les quotas de programmes européens que cette directive propose de mettre en place.

Au moment où M. Carla Hills, représentante du président Bush pour le commerce international, poursuit une tournée des capitales européennes entamée à Paris (le Monde du 13 septembre) et « demande instamment à la Communauté de ne pas adopter une telle directive », cette étude permet de préciser quelles chaînes seraient les plus touchées par les quotas. De son côté, le gouvernement français a repris la concertation avec les professionnels pour définir une position que défendra M. Roland Dumas.

Selon les calculs du Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE), l'ensemble des chaînes de télévision disponibles dans la Communauté ont diffusé en moyenne 68,1 % de programmes européens en 1988. Cette étude, fondée sur l'observation de trois semaines de programmes de plus de soixante-dix chaînes européennes, prend en compte la définition des programmes retenue par la directive. La définition française des œuvres audiovisuelles, plus restrictive, ramènerait ce pourcentage de programmes européens à 57,9 %.

Dans les deux cas, le chiffre est relativement élevé, plus en tout cas que la limite minimale de 50 % que la directive propose d'adopter dans sa rédaction actuelle. Pourtant, ce chiffre n'étonne pas le BIPE, qui fait valoir que de nombreuses chaînes à faibles ressources émettent peu, qu'elles accordent souvent une bonne place à la TV éducative, et qu'enfin certains pays à faible production audiovisuelle nationale (comme la Grèce) respectent cependant les quotas en important leurs programmes d'abord de la Communauté.

L'analyse du BIPE montre donc que l'ambition de la directive n'est rien d'irréaliste, puisque, « en moyenne », elle ne changerait rien à

la situation actuelle. Elle a surtout l'intérêt de préciser quels pays et quelles chaînes sont les plus concernés par l'application de règles minimales. Par pays, seul le Luxembourg n'atteint pas les 50 % de programmes européens, et seule l'Italie n'atteint pas 60 %.

### Un clivage public-privé

Détaillée par chaîne, l'étude montre que, si les deux tiers des télévisions dépassent 50 % de pro-

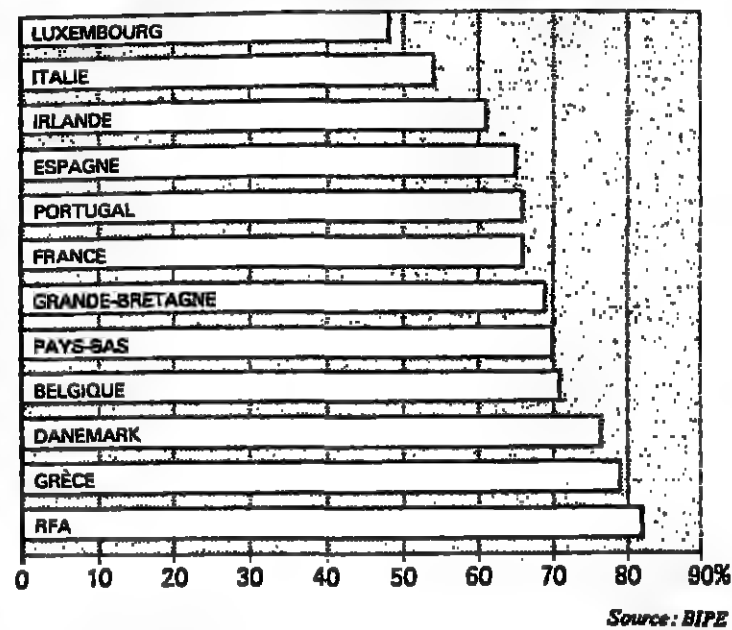
grammes européens, il s'agit en majorité de chaînes publiques (quarante-deux sur cinquante et un). En revanche, sur les vingt chaînes qui n'atteignent pas ce seuil de 50 %, on relève dix-sept chaînes privées, dont toutes les chaînes italiennes de M. Berlusconi, RTL en Belgique et en Lorraine, la Cinq et

Canal Plus en France, ou les chaînes allemandes Sat 1 et Tele 5.

Les seules chaînes publiques à ne pas respecter le quota de 50 % sont deux chaînes régionales espagnoles (basque et galicienne) et la troisième chaîne finlandaise. Les chaînes privées qui font figure de « bonnes élèves » en diffusant des émissions à majorité européennes sont notamment M6 et TF 1 en France, ITV, Channel 4 et Superchannel en Grande-Bretagne, RTL Plus en RFA.

Partisans et adversaires des

### PART DES PROGRAMMES EUROPÉENS DANS LA DIFFUSION DES CHAINES EUROPÉENNES EN 1988 (moyenne nationale pondérée par l'audience des chaînes)



grammes européens, il s'agit en majorité de chaînes publiques (quarante-deux sur cinquante et un). En revanche, sur les vingt chaînes qui n'atteignent pas ce seuil de 50 %, on relève dix-sept chaînes privées, dont toutes les chaînes italiennes de M. Berlusconi, RTL en Belgique et en Lorraine, la Cinq et

quotas ne manqueraient pas de contester et les méthodes et les conclusions de cette étude (qui ne se veut qu'un document de travail incitant à la réflexion). Mais ces premiers résultats balisent le champ des négociations à venir, en situant les protagonistes.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Afin d'enrayer la baisse de sa diffusion

## « France-Soir » s'axe sur la région parisienne

France-Soir entend faire de la région parisienne l'axe privilégié de son développement. La semaine prochaine, une page complète d'informations lui sera consacrée. « France-Soir veut porter un autre regard sur l'actualité », a précisé son PDG, M. Philippe Villin, également vice-président du *Figaro*. Nous ne vivons pas l'exhaustivité. Nous voulons faire notre journal avec des angles particuliers, une information pratique, proche des préoccupations des lecteurs ». La vente du journal en 1988 aurait été de l'ordre de 280 000 exemplaires selon son PDG (le chiffre officiel certifié par l'OJD sera connu en octobre), alors qu'elle

était de 284 752 exemplaires en 1987 et que le *Parisien*, son rival vendait, en 1988, 400 000 exemplaires. Pour enrayer cette baisse des ventes, la rédaction du quotidien dirigé par Michel Schifres, venu du *Journal du Dimanche*, va être renforcée, et de nouvelles rubriques (consommation, santé, logement, etc.) vont être créées. Les ventes devraient être épaoulées par un effort sur le plan des recettes publicitaires, notamment avec *France-Soir Ouest*, distribué gratuitement à 350 000 exemplaires une fois par semaine dans l'ouest de la région parisienne.

## Culture

46<sup>e</sup> Mostra de Venise

## A chacun sa tasse

- « La Ville du chagrin », de Hou Hsiao Hsien
- « Australia », de Jean-Jacques Andrien
- « La Mort d'un maître du thé », de Kei Kumai

On a projeté l'autre matin l'un des plus beaux films en compétition cette année, la *Ville du chagrin*, du Taïwanais Hou Hsiao Hsien, déjà remarqué pour *Un été chez grand-père*, la *Fille du Nil*, entre autres. Les conditions d'une bonne compréhension n'étaient pourtant pas toutes réunies.

Les personnages parlent cinq dialectes différents et se font les interprètes les uns des autres : il y a un sourd-muet qui échange des quantités de petits papiers ; la dame italienne qui assure la traduction simultanée dans une cabine de verre au Teatro La Perla s'est endormie (ou en allée) au bout de dix minutes, nous laissant pour les deux heures et demie suivantes face à des sous-titres très décoratifs, en chinois, chichement soulignés d'un peu d'anglais approximatif.

On comprendrait néanmoins qu'en 1945, après cinquante et un ans de domination japonaise, Taiwan repassait sous le contrôle des Chinois et que pour les habitants de l'ancienne Formose (« la Belle »), il n'était pas facile de s'en tirer entre les diverses factions politiques, les corruptus et les honnêtes.

D'ailleurs, aucun des quatre frères de la famille Lin n'y parviendrait. L'aîné, Wen Huang, transforme leur restaurant japonais en cabaret chinois, « La Petite Shanghai ». Le cadet, Wen Sun, médecin, ne revient jamais des Philippines. Wen Leung, le troisième, accusé d'être un collaborateur, est torturé et devient fou (il s'obstine à manger les mets consacrés aux dieux de la maison).

Le plus jeune, le sourd-muet, survivra aux émeutes de 47, aux contre-

bandiers qui tuent son grand frère, mais on devine que son sort est déjà scellé, et qu'il n'a pas épousé la jolie Hinomi (Hsin Shu-fen) pour longtemps.

C'est après la projection qu'un arbre généalogique fourni par les producteurs nous a permis de reconstituer la trame de cette vaste fresque historique et sentimentale, mais qu'importe, la *Ville du chagrin* est un film que l'on doit revoir pour en apprécier les péripéties et tout mettre en ordre.

### On peut se faire hara-kiri

A la première vision, outre une extraordinaire beauté plastique de l'image – les intérieurs comme les paysages – un jeu très animé des comédiens (à l'opposé des films hiératiques, « impénétrables », aux visages de bronze), on est frappé, même sans tout saisir, par la force, la vigueur du récit, son humeur épique. On apprend des petites choses, que l'on habille les enfants avec les drapeaux japonais décolorés et que, en raison du soleil levant, ils ont tous le col rouge comme des singes ; que les Japonais ont une passion pour les fleurs du cerisier, qui tombent en pleine éclosion, et qu'une jeune femme s'est ainsi jetée, toute jeune, dans une cascade. On est entraîné surtout dans une alternance de scènes intimes, contemplatives, et d'irruptions violentes, de bagarres acharnées, qui sont la marque d'un cinéaste de très grande envergure.

Avec Jean-Jacques Andrien et son *Australia*, on commence assez bien :

en plein désert avec Edouard (Jeremy Irons) et sa petite fille Saitie (Danielle Lytleton, divine apparition aux yeux graves, de très loin la femme la plus sensuelle du film). Il y a un mystère dans l'air, qui flotte un bon moment. Puis tout se gâte, on explique : Edouard est le fils d'une famille de laineries belges de Verviers. Il vit en Australie, où il achète la laine de mouton, sale. Il a eu une fille, sa femme est morte et la Belgique n'en sait rien. S'il y a-t-elle tourné c'est parce que les affaires familiales vont mal et qu'il voudrait aider son frère (Tobey Karyo) et sa mère (Hélène Surgère) à comprendre que le monde change.

Par un des coups de malchance comme on n'en voit qu'au cinéma, il rencontre Fanny Ardant et en tombe amoureux. Au cours d'un week-end à Londres, elle lui raconte sa jeunesse avec de jolies phrases (« Tout ce que les autres veulent que je sois, je finis par le devenir »), et se livre dans la pénombre qui pardonne tout.

On a quand même du mal à croire à cet amour. Jeremy est toujours digne, compassé, hanté d'un mal qu'elle tristesse inexorable : elle est une bourgeoise belge aux épaules carrées, fastidieuse. Pourquoi ne passe-t-il pas sa vie dans les bras de sa petite fille délicate, aimante, fidèle ? Franchement...

A propos de visages impassibles, l'immense Toshio Mifune, qui nous a tout fait, depuis *Rashomon* jusqu'à *Duel dans le Pacifique* en passant par les *Sept Samouraïs*, se retrouve aujourd'hui dans le rôle de Rikyu, le maître du thé de Kei Kumai. C'est un rôle austère. Le thé, jeté en poudre dans un bol allongé d'un peu d'eau bouillante – dans une théière de fer noir, sur charbon de bois – avec une louche en bois, est battu au blaireau et bu d'un air constipé. Une anticipation sans doute. Après quoi, on peut se faire hara-kiri dans un grand éclat de rire. C'est bien simple, on n'en revient pas.

MICHEL BRAUDEAU.

## Le Carnet du Monde

### Décès

— Germaine Degremont, née Bouveret, Daniel, Martine, Anne et Frank Degremont, Sa famille, Marthe Leylavergne, amie fidèle et dévouée, Ses amis, Les frères de la Grande Logo de France, font part du départ à l'Orient éternel, le 10 septembre 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année, de

Jean-François DEGREMONT, dit Paquito,

Il a fait don de son corps à la Faculté. Cet avis tient lieu de faire-part.

« Gloire à l'Eternel dans les lieux tristes et pais sur la terre aux hommes de bonne volonté »

Lac II, 14.

— M<sup>me</sup> Guy Delivet, née Lucette Lacroix, Jean-Pierre, Guy, Philippe et Vincent Delivet, Sylvie Delivet et Jean-Marie Scholl, le docteur et M<sup>me</sup> Jean Delivet et leurs enfants,

M<sup>me</sup> Suzanne Demmuis et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Pierre Delivet et leurs enfants, M<sup>me</sup> Yvette Pochey et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Guy Jover et leurs enfants,

Ainsi que toute la famille et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès du

docteur GUY DELIVET,

survenu subitement, le 7 septembre 1989 à Peypin (Bouches-du-Rhône).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Pour honorer sa mémoire, une cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-André de l'Europe (22, rue de Leningrad, Paris-9<sup>e</sup>), le samedi 16 septembre à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue de Florence, 75008 Paris.

— Louis DOLIVET.

Nous apprenons la mort du producteur de cinéma Ludovic Brecher, dit Louis Dolivet. Il était âgé de quatre-vingt-un ans.

[Directeur de la société Gray Film, Louis Dolivet a produit notamment le

*Dolce Vita*, de Federico Fellini, *Monsieur de*, de Jacques Tati. Directeur général de Cinéma, il a distribué 2001 : l'Odyssée de l'espace, de Stanley Kubrick, et *My Fair Lady*, de George Cukor. Secrétaire général du Rassemblement universel pour la paix et la défense de la Société des Nations, il fut nommé en 1947 consultant auprès du secrétaire général des Nations unies pour les questions économiques, les droits de l'homme et de l'information. Louis Dolivet est l'auteur du livre *United Nations* et a créé la revue *United Nations World*.]

— M<sup>me</sup> Georges Hamel, son épouse, née Isabelle Rouart, M. et M<sup>me</sup> Robert Imley, ses enfants, MM. Pierre Talbot, Patrick Imley, ses petits-fils,

Les familles Hamel, Rouart, Granier, Pichery, Lerolle, Escudier, ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et très regretté

Georges HAMEL,

docteur en droit, diplômé des sciences politiques, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre du Mérite,

qui est survenu en son domicile, le 8 septembre 1989.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Germain-des-Prés, sa paroisse, le mercredi 13 septembre 1989, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise dans le caveau de famille.

19, rue Bonaparte, 75006 Paris.

325, Foreman Avenue, Toronto (Canada).

(Le Monde, du 13 septembre.)

— On nous prie de faire part du décès de

M. Bernard RYKIEL,

survenu le 12 septembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, en son domicile, 34, rue du Docteur-Blanche, Paris-16<sup>e</sup>.

Les obsèques auront lieu le jeudi 14 septembre. On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux parisien, à 11 heures.

De la part de : M<sup>me</sup> Sonia Rykiel, sa belle-fille, M<sup>me</sup> Nathalie Burstin-Rykiel, ses petits-enfants, Tatiana et Lola Burstin, ses arrière-petites-filles, M. et M<sup>me</sup> Sam Weinberg et leurs enfants.

M. Maurice Weinberg et son fils, M<sup>me</sup> Pèpée Weinberg et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Charles Katz, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Claude Schwartzman, leurs enfants et petits-enfants, neveux, nièces, petits-neveux, petites-nièces,

Toute la famille, Ses nombreux amis.

Ni fleurs ni couronnes.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

34, rue du Docteur-Blanche, 75016 Paris.

— Le 17 août, à Tel-Aviv,

David SEIDMANN

nous a quittés.

Gisèle et Eric Celan, Anne, Ses amis.

— Rosy et Jacques Woliner

se souviennent de la perte de leur mère.

Esther WOLINER,

décédée le dimanche 11 juin 1989, en sa quatre-vingt-deuxième année, et inhumée le 13 auprès de leur père, dans l'intimité d'un cimetière de campagne, il y aura trois mois déjà.

Jacques et Rosy associent ici, en mémoire de leur mère, tous ceux nombreux, qui auront connus et aimés pour la joie qu'elle dispensait quoi qu'il en fût, et jusque dans ses derniers jours, malgré les atteintes de la maladie.

« Que ma joie demeure »

Domine du Deyan,

84240 La Bastide-des-Jourdan.

Anniversaires

— Il y a un an, François SLYPER nous quittait.

Tous ceux qui l'ont connu, aimé, tous ses amis, penseront à lui en ce jour.

Lili Slyper,

12, allée Louis-Labé,

75019 Paris.



# Le Monde CAMPUS

... Le Monde • Jeudi 14 septembre 1989 13



## « Dépoussiérer » l'orthographe...

Linguistes et instituteurs plaident pour un « époussetage » de l'orthographe. Le premier ministre n'y est pas opposé. Les Français sont à la fois pour et contre...

M AIS quelle est donc cette cause sacrée qui, plus sûrement encore que l'école privée ou l'interdiction du travail dominical, suscite croisées et contre-croisées, partage la France en deux camps irréconciliables ? L'orthographe. Or, plutôt l'« orthographe », puisque le pamphlet plein de fougue qu'un linguiste, un sociologue, un ancien instituteur et un syndicaliste jettent dans la mare de cette rentrée scolaire plaide pour « une simplification modérée et progressive » de notre code d'écriture (1).

Le contenu de ce petit livre, à dessin provocateur, a commencé de défrayer la chronique un mois avant sa parution dans les librairies (le Monde du 1<sup>er</sup> août). Dans la torpente aoûtienne, l'on a pu entendre M. Philippe de Saint-Robert, ancien commissaire général de la langue française, stigmatiser la « vaste revanche des cancrènes », et même le président des jeunes giscardiens traiter de « Pol Pot de notre français » M. Jean-Claude Barbaut, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs (SNI) et coauteur du brûlot. Comment un débat qui dure depuis 1529 (date de l'introduction du mot « orthographe ») peut-il encore susciter pareilles diatribes ?

C'est que l'affaire, loin de se résoudre à une controverse technique, prend très vite un tour affectif, voire politique. En 1694, la première édition du Dictionnaire de l'Académie expliquait déjà qu'il faut « suivre l'ancienne orthographe » parce qu'« elle distingue les gens de lettres d'avec les ignorants et les simples femmes ». Trois siècles plus tard, l'académicien Jean Dautour estime que toute simplification profiterait « aux ignorants ». Entre-temps rappellent les défenseurs de l'« orthographe », les réformes n'ont pas manqué. Voltaire s'est battu pour que « je disais » devienne « je disais », et, en 1740, l'Académie elle-même a « réformé » deux mille des cinq mille mots de son dictionnaire. Quant à l'original du Cid, de Corneille, il est à peu près incompréhensible aujourd'hui tant l'orthographe a été « retravaillée » depuis lors. Mais, en 1832, l'orthographe fixée par l'Académie devient un critère essentiel pour l'accès à la fonction publique. La généralisation de l'instruction publique en fixe l'usage,

justifiant l'impression d'immobilité que nous pouvons ressentir aujourd'hui. Les instituteurs, « hussards de la République », ont joué un rôle déterminant dans cette normalisation, alors que, dans les lycées du dix-neuvième siècle, les professeurs avaient tendance à mépriser ces simples règles d'écriture (2). « Tu feras zéro faute », devient le premier commandement d'une école primaire largement focalisée sur la fameuse dictée du certificat d'études.

Aujourd'hui, leur principal syndicat en tête, les instituteurs semblent vouloir brûler cette vieille idole. Paradoxe ? C'est que, entre-temps, le statut de l'orthographe a bien changé dans la société comme à l'école élémentaire. Les instituteurs répugnent à enseigner « bêtement » des règles qui n'en sont pas, des « trucs » absurdes destinés à déjouer les pièges d'une orthographe souvent rebelle à la logique. Ils enragent de passer un temps précieux à « réédifier » des enfants qui, quelques années plus tard, utiliseront le dictionnaire de l'écriture ou le dictionnaire de l'orthographe.

« Laxisme », « paresse »

et « démagogie »

Ils constatent quotidiennement les ravages que provoque cette situation qui entrave l'apprentissage de la langue elle-même et sa diffusion à l'étranger. L'Espagne, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Danemark, la Roumanie, l'URSS ne procèdent-ils pas régulièrement à un « époussetage » de leurs langues sans drame national ? Les Américains s'émouvent-ils d'écrire « nite » pour « night » ? D'ailleurs, les maîtres d'école ne sont pas seuls. Dix des plus grands linguistes français, dont l'un se trouve parmi les auteurs du livre, ont ouvert le débat en signant dans le Monde, du 7 février, un appel pour « moderniser l'écriture du français ».

Que veulent-ils ? Pas de révolution brutale, car toutes les réformes « clés en main » ont avorté depuis un siècle, sans parler de celles qui, approuvées, n'ont jamais été appliquées, comme celle, pourtant limitée, de

M. Haby, ministre de l'éducation, en 1976. Ils souhaitent d'abord partir à l'assaut des accents circonflexes et des lettres doubles les plus perverses (pourquoi *bônhomme* mais *bonhomme*, *raisonnâmes* mais *raisonnables* ?), et supprimer les incohérences que ne justifient ni l'étymologie ni la crainte du contresens. Écrire par exemple *larynx* comme *sphinx*, il résout comme il *coud*, *salutis* comme *offert*. Ils rêvent de donner tous les attributs du féminin à la vertu qui deviendrait « vertue », tandis que « libérté », mot-symbole, aurait le privilège de conserver sa terminaison, exception qui sonnerait en passant les limites d'une rationalisation trop poussée. A terme, les réformateurs s'engageraient à écrire les livres que j'ai lus et écrits, ce qui choquera plus d'un, et pas seulement parmi les hellénistes et les traditionalistes maniaques. Une commission des sages composée d'académiciens, de linguistes, de pédagogues, d'écrivains et de typographes devrait mener l'indispensable débat et proposer un vaste toilettage.

Mais nous n'en sommes pas là. Le sujet divise profondément les Français. Il n'est guère facile de faire des concessions lorsqu'on a souffert pour acquérir une « bonne orthographe ». Les mots de « laxisme », de « paresse », de « démagogie » et de « démission des instituteurs » reviennent souvent chez les partisans du statu quo. D'ailleurs, justifier la nécessité d'une réforme en avançant que l'orthographe joue un rôle de ségrégation sociale apparaît particulièrement maladroit de la part de l'apôtre de l'« école de qualité pour tous » et de l'« élévation du niveau », qu'est M. Barbaut. Suffirait-il de casser le thermomètre des exigences scolaires pour améliorer les chances de ceux que l'école laisse aujourd'hui au bord du chemin ? Ne vaudrait-il pas mieux d'abord moderniser la pédagogie de l'orthographe ?

Les risques

de la « loi »

La défense d'un patrimoine, la nécessité de préserver les racines de la langue, les charmes de l'incohérence orthographique, reflet de la vie des mots et des hommes, sont, d'autre part, des arguments forts. Même si le sociologue Philippe Cibois, coauteur

du livre, appelle à la réforme de l'orthographe au nom des conquêtes révolutionnaires et du droit des citoyens à choisir et maîtriser leurs institutions, les opinions sur la question ne reflètent pas fidèlement les clivages politiques. L'humanité ne vient-elle pas de s'élever contre « la casse de l'orthographe française » en accusant les réformateurs de chercher à « évincer les vrais problèmes de l'enseignement en France », et de préparer le terrain à M. Jospin pour son projet de réforme globale des contenus d'enseignement ?

Deux ouvrages de référence aideront les utilisateurs de la langue française à se forger une opinion, au-delà des a-priori idéologiques ou sentimentaux. Nina Catach, spécialiste des recherches sur l'orthographe au CNRS et amoureuse de l'écrit, lance dans les *Délices de l'orthographe* (3) une plaidoirie profonde et spirituelle en faveur d'une réforme mesurée. « Dans ses grandes lignes, il semble bien que notre système d'écriture soit profondément adapté à notre langue, ce qui n'empêche pas qu'il ait de nombreux défauts accumulés par pure paresse et indifférence », explique Nina Catach, qui souligne l'attitude quelque peu masochiste des Français, faite d'« apathie » et d'« acceptation aveugle ». Réformer, oui, mais « l'on sait où peuvent conduire les cures trop poussées de « loi » », avertit l'auteur, historienne et linguiste. Ce qui ne l'empêche nullement de dénoncer les anomalies que ni l'étymologie

ni le souci de la clarté ne justifient, l'accent circonflexe de « théâtre » par exemple. De « anomer » à « zéro », en passant par « Bled », « échec scolaire » et « Queneau », Nina Catach offre dans ce livre en forme de dictionnaire une panoplie de billets d'humeur parfois savants, souvent féroces et toujours passionnants.

Ce que Versailles

est à l'esprit

De son côté, Bernard Pivot, s'apprête à proposer une réforme de l'orthographe qui « simplifie la vie » mais « respecte le sens des mots et notre imaginaire » dans la préface d'un livre à paraître (4). Le fondateur des championnats d'orthographe estime qu'un éléphant sans « h » perdrait toute sa superbe, mais il envisage sans frémir d'écrire *crisantème*. Ce livre, rédigé par l'équipe du mensuel *Lire*, contient de nombreux tests amusants de compétence orthographique, et tous les éléments de réflexion utiles, qui laissent finalement sceptique sur la possibilité concrète d'une réforme. « Autant le rapport de l'orthographe à la langue est confus, autant son rapport à la société est clair : elle garantit que ce qui a été continuera d'être (...). Elle est à l'œil ce que Versailles est à l'esprit, le spectacle d'une victoire absurde. Elle est donc ce qu'il y a de plus bloqué dans la société française », expliquait Jacques Cellard en 1976, dans le *Monde de l'éducation*.

L'éternel serpent de mer serait-il, une fois encore, condamné à replonger après quelques petits succès en surface en dépit d'unis exceptionnelles convergences d'opinions favorables, incluant le premier ministre et les plus grands linguistes ? A moins que les Français ne soient mûrs pour résoudre aujourd'hui cette extraordinaire contradiction qui veut que 76 % d'entre eux pensent qu'il est possible de retaucher l'orthographe pour en supprimer quelques bizarreries et absurdités mais que presque autant jugent qu'il est impossible de la réformer « sans dénaturer la langue française » (5).

PHILIPPE BERNARD.

(1) *Que vive l'orthographe !* Par Jacques Lecomte, ancien instituteur, et Philippe Cibois, sociologue au CNRS, membre de l'Association pour l'information et la recherche sur les orthographe et les systèmes d'écriture (AIROE). Avant-propos de Michel Masson, linguiste, professeur à l'université Paris-III. Postface de Jean-Claude Barbaut, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs et des professeurs de collèges (SNI-PECC ; FEN). Le Seuil, 190 pages, 79 F.

(2) *Lire la Dictée. Les Français et l'orthographe* (Calmann-Lévy). Les auteurs, André Chervel et Danièle Manesse, ont fait passer à 3 000 enfants d'aujourd'hui les dictées données à 3 000 écoliers de 1873 à 1877. Résultat : le niveau orthographique moyen s'est élevé et les enfants actuels comprennent mieux ce qu'on leur dicte...

(3) *Les Délices de l'orthographe* par Nina Catach. Plon, 352 pages, 150 F.

(4) *Le Livre de l'orthographe. Amours, délices, réformes*, préface de Bernard Pivot. A paraître le 13 octobre chez Hatier.

(5) Sondage IPSOS paru dans le mensuel *Lire* de mars 1989.

**WICAD**

INSTITUT SUPÉRIEUR  
EUROPÉEN DE MANAGEMENT

ACTION COMMERCIALE  
MARKETING INTERNATIONAL  
ET FINANCE INTERNATIONALE  
P.M.E. (création et soutien d'entreprises)

**BTS - DEESMI**

DERNIÈRES INSCRIPTIONS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

91, rue de l'Université,  
75007 PARIS

(1) 45 51 23 90 +

**LE CONSERVATOIRE  
LIBRE DU  
CINÉMA FRANÇAIS**

pour devenir  
**assistant-réalisateur  
scripte  
monteur-monteuse**

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)

**CLCF** 16, rue du Delta, 75009 Paris, Tél. : (1) 48.74.65.94

Depuis 1963, établissement d'enseignement technique supérieur  
agréé par le Ministère de l'Éducation Nationale



## Le bac est sans appel

Les candidats recalés au baccalauréat ne peuvent contester leurs notes. Mais les professeurs trop sévères sont rappelés à l'ordre.

« J'ai saisi parfaitement que ma correspondance sera a priori suspecte d'exagération maternelle... », écrit sans illusion la mère d'une candidate malheureuse au baccalauréat, dans une lettre au ministre de l'Éducation nationale et au recteur de l'académie de Versailles, dans laquelle elle s'indigne de l'échec de sa fille. Dans les académies importantes, quelques milliers de lettres de ce genre peuvent parvenir au recteur dans les semaines qui suivent les épreuves, de la part de parents qui estiment « anormaux » les résultats de leur enfant.

Au service interacadémique des examens et concours (SIEC), qui organise les épreuves pour les trois académies de Créteil, Paris et Versailles, la méfiance est de règle. « Tous les ans, entre le 30 juin et le 30 août, nous recevons des centaines de lettres dont la plupart ne sont pas fondées », affirme M. Yves Nazé, directeur de ce service. Parmi cette multitude, on peut trouver, bien sûr, quelques cas où l'administration est fautive. Notre travail consiste à séparer le bon grain de l'ivraie.

### Un fichier

#### de professeur

Comment les distinguer ? L'argument selon lequel le candidat a eu « 12 toute l'année et 5 au bac » n'est guère retenu. Il faut compter avec le stress de l'examen, le manque de forme du candidat ce jour-là. Mais des réclamations convergentes peuvent être prises en considération. « Voici un cas qui justifie une enquête », estime M. Nazé, en montrant une lettre de parents qui déplorent une moyenne de 5 sur 20 à l'oral de français pour tous les candidats ayant soutenu

leur épreuve avec le même correcteur. Dans ce cas, dès la fin août, le recteur, ou le SIEC pour la région parisienne, contactent le président du jury du centre d'examen incriminé, puis le correcteur lui-même. Un inspecteur pédagogique régional peut aussi être alerté, et, en cas d'anomalie grave, baisser la note administrative du professeur-correcteur. « Il n'est pas question d'accréditer l'idée selon laquelle la conscience individuelle du correcteur serait souveraine, souligne M. Nazé. Même s'il estime avoir convenablement rempli sa mission, l'administration peut être amenée à assurer un rôle régulateur. » Le SIEC dispose ainsi d'un fichier de professeurs dans lequel figure l'avis de leur proviseur, sur les critères habituels de notation : sévère, peu sévère...

« Mais, dans la plupart des cas, ajoute M. Nazé, on s'aperçoit après enquête que les résultats obtenus sont parfaitement justifiés. » Certains établissements obtiennent régulièrement moins de 20 % de réussite au bac. Leurs exigences en matière de contrôle des connaissances pendant l'année sont nettement inférieures à celles de l'examen. « Il suffit qu'un fort contingent d'élèves d'un tel établissement passe avec la même correction pour que la moyenne des notes paraisse anormalement basse. »

Et les candidats ? Dans les cas - rares - où ils sont victimes d'une erreur réelle ou de l'injustice d'un examinateur, ils ne disposent d'aucun recours. Le jury est souverain. Après sa délibération, les notes sont définitives. Seules les erreurs qui justifient une correction « mécanique » sont prises en compte : mauvaise retranscription des notes sur la collante, oubli d'une note dans un cumul de points.

Pour le reste, les candidats ne peuvent que demander la com-

munication de leur copie dans le centre d'examen avant la délibération du jury, au rectorat ensuite où elle est conservée un an. « Bien sûr un « dérapage » d'un correcteur peut se produire exceptionnellement », admet M. Nazé. Mais on ne peut pas voir un dysfonctionnement du système.

Pour éviter ces risques, c'est en amont de la notation des copies que les précautions sont prises. Les professeurs sont guidés dans leur travail par des instructions ministérielles, les instructions pédagogiques de l'inspecteur régional et, sauf pour la philosophie, par des barèmes de correction. Pour chaque sujet, des professeurs choisis corrigent une trentaine de copies dès le lendemain de l'examen et établissent une moyenne provisoire. Une permanence d'information téléphonique permet aux correcteurs de comparer leurs notations. Pour l'Île-de-France, un service télématique qui assure le même rôle a été mis en place cette année.

### Un ou deux

#### points

Le président du jury peut, s'il le juge utile, demander avant les délibérations la lecture de copies corrigées. Enfin, l'examen du livret scolaire pendant les délibérations permet parfois au jury d'accorder un ou deux points supplémentaires à un candidat « un peu juste » ou tout proche d'une mention. Mais sans que cela soit systématique. « Un président du jury peut bien demander « amicalement » à un correcteur de relever ses notes, mais celui-ci n'est pas forcé d'obtempérer », souligne un professeur de philosophie.

Pour les candidats qui s'estiment floués, il n'est pas question de se présenter à la session de septembre : elle est réservée aux élèves, dûment munis d'un certificat, que des raisons médicales ont empêchées de passer les épreuves en juin.

SUR LAURENCE LE MAGAUD.

## La commune paie les étudiants

Une petite ville de la Côte-d'Or lance une expérience originale : verser un « revenu minimum » aux étudiants les plus démunis.

Le sort des étudiants de Chénôve, petite ville de la banlieue de Dijon, fera bientôt pâlir d'envie nombre de leurs homologues dans l'Hexagone. Dès cette rentrée, ils bénéficieront d'un revenu minimum étudiant, le RME. Une allocation individuelle qui permettra aux plus démunis d'entre eux d'entretenir, ou de continuer, les études de leur choix. Les jeunes Chénôvois pourront ainsi recevoir une aide de la mairie allant de 2 800 F à 10 000 F par an.

Derrière cette initiative municipale, une philosophie, une pratique, des moyens. Pour Roland Carraz, maire socialiste de Chénôve, ancien secrétaire d'État à l'enseignement technique et « maître d'œuvre » du projet, l'effort national en faveur de l'éducation. « Si l'on veut atteindre les 2 millions d'étudiants en l'an 2000, il faut amener 800 000 jeunes dans le supérieur. Où va-t-on les trouver ? » Autre constat : il est difficile de travailler à temps plein, tout en faisant des études. Selon la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France), deux étudiants sur dix les abandonnent sans avoir obtenu leur diplôme, à cause de « conditions financières trop difficiles ».

Sur les quelque 550 étudiants de Chénôve, 198 sont boursiers, et près de la moitié pourraient toucher de l'argent au titre du RME. Les bénéficiaires potentiels (ils sont déjà plusieurs dizaines à avoir déposé un dossier à la mairie) doivent répondre à trois critères : avoir moins de vingt-cinq ans ; résider à Chénôve depuis trois ans au moins (« Nous sommes les premiers à le faire, nous ne pouvons pas nous permettre une invasion d'étudiants », explique le maire) ; et, bien sûr, être inscrit à l'université. L'allocation est établie à partir d'un budget prévisionnel, qui prend en compte toutes les ressources de l'étudiant : bourse, participation de la famille, salaire le cas échéant. La municipalité

prendra en charge, à partir du 1<sup>er</sup> octobre, la différence entre ces ressources et le revenu minimum étudiant. Coût total de l'opération : 75 000 F, soit 1 % du budget annuel de cette ville de 20 000 habitants, peuplée de familles plutôt modestes et d'un grand nombre de jeunes.

Pour aider les étudiants issus de familles à faibles revenus, la mairie de Chénôve est partie d'un constat simple, fruit d'estimations diverses et concordantes : pour vivre correctement, un étudiant a besoin d'environ 30 000 F par an. Mais sa situation financière de départ varie : selon qu'il habite chez ses parents ou doit se loger lui-même, bénéficie ou non d'une bourse, peut arrondir, ou pas, ses fins de mois grâce à un petit boulot.

### Sur la notion

#### de responsabilité

Quitte à l'adapter par la suite, les services municipaux ont retenu deux cas types, pour évaluer le montant du RME. Si l'étudiant fréquente un établissement de l'agglomération dijonnaise (80 % des étudiants de Chénôve), le revenu minimum s'élève à 1 850 F par mois. Si, pour des raisons de choix d'études, il doit quitter la ville, on considère qu'il lui faudra 3 300 F par mois pour vivre. « Notre but est de permettre aux jeunes de suivre les études qui leur conviennent, tout en les orientant si besoin est. Si un lycéen veut aller à Paris ou à Nancy pour faire ce qu'il lui plaît, alors il partira. »

Allocation complémentaire, le RME repose, comme son prédécesseur le RMI (revenu minimum d'insertion), sur la notion de responsabilité du bénéficiaire. Il est vrai que, depuis dix ans déjà, Chénôve alloue un « minimum social garanti » aux plus déshérités de ses habitants, et que ses services sociaux ont acquis, en matière d'allocation différentielle, une expérience que peu de villes fran-

çaises partagent. Pour bénéficier du RME, le jeune passe un contrat avec la ville. En signant son dossier, il s'engage à l'assiduité aux cours et aux T.P. « Pas de contrôle satillon. Je parie sur le sérieux de l'étudiant », affirme Roland Carraz. Mais les résultats aux examens détermineront l'octroi de l'aide pour l'année suivante.

### Prêts

#### bonifiés

Autre volet de l'aide municipale aux étudiants : les prêts bancaires. Associant leurs efforts, la mairie et le Crédit agricole vont proposer des prêts bonifiés (5 % au lieu de 8,5 %). Dans certains cas, la commune va même jusqu'à se porter garante du prêt. Pour les étudiants les plus démunis, l'absence de caution des parents est en effet souvent un obstacle rédhibitoire à l'obtention d'un crédit.

L'ensemble du système, approuvé par la majorité des syndicats étudiants, compense, sans forcément l'avouer, l'insuffisance des bourses d'État (200 000 boursiers environ touchent chaque année des sommes allant de 4 200 à 14 500 F). Pour le maire de Chénôve, l'allocation RME ne remplace pas les bourses, mais vient au contraire les compléter. « L'allocation ne devra pas fonctionner comme un guichet unique, mais être très souple, s'adapter sans cesse aux situations individuelles. Avec le RME, nous touchons des gens qui n'ont pas droit à la bourse, mais qui ont quand même du mal à financer les deux bouts. » Jugant l'initiative « originale et tout à fait positive », le ministre de l'Éducation nationale estime qu'il s'agit bien d'un « effort complémentaire de celui de l'État ».

La recette lancée cette année à Chénôve fera peut-être des émules. Mais la formule d'allocation telle qu'elle va être mise en place dans une ville moyenne n'est sans doute pas généralisable à toutes les communes - en particulier aux grandes villes universitaires qui versent leur budget lourdement grevé.

JUDITH RUEFF.

## Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées peuvent contacter directement le CDEE, association responsable de ce service, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 3615 JOBSTAGE.

**MARKETING**  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à convenir. Profil : Bac + 3. Mission : prise de rendez-vous auprès de responsables d'achats et services après-vente. 15 559.  
Lieu : Sophia-Antipolis. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : variable. Profil : Bac + 2. Mission : enquêtes pour enquêtes par téléphone. 14 566.  
Lieu : Sophia-Antipolis. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : variable. Profil : Bac + 2. Ind. : variable. Mission : enquêtes avec vendeurs. Études de marché, qualifications. 14 565.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : néant. Profil : Bac. Mission : mettre en place un système marketing téléphonique et agrandir la force de vente. 14 563.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : selon profil. Profil : Bac + 1. Mission : mise en place et suivi d'opérations marketing. 14 562.  
Lieu : St-Omer. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 30 % du SMIC. Profil : Bac + 3. Mission : participation à un service marketing (Porché). Prévisions de vente, connaissance lots 1, 2, 3. 14 561.

**COMMUNICATION**  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à convenir. Profil : Bac + 2. Mission : participation à des opérations relations publiques. 18 574.  
Lieu : Paris. Date : octobre. Profil : Bac + 1 à 3. Ind. : 4 000 F/mois. Durée : 2 mois. Ind. : 7 000 F. Mission : relations communication avec formation de secrétaire. 18 572.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Mission : documentaliste. 18 571.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 400 F/mois. Profil : Bac + 2. Mission : assistance attachée de presse. Fichiers médias et journalistes, diverses tâches. 18 569.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à débattre. Profil : Bac + 3. Mission : assistant du responsable de la communication, ainsi que la

réalisation de diverses opérations de communication. 18 557.

### INFORMATIQUE

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 000 F à 3 000 F, selon qualité du travail. Profil : Bac + 2. Mission : construction d'un bien social. 13 543.  
Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 3 mois minimum. Ind. : 4 500 à 8 500 F/mois. Profil : Bac + 1. Mission : aptes à suivre des dossiers clients pour transfert à un autre service, suivi des CA Clients. Travaux de comptabilité et éventuellement comptabilité anglosaxonne. 12 539.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Profil : Bac + 2. Ind. : à convenir. Mission : travaux de secrétariat. Anglais exigé, traitement de texte Word 4 si possible steno. 24 573.  
Lieu : Massy-Palaiseau. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à convenir. Profil : Bac + 2. Mission : suivi des affaires entre le réseau commercial et les sociétés étrangères. 24 572.  
Lieu : Levallois. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 000 à 3 000 F/mois. Profil : Bac + 1. Mission : mise à jour d'un fichier et travaux de secrétariat. 24 571.  
Lieu : Nice. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : néant. Mission : suivant formation et besoins réalisation de diverses opérations culturelles. Connaissances en informatique. 25 537.

### SECRETARIAT

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Profil : Bac + 2. Ind. : à convenir. Mission : travaux de secrétariat. Anglais exigé, traitement de texte Word 4 si possible steno. 24 573.  
Lieu : Massy-Palaiseau. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à convenir. Profil : Bac + 2. Mission : suivi des affaires entre le réseau commercial et les sociétés étrangères. 24 572.  
Lieu : Levallois. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 000 à 3 000 F/mois. Profil : Bac + 1. Mission : mise à jour d'un fichier et travaux de secrétariat. 24 571.

### DIVERS

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 400 F/mois. Profil : Bac + 3. Mission : études juridiques sur les services bancaires. 23 553.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois à mi-temps. Ind. : à convenir. Profil : Bac + 3. Mission : accueil de responsables d'entreprise sur aéroports. Renseignements juridiques et financiers. 23 530.

### ARCHITECTURE

Lieu : Montrouge. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : Bac + 2. Mission : architecture et décoration intérieure. 25 538.

et de nombreuses autres propositions sur minitel : 3615 JOBSTAGE ou en appelant au : 47-35-43-43

**CYCLE DE MARKETING INDUSTRIEL AU CNAM**  
CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS  
- Approche théorique et séminaire d'études de cas (120 h sur 9 mois : soirs et samedis).  
- Enseignement de haut niveau. Coût : 500 F/an.  
Brochure détaillée et dossier d'inscription sur simple demande écrite au : Bureau du marketing industriel. CNAM : 2, rue Conté, 75003 Paris.  
Tél. : 40-27-22-24 de 14 h à 17 h  
Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 2 octobre 1989

**CARRIÈRES INTERNATIONALES**  
Enseignements juridiques, diplomatiques, économiques et linguistiques  
Durée des études : 4 ans - Statut étudiant  
INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES  
Établissement d'enseignement supérieur libre  
12, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS - Tél. (1) 42-96-61-48

**BAC, BAC + 2**  
4 ANNEES D'ETUDES EN FRANCE, EN EUROPE ET AUX USA :  
- Une Ecole Internationale de Commerce et de Gestion  
- 12 mois d'études en Europe et aux USA ; 18 mois de stages dans des entreprises françaises et étrangères  
- Des débouchés professionnels dans la finance, l'exportation, le marketing.  
Concours d'entrée 1989 : 13 ou 27 Septembre  
INSTITUT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES  
24, rue Léon Frot - 75011 PARIS - Tél. : 43 79 45 29  
Établissement Privé d'Enseignement Supérieur

RENTREE OCTOBRE  
**MAXIM'S**  
FAMOUS ALL OVER THE WORLD  
INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS  
Pour vous ouvrir les grandes carrières de l'hôtellerie internationale

3 ANNEES DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE MANAGEMENT HOTELIER  
STAGES ET MISSIONS PROFESSIONNELLES  
ADMISSION :  
1<sup>re</sup> Année : BAC.  
2<sup>e</sup> Année : BTS, DUT, DEUG.  
Licence ou diplômes étrangers équivalents.

**MAXIM'S**  
INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS  
INFORMATION  
(1) 42 66 66 82  
71, rue du Fg-St-Henri, 75008 Paris  
DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT  
**Le Monde DES LIVRES**

L'Europe des

Ouest a le ver

Un irlandais à Nantes

سكنا من الامل



les étudiants

## « L'Europe des compétences » à la Cité des sciences

Un millier d'experts européens vont étudier, les 14 et 15 septembre, comment faire de la Communauté un grand marché du savoir et de l'emploi

**C**A va bouger. Le mouvement est déjà amorcé. Le grand marché unique va entraîner une mobilité générale des individus, mais aussi des esprits et des fonctions. « La libre circulation des personnes va s'accompagner de la mobilité de leurs savoirs et de leur savoir-faire, et instituer un marché des compétences lié à celui de l'emploi », affirme Denise Barriolade, directrice des projets jeunesse et formation à Eurocréation. Les ressources humaines sont, en effet, la principale richesse que l'Europe devra s'efforcer de valoriser d'ici à 1993. Cette réflexion sur le prochain marché européen des compétences sera au centre des débats d'un colloque organisé à Paris les 14 et 15 septembre, dans le cadre de la Semaine européenne de la formation professionnelle. Près d'un millier d'experts européens de la formation (formateurs, mais aussi chefs d'entreprise, hauts fonctionnaires...) réfléchiront, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, sur « l'Europe des compétences ».

La constitution d'un espace européen des formations et des qualifications repose sur un mot devenu magique : la mobilité. Celle des étudiants est favo-

risée, depuis quelques années, par les programmes Erasmus (échanges entre universités) et Comett (échanges entre universités et entreprises). D'abord timide, le désir d'aller voir ce qui se passe au-delà des frontières devient de plus en plus impérieux. Ainsi, le programme Comett II sera doté de 200 millions d'euros pour cinq ans, contre 45 millions pour les trois années de Comett I. L'effort reste cependant insuffisant, puisque 360 millions d'euros auraient été nécessaires pour répondre aux demandes de la seule année 1988. Et l'enthousiasme européen ne se limite pas à l'élite : des coopérations se mettent en place pour l'apprentissage et dans les lycées professionnels.

Pour Roger Taelert, de l'European Foundation for Management and Development, l'une des nouveautés est « l'émergence d'un modèle de collaboration plus étroite entre le monde de l'action et celui de la réflexion ». Certes, les coopérations de plus en plus nombreuses entre les entreprises, les universités et les centres de recherche indépendants sont nées de la nécessité, mais la perspective du grand marché unique a constitué, selon lui, un

motif important, notamment pour les PME. « L'Europe des compétences pourrait faire un grand pas en avant si le nombre des entreprises faisant du « capital humain » une dimension stratégique augmentait, dit-il.

La circulation des formations et des qualifications par-delà les frontières empruntera bien sûr les nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC). Elles sont à la fois un enjeu économique et culturel. Créatrices d'emplois et de profits, elles impliquent aussi une autre façon de former les hommes. Déjà plusieurs programmes européens comme Race, Esprit et Delta ont été lancés pour encourager leur adoption dans tous les secteurs de l'industrie et de la formation. « Aucune pression nous poussant à repenser nos stratégies n'est comparable à celle qu'exercent les NTIC », dit Rhys Gwyn, responsable du Center for Information Technology in Education à Manchester. Selon la manière dont les Européens les maîtriseront, ces nouvelles technologies de communication (vidéo interactive, informatique...) seront sources de progrès ou de déséquilibres.

Les déséquilibres, c'est ce que Denise Barriolade, dans son rapport introductif au colloque, redoute le plus pour l'Europe de demain. Elle craint des distorsions aussi bien dans les formations que les offres d'emploi. L'écart entre les pays du nord de l'Europe et ceux du Sud ne pourra être comblé que par l'harmonisation des systèmes de formation professionnelle. On est encore loin du compte. En ce qui concerne l'emploi, les migrations massives de travailleurs des régions en difficulté vers les zones en expansion se tarissent peu à peu ; elles seront remplacées, selon les spécialistes, par une « migration fine », touchant essentiellement les personnes qualifiées.

Denise Barriolade craint l'avènement d'une Europe à deux vitesses, les régions les plus actives monopolisant la main-d'œuvre la plus qualifiée. « Qu'adviendra-t-il de ceux et de celles qui ne disposent pas d'une qualification ou qui ne trouvent pas à l'exploiter dans leur région ou leur pays ? Les risques de marginalisation existent pour ceux qui n'auront pas accès au marché européen. »

JEAN-JACQUES BOZONNET.

## L'Ouest a le vent en poupe

Les pays de la Loire sont parmi les plus avancés dans les échanges européens universités-entreprises. En particulier dans le domaine des nouveaux matériaux.

**« R**EGARDEZ une carte, monsieur. Si nous ne faisons pas l'effort d'aller à l'école, l'Europe ne viendra pas jusqu'à nous. » Cette évidence géographique, rappelée en toute occasion par les Nantais, suffit-elle à expliquer l'exceptionnelle dynamique européenne qui anime les pays de la Loire ? Lors du lancement du programme européen Comett en 1987, la région a connu un moment de mobilisation. Tandis que d'autres perdaient un temps précieux à compter et à rassembler leurs forces, une association universités-entreprises pour la formation (AUEF), baptisée Comett-Ouest, a été prestement créée par le conseil régional et la chambre régionale de commerce et d'industrie (CRCI). En moins de six semaines, treize dossiers étaient bouclés et expédiés à Bruxelles.

Lein de s'affaiblir, l'élan européen s'est affirmé avec les années. Aujourd'hui, la région des pays de la Loire est présente en force dans Comett (et bientôt Comett II), mais aussi dans les autres programmes déclinés depuis par la Commission des Communautés : Delta, Lingua, Sprint... Paradoxalement, Nantes doit son avance sur les chemins de l'Europe au retard de son outil de formation. Ici, l'université a tout juste un quart de siècle. Et dans ces départements ruraux, constellés de PME familiales, c'est une économie essentiellement de main-d'œuvre qui s'était constituée au fil de l'histoire. Les pays de la Loire se sont alors trouvés

confrontés à une démographie forte avec un système éducatif mal adapté.

« Pour répondre à ces importants besoins de formation, nous avions deux types de solutions, explique Roger Balcon, directeur de la formation et des affaires européennes à la CRCI. Ouvrir notre système de formation sur l'extérieur et sur le monde économique afin d'importer les compétences qui nous manquaient. Et utiliser notre retard pour développer les nouvelles technologies éducatives, particulièrement l'enseignement à distance. » La réflexion en était à ce point lorsque Comett a été lancé. « Une véritable aubaine », se réjouit Roger Balcon. Le programme européen implique en effet un partenariat entre universités et entreprises, ainsi que des échanges avec l'étranger.

N'étant pas elle-même organisme de formation, la chambre régionale de commerce a pu susciter les partenariats et jouer un rôle moteur grâce à l'appui déterminé du conseil régional. Actuellement, le programme Comett-Ouest a un budget de fonctionnement de 5 millions de francs (50 % à la charge de la région, 28 % à celle de la CEE et 22 % à celle de la CRCI). Le volontarisme manifesté par les responsables politiques de la région a été très incitatif : chaque projet qui transite par Comett-Ouest bénéficie d'une subvention régionale.

L'un des plus ambitieux est sans doute Euromatériaux, une

AUEF créée en 1988 pour la promotion des compétences dans le domaine des matériaux nouveaux. Articulée autour de l'Institut de physique et de chimie des matériaux (IPCM) de Nantes dirigé par le professeur Jean Rouxel, cette association ne développe pas seulement une coopération inter-régionale, comme la plupart des AUEF. C'est une association sectorielle, qui, après un an d'existence, regroupe une centaine d'adhérents (universités, centres de recherche, PME et grands groupes industriels) dans les douze pays de l'Europe.

« Les matériaux nouveaux constituent aujourd'hui l'une des réponses essentielles au défi de la performance et de la concurrence, pour dépasser les obstacles aux avancées technologiques, améliorer la qualité et la fiabilité des produits, réduire les coûts de production de mise en œuvre et d'entretien », déclare Serge Lefrant, l'un des responsables de la recherche à l'IPCM, pour situer l'enjeu d'Euromatériaux.

### Une base de données et un réseau télématique

Pour les spécialistes, le champ d'innovations ouvert par les nouveaux matériaux dans tous les secteurs industriels nécessite désormais « un brassage des compétences, disponibles en Europe », et « la diffusion des connaissances et des savoir-faire élaborés pour développer les applications et garantir les meilleures conditions techniques et économiques de mise en œuvre ».

C'est le double objectif que s'est fixé Euromatériaux. Chercheurs et industriels de toutes tailles, français et étrangers, s'efforcent de mettre en place une base de données et un réseau télématique communs, voire des équipes européennes de recherche travaillant dans des domaines bien répertoriés. Dans l'immédiat, les responsables d'Euromatériaux se sont attelés à la constitution d'un fichier pour améliorer le placement des stagiaires.

« C'est un travail très lourd qui repose sur les bonnes volontés locales », dit Jean Rouxel. Notre institut avait de bonnes relations dans tous les pays ; ces personnes ont accepté de faire un bout de chemin avec nous, mais il faut que la CEE s'implique davantage pour pérenniser les structures. » Telle est la question qu'il compte poser en tant que président du conseil scientifique d'Euromatériaux lors de la prochaine assemblée générale de l'association à Bruxelles.

L'initiative individuelle reste en effet le moteur le plus efficace pour faire décoller l'Europe des compétences. Ainsi la première Ecole d'été internationale sur le comportement dynamique des matériaux, qui a réuni plus de soixante cadres européens à Nantes, du 4 au 15 septembre, était-elle l'œuvre d'un professeur de l'Ecole nationale supérieure de mécanique (ENSM) de Nantes. Dans ce domaine de la résistance des matériaux aux chocs, il n'y a qu'une poignée de spécialistes de haut niveau dans le monde, mais dans l'industrie des dizaines de



Le professeur Jean Rouxel devant l'Institut de physique et de chimie des matériaux.

milliers d'ingénieurs sont confrontés quotidiennement à des problèmes techniques majeurs. « Ce type de rencontre donne aux ingénieurs l'occasion de contacts approfondis avec des spécialistes », estime Chi Yuan Chien, bien décidé à étendre son expérience d'école d'été dans tous les pays européens. L'intérêt n'a pas échappé aux Américains, qui ont souhaité être associés à cette école d'été d'inspiration communautaire.

Avec ou sans Comett-Ouest, Chi Yuan Chien avait l'intention de mener à bien son projet. Toutefois, il a été « encouragé et conforté par le consensus » que son initiative a rencontré. « Les clivages politiques ont été dépassés parce qu'il s'agissait d'un projet européen dans la région », dit-il, surpris également par l'accueil des industriels. Ceux-ci ont sponsorisé près de 25 % de la manifestation.

Les bonnes volontés ont certes leurs limites, mais l'Europe des compétences semble désormais une idée bien ancrée dans les pays

de la Loire. « Le mouvement n'a aucune raison de s'arrêter », estime Jacques Vilaine, ancien recteur, ancien président de l'université de Nantes, et actuel directeur général d'Atlantech. Cette structure, conçue comme un groupement d'intérêt public (GIP), manifeste la volonté des établissements d'enseignement supérieur qui y participent de « s'introduire dans les réseaux européens » grâce à des actions concertées. Atlantech est une des nombreuses ramifications de l'esprit européen semé dans la région depuis Comett. Mais il est loin d'être la seule. Roger Balcon parle d'« effet boule de neige ». Selon lui, « l'une des réussites les plus spectaculaires de Comett, c'est le réseau ». Les contacts noués entre les cent vingt-cinq AUEF constituées dans le cadre du programme Comett servent en effet aux autres projets.

Quelques coups de téléphone dans les pays européens ont suffi à la CRCI des pays de la Loire pour mettre sur pied des partenariats pour le programme Delta, dont

l'objectif est de développer la formation dans les PME. Depuis le début septembre, le Fonds d'assurance formation des pays de la Loire, qui représente quelque deux mille cinq cents entreprises, pratiques, en relation avec des partenaires étrangers, une analyse des besoins et des offres de formation disponibles. « Quelles sont les conditions à créer pour que les PME aient un meilleur accès à la formation par les nouvelles technologies éducatives ? », s'interrogent les responsables de l'étude.

Delta sera l'occasion de promouvoir l'enseignement à distance, déjà présent dans la région grâce au réseau du CNAM, mais que Roger Balcon rêvait depuis longtemps de développer. L'Europe et ses ouvertures sont l'occasion d'envisager le problème au niveau international en un temps record. En deux ans, l'Europe nous a changé l'atmosphère », résume-t-il.

J.-J. B.

### Un Irlandais à Nantes

**C**OMME son nom l'indique, Darian O'Donoghue est Irlandais. Depuis trois mois, il est présent, chaque matin, à l'entreprise DIC, petite société de services en informatique industrielle, installée sur Atlantique. L'un des sites de la technopole nantaise. Amusé, il sacrifie au rite bien français du shampoing matinal. Préliminaire rapide, puisque l'effort de DIC n'est que de cinq personnes et que sa conversation française est encore balbutiante. Une fois assis devant son écran d'ordinateur, il trouve à qui parler. L'anglais étant le langage informatique universel, Darian O'Donoghue s'est rapidement investi dans sa mission.

« Il s'agit d'une préétude en visionnage pour le service d'immunologie du CHU de Nantes », explique Patrice Pouyet, PDG de DIC. Sans Darian, il n'aurait pas pu honorer la commande : « Cette étude de faisabilité pose des problèmes informatiques complexes. C'est un travail de plusieurs mois que nous n'avons pas le temps de mener et que le CHU ne pouvait pas financer. »

Quand il a appris, lors d'un

Salon professionnel, que le programme COMETT donnait la possibilité d'accueillir un étudiant européen, Patrice Pouyet n'a pas hésité, lorsque son ancienne école lui a indiqué cette opportunité. Après des études en informatique de niveau bac + 2, il avait travaillé quelques mois dans une usine de téléviseurs à Dublin, puis goûté au chômage. A Nantes, il est aux prises avec des problèmes d'analyse d'images très complexes, mais il est sûr que l'expérience sera bénéfique. « Avec ce stage de six mois, il me sera facile de trouver un emploi à Dublin, ou à défaut à Londres », affirme-t-il.

J.-J. B.

### Un colloque et une exposition

**O**RGANISÉ par la Commission des Communautés européennes et la délégation à la formation professionnelle, en collaboration avec l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (APCCI), le colloque « L'Europe des compétences » aura lieu les 14 et 15 septembre à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette à Paris.

Quatre par trois, Jacques Delors, président de la Commission des Communautés, et Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, la première journée sera consacrée à trois commissions : « Vers un marché européen des compétences », « Ressources humaines et entreprises », « Formation et transfert de compétences ».

Après une table ronde, Mme Vasso Papandréou, commissaire européenne chargée des ressources humaines, éducation, formation, jeunesse, présidera la séance de clôture.

La deuxième journée sera réservée aux nouveaux partenariats européens. Parallèlement, une exposition regroupera de nombreuses actions de formation françaises et européennes.

UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE (Paris-IV)  
Formation continue  
**COURS D'ESPAGNOL PORTUGAIS DU BRÉSIL**  
Initiation et perfectionnement. Pratique de la langue orale. Le soir, à partir de 18 h 30.  
**INSTITUT D'ÉTUDES IBERIQUES et latino-américaines**  
31, rue Gay-Lussac.  
75005 PARIS  
Tél. 43-25-06-80 de 17 h à 19 h 30.

Cours par correspondance  
cours oraux et conférences à Paris  
Sessions de formation  
**ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE**  
ORGANISME PRIVÉ FONDÉ EN 1953  
Contrôle de l'Éducation Nationale  
8, 3 - Dpt. LM  
12, villa Saint-Pierre  
94220 CHARENTON  
Tél. (1) 43-76-72-01  
Préparation à la profession de graphologue  
Conventions de formation continue  
Inscriptions reçues toute l'année  
Documentation gratuite  
(11) Consultez l'annuaire électronique  
Analyses, réflexions, bilans de personnalité

UN MIYER PORTIER D'AVENIR  
Devenez  
**CONDUCTEUR DE TRAVAUX**  
BATIMENT OU TRAVAUX PUBLICS  
Diplôme reconnu par le Ministère de l'Éducation Nationale  
Admission : 1<sup>re</sup> année BAC C.D.E. ou examen en septembre  
2<sup>nd</sup> année BTS ou DUT ou niveau équivalent  
Examen - Internat  
DOCUMENTATION SUR DEMANDE  
ESTIP ENSEIGNEMENT ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
2<sup>nd</sup> Boulevard de la République  
93000 NOUVELLE CROIX  
Tél (1) 45.34.21 99  
**EYROLLES EDUCATION**





## DROIT

## La cour d'assises,

par Dominique Verrier et Maurice Peyrot.

Après avoir décrit le parcours qui va du constat d'une infraction à la décision du juge d'instruction, les auteurs exposent l'évolution des cours d'assises, les différentes phases d'un procès, et la question de l'annulation du verdict, et de l'adoption de la peine. Deux institutions sont plus précisément traitées : la cour d'assises des mineurs et la cour d'assises spéciale.

\* Presses Universitaires de France, collection « Que sais-je ? » 126 p., 30 F.

## EDUCATION

## A l'école de la poésie,

par Georges Jean.

Titre paradoxal puisque Georges Jean, poète et enseignant, se propose de montrer que « la poésie ne relève d'aucune pédagogie au sens strict du terme ». Après avoir observé en quoi le langage poétique peut « féconder » l'évolution corporelle et psychique des enfants et des adolescents, il propose des chemins d'apprentissage scolaire à travers les techniques d'écriture, de dictée, d'articulation, de lecture... et les textes (comptines, mots-valises, etc.).

\* Éditions Retz, collection « Actus pédagogiques », 187 p., 105 F.

## GESTION

## Le communicateur, guide opérationnel, pour la communication d'entreprise,

par Marie-Élaine Westphalen.

Un guide pratique très dense qui explique aux cadres et aux étudiants comment bâtir une stratégie de communication d'entreprise. Huit techniques fondamentales sont présentées, de la communication interne au mécénat, en passant par les relations avec la presse. Avec une liste de

références bibliographiques et professionnelles.

\* Dunod, 316 p., 175 F.

## Dix conseils si vous travaillez dans une société américaine,

par Bernard Guérin.

Ce petit livre, destiné aux cadres et futurs cadres, révèle l'essentiel de ce qui doit être su pour survivre, puis réussir, dans une société américaine, ou dans un groupe multinational. Par exemple, qu'une entreprise outre-Atlantique est une immense équipe qui n'aime guère les « loners » et, que, à certains moments, il est indispensable de savoir s'y montrer « à la mode ». Vient également de paraître : dix conseils pour réussir dans votre premier job.

\* Publi-Union, collection « 10 Conseils », 111 p., 69 F.

## Les métiers du commerce international,

par Bruno Magliolo.

Quelles sont les filières de formation aux métiers du commerce et des transports internationaux ? Quels sont les différents profils d'emplois et de carrières ? Comment choisir la bonne entreprise, et repérer ses services internationaux ? Ce guide, complété par un carnet d'adresses et un index, donne toutes les clés, métier par métier, diplôme par diplôme, à l'aide de témoignages, d'études et d'enquêtes.

\* L'Étudiant, collection « L'étudiant pratique », 175 p., 72 F.

## MÉDECINE

## Les explorateurs de la santé, voyage au centre de la recherche médicale,

par Philippe Lazzar.

L'organisation de la recherche médicale en France. L'évaluation des résultats. Le travail des chercheurs, et leurs liens avec les différents pouvoirs. La place de la France dans la coopération et la compétition internationales. Philippe Lazzar, spécialiste de statistiques médicale et biologique, et directeur général de l'INSERM, porte un éclairage sur notre système de recherche médicale.

\* Éditions Odile Jacob, 244 p., 120 F.

## INFORMATIQUE

## Les modèles de la vie

La physique doit son développement à l'intérêt des physiciens pour des systèmes très simples — atomes ou corpuscules élémentaires — ou, plus récemment, pour des systèmes à grand nombre de composants identiques, mais réguliers et interagissant faiblement, formant un cristal. Cependant, les problèmes les plus intéressants sont ceux des grands systèmes désordonnés à grand nombre de composants avec des interactions quelconques. Et le plus fascinant est celui des grands systèmes complexes biologiques, en fait la problématique de la vie.

La biologie a progressé à pas de géant à partir de modèles phénoménologiques (mettant en œuvre des transmetteurs, récepteurs, des boucles de régulation...) décrivant des mécanismes globaux. Mais les mécanismes fondamentaux de la biologie, ceux qui ont pour origine les propriétés des cellules et leurs interactions, sont encore mystérieux.

Il se trouve qu'on peut aborder ce problème de biologie théorique par une approche informatique. On connaît par exemple le jeu de la Vie de Conway, sorte de jeu de morpion, qui permet de simuler sur un écran d'ordinateur la vie et le mort d'êtres constitués de cellules qui se placent aux nœuds d'un réseau carré ; ces cellules interagissent, mourant d'épuisement si elles sont trop nombreuses, de solitude si elles sont isolées.

Sur le même modèle, on peut imaginer des réseaux d'automates placés aux nœuds d'un réseau régulier, et dont l'état dépend de celui des plus proches voisins. Cela permet d'aborder des problèmes de physique complexes, comme ceux de la turbulence dans les fluides, qui apparaissent par exemple quand on tourne une cuiller dans une tasse en créant des tourbillons. Ces réseaux d'automates permettent donc de comprendre des phénomènes physiques, mais aussi biologiques. Pour les étudier, on simule leur comportement sur un ordinateur ; celui-ci doit être d'autant plus important que les réseaux sont plus grands.

Un modèle un peu plus complexe est celui du réseau de Hopfield, qui utilise les neurones formels imaginés en 1934 par McCulloch et Pitt : ces neurones formels schématisent, de

manière très approximative, le fonctionnement des neurones des animaux supérieurs. Pour cela, on suppose que chacun d'entre eux est relié par des dendrites conductrices de signaux à un certain nombre d'autres neurones. Les premiers reçoivent des signaux du monde extérieur ; ceux-ci ne sont transmis de proche en proche que si leur somme dépasse un certain seuil.

Dans le modèle de Hopfield, il n'y a qu'une couche de neurones formels à l'entrée et une autre couche à la sortie. Cette structure simple ne permet pas de bien simuler des comportements cognitifs : ces comportements, tels que la connaissance d'images, de formes, de sons, caractérisent le fonctionnement du cerveau et du système nerveux des mammifères supérieurs. Cette simulation devient possible si on introduit des couches intermédiaires supplémentaires : c'est un système imaginé depuis longtemps sous le nom de perceptron, qui se comporte, après apprentissage, comme la mémoire. On arrive même, en raffinant ses

mécanismes, à avoir des comportements où, pour « apprendre » de nouveaux faits, on efface des faits plus anciens.

En fait, on trouve que ces réseaux ont un comportement analogue à celui des solides magnétiques, et en particulier pour une variété très particulière appelée verre de spins, où les petits aimants élémentaires responsables du magnétisme sont disposés au hasard dans un réseau cristallin. Le comportement magnétique de ces verres de spins peut être étudié en fonction de la température. Il peut servir de guide à une généralisation à des réseaux quelconques, mélanges aléatoires d'automates divers.

On trouve alors que ces réseaux d'automates possèdent des propriétés génériques, indépendantes des détails du modèle. L'apparition de ces propriétés génériques permet d'aborder des questions qui touchent à l'origine de la vie, et notamment la relation entre le génotype, qui est le message génétique contenu dans les chromosomes, et le phénotype de

l'organisme, c'est-à-dire l'ensemble de ses propriétés physico-chimiques et de ses fonctions biologiques. Ainsi on peut comprendre le nombre de types cellulaires en fonction du nombre de gènes, ou encore l'évolution des espèces, qui résulte en fait de propriétés génériques générales.

On trouve un exposé synthétique des notions indispensables pour comprendre la dynamique des réseaux d'automates dans l'ouvrage de Gérard Weisbuch, Dynamique des systèmes complexes. Ces notions sont illustrées sur des exemples simples, appliqués aussi bien aux sciences cognitives qu'à la physique et à la biologie. Un ouvrage magistral rédigé par l'un des principaux chercheurs dans ce domaine.

VLADIMIR MERCOURIOFF.

★ DYNAMIQUE DES SYSTÈMES COMPLEXES, de Gérard Weisbuch, une introduction aux réseaux d'automates, Collection « Savoirs Actuels », Inter Editions/Éditions du CNRS, 1989, 212 pages.

## SOCIOLOGIE

## Le Play et les siens

FREDERIC LE PLAY est l'un des pères fondateurs des sciences sociales. Il n'en reste pas moins assez méconnu, et les sociologues français ont, dans le sillage de Durkheim, relégué Le Play au rôle de précurseur malade. C'est, les chercheurs viennent périodiquement s'y ressourcer, réévaluer tel ou tel pan de son œuvre. Il manquait cependant jusqu'ici un ouvrage qui présente un véritable bilan des apports et des contradictions de Le Play.

Le personnage de ce polytechnicien, passé par l'école des Mines et qui fait une carrière d'ingénieur tout en menant à bien des travaux d'enquêtes considérables sur les classes laborieuses, contraste avec l'image que nous avons aujourd'hui du chercheur en sciences sociales porteur d'une légitimité principalement universitaire. En publiant en 1855 les Ouvriers européens, où il

met en pratique et expose sa méthode des « monographies », Le Play innove de manière décisive. Il crée sa propre école de pensée, la Société d'économie sociale, et devient l'un des chantres du libéralisme réformateur et l'un des conseillers écoutés de Napoléon III.

L'ouvrage de Kalsora et Savoye offre le double intérêt de présenter le parcours et les idées de Le Play, mais aussi de montrer le véritable rôle qu'ont joué ses disciples. Ceux-ci ne se sont pas contentés de prolonger l'entreprise monographique dans les campagnes et les ateliers. Tel Emile Cheysson, ils se définissaient comme des « ingénieurs sociaux », avides de mettre la science sociale au service d'entreprises qu'ils jugeaient réformatrices, en matière d'industrie et d'aménagement du territoire. L'exemple de Paul Descamps, qui

devient l'un des conseillers de Salazar au Portugal est révélateur. Ces convergences entre les « le playiens », le salazarisme et, un peu plus tard, les idées de Vichy, ne sont pas étrangères au désarçonnement que connaît cette école.

En se penchant avec acuité et sans complaisance sur une époque souvent obscurcie par les polémiques, Kalsora et Savoye éclairent une question très actuelle, celle des applications des sciences sociales et des rapports qu'elles entretiennent avec les pouvoirs.

MARC ABELIS.

LES INVENTEURS OUBLIÉS. LE PLAY ET SES CONTINUATEURS AUX ORIGINES DES SCIENCES SOCIALES, de Bernard Kalsora et Antoine Savoye, préface de Michel Maréchal, Champ Vallon, Diffusion La Découverte, 152 F.

# Le Monde DE L'ÉDUCATION

## ENQUÊTE LES LYCEES CRAQUENT

Bonne nouvelle : en accueillant 70 000 jeunes de plus chaque année, les lycées d'enseignement général et technique augmentent les chances des nouvelles générations de décrocher le bac. Mais dans quelles conditions : locaux saturés, manque d'enseignants, classes surchargées, emplois du temps absurdes... Les lycées craquent. Et les lycéens s'impatientent. A l'heure de la rentrée, un dossier complet qui présente les efforts entrepris pour redonner aux établissements une dimension humaine.

## FRANÇAIS, PHILO LES SUJETS DU BAC 89

Le Monde de l'éducation publie tous les sujets de français et de philosophie de la session 89. Une aide précieuse pour les élèves de première et ceux de terminale qui préparent les épreuves de 1990. Avec des commentaires, des exercices, des notices biographiques et des avis des correcteurs sur les écrits et les oraux.

## EVALUATION

## LES FORMATIONS AU JOURNALISME

Les écoles et les formations universitaires au banc d'essai afin de permettre à tous les candidats à la succession d'Albert Londres de ne pas se fourvoyer.

## SOCIÉTÉ

## LES LANGUES RÉGIONALES A L'ASSAUT DES ÉCOLES

A l'heure de l'Europe, les régions françaises cherchent à préserver leurs langues et leurs cultures. De l'Alsace à la Bretagne, en passant par le Pays basque, le Monde de l'éducation dresse un panorama complet de l'enseignement des langues régionales.

**Le Monde DE L'ÉDUCATION**

POUR BIEN COMPRENDRE  
SES ENFANTS.  
POUR PRÉPARER LEUR AVENIR.



FRANÇAIS, PHILO : LES SUJETS DU BAC 89  
AVEC DES COMMENTAIRES, DES EXERCICES ET LES CONSEILS DES CORRECTEURS

Numéro de septembre - 140 pages - 17 F  
En vente chez votre marchand de journaux






# CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT


**CHARGEURS S.A.**



est une société de CHARGEURS S.A., première entreprise privée française dans le domaine du transport aérien, première entreprise européenne dans le domaine du transport de voitures par la route, et première entreprise mondiale dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de la laine.

CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Aëromaritime, Cousse-Walon, Delcor, Gillet, Lainière de Picardie, Lepoutre, Novacel, Paquet, P.J.T., Peignage Amédée, Prouvost, Lefebvre, Roudière, U.T.A.

**AEROMARITIME**



**POUR L'AVENIR : DECOLLAGE IMMEDIAT**

Le Groupe UTA poursuit sa politique de développement. La forte croissance de sa flotte conduit à une augmentation très importante du nombre de ses équipages techniques. Le Groupe offre par voie de concours :

## 60 FORMATIONS PILOTE DE LIGNE

Né(e) après le 31-12-1965, si possible dégage des obligations militaires, vous êtes ressortissant(e) de la CEE et vous savez vous exprimer en français et en anglais.

Votre formation est sanctionnée :

- soit, au minimum, par un baccalauréat E, C, D ou par un diplôme scientifique européen équivalent,
- soit par un ou plusieurs brevets théoriques préparant au métier de pilote de ligne (niveau : CTA ou certificats E et T2 du PL)

A l'issue de la sélection qui aura lieu en octobre 1989, nous prendrons en charge l'organisation de votre formation de PILOTE DE LIGNE au terme de laquelle vous serez offerte la possibilité d'intégrer UTA ou AEROMARITIME.

Merci d'adresser avant le **22 Septembre**, CV, photo, lettre de candidature manuscrite et certificat d'aptitude médicale pilote privé à l'AFPA, sous référence 767MO à l'attention de CH. BATAL, 5, avenue du Général de Gaulle 94760 ST MANDE à qui nous avons confié notre présélection.

Pour de plus amples renseignements, contactez nous sur **3514 code UTA** ou appelez nous au **47 73 00 77**.

COUPLAGE : LE MONDE - LE SOIR - DE STANDAARD - THE INDEPENDENT - SÜDDEUTSCHE ZEITUNG - NRC HANDELSBLAD

## DU MARKETING PRODUIT AU MARKETING SERVICE

**Promouvoir à l'export l'image d'un quotidien.** Vous êtes chef de produit au sein d'une multinationale du secteur des biens de grande consommation; ce quotidien dont la notoriété dépasse nos frontières vous offre la possibilité de proposer des stratégies médias auprès des décideurs de groupes industriels, commerciaux et bancaires implantés essentiellement dans les pays industrialisés. Votre tempérament commercial et votre créativité seront vos atouts pour mener à bien votre mission. Vous êtes parfaitement bilingue anglais. Avec l'opportunité d'appréhender l'environnement économique, social et culturel international, l'expérience acquise dans ce quotidien dynamisera votre évolution de carrière. Ecrivez à Sophie COHEN en précisant la référence A/D2047M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



**PA Consulting Group**  
HUMAN RESOURCES  
*Creating Business Advantage*

## EUROPEAN SYNCHROTRON RADIATION FACILITY

**GRENOBLE**

avec le concours de 21 pays.  
Date d'entrée en exploitation : 1994

Des équipes internationales de recherche seront alors reçues pour réaliser des expériences dans de nombreux domaines :

- physique, chimie, cristallographie,
- sciences de la terre, science de la matière et des surfaces, biologie, médecine.

### ingénieurs & techniciens

capables de participer à la conception, la réalisation, l'exploitation de cet équipement (construction de lignes de lumière, dispositifs d'injection et aimants, diffusion élastique, optique, capteurs, alimentations électroniques, vide, radiations, etc.), vous possédez, par plusieurs années d'expérience industrielle ou en laboratoire, la pratique d'une ou plusieurs des spécialités suivantes :


- Electronique, Science des matériaux,
- Electrotechnique, Mécanique, etc.
- Informatique

Nous vous offrons des postes motivants dans une ambiance de travail internationale au sein d'équipes de haut niveau. La langue de travail de l'ESRF est la langue anglaise. Toutes les candidatures de ressortissants des pays membres seront étudiées. Les conditions d'expatriation sont intéressantes. Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet, sous réf. LM2 à :

ESRF, Service du Personnel BP 220, F 38043 GRENOBLE Cedex.

*Construisons l'Europe de la Recherche*

## Le Monde INTERNATIONAL



**Le Bureau International du Travail**  
Agence spécialisée des Nations unies ayant son siège à Genève, cherche

### des traducteurs de langue française

pour le Service de la traduction et des réunions.

Le candidat idéal, âgé de 27 à 37 ans, doit avoir un diplôme universitaire ou une expérience équivalente, une maîtrise parfaite du français et une connaissance approfondie de l'anglais et de l'espagnol. La connaissance d'autres langues, notamment le russe, l'allemand, l'arabe ou le chinois, serait un avantage. Le candidat doit aussi justifier de plusieurs années d'expérience de la traduction, être capable d'effectuer rapidement, dans un style approprié, des traductions précises et soignées de textes portant sur une large gamme de sujets. Il doit être familiarisé avec les principales questions dont s'occupe le BIT et s'y intéresser.

Les conditions d'emploi sont intéressantes : traitement et indemnités élevés, 30 jours ouvrables de congé annuel, congé dans les foyers, caisse de pensions, assurance maladie et accidents.

A qualifications égales, la préférence sera donnée aux candidatures féminines et aux ressortissants des ressortissants de pays sous-représentés au BIT.

Les candidatures avec C.V. complet ou les demandes de renseignements supplémentaires sont à adresser au Bureau de correspondance du BIT : 205, boulevard Saint-Germain, F-75340 Paris Cedex 07 (France), Téléphone : (00331) 45-48-92-02 ou au Bureau International du Travail, Département du personnel (bureau 4-75), 4, route des Morillons, 1211 Genève 22, Suisse. RAC à indiquer : V/TRANSLUC/24/89. Date de clôture : 20 octobre 1989.

**IL NE SERA PRIS CONTACT AVEC LES POSTULANTS EXTERIEURS QUE SI LEUR CANDIDATURE EST EFFECTIVEMENT RETENUE.**

Nous sommes une société française internationale spécialisée dans des produits agricoles.  
Nous recherchons un

## Responsable filiale Espagne

Rattaché au Directeur de l'international, il aura pour mission de gérer et de développer notre implantation commerciale. Pour cela, il définit les objectifs annuels (CA, marges...) et les moyens à mettre en œuvre sous forme de programmes, d'hommes, de budget, etc...

Pour atteindre ses objectifs, il devra faire preuve de qualités de manager, tant en animant les hommes (6 personnes, dont 4 technico-commerciaux, de nationalité espagnole) qu'en gérant et coordonnant les moyens, tout en assurant le reporting du siège.

Pour ce poste nous recherchons un **INGENIEUR AGRO**, bilingue français-espagnol, ayant au moins 8 ans d'expérience du terrain dans le secteur engrais, semences ou phytos, dont quelques années d'animation d'équipes. Les perspectives d'évolution et les conditions seront motivantes pour un candidat de valeur (salaire + primes d'objectifs + voiture + prime de conditions d'expatriation).

Merci d'adresser les candidatures (avec photo et prétentions) sous référence 580 à MEDIA P.A. - 62, rue du Colombier - 69007 LYON - qui transmettra.

Groupe chimique réalisant 75% de ses activités à l'étranger recherche le

## DIRECTEUR DE LA REGION ASIE

Basé à HONG-KONG

pour coordonner les diverses filiales d'Asie. Ingénieur chimiste ou diplômé d'une école de Commerce, le candidat a au minimum 5 à 10 ans d'expérience (notamment commerciale), et il parle couramment l'anglais.

Il devra faire ses preuves auparavant sur le terrain, auprès de nos clients.

Merci d'envoyer CV et prêt, réf 11305 à OEC 78, boulevard de la République - 92100 BOULOGNE

**Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.**



# Le Monde INTERNATIONAL

Groupe industriel français en pleine expansion  
1,2 MD d.A. - 1500 personnes - Leader dans son domaine  
recherche pour sa Direction des Affaires Internationales

## Négociateur haut niveau

**Formation :**  
- Ingénieur d'Écoles Supérieures.  
- École Supérieure de Management et/ou de Commerce International.  
**Age :** 35 à 45 ans environ  
**Expérience :**  
- 5 à 10 ans du métier de la négociation de grands contrats à l'ex-  
- portation dans un contexte de société d'ingénierie ou d'entre-  
- prise générale.  
- Capacité à comprendre les problèmes techniques grâce à une  
- expérience antérieure de chef d'affaires, d'ingénieur de projet avec  
- maîtrise des techniques de financement.  
**Profil :**  
- Promoteur et développeur d'affaires.  
- Négociateur rigoureux, sens de l'anticipation, communicatif,  
- force de séduction et de persuasion. Représentatif. Esprit d'équipe  
- pour rassembler dans l'entreprise les éléments utiles à la négo-  
- ciation.  
- Volontaire, tenace, patient, optimiste, autonome, concret, suffisant-  
- ment de confiance en soi pour savoir conclure une affaire.  
- Multiplicité d'expériences internationales requises.  
**Exigences :**  
- Poste à Paris, mais grande disponibilité, voyages nombreux à  
- l'étranger.  
- Relations publiques, clients, concurrents, autorités, dans des  
- milieux culturels différents.  
- Maîtrise parfaite de l'anglais, espagnol souhaité (russe, chinois  
- ou allemand appréciés).  
Ecrire avec photo, C.V., lettre manuscrite et prétentions sous réf.  
53120 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel,  
94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

## TUNNEL SOUS LA MANCHE

Transmanche-Link, le consortium formé des 10 principales sociétés de  
travaux publics (5 britanniques et 5 françaises) est responsable du contrat  
de construction pour la conception et la réalisation des travaux et du sys-  
tème de transport.

Pour renforcer nos équipes existantes, nous recherchons actuellement :

### UN JURISTE

Le candidat retenu relèvera du Commercial Manager et aura les res-  
ponsabilités suivantes :

- la collaboration avec les chefs de projet pour rédiger les docu-  
ments de préqualification et d'appels d'offres, y compris l'entière  
prise en charge de la préparation et la parité commerciale des appels  
d'offres, des instructions aux soumissionnaires et des schedules à  
compléter par ces derniers ;
- la préparation des procédures spécifiques et des critères de  
préqualification et des appels d'offres en consultation avec les chefs  
de projet et les autres personnes concernées ;
- la gestion des contrats après leur signature.

Le candidat sélectionné doit être parfaitement bilingue anglais/fran-  
çais et avoir quelques années d'expérience.

Prépare d'adresser votre CV avec lettre manuscrite à :

M. P. GIRAUDEL (réf. AM)

T.M.L.

Sutton House

Thamesway

SUTTON SM 4WA

Angleters

Toutes les candidatures seront traitées comme confidentielles.



The Food and Agriculture Organization of the United Nations invites applications for the  
post of

## INTERPRETER/TRANSLATOR (FRENCH)

for in Headquarters in Rome

• Duties: To interpret simultaneously and consecutively and translate into French and  
English from one or more of the Organization's official languages (Arabic, Chinese, English,  
French, Spanish and possibly from German and/or Russian). To supervise freelance  
interpreters. To assist in compiling specialized multilingual glossaries and terminology  
bulletins for interpreters.

• Requirements: University degree or diploma from an internationally recognized school  
for interpreters/translators. Seven years' professional experience in simultaneous and  
consecutive interpretation using the languages required, including professional experience  
in multilingualism. Ability to interpret/translate technical subject matter related to FAO's  
activities. Willingness to use word-processing equipment. Experience within UN family  
desirable.

• Benefits: Tax-free salary, relocation, cost of living allowance, education grant and other  
benefits of the International Civil Service.  
Please send detailed curriculum vitae not later than 1 November 1989 quoting VA 687-GIC  
to: Personnel Officer (GD/FAO) - Via delle Terme di Caracalla - 00186 Rome - ITALY.

Imaginez un monde  
où des postes auxquels  
vous n'avez encore jamais pensé,  
vous sont proposés.

36 15  
T M

Le service télématique  
expert de l'emploi des cadres



Souhaitez-vous donner une nouvelle dimension à votre activité professionnelle ?

Notre centre de développement alimentaire LINOR, situé à Orbe, en Suisse (à env.  
30 km au nord de Lausanne) peut vous offrir une telle opportunité.

Vous avez déjà :

- une approche créative des problèmes,
- une bonne expérience dans la modification ou la simulation par ordinateur,
- des connaissances dans l'application de principes du génie chimique pour résoudre  
des problèmes pratiques de l'industrie alimentaire,
- la capacité de dialoguer avec des gens d'origines diverses.

Alors vous êtes le

## CHEF DE PROJETS CAFÉ

que nous recherchons actuellement

Votre activité principale sera :

- le développement de procédés et de produits pour l'ensemble des  
sociétés Nestlé dans le monde,
- l'analyse critique des opérations unitaires au niveau pilote,
- l'assistance technique aux fabricants.

Si vous êtes porteur d'un titre universitaire en génie chimique et que vous  
avez de bonnes connaissances d'anglais, adressez votre CV avec copies  
de diplômes et photo à :

NESTEC SA

LINOR Centre de développement alimentaire, CH - 1350 Orbe.



International Fund for  
Agricultural Development,  
IFAD (United Nations) Rome (Italy)  
seeks candidates for post of Director,  
Information & Communications.

The Director would be responsible for planning, organizing  
and managing a comprehensive programme of information &  
communication activities for a major international financial  
institution including project-level communication pro-  
grammes.

University Degree in Journalism or Social Sciences. Prefera-  
bly more than 15 years experience in international relations,  
UN or IFI affairs and/or the production and distribution of  
mass media information in English and French or Arabic. An  
ability to communicate with and through the media. Excellent  
knowledge of English and French or Arabic. Knowledge of  
Italian would be an advantage.

Net base salary per annum will range from US\$ 40,039 to US\$  
49,287. Cost of living allowance subject to change according to  
United Nations Common System will range per annum from  
US\$ 19,757 to US\$ 21,443.

Initial contract is for two years. Deadline for applications:  
2 October 1989.

Send two applications to:

IFAD - Personnel Division  
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - Italy

Wir, eines der führenden  
Übersetzungsbüros in der  
BRD, suchen zum nächst-  
möglichen Termin einen erfahrenen

## ÜBERSETZER

ÜBERSETZUNGS-  
BÜRO

Muttersprache: Französisch.  
Ihre Aufgaben sind: Überset-  
zungen von druckreifen, tech-  
nischen Texten, von Vorlesun-  
gen an deutschsprachigen Uni-  
versitätsstudien als  
Übersetzer mit möglicher  
Portugiesisch oder Italie-  
nisch als Nebensprache ist.  
EDV-Kenntnisse und Erfah-  
rung sind Bedingung.  
Sollten Sie an dieser Position  
interessiert sein, senden Sie  
Ihre kompletten Bewerbungs-  
unterlagen mit Gehaltsan-  
gabe und die folgende Ad-  
resse: KOCAREX ÜBER-  
SETZUNGEN, Postfach 10-  
19-32, 4300 Essen, BRD.

## POSTES OUTRE-MER

Certaines des postes bien  
payés, occasionnels pour tous.  
Renseignements gratuits.  
Service d'emploi outre-mer.  
Dap. L.M., C.P. 480, Ville  
Mont-Royal, Québec,  
Canada, H3P 2E7.

## OFFRES D'EMPLOIS

ASSOCIATION  
COOPÉRATION  
INTERNATIONALE  
Basée à Paris  
(50 pers., budget 25 MF)  
recherche

## DIPLOME DE GESTION

1<sup>re</sup> expérience profes-  
sionnelle pour assistance à la  
direction (budget, suivi ges-  
tion et contrats, pratique de  
l'informatique).

Adresser C.V. à :  
GRET, M<sup>me</sup> DUFOUR,  
215, r. La Fayette, Paris-10<sup>e</sup>.

## traduction demande

Traducteur russe, anglais,  
espagnol, tous textes, pour inter-  
net ou entreprises. Rép.  
Rhone-Alpes ou 78-25-22-11.

## capitaux propositions commerciales

S.A. INTOUR prop. actions  
préf. 3%. Val. réelle à part.  
int. par créat. Club de l'as.  
rem. en forme de HOLDING.  
(16) 61-06-83-37.

## L'AGENDA

### Bijoux

#### BIJOUX BRILLANTS

La plus formidable choix à que  
des bijoux contemporains :  
dents la gaine Forti Pas Cher  
en alliage, brillants, scul-  
ptures, etc. Bagues, rubis,  
saphirs, émeraudes, bijoux,  
et, argentés.

#### PERRON OPERA

Angle bd des Italiens  
4, chaussée d'Antin  
Achat tous bijoux ou  
échange.  
Autre magasin, autre grand  
choix.

Escale 37, av. Victor-Hugo.

### Cours

Cours de CHIANT  
Initiation et perfectionne-  
ment. 1<sup>er</sup> prix du Conserva-  
toire de Paris. 42-22-01-36.

Etudiant ch. famille Paris  
priv. bi. pour log. proc.  
école SUDRIA (Rte. Daumes-  
nil). 34-78-43-98.

### Jeune fille au pair

Jeune famille de médecin  
en RFA cherche fille au  
pair de bonne éducation,  
aimant les enfants pour  
vacances et/ou année.  
Tél. : (1) 34-10-03-18.

Cherch. J. F. pour s'occ. de  
2 enf. (18 mois et 8 ans).  
Env. 23 h./sem. Paris 20<sup>e</sup>.  
connait. musc. appréc.ée.  
Tél. : 43-70-62-41.

## Théâtres

Atelier-théâtre  
textes contemporains et  
improvis. T. 42-06-32-77.

## Vacances

### Tourisme

#### Loisirs

DRISCOLL HOUSE-HOTEL  
200 chambres élégantes  
100 à 200 par nuit, demi-pension.  
Paris. : 172 New Kent Road  
LONDON SE 1 6YU-08.  
19-44-1703-41-70.

## DEMANDES D'EMPLOIS

### Vous avez du souffle ?

Moi aussi

Spécialiste en économie industrielle et en économie des ressources  
humaines, 33 ans, je recherche une entreprise qui voit loin.

J'apporte une expérience originale et enrichissante, appuyée sur deux  
années de recherche économique et deux années d'économie appliquée :  
Réintégrer la dimension sociale interne et externe dans la stratégie  
de développement et la prise de décision de l'entreprise.

Ecrire sous n° 8 585 - Le Monde Publicité  
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

### EXPERT-COMPTABLE

Escr. 37 ans, 10 ans d'expérience  
en cabinet : expertises, audit,  
conseil juridique et fiscal de filiales  
de groupes internationaux  
et petites et moyennes entreprises

### RECHERCHE

Intégration en cabinet d'expertise  
comptable et commissariat  
aux comptes. Région parisienne

Tél. : 45-30-02-43

Femme 35 ans, formation  
infirmière en psychiatrie,  
compétence secrétariat,  
sérénité, bonne présenta-  
tion, cherche occupation  
régulière à temps partiel,  
Paris ou proche banlieue.  
Tél. : 42-46-57-14.

### CHEF DE PERSONNEL

20 ans d'exp. profes-  
sionnelle. Diplôme d'études psycho-  
log. appliquées et de psycho-  
log. sociale + ENOES. Ma-  
îtrise tous les aspects de la  
fonction, rech. situation

Paris ou province, région  
indist. Ecrire n° 1 690M à  
PARAFRANCE,  
4, rue Robert-Estienne,  
75008 Paris qui transmettra.

JEUNE FILLE  
AIDE-SOIGNANTE  
CHERCHE À LOUER  
STUDETTE OU CHAMBRE  
LOYER : 7 000 F CHARGES  
COMP. TEL. 45-65-14-65.

MEDICIN bilingue allemand  
français cherche représentation  
dans le secteur pharma-  
ceutique ou médical. D Bruno  
Krieger, Am Hornburg 11,  
66169 Saarbrücken 3 RFA.

Femme 55 ans cherche  
emploi secrétaire sténo-  
dactylo. Sériesuses réfé-  
rences. Tél. : 48-84-99-31.

Tech. agricole, 30 ans, leu-  
mil, agricole, 4 ans exp.  
Congo et Algérie, ch. empl.  
étrang. ou chef de cult. étran-  
ger ou français, rég. Limousin.  
91-64-13-32. M. Gachet.

Secrétaire, STS, 30 ans,  
5 ans d'expér., t. serv.  
Sens des resp. cherche  
emploi mouvement Paris. Sec-  
taire social ou commercial.  
38-68-64-65, 9 h à 16 h.

J.P. 36 ans BAC + 8  
SCIENCES HUM. +  
EXP. INSTITUT.  
10 ans + pédago. musicale  
cherche emploi responsab.  
éducation petite enfance.  
Bonne rémunération.

Mme Lagrange  
27 av. rue Marie  
84200 VIVIEN-SUR-SEINE  
Tél. : 45-84-43-52.

J.P. STYLISTE (RTS),  
notion coupe,  
expériences lingerie,  
ch. emploi de création de st  
secteur de l'habillement.  
Tél. : 48-50-27-88.

## IMMOBILIER D'ENTREPRISE

### bureaux

#### Ventes

##### NATION

##### LOCAL COMMERCIAL

##### IMMEUBLE NEUF

##### 235 m² DIVISIBLE

##### LOCATION POSSIBLE

##### SOPREC 45-50-34-50.

##### Locations

##### 8<sup>e</sup> PONTHEU

##### DOMICILIATION COALE

##### BUREAUX EQUIPES

##### A LA JOURNÉE, AU MOIS

##### 43-58-04-04.

##### ST-LAZARE 100 à 200 m²

##### gd standing plus, bureaux

##### sanitaires refait neuf

##### Tél. : 40-20-02-15.

##### Près Av. OPERA

##### Imm. indép. rénové

##### 2 000 m², penthouse

##### BOURDAIS

##### 45-62-51-32

##### Pres 13-88.

##### DOMICILIATION depuis 50 F/m²

##### Paris 1<sup>er</sup>, P. P. 15, 15<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup>.

##### Overdon 17<sup>e</sup>, 42-67-05-89.

##### INTER DOM 12<sup>e</sup>, 43-40-51-45.

##### 38-68-64-65, 9 h à 16 h.

##### SIÈGE SOCIAL

##### Bureaux équipés et services,

##### démarches R.C.-R.M.

##### SOCOR SERVICES

##### CHPS-ELYS, 47-23-65-47

##### NATION 43-41-81-81.

##### PTE DE PANTIN

##### 250 m², c-de-ct. de pl.-plad.

##### Saint-Alexis est. voit.

##### 15 000 F. - 40-20-02-15.

##### CHARONNE

##### Locaux 220 m², c-de-ct.

##### servis. 20 000 F.

##### 40-20-02-15.

### bureaux

#### REPUBLICQUE

#### Local indép.-chant. + bureau.

#### 150 m², mat., rd. n. 14 000 F.

#### Tél. : 40-20-02-15.

#### ALEX-DUMAS

#### Local 170 m² d'un seul tenant.

#### 1 300 F/m².

#### Tél. : 40-20-02-15.

#### BASTILLE

#### 50 bureaux/chauff. 80 m²

#### Gd standing, sanitaire.

#### 8 000 F + C.S.

#### Tél. : 40-20-02-15.

#### BUREAUX EQUIPES

#### Tous services, tous services

#### DOMICILIATIONS

#### Franklin-Roosevelt, Bodin,

#### Faubourg St-Honoré.

#### ACTE. 43-58-77-55.

#### DOMICILIATIONS

#### Bureaux, télécopie, tél.

#### AGECO, 42-94-95-28.

#### DOMICILIATIONS

#### Bureaux, télécopie, tél.

#### AGECO, 42-94-95-28.

#### VOTRE SIÈGE SOCIAL

#### DOMICILIATIONS

#### SARL - RC - RM

#### Constitution de sociétés,

#### démarches et tous services.

#### Permanences téléphoniques.

#### 43-55-17-50.

#### locaux

#### industriels

#### Ventes

#### Projet 700 m d'el libre +

#### usine alimentaire, frigo +

#### terrain 2 300 m² pr exten-

#### sion, état constructions.

#### SARCELLES (93)

#### Tél. : 47-67-07-47.

#### locaux

#### commerciaux

#### Ventes

#### VDS CAUSE DIVORCE

#### 48 m² Paris, Direct. sortie







# Économie

## SOMMAIRE

■ Le gouvernement devait adopter, mercredi 13 septembre, à l'occasion du conseil des ministres, un deuxième plan en faveur de l'emploi (lire ci-dessous). ■ La nomination de

M. Tchuruk au conseil d'administration de Total-CFP, avant son accession à la présidence du groupe pétrolier, ouvre la voie à une restructuration de la chimie française (lire page 21).

■ L'inculpation de M. Yves Rocher relance les hostilités entre son groupe et la BNP à propos des conditions du rachat de Petit Bateau (lire page 24).

## Baisse de l'impôt sur les sociétés et déductions fiscales

### Le deuxième plan emploi de M. Rocard réduira les charges des entreprises

Pratiquement un an jour pour jour après son premier plan, le gouvernement s'apprête à lancer un deuxième plan pour l'emploi. Une série de mesures devaient être arrêtées en conseil des ministres le mercredi 13 septembre. Le nouveau programme confirme et

prolonge le précédent : l'accent est mis de nouveau sur des dispositions de caractère économique visant à abaisser le coût du travail. Et un effort particulier est fait en faveur de la réinsertion des chômeurs de longue durée. Les partenaires sociaux ont

accueilli avec beaucoup de réserve — sauf la CFDT — la présentation du plan qui leur a été faite par M. Jean-Pierre Solson, le 12 septembre, au cours d'une réunion extraordinaire du comité supérieur de l'emploi.

Le premier volet (économique) du plan emploi a pour objectif de favoriser l'abaissement du coût du travail, susceptible d'aider à la création d'emplois.

Sans changement, l'exonération pendant deux ans des charges sociales patronales pour l'embauche d'un premier salarié est prolongée pour un an de plus. On estime que cette mesure a « dopé » la tendance naturelle au recrutement, qui serait passé de 40 000 à 76 000 par an. Selon le schéma prévu, le décalage des cotisations pour les prestations familiales sera achevé, le taux étant ramené de 9 % à 7 %. Il en coûtera 3 milliards de francs environ à la Sécurité sociale.

Également maintenue, la mesure d'allègement et de décalage des cotisations pour les accidents du travail intervient aussi à cette occasion. Mais cette opération, très compliquée, n'aura pas d'effets avant janvier 1991. La baisse des taux et l'élargissement de l'assiette devraient rapporter les 6 à 7 milliards d'excédent, dont la moitié sera reconvenue en allègement de charges.

#### Baisse de l'impôt sur les sociétés

C'est également ici que figure l'innovation la plus commentée ces dernières semaines, à savoir l'abaissement de deux points du taux de l'impôt sur les sociétés, qui passe de 39 % à 37 %. Accessible aux entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices, il réduira les recettes du budget de 3,2 milliards de francs. Le crédit d'impôt pour la recherche est en outre maintenu pour 600 millions de francs, et la formule des prêts à taux préférentiel à partir du Fonds industriel de modernisation est reconduite à hauteur de 15 milliards de francs.

Le plan comprend aussi un volet original sur le temps de travail, le gouvernement souhaitant à l'attention des partenaires sociaux la carotte et le bâton. La carotte s'inspire directement des propositions formulées par M. Dominique Taddei depuis son rapport sur le lien entre l'aménagement du temps de travail et l'amélioration de la durée d'utilisation des équipements.

Plutôt que le contrat, la formule du crédit d'impôt, plus facile à mettre en œuvre, a été finalement retenue. Ainsi dans le cas où le salarié passerait de 39 à 38 heures de travail hebdomadaire, le crédit d'impôt serait de 1 000 F, et cela pendant un maximum de trois ans. Il en coûterait 400 millions de francs. En bénéficiant les sociétés qui, par accord, associent une réduction du temps de travail au maintien ou à l'allongement de la durée d'utilisation des équipements.

Le bâton vise à limiter le recours aux heures supplémentaires. D'ores-

avant, tout dépassement du contingent légal annuel de 130 heures supplémentaires autorisé, ou de toute règle conventionnelle, sera systématiquement assorti en contrepartie d'un repos compensateur équivalent à la durée du dépassement. Accessoirement, la pratique des équipes dites du vendredi-samedi-dimanche est assouplie. D'autres séquences seront possibles (par exemple dimanche-lundi-mardi).

#### Regroupement des dispositifs

Dans sa deuxième partie — sociale — le plan Rocard accentue l'effort de simplification, de déconcentration, d'individualisation et de qualité des formations déjà esquissées. À terme, et notamment pour les actions en faveur des chômeurs de longue durée, il n'y aura plus qu'une seule ligne budgétaire dont l'utilisation sera confiée au niveau régional, comme cela se fait déjà dans cinq

cas. C'est ce qu'on appelle la « globalisation » avec un objectif fixé et une enveloppe pour l'atteindre.

Toutes les mesures existantes seront regroupées dans un cadre unique. Ainsi les formules de soutien des chômeurs de longue durée pour leur insertion dans l'entreprise fusionneront dans le CRES (contrat de retour dans l'emploi) pour concerner 90 000 personnes au total. La formule lancée par M. Jean-Pierre Solson avec peu de succès (10 000 bénéficiaires) entraînera la disparition du CRA (contrat de réinsertion en alternance) qui touchait 40 000 personnes. L'entreprise bénéficiera notamment d'une aide forfaitaire de 10 000 francs, contre 9 000 francs, et d'une exonération des charges sociales pendant neuf mois.

Les opérations de formation des chômeurs de longue durée — stages modulaires de l'ANPE, stages du Fonds national de l'emploi (FNE) et stages de réinsertion par alternance

#### Des TUC aux CLES...

Regroupés dans les CLES (contrats locaux emploi-solidaire), les TUC, les PIL et les programmes d'insertion du revenu minimum (RMI) seront des activités à mi-temps, rémunérées sur la base d'un demi-SMNC net, soit 2 050 F par mois, et donnant lieu à un contrat de travail à durée déterminée. Celui-ci, de trois à douze mois pour les jeunes, pourra aller jusqu'à vingt-quatre mois pour les autres, plus âgés.

Autre changement important, la contribution facultative — en espèces ou en nature — des employeurs de tucistes devient obligatoire. Au minimum, les collectivités locales, les associations et les établissements publics devront participer au financement à hauteur de 400 F par personne et régler les cotisations UNEDIC.

Pour les chômeurs concernés, l'amélioration est évidente. Leur revenu est augmenté et, considérés comme des salariés, ils auront des droits à l'assurance-chômage. En revanche, l'indemnité pour les familles des tucistes, les utilisateurs risquent de décliner avec l'obligation d'une contribution minimale. Les associations de préfectures, dénoncées par la Cour des comptes, ne pourront pas financer ce nouveau coût. Parallèlement, le gouvernement pourrait faire la fielle de la mobilisation entreprise. Après une

spogée à plus de trois cent mille, le nombre des TUC est déjà redescendu à cent quarante-trois mille et pourcentage recule. Une constatation, cependant. De stagiaires, les TUC — et les CLES — seront considérés comme salariés et donc comptabilisés dans le mouvement d'augmentation des effectifs salariés.

Par ailleurs, le gouvernement a prévu des aménagements destinés aux chômeurs de très longue durée pour compléter son dispositif de lutte contre l'exclusion. Le programme a été établi en faveur d'une population de deux cent cinquante mille personnes comprenant les chômeurs de plus de trois ans, les chômeurs de longue durée âgés de plus de cinquante ans et les chômeurs de longue durée inscrits au RMI.

Tous seront « repus » par l'ANPE au cours de l'année et différents dispositifs pourront leur venir en aide. Ces exclus bénéficieront aussi d'une priorité dans le cadre des programmes CRE, AMIF, CLES. Les employeurs qui les recrutent, avec un contrat de retour à l'emploi (CRE), obtiendraient jusqu'à dix-huit mois d'exonération des charges sociales. Ceux qui feraient de même avec un CLES verraient leur contribution pour la Sécurité sociale ramenée de 400 à 100 F.

## La mort lente du traitement social

F OIN du spectaculaire. Le gouvernement de M. Rocard persiste dans l'orientation qu'il avait définie le 14 septembre 1988. Plus que jamais, les mesures prévues se veulent « structurantes » et à « effet progressif », comme on dit à Matignon. De nature essentiellement économique, à l'exception d'un important volet destiné à lutter contre l'exclusion et presque uniquement consacré aux chômeurs de longue durée jeunes ou plus âgés.

Ces choix, qui pouvaient paraître ténereux l'an passé, quand le chômage risquait d'augmenter tandis que le mouvement de création d'emplois ne faisait, semble-t-il, que s'amorcer, correspondent, cette fois, mieux à la conjoncture que connaît actuellement la France. Toujours élevé, le nombre des demandeurs d'emplois diminue légèrement, même si le chômage de longue durée continue à s'aggraver. Grâce à la croissance, les effectifs

salariés augmentent fortement (+ 300 000 en un an).

Profitant de cette détente d'une ampleur inattendue, le premier ministre est résolu à poursuivre la politique de traitement de fond ainsi que de remise en ordre des actions à caractère social qu'il mène depuis son arrivée à Matignon. Tout en sachant que son programme ne sera pas plus évaluable que celui de l'an passé, il entend créer les conditions d'un retour à un fonctionnement plus normal du marché du travail que pendant les années de crise. En quelque sorte, il veut modifier des méthodes mises à mal par la persistance d'une plaie qui a fini par gangrener le comportement de la gestion et le jugement des gouvernements successifs. Progressivement, on assiste à la mort lente du traitement social.

A. La.

## M. Bornaard (CFTC) voit dans le pacte de croissance une « demi-ouverture »

En effectuant le 12 septembre sa rentrée devant la presse, M. Jean Bornaard, président de la CFTC, s'est demandé s'il n'y a pas dans le « pacte de croissance » proposé par M. Michel Rocard une « demi-ouverture ». « Il reste à traduire ces intentions en réalité sur le terrain », a ajouté M. Bornaard, qui a lancé un « appel pressant » au gouvernement et au patronat : pour qu'ils acceptent le dialogue et les négociations et qu'ils découvrent les limites du possible avant d'avoir la grève aux trousses.

M. Bornaard a présenté une analyse assez proche de celle qu'a développée récemment la CFDT notant que « l'amélioration incontestable de la situation économique et financière ne se répercute pas sur les salariés ». Comme toujours, la CFTC milite pour une répartition équitable des fruits de la croissance : « Il faut d'urgence ajuster les salaires de base par rapport au coût de la vie, développer l'intérêt pour que tout le monde profite des progrès réalisés et valoriser les ressources familiales en déclin ».

Le contrôle chrétien refuse, comme la CFDT, de voir « opposer pouvoir d'achat et emploi, qui se complètent ». Pour ne pas sacrifier l'idée que « seule la grève paie » et

éviter une nouvelle vague de conflits, le gouvernement a donc été invité à ajuster sa politique. M. Bornaard a avancé toute une série de revendications depuis le maintien du pouvoir d'achat pour tous, une action énergique pour « freiner le recours au travail précaire », jusqu'à « un contrôle plus strict des heures supplémentaires ».

« La lutte contre le chômage passe d'abord par une croissance créatrice d'emplois », a affirmé le président de la CFTC, qui a accueilli favorablement l'idée d'une contribution générale de solidarité pour la Sécurité sociale.

M. Bornaard s'est également efforcé d'expliquer sa réponse à première vue favorable aux propositions d'unité d'action de M. Krawczyk : « Sur l'action, on peut se rencontrer avec la CGT et d'autres à condition que les objectifs soient clairs et qu'on ne nous soutienne pas comme la corde soutient le pendu ». « Nous sommes coopératifs mais vigilants », a poursuivi M. Bornaard, dont le syndicat se trouve aux côtés de la CGT à Peugeot-Mulhouse, sans la rejoindre sur la revendication d'une augmentation salariale de 1 500 F pour tous.

M. H.

## Après une semaine de conflit

### Les grévistes de Peugeot-Mulhouse se replient sur leurs bases

MULHOUSE  
de notre envoyé spécial

A Pappel des syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC de l'usine Peugeot de Mulhouse (Haut-Rhin) devait se dérouler, dans la matinée du mercredi 13 septembre, une manifestation dans les rues de la ville. Lancée le 5 septembre, la grève, déclenchée des revendications salariales (une augmentation 500 F à 1 500 F par mois), n'a pratiquement pas dépassé le cadre de l'établissement alsacien qui compte douze mille salariés et où la production des 205 était totalement interrompue le 12 septembre.

Les grévistes de Mulhouse ont définitivement tiré un trait sur leur projet de déplacement à Sochaux où se trouve la principale usine du groupe Peugeot : ils espéraient convaincre les salariés de la suivre dans l'action. Plutôt que de se lancer dans une expédition qui, après une semaine de grève, aurait risqué de faire apparaître trop nettement leur isolement, ils ont décidé de chercher des appuis plus proches en appelant les Mulhousiens à les soutenir dans la rue. Durcissant leur mouvement en occupant, depuis le 12 septembre au matin, les deux lignes de montage de l'établissement, les syndicats ont donc choisi, dans le même temps de se replier sur leurs bases.

Et pourtant, à Mulhouse, la quasi-absence de réaction des « camarades de Sochaux », où vient d'être lancée la nouvelle 605, et de Poissy ne paraît guère engendrer d'austérité. « On n'est pas là pour couler la boîte. Le lancement de la 605, c'est important, il faut laisser travailler les gars de Sochaux et ne pas compter sur nos propres forces, on est assez forts pour gagner », Christophe, trente-quatre ans, non syndiqué, y croit encore. « Ici, il n'y a pas eu de véritable grève depuis dix-sept ans. Si on laisse tomber maintenant, il n'y en aura plus pendant vingt ans ».

Dans l'immense bâtiment aux peintures multicolores où sont assemblées les 205, l'ambiance n'a rien de morose. Les grévistes — quatre mille, selon les syndicats, cinq cents tout au plus, selon la direction — se disent convaincus de pouvoir amener M. Jacques Calvet, PDG de PSA, à aller au-delà des deux augmentations générales (1,2 % au 1<sup>er</sup> mars et 1,5 % au 1<sup>er</sup> octobre) décidées pour 1989. Certains syndicalistes sont plus réservés. « En vérité, murmure un militant, nous ne pourrions rien sans Sochaux. Calvet, qui affronte sa première grande grève, doit faire un exemple. Même si le conflit doit durer, il ne voudra surtout pas céder sur les salaires. » Peu importe. Exhibent leurs fiches de paie, Danielle (« 5 000 F net par

mois, dix ans à la chaîne ! ») et Patrick (« 5 278 F pour treize ans de maison ! ») veulent aller jusqu'au bout, même si le conflit leur coûte 350 F par jour. « De toute façon, avec nos salaires, on est régulièrement en découvert à la banque. Alors... »

#### Des signes d'essoufflement

Malgré cette détermination, le mouvement commence à donner des signes évidents d'essoufflement. Mercredi 13 septembre, à 5 heures, lors de l'arrivée de l'équipe du matin, les syndicats ont dû se rendre à l'évidence : la majorité des ouvriers professionnels avaient rejoint leurs postes de travail. Sur les chaînes de montage immobilisées, à quelques mètres des grévistes, cadres et agents de maîtrise — reconnaissables au badge « Sécurité » qu'ils arborent à la poitrine — assurent une discrète « protection physique et psychologique » des salariés qui restent en dehors du conflit.

« Je ne fais pas le jeu de la direction, je fais celui de l'entreprise », explique, talkie-walkie en bandoulière, un agent de maîtrise soucieux de « protéger l'outil de travail ». Décrit par la CFE-CGC, cette « méthode Peugeot » qui consiste à mobiliser l'encadrement et la maîtrise pour faire pincer aux grévistes n'engendre ici aucune tension apparente. Les deux groupes ne se regardent pas toujours en chiens de faïence, on discute, on plaisante aussi parfois. Les syndicats, du reste, n'ont jamais installé de piquets de grève ni déployé de bâle excessif pour tenter de faire débrayer les conducteurs d'installations.

Quant à la direction, il ne fait plus de doute pour elle que le mouvement « brûle ses dernières cartouches ». M. Philippe Lemé, directeur de l'établissement, en est convaincu. « La situation est verrouillée, nous n'avons pas au-delà de nos propositions salariales », assure-t-il, rappelant que le salaire moyen du personnel ouvrier a augmenté de 3,73 % entre janvier et octobre compte tenu des mesures d'avancement individuel auxquelles s'ajoutent la participation et l'intercession. Mais M. Lemé n'entend pas demeurer l'arme au pied.

Des constats d'insécurité ont eu lieu lors de l'occupation des chaînes, des procédures disciplinaires sont engagées et de volumineux outils ont été démontés vers d'autres sites. Ces derniers reviendront-ils à Mulhouse ? « La direction générale se doit de réfléchir à la meilleure implantation possible » de ses équipements, répond le directeur de l'établissement. L'avertissement est clair.

JEAN-MICHEL NORMAND.

## Des milliers d'agents des finances ont manifesté à Paris

Des milliers d'agents des finances (25 000 selon les organisateurs, 8 000 à 10 000 selon la police) ont défilé pendant plus de deux heures, mardi 12 septembre, à Paris, pour réclamer des augmentations de salaires et d'effectifs. Les cinq fédérations des finances (FO, CGT, CFDT, CFTC, CGC) et le Syndicat national unifié des impôts (SNUI) avaient appelé à cette manifestation les 180 000 agents des finances qui mènent un mouvement de grève depuis début juin. Ils étaient venus nombreux de toutes les régions : Auvergne, Alsace, Bretagne, Nord, Midi, Paris fermant la marche.

Au début de la manifestation — alors que des agents arboraient des bandes de tous les syndicats — M. Henri Krawczyk, secrétaire général de la CGT, s'est félicité de ce « premier rassemblement massif » de la rentrée : « Je salue le rappor-

chement des fédérations des finances sur la base de l'unité d'action ». La confédération FO était représentée par son trésorier, M. André Ronlet. Les agents du Trésor étaient également en nombre dans le cortège, où les agents de la direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes avaient choisi de défilier sous une banderole dénonçant la fraude fiscale. « Chausse, gare à tes bretelles », scandaient notamment les manifestants.

A l'issue de la manifestation, une délégation inter-syndicale était reçue à Bercy, tandis que la CGT annonçait une journée d'action pour le 19 septembre. Le « relai de conclusions », représentant les dernières propositions de MM. Béregovsky et Chasse du 5 septembre, n'a toujours pas été diffusé.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### NATIO SÉCURITÉ

Société d'Investissement à Capital Variable

A compter du 1<sup>er</sup> octobre 1989 une commission forfaitaire de souscription de F 100,00 par ordre sera prélevée quel que soit le nombre d'actions souscrites.

551 من الفصل



# Économie

## AFFAIRES

Modifications de frontières entre les grands groupes français

### La nomination de M. Tchuruk à la tête de Total ouvrira la voie à une restructuration de la chimie

Le conseil d'administration de Total-CFP, réuni mercredi 13 septembre dans l'appartement de son siège à Paris, a décidé de nommer M. Serge Tchuruk, président d'Orkem (ex Cdf-chimie), au poste d'administrateur. L'assemblée sera réunie dans quelques semaines. M. Tchuruk succéderait ensuite, en février 1990, à M. François-Xavier Ortoli à la présidence du groupe pétrolier. D'ici là, le président et son équipe réfléchiront en concertation avec les autres dirigeants des groupes publics pétroliers et chimiques français Elf, Atochem, Rhodé-Poulenc, EMC, Orkem et la SNPE (Société nationale des poudres et explosifs) à une nouvelle réorganisation de l'industrie chimique française.

Depuis près de deux ans, les milieux de la chimie française évoquent une nouvelle restructuration de ce secteur. En octobre 1988, la nouvelle se précipitait lorsque M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, confiait à M. Louis Le Floch-Prigent, ancien président de Rhodé-Poulenc, une mission d'étude, de réflexion et de proposition sur l'industrie chimique et pétrolière. Ce dernier devait rendre ses recommandations le 15 avril dernier. Rien depuis n'a filtré des conclusions de sa recherche. On ne sait même pas si elles ont été trans-

mises au ministre dans le cadre d'un rapport, de simples notes ou même uniquement à travers un compte-rendu oral.

En juin dernier, M. Le Floch-Prigent était nommé à la présidence d'Elf-Aquitaine. A présent, c'est au tour de M. Tchuruk de prendre la tête de l'autre grand groupe pétrolier français. La discussion peut donc s'engager maintenant que le préalable soulevé par les pouvoirs publics (assurer la succession de M. Ortoli avant de restructurer) a été acquis. Il reste à définir la méthode et le calendrier des discussions.

Le ministre de l'Industrie a un avis net sur la question comme il le révélait dans un entretien aux Echos le 8 septembre : « Je crois que la meilleure manière de procéder, c'est de dire aux trois ou quatre présidents que nous aurons nommés de s'entendre dans une chambre et de n'en ressortir que lorsqu'ils auront signé tous ensemble la même copie. (...) Un bon calendrier serait que le reste de l'année soit occupé à un accord sur les rectifications de frontières. »

Bien qu'officiellement personne, ni l'actionnaire principal qu'est l'Etat ni les dirigeants d'entreprises concernées, n'ont d'avis, tous sont d'accord pour ne pas procéder à une restructuration brutale de ce secteur comme cela fut fait en 1982. A l'époque, la chimie française était exsangue et le gouvernement de M. Mauroy, après en avoir nationalisé une grande partie, répartissait entre Elf-Aquitaine, Rhodé-Poulenc,

et Cdf les actifs de PCUK (Produits chimiques Ugine-Kuhlmann). Les deux pétroliers français s'installent dans la chimie en court instant au sein d'Atco-Chloé. Total se retirait finalement en juin 1983 au profit d'Elf, qui regroupa ensuite toute son activité dans Atochem.

#### Rentabilité retrouvée

Sept ans plus tard, toutes les entreprises de ce secteur ont retrouvé la voie de la rentabilité. Rhodé-Poulenc affiche 3,5 milliards de francs de bénéfices pour 1988, Orkem 3 milliards, Atochem 2,7 milliards et EMC 230 millions. L'année dernière a d'ailleurs été un grand millénaire pour l'industrie chimique, avec une croissance de 6,3 % très supérieure au PIB (3,6 %) et même à la production industrielle (+ 5,3 %). L'année 1989 se déroule favorablement, si bien que les pouvoirs publics profitent de ce cycle pour procéder à une nouvelle transformation visant cette fois-ci non plus le retour au bénéfice mais le renforcement de la taille des acteurs.

Le leader national Rhodé-Poulenc, avec 65 milliards de francs de chiffre d'affaires, se classe au neuvième rang mondial de ce secteur. Il est néanmoins deux fois plus petit que chacun des quatre premiers que sont les allemands BASF, Bayer et Hoechst et le britannique ICI. Ce qui fait d'Atochem, avec ses 28 milliards de francs, d'Orkem (21 milliards), d'EMC (14,4 mil-

liards) ou encore de la SNPE (2,9 milliards) ?

Des regroupements devraient avoir lieu. Les firmes pouvant perdre leur autonomie seraient Orkem, EMC, dont les résultats seraient trop liés à la conjoncture, ou la SNPE. L'une et l'autre se rapprocheraient alors de l'un des deux grands pétroliers. Cela permettrait à Elf de changer de dimension et à Total d'augmenter singulièrement sa présence dans la chimie. Son secteur aromatique et sa division Hutchinson avec 6 milliards de francs de chiffre d'affaires ne représentent que 7 % de l'activité du groupe.

L'arrivée de M. Tchuruk à la présidence peut laisser supposer une évolution d'Orkem vers ce groupe. Mais « rien n'est décidé », a rappelé récemment le ministre de l'Industrie. D'autres imaginent une division des activités de ces firmes entre les deux pétroliers, chacun selon sa spécialité.

Cette stratégie du puzzle ne fait pas l'unanimité, car elle est jugée trop brutale. A Elf et à Total, des courants de négociation sous l'œil des pouvoirs publics existent. Ce groupe national est à la fois arbitre et acteur. Trois des principaux futurs négociateurs viennent de chez lui : M. Jean-René Fourton, actuel président, M. Le Floch-Prigent, son prédécesseur, aujourd'hui à la tête du groupe Elf, et M. Tchuruk, le futur président de Total. Chez Rhodé-Poulenc depuis 1980, M. Tchuruk y assure les fonctions de directeur général entre 1983 et 1986 avant d'être nommé à la présidence d'Orkem.

DOMINIQUE GALLONS.

## ÉTRANGER

Quand M. Brady parle d'avenir

### A bas l'affairisme, vive l'épargne !

Le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, a rappelé mardi 13 septembre aux Américains les vertus de l'épargne, invité les industriels à investir pour l'avenir et dénoncé les opérations financières de rachat (buy out) qui ont secoué le monde des affaires ces dernières années.

Les remarques faites par M. Brady lors d'un dîner patronné par l'American Business Conference - qui rassemble les dirigeants des cent firmes américaines les plus performantes - sont généralement interprétées comme le coup d'envoi d'une offensive qui va mener l'administration pour relancer les investissements.

Le gouvernement va étudier une série de mesures « pour inciter les gens à faire des économies plutôt qu'à consommer », a déclaré M. Brady. Il pourrait s'agir, estiment les observateurs, de crédits d'impôt pour l'épargne au titre de la retraite, de réduction des taxes sur les investissements des entreprises, ou d'une réforme de la taxation des revenus des actions - qui pourrait représenter 40 milliards de dollars par an.

« Je suis inquiet de voir que beaucoup parmi les plus brillants esprits de ce pays consacrent leur énergie aux combinaisons financières de haut rapport à court terme, plutôt qu'à élaborer les solides stratégies de développement dont les entreprises ont besoin pour le futur », a notamment déclaré M. Brady. - (AFP.)

### Premières embûches dans l'accord de libre-échange Etats-Unis-Canada

MONTREAL de notre correspondant

Les Canadiens pensaient bien s'être mis à l'abri des mesures protectionnistes américaines en signant avec les Etats-Unis un accord de libre-échange, entré en vigueur en janvier dernier. Le répit n'a été que de courte durée.

Après avoir augmenté, en juillet dernier, les droits compensatoires sur certains rails d'acier produits au Canada, Washington a décidé, fin août, de s'en prendre aux exportations canadiennes de porc frais et congelé, jusqu'ici épargnées. Leur valeur (environ 400 millions de dollars canadiens, soit 20 % de la production nationale), a justifié une prompt riposte.

Un groupe ad hoc, composé de cinq experts (deux Canadiens, deux Américains et une personnalité indépendante) déterminera, dans un délai de onze mois, si la mesure est

ou non conforme aux règles habituellement respectées par les Américains. Le Canada a également invoqué l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) pour tenter d'obtenir gain de cause. Washington ayant pointé du doigt, dans cette affaire du porc, les paiements effectués aux producteurs par l'Office canadien de stabilisation des prix agricoles, c'est toute la question de la définition des subventions aux exportations qui se renouveau sur la sellette.

Les deux parties se sont donné cinq à sept ans pour le résoudre. Le négociateur canadien, M. Tony Halliday, nouvellement nommé, a indiqué que les deux pays attendront que les travaux de l'Uruguay Round, au sein du GATT, soient terminés, vers la fin de 1990, avant de tenter d'élaborer des règles communes.

MARTINE JACOT.

Unissant ses forces dans le militaire et le grand public

### Thomson prend deux initiatives dans les écrans à cristaux liquides

Thomson scolarise sa période sur le marché des écrans plats à cristaux liquides, pour usage militaire et civil. A une semaine d'intervalle, deux événements viennent le démontrer.

Le mardi 5 septembre, le groupe nationalisé annonçait qu'il allait investir 100 millions de francs dans la construction d'une usine pilote près de Grenoble, à Voreppe-Moirans. Cette ligne doit lui permettre de mettre au point un procédé de fabrication d'écrans à cristaux liquides pour les téléviseurs ordinaires d'abord, à haute définition à terme. Mais elle prouve également des petites séries pour l'industrie aéronautique et militaire. La production débutera dans la deuxième moitié de 1990. Pour la première fois, le groupe associe à égalité sa branche grand

public (Thomson Consumer Electronics, schématisé à 50 % d'une nouvelle filiale) et sa branche militaire, via Eurodisplay. Cette société est en effet détenue majoritairement par Sextant Avionique (dans lequel on retrouve Thomson et l'Aérospatiale), aux côtés de l'allemand VDO.

Une semaine plus tard, jour pour jour, l'Américain General Electric annonçait qu'il cédait à Thomson pour un prix non déterminé - son savoir-faire en matière de développement et de fabrication d'écrans plats à cristaux liquides. Depuis 1987, Eurodisplay exploitait une licence de GEC pour fabriquer ces écrans plats à usage militaire. Mais se trouvant trop petit, l'Américain a décidé de cesser ses travaux de recherche et développement et de céder l'intégralité de son savoir-faire à Thomson. Il connaît bien le groupe français auquel il a vendu il y a deux ans sa division électronique grand public, pour lui racheter son secteur électronique militaire. Cette opération s'accompagne de l'entrée au capital d'Eurodisplay d'un équipementier américain Kayser, voulant sembler-il, par les autorités outre-Atlantique. Le groupe nationalisé français espère donc pouvoir percer sur les marchés civils et militaires, des écrans plats aux Etats-Unis avec, en ligne de mire, la télévision haute définition.

F.V.

#### Le distributeur allemand Co-op en règlement judiciaire

Le groupe commercial allemand Co-op, en proie depuis des mois à d'énormes difficultés financières, a annoncé mercredi matin 13 septembre à Francfort qu'il avait demandé un règlement judiciaire. La veille, un ultime plan de sauvetage, présenté par la banque ouest-allemande Deutsche Genossenschaftsbank (DG Bank) avait été rejeté. Les cent quarante-trois banques créancières auraient renoncé à 75 % de leurs créances, moyennant un règlement en liquide des 25 % restants (estimés à 300 millions de DM, soit près de 1,7 milliard de francs). Les quatre banques étrangères (Swiss Bank Corporation, Amro, Security Pacific et Svenska Handelsbanken), détentrices de 72 % du capital de Co-op, auraient participé, sous l'égide de la DG Bank, à un fonds commun détenant ultérieurement le capital.

Co-op, qui emploie quarante-six mille personnes, a un chiffre d'affaires de 12 milliards de DM (près de 45 milliards de francs).

Face à l'OPA lancée par le suisse Ciba-Geigy

### Rhodé-Poulenc confirme son intérêt pour le fabricant de vaccins Connaught

L'Institut Mérieux a confirmé, mardi 12 septembre, son attachement à la réalisation de son projet d'approvisionnement de ses activités médicamenteuses avec Connaught Biosciences, malgré le projet d'OPA sur ce fabricant canadien de vaccins lancé par le suisse Ciba-Geigy et l'Américain Chiron (le Monde du 13 septembre).

Dans un communiqué, le groupe français, filiale de Rhodé-Poulenc, indique que « son président, M. Alain Mérieux, considère en effet que l'association de l'Institut Mérieux et de Connaught répond de façon plus positive aux intérêts à long terme des deux sociétés ». Il précise que la firme française « étudiera les termes de l'offre concurrente des deux sociétés ».

rente des deux sociétés seront rendus publics et examinés toutes les options ouvertes par cette offre ».

Connaught et Mérieux avaient projeté, au mois de mars, de regrouper leurs activités médicamenteuses dans une nouvelle société, Mérieux Connaught NV, basée à Amsterdam et dans laquelle la française aurait 51,4 % du capital. Les actionnaires devraient se prononcer sur cette proposition le 28 septembre. Ils devraient évoquer dans le même temps le projet d'OPA de 764 millions de dollars canadiens (4,3 milliards de francs) déposé par Ciba-Geigy et Chiron. Toutefois, cette offre est conditionnée par le rejet de la proposition de l'Institut Mérieux.

#### Reclassement sur le marché des micro-ordinateurs

### Victor revient sous le drapeau américain

Retour au bercail pour Victor, le constructeur de micro-ordinateurs qui détient 5 % du marché européen. Le suédois Datatronic Ab a annoncé, mardi 12 septembre, qu'il le revendait à l'Américain Tandy, numéro cinq mondial de la micro. L'aventure suédoise de Victor n'aura donc été qu'une parenthèse : Datatronic avait racheté en 1985 cette entreprise, créée trois ans plus tôt par un Californien, qui avait su se hisser en deuxième place derrière IBM dans le palmarès mondial, des micros de la première génération.

Ce mariage - qui reste soumis à l'approbation des autorités suédoises et des actionnaires du groupe - est logique, commercialement parlant :

« La SNCF lance une nouvelle gamme de services dans le fret. - Parce que son trafic fret plafonne à 52 milliards de tonnes-kilomètres et que ses recettes ont baissé de 13,4 à 13,1 milliards de francs de 1987 à 1988, la SNCF est obligée de faire preuve d'initiatives commerciales pour attirer une clientèle de plus en plus exigeante par la route ou l'air. M. Alain Poincaré, directeur commercial fret de la SNCF, a annoncé qu'à partir du 1<sup>er</sup> novembre, les chargeurs auront le choix entre plusieurs nouveaux types d'acheminement dont les délais garantis varieront de vingt-quatre heures à six jours. Ce trafic diffus profitera de la réforme du système des trais et du relèvement de la vitesse des trains, qui circuleront tous à au moins 100 kilomètres par heure. »

Victor est particulièrement fort en Europe, la puissance de Tandy étant plus marquée aux Etats-Unis. Elle permet à ce groupe, qui a su s'imposer dans l'électronique grand public, d'affirmer sa présence dans les micro-ordinateurs, un créneau sur lequel il dispose déjà d'un important réseau de points de vente. Avec ses 4,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires (plus de 25 milliards de francs), il se distingue depuis plusieurs mois par ses initiatives sur ce terrain. Cette fois, c'est le marché européen, incontestablement le plus dynamique, qui s'ouvre à lui par ce rachat. Sous la houlette du suédois, Victor y avait fait preuve d'un grand dynamisme. On avait pu le constater en France l'été dernier, lorsque l'extension nationale lui passa une grosse commande de micro-ordinateurs, au nez et à la barbe des fournisseurs rivaux.

F. V.

« RECTIFICATIF. - Dans l'article publié dans le Monde du 13 septembre, et consacré à la prochaine entrée de M. Hans Tietmeyer au directeur de la Banque fédérale allemande (Bundesbank), il a été, dans notre deuxième édition (le Monde), imprimé par erreur que, en mai 1971, M. Karl Schiller, à l'époque ministre des finances de la RFA, avait pris la décision de laisser flotter le deutschemark. C'est dollar qu'il fallait lire, comme cela avait été écrit dans la première édition. »



## Bureau Veritas

LE BUREAU VERITAS ORGANISE UN GRAND RENDEZ-VOUS POUR PRÉPARER L'EUROPE INDUSTRIELLE DE 1993

Un colloque européen sur la certification des produits industriels et réglementations techniques de sécurité à l'horizon 1993 se déroulera au palais Acropolis de Nice, les 5 et 6 octobre 1989.

Cette manifestation, placée sous le parrainage du Ministre de l'équipement, du logement des transports et de la mer, réunira les plus hautes personnalités de la communauté économique européenne, les représentants des Ministères chargés de la sécurité industrielle en Europe, les organismes techniques de normalisation et de certification : Espagne (AENOR), France (AFNOR et AFAQ), Portugal (LNEC et IPQ), Italie (UNI), les organismes professionnels européens de la mécanique-chaudronnerie (CECT), de la chimie (CEFC) et du bâtiment (UEATC), ainsi que de nombreux industriels des pays concernés.

Au cours de ces deux journées de travail, seront présentés l'état actuel et l'évolution des réglementations et normes européennes nationales ainsi que les conséquences de l'approche globale de certification sur les législations nationales de sécurité.

Des industriels feront part de leurs expériences dans les échanges européens autour de 3 thèmes : les appareils à pression, les matériels de transport des matières dangereuses, les produits de la construction.

Le secrétariat de cette manifestation est assuré par la direction régionale Midi-Méditerranée du Bureau Veritas.

Renseignements : 42-59-24-90.

Pour toute inscription s'adresser à :  
M. Charbonney - Tél. 93-37-19-19.  
FRENCH RIVIERA TOURS  
20, avenue de Pessicart, 06100 Nice.

RENTREE OCTOBRE

**2<sup>e</sup> CYCLE IETH**

LA DOUBLE COMPÉTENCE

DIPLOME DE MANAGEMENT ET INFORMATIQUE APPLIQUES AU TOURISME ET A L'HOTELLERIE

En partenariat avec Nordor, l'IETH est maître d'œuvre de ce programme double compétence unique en Europe.

10 mois de formation soutenue par 4 mois de mission professionnelle, pour former des managers de haut niveau en gestion et gestion de sites hôteliers touristiques (loisirs, informations ou s'apprêtant à l'être).

ADMISSION : Bac +2, Licence... Expérience professionnelle probante

**IETH**

NIXDORF COMPUTER

INSTITUT EUROPEEN DE TOURISME ET D'HOTELLERIE

INFORMATION

(1) 42 66 66 82

71, rue du Fg-St-Honoré, 75008 Paris



\_\_\_\_\_



## Marchés financiers

## BOURSE DU 12 SEPTEMBRE

**Cours relevés**  
3 471,88

# Règlement mensuel

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -			
3620	C.M.E. 9% +	3772	3772	+ 0 08	1120	Orléans Mét.	1161	1159	- 0 08	1380	Leban	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
1080	B.L.P. 5% +	1025	1025	+ 0 47	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
1180	C.E.F. 7% +	1270	1270	+ 0 08	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
1280	Ch. Lyon P. 7%	1185	1185	+ 0 08	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
1380	Ch. Lyon P. 7%	1281	1281	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
1480	Ch. Lyon P. 7%	1381	1381	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
1580	Ch. Lyon P. 7%	1481	1481	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
1680	Ch. Lyon P. 7%	1581	1581	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
1780	Ch. Lyon P. 7%	1681	1681	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
1880	Ch. Lyon P. 7%	1781	1781	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
1980	Ch. Lyon P. 7%	1881	1881	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
2080	Ch. Lyon P. 7%	1981	1981	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
2180	Ch. Lyon P. 7%	2081	2081	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
2280	Ch. Lyon P. 7%	2181	2181	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
2380	Ch. Lyon P. 7%	2281	2281	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
2480	Ch. Lyon P. 7%	2381	2381	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
2580	Ch. Lyon P. 7%	2481	2481	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
2680	Ch. Lyon P. 7%	2581	2581	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
2780	Ch. Lyon P. 7%	2681	2681	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
2880	Ch. Lyon P. 7%	2781	2781	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
2980	Ch. Lyon P. 7%	2881	2881	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
3080	Ch. Lyon P. 7%	2981	2981	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
3180	Ch. Lyon P. 7%	3081	3081	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
3280	Ch. Lyon P. 7%	3181	3181	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
3380	Ch. Lyon P. 7%	3281	3281	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
3480	Ch. Lyon P. 7%	3381	3381	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
3580	Ch. Lyon P. 7%	3481	3481	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
3680	Ch. Lyon P. 7%	3581	3581	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
3780	Ch. Lyon P. 7%	3681	3681	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
3880	Ch. Lyon P. 7%	3781	3781	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
3980	Ch. Lyon P. 7%	3881	3881	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
4080	Ch. Lyon P. 7%	3981	3981	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
4180	Ch. Lyon P. 7%	4081	4081	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
4280	Ch. Lyon P. 7%	4181	4181	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
4380	Ch. Lyon P. 7%	4281	4281	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
4480	Ch. Lyon P. 7%	4381	4381	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
4580	Ch. Lyon P. 7%	4481	4481	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
4680	Ch. Lyon P. 7%	4581	4581	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
4780	Ch. Lyon P. 7%	4681	4681	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
4880	Ch. Lyon P. 7%	4781	4781	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
4980	Ch. Lyon P. 7%	4881	4881	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
5080	Ch. Lyon P. 7%	4981	4981	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
5180	Ch. Lyon P. 7%	5081	5081	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
5280	Ch. Lyon P. 7%	5181	5181	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
5380	Ch. Lyon P. 7%	5281	5281	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
5480	Ch. Lyon P. 7%	5381	5381	+ 0 80	1120	C.S.E. 5% +	1050	1051	- 0 23	1380	St-Louis	1361	1367	1371	+ 0 73	1380	St-Louis	1442	1432	1432	- 0 68	250	Com. Minet.	228	228	228	+ 0 78
5580	Ch. Lyon P. 7%																										

**Comptant** (selection)

**(selection)**

[illegible]**SICAV** (selection)

VALEURS	Emission Prix incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prix incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prix incl.	Rachet net
A.A.A.	1109.64	1082.58	France Générale	258.48	257.92	Patinoires Ratées	177.81	174.13
Action	210.5	243.45	France Industrie Secur	115.03	111.65	Parovox	712.01	651.27
Action France	598.38	557.09	France Investiss	478.18	444.17	Parmi Placements	235.85	252.40
Action électronique	637.83	637.83	France Obligations	491.47	497.46	Parmi Investiss	793.89	778.43
Aérodif	988.48	844.32	A.E.R.	405.89	405.04	Placements A.	128.18	1184.50
A.E.R. Actions (ex-CP)	1267.94	1237.01	France Plans	117.72	114.29	Placement de terme	72807.27	71863.54
A.E.R. 5000	106.15	679.17	France Régions	1201.01	1253.41	Placement	58758.98	58084.85
A.E.R. ECU	598.02	1065.17	Recel-Associations	28	28	Placement Premier	6434.11	74025.08
A.E.R. Floride	124.41	121.38	Recel-Associations	28	28	Placement	116.67	100.18
A.E.R. Interdites	463.94	442.67	Recel-Associations	30.20	33.77	Placement	8894.18	8002.35
A.E.R. Invest	139.87	138.48	Recel-Associations	30.20	25.48	Placement	114.13	111.08
A.E.R. OBLIG.	1468.29	1039.92	Recel-Associations	243.92	240.37	Par/Associations	22384.58	22384.58
A.E.R. S.G.S.	1072.41	10724.41	Recel-Associations	976.78	852.94	Par/Associations	120.04	120.04
Agilant	712.02	694.65	Recel-Associations	32.34	31.35	Recel-Associations	188.03	165.65
A.I.T.O.	211.37	273.73	Recel-Associations	439.34	420.41	Recel-Associations	6454.75	6400.74
A.I.T.O.	680.84	680.84	Recel-Associations	1102.58	1057.65	Recel-Associations	1174.14	1156.79
A.I.T.O.	680.84	680.84	Recel-Associations	1102.58	1057.65	Recel-Associations	969.91	925.93
A.I.T.O.	680.84	680.84	Recel-Associations	1102.58	1057.65	Recel-Associations	285.68	282.28
A.I.T.O.	680.84	680.84	Recel-Associations	1102.58	1057.65	Recel-Associations	237.15	235.45
A.I.T.O.	680.84	680.84	Recel-Associations	1102.58	1057.65	Recel-Associations	948.38	918.90
A.I.T.O.	680.84	680.84	Recel-Associations	1102.58	1057.65	Recel-Associations	565.27	539.94
A.I.T.O.	680.84	680.84	Recel-Associations	1102.58	1057.65	Recel-Associations	1170.64	1170.62
A.I.T.O.	680.84	680.84	Recel-Associations	1102.58	1057.65	Recel-Associations	953.30	941.03
A.I.T.O.	680.84	680.84	Recel-Associations	1102.58	1057.65	Recel-Associations	698.28	698.28
A.I.T.O.	680.84	680.84	Recel-Associations	1102.58	1057.65	Recel-Associations	151.13	150.72
A.I.T.O.	680.84	680.84	Recel-Associations	1102.58	1057.65	Recel-Associations	1037.01	1037.01
A.I.T.O.	680.84	680.84	Recel-Associations	1102.58	1057.65	Recel-Associations	725.10	714.38
A.I.T.O.	680.84	680.84	Recel-Associations	1102.58	1057.65	Recel-Associations	1457.91	1454.91
A.I.T.O.	680.84	680.84	Recel-Associations	1102.58	1057.65	Recel-Associations	758.85	734.81
A.I.T.O.	680.84	680.84	Recel-Associations	1102.58	1057.65	Recel-Associations	437.31	435.34
A.I.T.O.	680.84	680.84	Recel-Associations	1102.58	1057.65	Recel-Associations	900.50	884.76
A.I.T.O.	680.84	680.84	Recel-Associations	1102.58	1057.65	Recel-Associations	724.93	705.53

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	Prime Futures
Forfait			.....
Fongible			.....
Fongible			.....

[illegible]

130	Stratford City .....	500	500	Midland Bank Plc ....	38 05	38 40
814	SCAC .....	585	585	Mineral Resources ....	104 50	105
370	Seneca Meadows ...	520	520	Moravia .....	140	134

[illegible]

\_\_\_\_\_

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS parc.	COURS 12/9	COURS DES ACHATS
Comp. (US \$ 1)	8 720	8 678	8 480
227	8 886	8 598	.....
Allemagne (100 DM)	336 880	336 880	326 500
Belgique (100 F)	16 108	16 108	16 500
Pays Bas (100 fl)	228	228	228
Canada (100 \$)	86 750	86 750	83 500
Danemark (100 kr)	92 700	92 670	88 800
Grèce (100 dr)	10 351	10 354	9 960
Espagne (100 pesetas)	161	160	150
France (1 000 frs)	300 470	300 470	376
Italie (1 000 li.)	100 170	100 100	96
Autriche (100 sch.)	47 858	47 828	46 500
Argentine (100 p.)	5 404	5 408	5 150
Portugal (100 esc.)	4 035	4 034	3 630
Canada (85 cts 7)	8 827	8 827	8 430

Comptrol	71 05	70
C. Occid. Forestale	180	....
.....	205 12	205

MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 12/9
Or fin (Bis us. tassé)	7760	77400
Or fin (sans tassé)	7780	77600
Pièces françaises (20 g)	442	443
Pièces françaises (10 g)	395	402
Pièces indiennes (20 g)	440	442
Souverains	584	587
Pièces de 20 dollars	2560	2640
Pièces de 10 dollars	1400	1440
Pièces de 5 dollars	902 50	910
Pièces de 50 pence	2900	2910
Pièces de 10 florins	462	465
Or Londres	...	...
Or Zurich	...	...
Or Hongkong	...	...
Argent Londres	...	...
Copains	395 10	390
Gu Guineas	600	597
Gu Guineas	600	600
Hamb.-Rogée-2m	210	210
Hogwarts	287	287
Monies Inconnu	321	321
Martin	240	240
Parisis	382	382
Russos H.V.	184	184
St-Germain-Emballage	2080	2000
Sane-Maria	380 20	385
Serv. Equip. Vah.	56 30	...
S.E.P.	2440	...
S.F.R.	360	...
St-Louis-de-Monté	355	...
Ulfers	380	...
Vah.	144	121 90
Wahpoh	1470	...

Epargne Inter .....	657 19	649 33	Netto-Glücksspiel .....	1188
Epargne J .....	54515 09	54515 09	Netto-Verlust .....	87

Europe Long-Term	197 97	182 67	Nippon Gas	564
Europe Medium	159 73	147 08	North-West Electricity	10
Europe On-Off	200 17	120 02	Norman	103 08
Europe On-Off	128 57	105 49	Oil Association	10
Europe On-Off	112 54	103 74	Oldrich Molotov	506
Europe On-Off	146 72	140 06	Oldrich Molotov	140
Europe On-Off	481 39	465 42	Oldrich, various config.	11
Europe	120 05	119 04	Oldrich	116
Europe London	115 27	113 23	Oldrich	107 03
Europe	127 20	126 17	Oldrich	103
Europe	119 94	109 31	Oldrich	112
Europe (all, par 10)	71 68	71 68	Oldrich	163
Europe	260 79	260 57	Oldrich	56
Europe	1 15	1 15	Oldrich	11
Europe	96 57	92 20	Oldrich	11

- : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix prioritaire

11000 15	Univers-Obligations .....	1045 82	1032 67
848 93	Valoren .....	616 77	601 73

0244 98	Vendredi .....	1501 26	1650 50
1294 00	Samedi .....	41764 07	41743 20
13007 61	Dimanche .....	22867 06	22838 12
120 61			
0295 30			
0300 73			
165 72			
1008 77			
10730 37			
7590 47			
889 12			
16235 78			
128 20			
557 01			
51 41			

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

**45-55-91-82, poste 4330**

ant - ★ : marché continu

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**45-55-91-82, page 4330**

g : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les réactions après le passage à l'Ouest des réfugiés de RDA. 4 La composition du nouveau gouvernement polonais. 6 Japon : les hauts postes chinois seront rapatriés. 7 Afrique du Sud : marche contre l'apartheid autorisée par M. De Klerk.	8 M. Léotard favori pour succéder à M. Gaudin à la tête du groupe UDF. — Le débat autour de la saisine par les citoyens du Conseil constitutionnel. 9 Les réactions en Corse au rapport Prada. — La préparation des élections sénatoriales.	10 Les fausses factures et le financement des partis. 11 M. Joxe veut réformer les mœurs policières. — Menaces sur la future station spatiale internationale. — Carmel d'Auschwitz : Mgr Giamp se montre plus conciliant.	12 La 48 <sup>e</sup> Mostra de Venise. — COMMUNICATION : M. Berlusconi choisit de rester sur la Cinq.	20 Le deuxième plan emploi de M. Rocard. — Les grévistes de Peugeot-Mulhouse se replient sur leurs bases. 21 La nomination de M. Tchuente à la tête de Total. 22-23 Marchés financiers.	Abonnements ..... 8 Cartes ..... 12 Météorologie ..... 19 Mots croisés ..... 19 Radio-Télévision ..... 19	Tout sur la Bourse 3615 taping LEMONDE  Les offres d'emplois du Monde 3615 taping LMI

## Pour lutter contre l'inflation

## La fiscalité sur l'essence va être modifiée

La fiscalité sur l'essence va être modifiée. La taxe initiale sur les produits pétroliers (TIPP), qui chaque année augmente d'un pourcentage correspondant grosso modo à la hausse des prix enregistrée en moyenne l'année précédente (1), sera en 1990 indexée sur l'augmentation prévue de l'inflation.

Comme les prévisions officielles en matière de prix sous-estiment presque toujours la réalité, les taxes augmenteront dorénavant moins fortement. Ainsi, pour 1990, la TIPP sera relevée de 2,5 % (objectif 1990) et non de 3,3 % hausse qui sera probablement atteinte en 1989.

Cette décision qui a été prise en début de semaine est évidemment destinée à ralentir les hausses de prix à travers une modération des hausses des prix pétroliers payés par les consommateurs. L'indice du coût de la vie, essentiel en période de tensions salariales, s'en portera mieux, mais l'État y perdra des recettes fiscales.

Le ralentissement de la hausse des prix de l'essence laisse entier l'écart important qui existe en valeur absolue entre la taxe sur le super par exemple (3,03 F) et celle sur le gazole (1,56 F). Même si ces taxes doivent augmenter moins vite l'année prochaine, calculées en valeur absolue, elles continuent de creuser l'écart essence-gazole en faveur du second.

Faut-il en plus de changement d'indexation de la TIPP réduire automatiquement cet écart en valeur

## « Le Monde » des Italiens à Ivry

La mutation du Monde se poursuit. Mardi 12 septembre, à 17 h 36, la dernière rotative installée en 1962 - en production rue des Italiens s'est arrêtée. Le compteur indiquait 112 507 exemplaires. Avec nostalgie, le dernier carré de rotativistes disait adieu, en présence d'André Fontaine, à ces machines d'où étaient sortis, depuis le 18 décembre 1944, des dizaines de millions d'exemplaires... En cette fin d'après-midi, une page de l'histoire de la presse parisienne se tournait. Ce quartier voyait sa vie, depuis 1912, rythmée par la sortie d'un quotidien du soir (Le Temps, puis le Monde).

Fin des camions de papier à l'aube et, en début d'après-midi, les voitures de livraison, les cris des porteurs à la recherche de leurs paquets. Fin les embarras de la circulation ! L'ère du tout livry commence, avec les moyens ultra-modernes qu'elle met à la disposition du Monde, et bientôt du Parisien. Reste qu'une pareille transformation, qui nous fait passer en quelques jours de l'ère de la 403 à celle de la formule 1, implique une adaptation des méthodes qui prend nécessairement un peu de temps...

AL. F.

(Publicité)

Rentrée

## Ils «sèchent» pour Duriez

Rentrée studieuse, hier, pour les élèves de math. élém. ; cependant, trois des meilleurs éléments manquaient à l'appel ! Le Proviseur les a retrouvés chez DURIEZ, occupés à tester les 38 calculatrices scientifiques présentées en permanence à la clientèle. Si tous ces jeunes mathématiciens additionnent la qualité, le prix et le choix DURIEZ, et soustraient les soucis de maintenance, grâce au service après-vente DURIEZ, ils multiplieront leurs chances de réussite. Mathématique, non ? EN BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE, DURIEZ, C'EST L'EVIDENCE.

3, RUE LA BOÉTIE (8<sup>e</sup>)  
TEL. : 47.42.91.49  
112, BD ST-GERMAIN (6<sup>e</sup>)  
TEL. : 46.33.20.43  
132, BD ST-GERMAIN (6<sup>e</sup>)  
TEL. : 43.29.05.60

Catalogue gratuit sur place ou par poste contre 3 timbres à 2,30 F.

absolue ? Poser la question, c'est s'interroger sur un choix fondamental pour l'industrie automobile française : doit-on ou non continuer à encourager les moteurs Diesel, alimentés au gazole, domaine dans lequel la France possède une assez large avance technologique mais qui nous isole des choix européens ? M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, a répondu depuis longtemps par la négative. Mais les « politiques » n'ont pas été convaincus au sein du gouvernement, très sensibles aux arguments des professionnels pour lesquels le prix du gazole est un facteur important des prix de revient et de la concurrence. Finalement, le gouvernement a renoncé à réduire l'écart de prix essence-gazole.

Autre décision : les avantages fiscaux importants accordés à l'essence sans plomb (déjà de 41 centimes) ne seront pas supprimés, même si les pouvoirs publics sont conscients de perdre beaucoup d'argent (800 millions de francs par an) au profit presque exclusif des distributeurs.

A. V.

(1) En fait, la TIPP varie comme la limite inférieure de la septième tranche de l'impôt sur le revenu.

## Incendie dans une maison de retraite à Quimper

## Trois morts et onze personnes gravement intoxiquées

Trois personnes âgées ont péri, mardi 12 septembre, dans l'incendie d'une maison de retraite de Quimper (Finistère). Le feu s'est déclaré peu avant 21 heures dans une chambre du premier étage, où l'une des trois victimes regardait la télévision. Selon les premiers éléments de l'enquête, le téléviseur aurait imprimé et les fumées du feu se seraient répandues dans le bâtiment, qui comptait alors soixante-dix pensionnaires, tous âgés de plus de quatre-vingts ans. Trois femmes âgées sont mortes asphyxiées et onze

personnes gravement intoxiquées ont été admises à l'hôpital de Quimper. Ouverte depuis l'été dernier, la maison d'accueil, qui dépend de l'Office HLM, était pourtant équipée de détecteurs de fumée situés dans les couloirs et dans certaines pièces communes. Les chambres n'en étaient pas pourvues. L'établissement devait être inauguré le 30 septembre prochain. Une enquête a été ouverte par les gendarmes.

## Après une confrontation avec ses coaccusés

## Danièle Gilbert maintenue en détention par le juge d'instruction

L'ancienne animatrice de télévision Danièle Gilbert a regagné, mardi 12 septembre, sa cellule à la maison d'arrêt des femmes de Nice au terme d'une confrontation dans le cabinet du juge d'instruction Jean-Pierre Marinaccio, à Grasse (Alpes-Maritimes). Danièle Gilbert, inculpée d'escroquerie et de publicité mensongère pour avoir prêté son image à une campagne de publicité en faveur de la « bague de R2 » et de ses vertus bénéfiques, espérait obtenir sa libération après que son conseil, M<sup>re</sup> Philippe Muret, eut déposé une demande de mise en liberté.

Mais le juge, qui dispose d'un délai de cinq jours pour se prononcer, a indiqué qu'il devait encore

procéder à des vérifications et voulait à nouveau confronter celle que Jacques Martin avait baptisée la « Grande Duchesse » à Marc Tripiet, PDG de la société Editions publicitaires réunies, qui a diffusé à plus de quatre cent mille exemplaires la bague porte-bonheur. Pile et visiblement fatiguée lorsqu'elle est descendue du fourgon des gendarmes, Danièle Gilbert partage une cellule de 3 mètres sur 3 avec deux autres femmes.

Dans ce dossier, outre Danièle Gilbert et Marc Tripiet, le juge d'instruction a aussi inculpé le concepteur de publicité Raymond Janssens et M<sup>re</sup> Jeanne Guidici, gérante de la Société internationale de publicité (SIP).

## EN BREF

• URSS : plénum du comité central le 19 septembre. — Le plénum du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique sur les nationalités, qui avait été reporté plusieurs fois, aura lieu le mardi 19 septembre, a annoncé le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, mardi 12 septembre. Ce plénum, qui doit fixer les nouvelles relations entre les républiques au sein de l'URSS, doit également examiner la question de la convocation du 25<sup>e</sup> congrès du parti. M. Mikhaïl Gorbatchev avait en juillet que ce congrès, initialement prévu au printemps 1991, se tienne à l'automne 1990. — (AFP.)

• Mort d'André Fazl, conseiller régional UPC à l'Assemblée de Corse. — M. André Fazl, âgé de soixante et un ans, conseiller régional de l'Union du peuple corse (UPC) à l'Assemblée de Corse, est décédé le mardi 12 septembre dans un hôpital marseillais d'une « douleur malade », a-t-on appris auprès des milieux régionalistes.

M. Fazl, l'un des pères fondateurs

de l'Action régionaliste corse (ARC) en 1967, avait été élu en 1982 à l'Assemblée de Corse sur la liste d'Edmond Siméoni. Professeur d'histoire-géographie au lycée Fesch d'Ajaccio jusqu'à sa retraite, M. Fazl a écrit de nombreux ouvrages en langue corse. Son dernier livre intitulé *Fascisme et la révolution de 1789*, avait reçu cette année le Prix du livre corse.

• Nouvelle grève des hôtesses et stewards de Sabena. — Les personnels navigants commerciaux de la compagnie belge Sabena ont repris leur grève, qui les amène à se présenter avec deux heures de retard à leur travail. Cette grève prolongée a entraîné la compagnie à annuler, le 12 septembre, onze des quatorze vols programmés au départ de Bruxelles.

Le numéro du « Monde » daté 13 septembre 1989 a été tiré à 526 392 exemplaires

M. Fazl, l'un des pères fondateurs

## L'inculpation du président du groupe cosmétique

## Les hostilités reprennent entre M. Yves Rocher et la BNP

M. Yves Rocher, PDG de la société qui porte son nom, et son fils Didier ont été inculpés le week-end dernier de « chantage et extorsion de fonds » à la suite d'une plainte déposée au printemps dernier par la BNP. « Je n'accepterai pas d'être injustement saisi sans me défendre », a répondu M. Rocher, qui a annoncé son intention de porter plainte contre M. Daniel Lebague, numéro 2 de la BNP, pour « dénonciation calomnieuse ». L'industriel breton a en même temps annoncé qu'il démissionnerait de son poste de maître de La Gacilly et de conseiller général du Morbihan (nos dernières éditions du 13 septembre).

Les hostilités entre la première banque française et l'industriel spécialisé dans les produits de beauté ont donc repris. C'est le rachat de Petit Bateau, une entreprise troyenne spécialisée dans les vêtements pour enfants, qui en est à l'origine.

L'affaire avait éclaté en janvier dernier, avec le dépôt par M. Rocher d'une plainte contre X pour « abus de confiance et escroquerie ». Il visait ainsi la Banaï, filiale de la BNP spécialisée dans le capital-développement et qui avait servi d'intermédiaire lors du rachat en février 1988 de Petit Bateau par

Yves Rocher à la famille Valtin. M. Yves Rocher reprochait à l'établissement financier de lui avoir caché la situation réelle de l'entreprise. D'ultimes manifestations et en dépôt de plaintes (sept au total), la bataille a duré plusieurs semaines. M. Jean-François Debevoise, le PDG de Sanofi, actionnaire d'Yves Rocher, a alors joué les « MM. Sans Offense ».

A la mi-mars, les deux protagonistes semblaient réconciliés autour d'un plan de redressement de l'entreprise pour lequel la BNP accordait 200 millions de francs sous forme de prêt participatif sur dix ans sans intérêts, les deux premières années. De son côté, M. Yves Rocher s'engageait à relancer Petit Bateau, où plus de deux cents emplois ont déjà été supprimés.

Mais cette relance a coûté cher à la société d'Yves Rocher. La firme de cosmétiques estime que les pertes de la filiale de vêtements pour enfants ont coûté de 20 millions de francs les résultats du groupe au premier semestre 1989. Pour cette période, le groupe Yves Rocher a cependant annoncé un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs et un bénéfice net d'environ 70 millions de francs, en hausse de 35 % par rapport à l'an dernier.

## Sur le vif

## Le coq et les poulets

C'est des vaches, dites donc, les poulets ! Ça, ils sont gonflés, nos flics ! Vous vous rendez compte : ils traînent leur ministre, oui, Joxe, devant les tribunaux. Le ministre et le préfet ! Ils les attaquent en justice pour voie de fait. C'est pas grandiose, ça ? La raison ? On leur a piqué les cinq camions couverts de calicos et de banderoles hurlant à l'attaque à la liberté de manifester. A la fourrière, ouste ! Sans infraction constatée. Sans procès-verbal. Sans rien.

Qui ça, on ? La police des polices, la garde prétoirienne du prince de Beauvoir, dit Pierrot-le-Coq. Acte de gangstérisme caractérisé. Violation de la convention de sauvegarde des droits de l'homme. D'accord, celui de se foutre en grève, ils l'ont plus depuis 1948, mais c'est pas une raison pour les obliger à fermer leur gueule. Eux, ils sont pas ministres, ils sont gardiens de la paix. Alors, s'ils seiment le moment venu de la trahison, ils aimeraient qu'on leur fiche, la paix.

Bravo, les mecs, mollez pas ! Et rappelez-vous que c'est

nous, les nans, qui vous avons montré le chemin aux États-Unis, il y a plus d'un quart de siècle. En multipliant les procès contre ces salauds de patrons coupables de discrimination sexuelle. Après, c'a été les malades houspillés par leurs tourbiens. M'sieur le juge, on devait m'opérer d'une appendicite, et on m'a enlevé un œil... C'est la jambe gauche qu'il fallait me couper, pas la droite... Ma femme est morte en salle d'op. à l'hôpital, ils ont pas voulu dire comment, ni pourquoi.

Le secret professionnel, tu parles ! La loi du silence, oui, l'omerta qui couvrirait les mazarins-parrains et leur mafia à voix en silence. Je vous entends d'ici : question bavures, la police fait très fort. Ça cogne, les cognes ! Attendez un peu qu'un commissaire sursauté se trompe de cible, il envoie son poing sur la gueule d'un prévenu, et c'est un inspecteur qui le prend en pleine poire. Avec accusé de réception en réitéré. Pour voie de fait.

CLAUDE SARRAUTE.

## BOURSE DE PARIS

## Matinée du 13 septembre

## Stable

La Bourse de Paris était stable, mercredi 13 septembre, en milieu de matinée. L'indice de tendance oscillait aux alentours de +0,06 %. Parmi les plus fortes hausses, notons Renault (Uclaf) (+6,7 %), Bégin Sey (+4,7 %), Eurochem (+3,8 %), BNP (CI) (+3,1 %), Leroy-Somer (+2,6 %).

**GLOBE**  
**P.S.**  
**LE GRAND**  
**MALAISE**  
**ENQUÊTE**

**HORS SERIE**  
**SCIENCE & VIE**  
**LES ÉMOTIONS**

Joie, tristesse, angoisse, stress...

Que se passe-t-il au plus profond de vous sous le choc des émotions ? Le cerveau et les émotions, ce numéro hors série de Science & Vie fait le point sur ce que l'on sait aujourd'hui.

**UN NUMÉRO HORS SÉRIE DE SCIENCE & VIE**

**MACINTOSH PLUS**  
**10900F HT !**  
1 Mo de mémoire centrale  
Lecteur de disquette 800 K.

Garantie Apple 1 an  
+  
Garantie KA 1 an  
= 2 ans !

**KA**  
chez

l'informatique douce  
14, rue Magellan - 75008 Paris  
Tel. (1) 47 23 72 00 - FX 611 889  
Ouvert du lundi au vendredi.

هك امن الفصل





le Fils de Frankenstein, de Rowland V. Lee, 1939.

1929-1941 : « NAISSANCE » DE BATMAN, SUPERMAN, DRACULA, FRANKENSTEIN...

## Héros-reflets de la grande peur

Batman renaît donc sur nos écrans ce mercredi 13 septembre. Apparue dans un comic book dès mai 1929, peu après celle du demi-dieu volant, Superman, la silhouette du milliardaire masqué n'a jamais cessé, entre-temps, d'exister dans l'imaginaire des auteurs de bandes dessinées et de séries télévisées, même si le mythe, périodiquement réactivé, a connu des éclipses longues de plusieurs années (lire notre dernier supplément daté 7 septembre, page 34).

La vie des superhéros est éternelle. Mais leur naissance a des raisons qui échappent aux seuls hasards de la fiction. Astérix met en échec l'impérialisme de Rome dans les années mêmes où le général de Gaulle lutte contre l'impérialisme américain. Quant aux Martiens, ils font l'orté dans la BD et le cinéma des

années 50-55, exorcisant en pleine guerre froide la peur du communisme et l'angoisse atomique.

Seule cette mécanique complexe de projection et de compensation permet sans doute d'expliquer que l'âge d'or des superhéros se situe dans la période des « grandes peurs », entre le krach de 1929 et Pearl Harbor. Buck Rogers, notre envoyé au vingt-cinquième siècle ; Flash Gordon, justicier sur la planète Mongo ; Brick Bradford, redresseur de tort dans tout l'univers ; le Fantôme, débarqué masqué en pleine brousse africaine ; Wonder Woman, amazone au lasso magique ; Captain America, Captain Marvel... Nous nous sommes amusé à redessiner cette galaxie de trompe-la-mort aux pouvoirs surnaturels

(pages 26 et 27). A montrer que leur nombre s'accroît au gré des soubresauts de l'actualité. Que leurs exploits se multiplient au fil des défaites. Que leur succès dans l'imaginaire populaire procède d'un pouvoir de conjuration complexe, quelque naïf qu'il apparaisse décalé de son contexte.

Mais l'horreur montrée, exacerbée, granguaulesque est aussi un moyen de conjurer la peur : quelques beaux monstres, comme Dracula et Frankenstein, sont nés dans cette même période au cinéma. Sont nées simultanément, comme par hasard, les premières versions filmées de romans noirs. Autre manière de parler de justice, en niant l'existence de justiciers.

ANNE KEY.

### MUSIQUE

Berlioz  
retrouvé avec Cellini

31



Les opéras de Berlioz n'étaient pas joués en France. En les éditant et en les enregistrant avec un soin jaloux, les Anglais ont singulièrement réévalué leur cote. Le Festival Berlioz exhume pour sa neuvième édition une version inédite de Beethoven Cellini. L'œuvre s'imposera-t-elle enfin ?

### THÉÂTRE

Roger Mirmont  
en zigzags

33

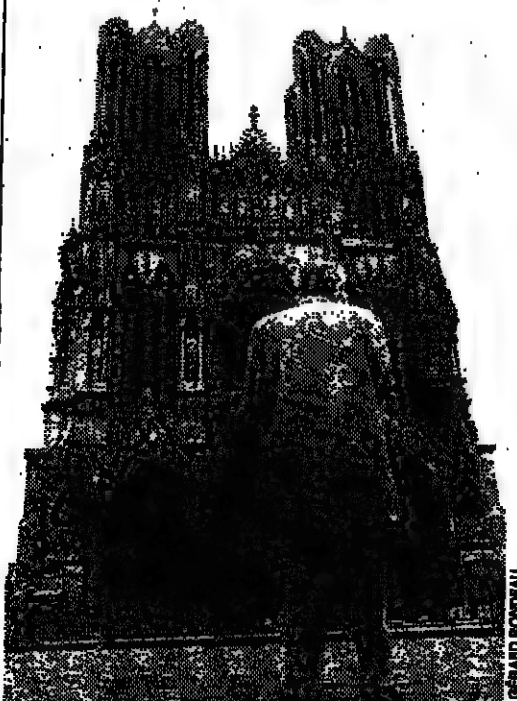


Après avoir débüté à neuf ans, chanté l'opéra, dansé au ramé au café-théâtre, Roger Mirmont est entré à la Comédie-Française grâce à Jean Le Poulain. Il y est resté. Antoine Vitez lui a confié, dans la Cécilia, le personnage d'un valet paillard, Scapronio.

### ARTS

Le gothique triomphe  
à Strasbourg

35



Le gothique est à l'honneur à Strasbourg, son architecture, et les hommes qui ont bâti des cathédrales, dont la complexité architecturale est évoquée, entre autres, par une quarantaine de dessins originaux de 3 mètres et parfois 4 mètres de haut.



1929-1941 : BD ET CINÉMA,

## Batman, Superman and Co,

Tous bizarrement attifés, maniant le lasso ou le fouet, faisant triompher le Bien sur le Mal sur un continent ou dans l'univers entier, une seule femme au milieu d'une galaxie d'hommes : les Rambo d'avant-guerre n'ont pas débarqué par hasard.



Nom : BUCK ROGERS.  
Né en 1929, de Phil Nolan (sc.) et Dick Calkins (d.).  
Thème : un héros qui se réveille au XXV<sup>e</sup> siècle.  
Signe particulier : l'ancêtre des superhéros.  
A l'écran : serial (F. Beebe et S. Goodkind, 1939); série TV (1950-1951); film tiré d'une série TV (D. Haller, 1979).

## La montée des périls

Cette chronologie privilégie deux secteurs : la vie économique et politique américaine, quelques faits qui vont précipiter le monde dans la guerre.

1929 : la crise économique débute par le jeudi noir (24 octobre) de Wall Street.

1930 : les démocrates remportent les élections de novembre. Les nazis ont 107 représentants au Reichstag.

1931 : les Japonais envahissent la Mandchourie.

1932 : Franklin Delano Roosevelt (1882-1945) est élu président (8 novembre). Les anciens combattants marchent sur Washington (Bonus March). Les nazis ont 230 représentants au Reichstag.

1933 : Roosevelt propose le New Deal (Agricultural Adjustment Act, le 12 mai, et National Recovery Act, le 16 juin). Moratoire des banques (9 mars), dévaluation du dollar (12 avril) et abandon de l'étalon-or (19 avril) bouleversent la vie économique américaine. Hitler, chancelier puis Führer, accuse les communistes de l'incendie du Reichstag.

1934 : Hitler, Reichsführer, se débarrasse des SA (Nuit des longs couteaux).

1935 : début du conflit entre Roosevelt et la Cour suprême sur le New Deal qui se poursuit (Labour Relation Act qui prévoit la libre organisation du travail).

1936 : réélection de Roosevelt (3 novembre); les Italiens occupent l'Éthiopie et les Allemands la Rhénanie.

1937 : Acte Rome-Barlin.

1938 : Fair Labour Standard Act (minimum et maximum salariaux, fin du travail des enfants). Anschluss.

1939 : seconde guerre mondiale et déclaration de neutralité américaine (5 septembre).

1940 : troisième mandat de Roosevelt.

1941 : Pearl Harbor (7 décembre), le Japon (8 décembre), l'Italie et l'Allemagne (11 décembre) déclarent la guerre aux États-Unis. (Développement de radar.)

C.A.



Nom : BRICK BRADFORD (= LUC BRADFERI).  
Né en 1933, de William Ritt (sc.) et Clarence Gray (d.).  
Thème : défenseur du bon droit dans tout l'univers.  
Signe particulier : a mal vieilli.  
A l'écran : Serial (S.G. Bennet et T. Carr, 1948).



Nom : THE LONE RANGER (= LE COW-BOY MASQUÉ, LE ROI DE LA PRAIRIE).  
Né en 1938, de Frank Siker (sc.) et Ed Kressy (d.).  
Thème : pourchasse les hors-la-loi sur son cheval.  
Signes particuliers : son masque, ses balles d'argent et son cri « Hi yo, Silver, away... ay... ».  
A l'écran : Serial (W. Witney et J. English, 1938 et 1939), films (S. Heister, le Justicier solitaire, 1956; L. Selander, le Justicier masqué, 1958), série TV (O. Rudolph).



Nom : CAPTAIN MARVEL.  
Né en 1940, de C.C. Beck.  
Thème : un petit vendeur de journaux se transforme en héros grâce au mot magique « Schazam ».  
Signes particuliers : colant rouge, éclair jaune, succès supérieur à ceux de Superman et Batman.  
A l'écran : Serial (W. Witney et J. English, 1941); mis en film en 1944.



Nom : FANTAX.  
Né en 1946, de Chott.  
Thème : lord anglais, justicier masqué.  
Signe particulier : le condensé français des superhéros.



Comme Batman, l'homme chauve-souris...

## Les tigres

UN simple mot et Billy Batson, jeune vendeur de journaux, se transforme en un invincible héros. Mais c'est un mot magique : « Schazam », formé par l'initiale de dieux, de sages et de héros antiques : Salomon, Hercule, Atlas, Zeus, Achille, Mercure. C'est donc sous les auspices de l'Olympe et de la Bible que Captain Marvel entame sa croisade contre le Malin dans un bel ensemble rouge zébré d'or qui le fit très vite amicalement surnommer le Big Red Cheese (Gros fromage rouge)...

Bien que plus jeune que ses devanciers Superman et Batman, Captain Marvel les dépassa vite en succès : son humour et son jeune public auquel il s'adressait surtout, en ce début d'année 1940, lui valurent tous les suffrages.

D'autres vinrent ensuite, d'autres étaient nés avant lui. Tous, peu ou prou, puisant leurs racines dans de grands archétypes : Hercule, Jason, Thésée pour l'Antiquité, Lancelot, Robin des Bois pour le monde médiéval, Zorro pour le siècle passé. Luttant tous pour le Bien et contre le Mal, chevaliers errants dans la jungle des villes, paladins du cosmos, dont l'armure flamboyante et le heaume baissé arborent une devise que Descartes fit sienne : *L'aratus prodo* (Je m'avance masqué). Car si l'habit ne fait pas le moine, il fait le justicier : bleu pour Superman, violet pour le Fantôme (rouge dans la version française), rouge pour Captain Marvel, aux couleurs de la bannière étoilée pour Captain America et Wonder Woman. Parfois, le masque montre la dualité du héros : oiseau de luxe le jour, qui se transforme en rapace la nuit. Il

n'arbore quelquefois qu'une imposante musculature montrant par là sa masculinité essentielle, même s'il se nomme Wonder Woman ou Black Cat...

Rejetons, certes, d'une très vieille famille mais pourtant très tous - ou presque - dans un mouchoir de poche, entre 1929 et 1941, soit une grosse dizaine d'années. L'historien de la bande dessinée pourra, bien sûr, invoquer l'apparition de nouveaux supports, les comic books, dont les premiers parurent en 1933; l'effet d'imitation, car le succès engendre l'abondance; l'influence du cinéma (Douglas Fairbanks); de la littérature (Tarzan). Tout cela est indéniable, encore que - souvent - on prenne l'effet pour la cause. Il paraît plus raisonnable et, peut-être, plus fécond de ne pas séparer l'actualité de la création artistique, surtout lorsqu'elle s'adresse à des millions de lecteurs, un public avant tout populaire, cosmopolite (le fameux *melting-pot*), auquel manque un passé commun où l'on puisse puiser dans le réservoir à mythes (pas de Cyrano!) pour parler - parfois au sens littéral - le même langage.

Ce public de 1929, il est celui de l'Amérique en crise, celui des millions de chômeurs, celui des crève-la-faim, des sans-abri, des forçats de la danse pour gagner quelques sous (voir le roman de Horace Mac Coy *On achève bien les chevaux*). Celui qui contemple avec peur et envie la richesse et le luxe d'une pègre que n'atteint pas la crise (Al Capone ne sera inculpé qu'en 1931). Il a certes besoin de pain, mais, au moins autant, sinon encore davantage, de compen-

sations, oniriques, narcissiques, fictives, peu importe. Il a aussi besoin d'être rassuré quel que soit son âge, de savoir que vieillit, ici et là, un père ou, à tout le moins, un grand frère. Les récits qu'on verra fleurir, après la guerre, dans l'édition française de *Sélection*, sous le titre générique et emblématique « L'homme que j'ai le plus admiré... » ont leurs racines dans le besoin de chaque individu de se trouver un protecteur en période de crise : Dieu le Père, Jupiter (Zeus Pater), Napoléon, Pétain, Tarzan, Zorro, Superman.

Ce n'est pas un hasard si le premier des héros, Buck Rogers, se réveille au XXV<sup>e</sup> siècle : il a quitté son époque trop angoissante, tout comme Flash Gordon qui part pour une planète lointaine, ou Brick Bradford qui parcourt sans cesse le monde, passant parfois d'une dimension à l'autre, ou Mandrake qui vit dans l'illusion dont il a fait son arme favorite. Tous aventuriers, comme Pat Ryan et son ami Terry, agents secrets comme X9, cow-boys comme The Lone Ranger, ils veulent un monde plus pur, purgé de la canaille, à l'abri du crime et de la corruption.

Tous n'ont pas été, comme Bruce Wayne/Batman, traumatisés par le meurtre de leurs parents, ou, comme le Fantôme, par celui de leur père. Tous ne viennent pas d'ailleurs, de Krypton comme Superman, d'Atlantis comme le Submariner. Tous n'ont pas été élevés par des singes, comme Tarzan, ou par des oiseaux, comme The Black Condor. Tous ne remontent pas à l'Égypte antique, comme Hawkman, ou aux mythiques Amazones, comme Wonder Woman. Tous ne sont pas orphelins, comme Air Boy, ou déjà morts,



## CINÉMA

MÊME COMBAT

# l'âge d'or des superhéros



Nom : WONDER WOMAN.  
Née en 1941, de Charles Moulton (sc.) et H.G. Peters (d.).  
Thème : amazone robuste au lasso magique.  
Signes particuliers : fétichisme et masochisme pour la plus masculine des héroïnes de BD.  
A l'écran : téléfilm (V. McEveety, 1974; L. Horn, 1975).



Nom : SUPERMAN.  
Né en 1938, de Jerry Siegel (sc.) et Joe Shuster (d.).  
Thème : un superhéros doté de superpouvoirs.  
Signes particuliers : collier bleu, cape rouge, logo (S) et schizophrénie.  
A l'écran : dessin animé (D. Fleisher, 1941); Séries (S.G. Bennett et T. Carr, 1948; L. Sholem, 1950; K.L., 1951); films (I. R. Donner, 1978; II, R. Lester, 1980; III, K.L., 1983), nombreuses imitations, parodies, etc.



...Dracula porte la cape des oiseaux de nuit.



Nom : CAPTAIN AMERICA.  
Né en 1941, de Joe Simon (sc.) et Jack Kirby (d.).  
Thème : un surhomme pour combattre les nazis.  
Signes particuliers : fonctionnaire grâce à une drogue, un uniforme et un bouclier.  
A l'écran : Série (J. English et E. Clifton, 1944); film TV (R. Holcomb, 1978; I. Nagy, 1978); film (A. Pyun, sortie prévue en 1990).



POUR LA PREMIÈRE FOIS DE MA VIE, JE REGRETTE DE NE PAS ÊTRE SARDINE DU MERLAN!  
ET LA MER MONTE TOUJOURS.  
Nom : THE PHANTOM (= LE FANTÔME). Né en 1936, de Lee Falk (sc.) et Ray Moore (d.).  
Thème : lutte contre le mal depuis quatre siècles au cœur de l'Afrique.  
Signes particuliers : collier rouge, culotte rayée.



Nom : FLASH GORDON (= GUY L'ÉCLAIR).  
Né en 1934, d'Alex Raymond.  
Thème : un héros qui lutte sur la planète Mongo.  
Signe particulier : le plus célèbre et le plus exotique.  
A l'écran : Séries (F. Staphani, 1936; F. Beebe et R. Hill, 1938; F. Beebe et R. Taylor, 1940, tous montés en films); film (M. Hodges, 1980; parodie porno, *Flesh Gordon*, 1974).

## Les tigr de papier

comme le Spectre. Mais tous portent en eux la caractéristique du héros : solennité et schizophrénie, pour surmonter et frustrations, désirs sublimés et abnégation. En somme, ils ne reflètent — en les grossissant par la magie du merveilleux et de la fiction — que les sentiments de leurs lecteurs dont ils ne sont que les projections, rendues méconnaissables au fil du temps.

Cette crise, à la fois économique, politique et morale, qui fut celle de l'Amérique des années 1929-1936, d'autres l'ont aussi exprimée, à leur façon. Il est intéressant de constater que la même période voit fleurir tous les mythes fondateurs du fantastique cinématographique : *Dracula*, *Frankenstein*, le *Loup-Garou*, les *morts-vivants*, la *Monic*, *King-Kong*. Tous naquirent entre 1931 et 1935.

Ces mêmes années voient naître le roman noir, avec Burnett et Hammett et, progressivement, le film de la même couleur. Bref, tout se passe comme si, devant la crise, chaque art avait réagi à sa façon pour l'exorciser. La littérature a choisi le réalisme : plus de *murder party*, plus de criminels raffinés que l'on découvre dans un vieux manoir et devant une bonne tasse de thé. Au contraire, un décor sordide, des affaires minables, un héros pas très réjouissant, du bas de gamme, pour gagner sa croûte. Le cinéma, lui, a préféré la surenchère; il est vrai qu'il avait l'exemple de l'expressionnisme allemand face à la crise d'après-guerre. Le cinéma, donc, a domé du monde contemporain une vision sublimée, horrifiée, grand-guignolesque parfois, pour effrayer en rassurant et vice-versa. Devant une telle galerie de monstres qui —

autre problème — posent la question de la normalité (l'anormalité), le spectateur frissonne, certes, mais rit devant l'outrance.

La bande dessinée, elle, a préféré la voie de l'identification (tous les petits garçons peuvent devenir *Captain Marvel*) et de la compensation. Avec le succès que l'on sait. « Ah, si *Brick Bradford* était avec nous ! », se serait écrit un officier américain pendant la bataille du Pacifique (1). On pense à Reagan rêvant de recourir à Rambo après l'affaire des otages de Téhéran. Car la prégnance de ces héros fut telle que, passée la crise et venue la seconde guerre mondiale, ils furent tous embauchés pour lutter contre le mal absolu, celui que véhiculaient les nazis et surtout les Japonais.

Déjà, Buck Rogers se réveillait dans une Amérique envahie par les Mongols (craintes en 1929 devant l'expansionnisme japonais) et organisait la résistance. Déjà *Flash Gordon* lutait, en 1934, contre le cruel Ming, un fasciste asiatique. Mais dès les années de guerre, ils furent tous mobilisés. Terry affrontait aussi les Japonais, dont Air Boy détruisait l'aviation. *The Submarine*, en bon *Atlante*, s'attaquait avec succès à la flotte allemande. *Wonder Woman* et *Captain America*, qui furent, eux, créés tout spécialement pour cela, cassent du nazi, vignette après vignette. *Superman*, *Tarzan*, le *Fantôme* et bien d'autres tombèrent un jour ou l'autre sur des espions nazis ou japonais tapés dans un coin de rue, de jungle ou de galaxie. A sa façon, le comicbook accomplissait l'effort de

guerre demandé, tout comme Hollywood et, somme toute, avec autant d'efficacité. Car si le genre ne manque pas de bandes réalistes qui mettaient en scène de simples G.I., il s'illustra surtout, dans ces années-là, par la mutation des tâches qui attendaient héros et superhéros. Certes, il fallait bien en revenir au crime de temps en temps, mais ce ne fut plus, l'espace d'un lustre, l'essentiel. On comprend que, pour certains, la démobilitisation fut cruelle. *Captain America* disparut (rassurez-vous, il réapparaîtra plus tard), bien d'autres aussi. Seuls restèrent en scène ceux qui reprirent leur ancien métier de défenseur de l'ordre et — surtout — qu'ils illustrèrent ou qu'ils avaient commencé d'illustrer les écrans. Les vedettes des *Séries*, puis des séries TV, conservèrent, avec des hauts et des bas, de nouvelles générations qui suivaient, hors contexte historique, leurs exploits.

Cela explique bien des malentendus et bien des critiques qui, dès la fin de la guerre, s'en prirent à la bande dessinée. Comme de mettre en parallèle le S de Superman avec SS (les *Temps modernes*, octobre 1955). Ces critiques ne sont pas toujours dénuées de fondement, malgré l'outrance. Elles ne pèchent que par un côté : l'oubli des circonstances économiques, morales et politiques qui virent la naissance et le développement de ces tigrs de papier. Encore capables de rugir un demi-siècle après.

CLAUDE AZIZA.

(1) Cité par Jacques Sadoul dans 93 ans de BD, « J'ai lu », 1989, n° 2561, p. 42.

## L'antidote de l'horreur

En l'espace de cinq ans (1931-1935), le cinéma d'épouvante donne naissance à tous les mythes fondateurs. Tandis que, lentement, le roman noir prend forme, d'abord en littérature (dès 1929), puis au cinéma, où il persistera jusqu'à la fin des années 50.

1929: W.R. Burnett, *le Petit César* (film en 1930, M. LeRoy). D. Hammett, *la Moisson rouge* (premier roman d'un « privé » passé à la littérature).

1930: D. Hammett, *le Faucon maltais*; la *Clé de verre*.

1931: J. Whale, *Frankenstein* (premier film d'une longue série). T. Browning, *Dracula* (première adaptation cinématographique d'un mythe, porté au théâtre en 1924). R. Mamoulian, *les Carrefours de la ville*, scénario de D. Hammett. W. Wellman; *l'Homme public*.

1932: T. Browning, *Freddie*. R. Mamoulian, *Docteur Jekyll et Mr. Hyde* (pas la première, mais — sans doute — la meilleure version, avec celle de V. Fleming, en 1941). K. Freund, *la Moisson* (premier avatar d'un monstre qui va hanter les studios). J. Whale, *l'Homme invincible*. V. Halperin, *les Morts-vivants* (première apparition des zombies). E.C. Kenton, *l'Île du Docteur Moreau*. H. Hawks, *Scarface*. W.R. Burnett, scénariste. C. Brabin, *la Bête de la cité*, scénario de W.R. Burnett.

1933: M. Cooper et E.B. Shoedsak, *King-Kong*.

1934: J. Cain, *le Facteur comme toujours deux fois* (sera adapté deux fois à l'écran).

1935: S. Walker, *le Monstre de Londres* (première apparition du loup-garou). F. Tuttle, *la Clé de verre* (l'après D. Hammett).

1936: J. Cain, *Assurance sur la mort*.

1937: H. Mac Coy, *Un linceul n'a pas de poche* (ne pourra paraître en Amérique qu'en 1948). R. Chandler (qui écrit depuis 1933), *le Grand Sommeil* (avec *Adieu ma jolie*, 1948), le premier d'une belle série.

1940: W.R. Burnett, *High Sierra*, adapté par J. Huston au cinéma le même année.

1941: J. Huston, *le Faucon maltais* (l'après D. Hammett).

C.A.



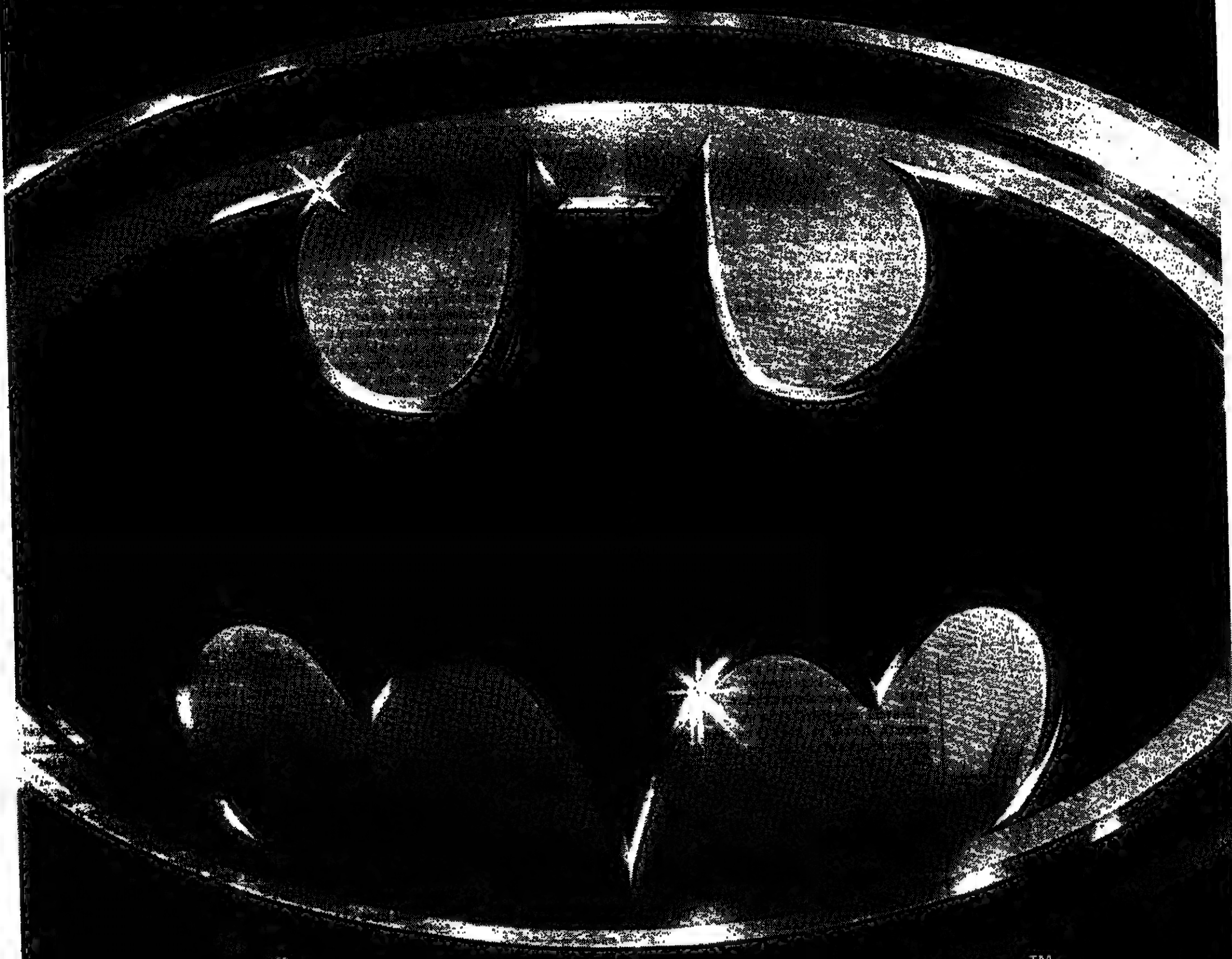




صحنه من الامل

... La Monde • Jeudi 14 septembre 1989 29

JACK NICHOLSON • MICHAEL KEATON



BATMAN

AUJOURD'HUI

WARNER BROS. GUBER-PETERS COMPANY TIM BURTON JACK NICHOLSON MICHAEL KEATON KIM BASINGER BATMAN ROBERT WUHL PAT HINGLE KIMMY INT WILLIAMS MICHAEL KNOCH JACK PATANDE RAY LOVJOY ANTON FURST PRINCE DANNY ELFMAN BENJAMIN MELNIKER MICHAEL USLAN CHRIS KENNY BOB KANE DC COMICS SAM HAMM SAM HAMM WARREN SKARLEN JOHN PETERBY PETER GUBER TIM BURTON

70 MM  
DOLBY

VO : GAUMONT AMBASSADE - UGC BIARRITZ - GEORGE V - FORUM HORIZON - LE BRETAGNE - VF : PARAMOUNT OPERA - GAUMONT OPERA

VO : GAUMONT AMBASSADE - UGC BIARRITZ - UGC ODEON - PUBLICIS ST-GERMAIN  
GAUMONT LES HALLES - UGC MAILLOT - ESCURIAL PANORAMA - LA BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGREVELLE  
VF : GRAND REX - GEORGE V - UGC MONTPARNASSE - PATHE MONTPARNASSE - GAUMONT ALESIA - PATHE WEPLER  
NATION - GAMBETTA - UGC LYON BASTILLE - UGC Gobelins - UGC CONVENTION - SAINT LAZARE PASQUIER

ET DANS LES MEILLEURES SALLES DE LA PERIPHERIE



## DISQUES

## CLASSIQUE

Beethoven  
par Vlado Perlemuter  
et Maurizio Pollini

Aux pianistes français manque le poids du son pour être des beethoveniens reconnus. Non qu'ils jouent mal les sonates du « Grand Mogol » et, sans vouloir remonter jusqu'à Yves Nat, il suffit d'écouter Alain Planès, Georges Pindermaier, Michel Dalberto, Jean-Bernard Pommier ou Jean-François Heisser pour se persuader du contraire, mais jusque dans les pics d'intensité, ces formidables musiciens ne se départent que rarement d'une réserve — qui n'est pas de l'ironie comme chez Backhaus, mais une sorte de distance intellectuelle — qui leur fait privilégier la beauté du son au détriment de l'ampleur du timbre.

Certaines œuvres leur vont mieux : les concertos, les variations, par exemple.

Modèle vénéré dans les œuvres de Ravel, Mozart, Chopin, Debussy et Fauré, Vlado Perlemuter joue Beethoven dans la grande manière de Kempff. Peut-être aussi dans celle d'Arthur Schnabel, qui fut son modèle à une époque (à la charnière des années 20 et 30) folle du piano diabolique de Vladimir Horowitz. La sonorité du vieux maître a beau être lumineuse, elle ne manque jamais de densité ; si son phrasé est souple, sa rythmique est d'acier (même lorsque ses doigts dérapent légèrement).

Et si ce jeu est à l'évidence soumis à la raison, l'imagination et la générosité du geste instrumental le font oublier aussitôt.

Hans Sorkin, Arrau, Richter, Nelson Freire, Horowitz et Annie Fischer, il n'y a plus guère de pianistes pour jouer les *Adieux*, l'*Appassionata* ou les *Variations Éroïques* avec la hauteur de vue, la subtilité et la culture de Perlemuter. En tout cas, pas Maurizio Pollini, dont le dernier disque consacré aux sonates la



*Tempête*, *Waldstein*, op. 79 et les *Adieux*, expose encore cette vilaine sonorité et cette nervosité qui conduisent le pianiste italien à ces phrasés hachés, à ces fortissimos brutaux, oubliés de toute poésie, de toute intériorité.

Maurizio Pollini évolue curieusement, en vérité. Son jeu a perdu de son évidence, de sa supériorité technique et de son rayonnement. Pour beaucoup de pianistes, la quarantaine est une mauvaise période.

Certains en sortent transfigurés, d'autres y perdent le meilleur de leur art. Prions pour que celui-ci, il y a quinze ans, révolutionnait notre écoute du répertoire romantique et ouvrait une voie royale à ses jeunes confrères suive l'évolution de Claudio Arrau plutôt que celle de Vladimir Ashkenazy ou d'Alexis Weissenberg.

A. L.

\* 1 disque compact Nimbus NI 5133, 63' 25". Texte de présentation en anglais (Vlado Perlemuter).

\* 1 disque compact Deutsche Grammophon 427 642-2, 72' 05". Texte de présentation en français (Maurizio Pollini).

Berlioz  
par Bashmet et Inbal

*Harold en Italie* est l'une des œuvres les moins spectaculaires de Berlioz, l'une des plus poétiques, l'une de celles qui devraient plaire même à ce ceux qui ne pressent guère le héros du romantisme français.

Écrite avec une minutie d'orfèvre, cette symphonie avec alto principal fourmille de détails instrumentaux colorés, de rythmes savamment entrecroisés, éman-

cipe le soliste pour mieux l'intégrer à la trame orchestrale, voire pour lui donner la possibilité de se taire ! (ce qu'il fait en de longs moments), car *Harold* n'est pas un concerto pour alto et orchestre.

Souvent enregistré (plus rarement joué en concert), *Harold en Italie* a rarement connu de grandes réussites discographiques. Prises de son trop floues, style flamboyant mais trop imprécis, soliste au premier plan, la musique de Berlioz perdait au disque de ses belles qualités. L'enregistrement de Nobuko Imai et Colin Davis (Philips) échappait, seul ou presque, à ces outrages.

Mahlerien convaincu, Elihu Inbal a toutes les qualités qu'exige Berlioz. Il respecte avec un soin maniaque les indications de la partition, il a du nerf et de la délicatesse, il est exalté et recueilli. L'orchestre de la Radio de Francfort le suit au doigt et à l'œil (on pourra tout au plus reprocher à certains de ses pupilles de manquer de virtuosité individuelle). Et comme la prise de son est belle, limpide, fidèle, honnête en un mot.

Bashmet joue avec sa perfection d'intonation coutumière, son archet ne semble avoir aucun poids, sa main gauche est vive, incrustée au carrosse. Dans son jeu passe toutes les couleurs, tous les états d'âme exigés par la partition. Le plus bel *Harold* du disque.

A. L.

\* Un disque compact Decca CO 73207, 40'. Texte de présentation (excellent) en français, anglais et allemand.

## ROCK

## Material

Bill Laswell, producteur, bassiste, compositeur américain, se promène depuis le milieu des années 70 sur les franges de la musique contemporaine, qu'il produise Mick Jagger ou James Blood Ulmer, ou qu'il joue au sein de Material, un groupe à l'identité fluctuante qui, pour cet album, accueille, entre autres, le violoniste indico Shankar et William S. Burroughs. La présence du vieux poète (à qui le rock doit beaucoup, des noms de Soft Machine et Steely Dan à l'expression *heavy metal*) tire *Seven Souls* vers la littérature : Burroughs déclame ses vers apocalyptiques

d'une voix monocorde de préteur sous librams, et sur deux titres (*Soul Killer* et *Western Land*) la trame tourne à la torpeur.

La greffe poétique est ratée, mais, sur le reste du disque, que Burroughs se fasse plus discret ou qu'il soit carrément absent, le foisonnement musical est d'une richesse éblouissante. *Ineffect*, le premier titre, dépasse d'un cran le concept de village planétaire avec sa démonstration de house mondiale, chant arabe et violon indien, cuivres soul et rythmique hip hop. A chaque fois que Material joue avec ces collages étourdissants, *Seven Souls* atteint des sommets d'inventivité et d'intelligence.

T. S.

\* Un disque compact Virgin. Existe également en cassette et en cassettes.

## Eurythmics

Annie Lennox et Dave Stewart sont deux bernard-ferme. Voilà dix ans qu'ils reprennent des formats que la marée rock a abandonnés lors de ses reflux successifs et qu'ils les investissent pour leur donner une nouvelle vie, une autre vie. Ils se plient aux contraintes de la pop pour l'habiter d'une violence affective, d'une agressivité qu'on trouve habituellement ailleurs qu'au sommet des hit-parades. *Savage*, leur dernier album avait rompu l'équilibre qu'ils avaient jusqu'ici trouvé entre le charme et le fiel, en faisant un disque synthétique et étouffant de tension. Qui, surtout, ne s'était pas vendu.

*We Too Are One* doit donc d'abord être lavé du soupçon qui entache un retour à la normale après un échec commercial. Naturellement, la maison de disques fait de gros efforts pour le vendre, naturellement, une bonne moitié des titres laissent, une petite impression de déjà-vu. Pourtant l'album, de *We Too Are One*, l'ouverture soul avec son riff emprunté à Stevie Wonder, à *When The Day Goes Down*, la ballade grandiose, finit par basculer là où on ne l'attendait plus. *Revival* résume sans doute assez bien ce cours nouveau, mélange de gospel et de rock cynique. Annie Lennox aurait voulu être Aretha Franklin, et Dave



Stewart Keith Richards. Il ne leur manque que la foi et ils le savent. Lennox chante sans cesse les anges et les miracles, mais elle sait qu'ils ne viendront jamais.

T. S.

\* Eurythmics : *We Too Are One*, un disque compact RCA, distribution BMG. Existe également en cassette et en cassettes.

## JAZZ

Compilations :  
la chasse aux papillons

La collection *Jazz Masterpieces*, chez CBS, relève d'un genre. Celui des morceaux choisis. Les chefs-d'œuvre sont réunis par thème, par dates, ou par auteur. Ils offrent les avantages (souvent sensibles) et les défauts (toujours désarmants) du genre. Un solo inoubliable de Lester Young avec Count Basie (*The Essential Count Basie*, vol. 3, 46 1098) et aussi bien un disque parfaitement inutile (*Live at the Village Vanguard*, 462 401). Anthologies, compilations, morceaux choisis, le procès a été instruit cent fois. Le compact le règle d'un coup. Le public n'aurait plus de goût pour les marathons et l'exigence. Il veut papillonner. Suivons-le donc. Mais à quand une « compilation » des coups de cymbales dans les années 30 ?

A relever tout de même dans les dernières parutions CBS, *The Small Group* (années 40) pour Woody Herman (461 094) ; un bon ensemble de l'époque be-

bop (*The bebop Era*, 461 096) avec le premier solo de Lee Konitz, les arrangements de Claude Thornhill et la première interprétation d'*Epitaphy*, en 1942 ; *The Great Concert*, de Dave Brubeck (462 403), alternant des morceaux sans intérêt et la moitié d'une des meilleures prestations en public du quartet (à Carnegie Hall) ; un remarquable ensemble Ray Bryant (*Can Alma*, 461 097) ; les raretés de *The Singers* (461 095) ; et, évidemment, les rééditions systématiques de Louis Armstrong en *Hot Five* et *Hot Seven* (463 051/52).

Quant à la compilation de classiques (tous en tempo moyen, celui des dieux) empruntés à des disques de Miles Davis enregistrés entre 1961 et 1963, disques composés avec soin (car cela se pense, un disque), tous parfaitement disponibles. Compilation inutile en toute simplicité *Ballads* (CBS 461 099), ouvertement destinées aux étourdis, aux jeunes mariés qui viennent de recevoir leur premier lecteur de compacts, aux séducteurs à l'ancienne (*Glass of champagne*)... Trop ouvertement, c'est là que le bât blesse.

F. M.

## Marteau, pianos,

En 1955, le Festival de la Société internationale de musique contemporaine eut lieu à Baden-Baden. C'est là que fut créé le *Marteau* sans maître, de Pierre Boulez. Contre la volonté de la section française, Heinrich Strobel, bousilleur de la première heure, patron de la musique à la Radio allemande, dut, paraît-il, frapper du poing sur la table et exorcer un habile chantage pour vaincre les résistances hexagonales. Ces neuf versets pour petite formation instrumentale, glozes intriquées de trois poèmes de René Char (chantés par une mezzo), connurent alors un fulgurant succès.

L'œuvre fut, depuis, fréquemment enregistrée, généralement sous la direction du compositeur, y compris par la créatrice au Petit Marigny, en 1956, pour le Domaine musical : Marie-Thérèse Cahn. A même été rééditée en compact la version de 1964, soliste Jeanne Deroubaix, parue chez Adès ; combativité discographique exceptionnelle pour une œuvre à peine âgée de trente-cinq ans.

Et voici que le *Marteau* nous arrive une nouvelle fois sur disque compact, enregistré en direct, en mars 1985, lors d'un concert à Baden-Baden, revenu en quelque sorte sur son lieu de naissance, comme s'il avait fallu

que la boucle fût bouclée. Y aura-t-il un nouvel enregistrement du *Marteau* dirigé par Boulez ? Celui-ci rassemble de très près à un aboutissement tant il révèle de tension entre la sensualité, la linéarité « hokousienne » de l'écriture vocale (timbre si doux d'Elizabeth Laurence) et la nervosité électrique, la suspension organisée du pointillisme instrumental.

Les cinq musiciens de l'InterContemporain, les percussionnistes en particulier, jouent cela comme une œuvre de répertoire mille fois remise sur la mêlée, et dont tous les périls auraient été conjurés : dans le pur plaisir d'une virtuosité survoltée. C'est dans l'antagonisme naturel, et donc irréductible, des deux parties en présence — voix d'un côté, percussions, alto, flûte de l'autre — que naît « la camaraderie féconde », ce rapport explosif de rivalité assumée inventé là par Boulez entre texte et musique. On comprend, encore aujourd'hui, qu'il ait fallu se battre pour imposer cette musique en 1955.

Le deuxième livre des *Structures* pour deux pianos est l'une des pages préférées des boulezéens patentés. Pi-Hsien Chen et Bernhard Wambach s'alignent avec les Kontarsky sur



un terrain où les deux frères allemands semblaient imbattables (leur enregistrement pour Wergo figure toujours au catalogue) ; leurs outsiders ne sont pourtant pas distancés, ne seraient-ce que parce que leur technique est nettement plus fluide et leur sonorité beaucoup plus délicate.

Enfin, une curiosité et, sauf erreur, une « première » discographique complète le généreux minutage de ce CD : la version initiale, pour piano seul, des douze *Motations* que Pierre Boulez avait longtemps laissées

## Boulez

dans ses tiroirs pour les reprendre ultérieurement et les orchestrer. Neuf minutes un peu incolores, peut-être parce qu'elles sont ici coincées entre deux éblouissants sommets.

Notons, pour terminer, qu'il n'est pas si facile, même quand on s'appelle Boulez, de faire publier sur disque argenté de la musique « difficile » : CBS a demandé, pour l'édition de ce CD, l'aide de la Fondation Total pour la musique. Sponsoring modeste, il est vrai (pas plus de 40 000 F) et presque normal si l'on sait que Total est désormais le mécène officiel de l'ensemble InterContemporain. Curieuse conception du mécénat industriel, néanmoins, qui consiste à aider la formation française la mieux dotée par l'État (l'EC reçoit à lui seul deux fois plus de subventions que tous les autres ensembles de musique contemporaine française). Et de coproduire un disque Boulez quand tant de jeunes compositeurs pleurent pour commencer à se faire connaître, après leur premier CD.

A. R.

\* Un disque compact CBS MK 42612, 66'40". Le texte de présentation reprend en partie l'analyse du *Marteau* publiée dans le *Pierre Boulez* de Dominique Janusz aux éditions Fayard/SACEM.

## Berlioz pri

Berlioz pri... (The text is partially obscured and mostly illegible due to the image quality and angle.)

## Pour les abonnés

Pour les abonnés... (The text is partially obscured and mostly illegible due to the image quality and angle.)

صلى الله عليه وسلم



## MUSIQUES

« BENVENUTO CELLINI » A LYON

# Berlioz pris au mot par les Anglais

Neuvième édition du Festival Berlioz. La surprise d'une version de *Benvenuto Cellini* inédite en France. A la fin de sa vie, Berlioz avait exprimé sa préférence pour un format réduit et une formule opéra-comique. Les musicologues anglais n'ont pas voulu le contrarier.

**B**ENVENUTO CELLINI s'inspire des *Mémoires* du célèbre orfèvre florentin, ce n'est donc pas un opéra comme les autres. On le fit cruellement sentir à Berlioz le soir de la création, à l'Opéra de Paris, en septembre 1838. Les démentis d'un artiste fantasque du début du dix-neuvième siècle avec le pouvoir pontifical n'étaient pas de nature à intéresser un public guère porté à l'idéalisme et qui voyait d'un mauvais œil les héros que la jeune génération romantique avait formés à son image.

Plus tard, quand les idéaux de 1830 furent entrés dans les mœurs, il ne parut plus du tout insensé de transporter sur une scène d'opéra des compositeurs (Hans Sachs chez Wagner, Palestrina chez Pfitzner, Mozart et Salieri chez Rimsky), des poètes (Clément Marot chez Messager, Shakespeare chez Ambroise Thomas, André Chénier chez Giordano) ou des peintres (Matthias Grünewald chez Hindemith). En ce domaine, l'opéra de Berlioz avait ouvert la voie. Mais il semble que la paternité du projet revienne à Alfred de Vigny avec lequel le compositeur était fort lié à cette époque. Le poète, qui, dans *Stello* (1832), avait montré à travers les morts tragiques de Gilbert, Chatterton et Chénier que les artistes sont les victimes désignées de l'indifférence du pouvoir en place, ne pouvait qu'être séduit par les *Mémoires* de Benvenuto Cellini, dont la traduction venait de paraître. Et c'est lui, semble-t-il, qui conseilla à Berlioz de les lire pour y trouver un sujet d'opéra radicalement différent de ceux que confectionnait alors Eugène Scribe pour Meyerbeer, Auber ou Halévy.

Vigny, avec la collaboration d'Auguste Barbier, rédigea un projet assez audacieux en quatre actes ; les relations orageuses de Cellini avec ses rivaux et avec le pape formaient la matière principale. Ce livret fut, bien entendu, refusé par la direction de l'Opéra de Paris. Tournant alors leurs espoirs vers la Salle Favart, Berlioz et ses librettistes allégèrent la conception originale pour en faire un opéra-comique où les dialogues parlés remplaceraient les récitatifs. La proposition se heurta à nouveau à une fin de non-recevoir.

Les choses en seraient restées là si un article particulièrement fantaisiste de Berlioz, narrant les aventures du ténor Rubini à Calais (paru dans la *Gazette musicale* en octobre 1834), n'avait attiré l'attention du rédacteur en chef du *Journal des débats*, qui le reproduisit et fit de cette publication le point de départ d'une collaboration régulière - qui dura trente ans. Le *Journal des débats* était l'organe officiel du gouvernement, et la famille Berlioz, qui le dirigeait, avait ses entrées partout. La nomination à l'Opéra d'un nouveau directeur, Duponchel, et l'association d'un second librettiste, Léon Wailly, proche du pouvoir également, facilitèrent notablement l'avancement du projet et son acceptation du bout des lèvres. *Benvenuto Cellini* redevenait un grand opéra - mais en deux actes seulement - avec récitatifs.

Au fil de sa métamorphose progressive en opéra-comique, l'intrigue s'était allégée. Le fond restait sérieux, mais des éléments cocasses devaient le rendre plus attrayant. « Si j'ai du succès, écrivait pourtant



« Si j'ai du succès, il sera scandaleux et violent ».

Berlioz à sa sœur Adèle, ce sera un succès scandaleux et violent à cause du sujet même de ma pièce et des intentions satiriques qu'elle contient. » La première fut en effet scandaleuse et violente, mais l'hostilité visait autant l'œuvre, trop singulière, que les protections officielles qui, paradoxalement, avaient permis qu'on montre sur la scène de l'Académie royale de musique comment les puissants et les médiocres finissent par s'incliner devant le génie triomphant d'un artiste non conformiste. Tout cela traité dans un style et sous une forme qui rompaient avec les habitudes de ce temple de la routine.

Devant cet échec aussi compréhensible qu'immérité, Berlioz tenta loyalement d'expurger de sa partition ce qui rebutait trop les auditeurs. Rien n'y fit. Et, après quatre représentations, l'ouvrage ne reparut plus au palais Garnier avant 1972. Entre-temps, Liszt l'avait fait représenter à Weimar en 1852 et, devant l'accueil mitigé du public, avait suggéré quelques transformations à Berlioz, qui les réalisa volontiers. L'idée était de resserrer l'action (et la partition) ; de transformer notamment les deux tableaux du second acte en un seul pour former l'acte 3, tandis que les deux tableaux du premier acte original étaient baptisés actes 1 et 2.

Sous cette répartition en trois actes, *Benvenuto Cellini* fut encore l'objet d'une cabale à Londres en 1853, mais s'imposa ensuite à Weimar et connut quelques succès en Allemagne. C'est avec la version de Weimar qu'on inaugura en 1913 le Théâtre des Champs-

Elysées et qu'on a fêté sa réouverture l'an dernier. Entre-temps, la présentation au Festival Berlioz, en 1982, à Lyon d'une version plus proche de celle de la création avait pourtant démontré que l'œuvre avait perdu dans cette révision en vraisemblance et en contenu musical. Après ce salutaire retour aux sources, le Festival Berlioz a jugé opportun de donner cette année la parole à ce qu'on pourrait appeler l'école musicologique anglaise. Elle respecte les intentions exprimées par Berlioz dans plusieurs lettres écrites à la fin de sa vie : transformer *Benvenuto Cellini* en opéra-comique avec dialogues parlés.

C'est sous cette forme que l'ouvrage fut d'ailleurs repris à Covent Garden en 1966, puis enregistré sous la direction de Colin Davis en 1972 (1) et récemment donné au Mai musical florentin. La production lyonnaise bénéficiera des dernières retouches que le musicologue Hugh Mac Donald a apportées à son travail de reconstitution pour l'édition Bärenreiter (à paraître en décembre prochain). Les metteurs en scène, Patrice Chaurier et Moshé Leiser, tenaient en outre, après leur travail sur les *Trois Troyens* l'an dernier, à cette version opéra-comique qui leur permet de mieux cerner le rythme dramatique. D'accord en cela avec le chef d'orchestre, John Nelson, qui travaille chaque jour avec eux et les chanteurs depuis la mi-août.

GERARD CONDÉ

(1) Un coffret de trois disques compacts Philips 416 955-2.  
\* Les 16, 20, 23, 28 septembre, 20 h 30, le 1er octobre, 16 heures, auditorium Maurice-Ravel.

## SÉLECTION PARIS

**Vendredi**

**Schubert**

*Symphonie n° 5*

**Chostakovitch**

*Symphonie n° 8*

Orchestre symphonique de Chicago.

Sir Georg Solti (direction).

La venue de l'Orchestre de Chicago est toujours un événement et une grande leçon de professionnalisme pour nos orchestres, même si l'on peut parfois regretter sa virtuosité un peu extérieure, son brillant excessif. Sir Georg Solti va bientôt laisser sa place à Daniel Barenboim, à un chef aux qualités exactement contraires aux siennes. Solti dirige avec une autorité, une précision rythmique assez époustouflantes. Un curieux mélange de sécheresse et de sensibilité qui trouvent leur meilleur emploi dans le répertoire lyrique et dans les œuvres symphoniques spectaculaires (il est plus à l'aise dans Richard Strauss ou Tchaïkovski que dans les symphonies de Mozart, de Schubert ou de Brahms).

Solti a justement inscrit la Cinquième Symphonie de Schubert à son programme... et la Huitième de Chostakovitch (son chef-d'œuvre symphonique avec la Dixième). Une symphonie qui s'ouvre par un déchirant adagio de plus de vingt minutes. Bloc de granit seulement comparable au finale de la Neuvième de Mahler. Solti y sera à son aise.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 46-83-88-73.

chefs d'orchestre français aux commandes d'une prestigieuse formation étrangère : l'Orchestre symphonique de Vienne. Une orchestre qu'il a emmené récemment en tournée aux États-Unis qui lui ont réservé un accueil diaphanique. Prétre ne vient pas à Paris avec son orchestre, mais avec l'Orchestre symphonique de Bamberg. Une formation dans la grande tradition allemande dont les interprétations de Brahms, Mozart, Haydn et Richard Strauss sont justement réputées.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 46-83-88-73.

**Samedi 16**

**Stravinsky**

*8 Miniatures instrumentales*

*2 Poèmes de Rimbaud*

*3 Poèmes de la lyrique japonaise*

*Concertino pour 12 instruments*

Concertino

Woborn

*2 Lieder op. 8*

*4 Lieder op. 13*

**Hindemith**

*Kammermusik n° 3 op. 38*

**Poulenc**

*Le Bel masqué*

Catherine Mapiol (soprano), Gilles Cochevalle (baryton), Pierre Stracchi (violoncelle), Ensemble InterContemporain, Ingo Metzmacher (direction).

Poulenc au programme de l'InterContemporain ? Un acméisme auquel l'ensemble de Pierre Boulez ne nous avait guère habitués.

Luxembourg, Abbaye de Royaumont, 20 h 45. Tél. : 30-36-30-16. Location Fondation Royaumont. Franc. Postal. De 70 F à 90 F.

**Lundi 18**

**Brahms**

*Requiem*

Orchestre symphonique de Bamberg.

Chœur et solistes.

Georges Prêtre (direction).

Georges Prêtre peut s'enorgueillir d'être l'un des rares

## RÉGIONS

**Besançon**

**Toldra**

**Martin Y Soler**

**Turina**

**Granados**

*Airs et mélodies*

Teresa Berganza (soprano).

Orchestre de chambre de Zurich.

Edmond de Stoutz (direction).

Coupée du répertoire populaire, les cantatrices françaises chantent la mélodie française avec une précision assez souvent ridicule.

Le 15. Théâtre municipal.

20 h 30. Tél. : 81-61-62-80.

De 55 F à 180 F.

**Rimski-Korsakov**

*La Grande Pique russe*

→

## Pour les abonnés du « Monde »

A l'auditorium des Halles-Théâtre musical de Paris, des places au tarif « collectifs » pour un mini-festival de cinq concerts, jazz, classique et lyrique.

Enfoui à l'extrémité du Forum des Halles, tout près de la Vidéothèque de Paris, tout proche de l'église Saint-Eustache, l'auditorium des Halles-Théâtre musical de Paris est la salle parisienne la plus centrale, la plus facile d'accès, l'une des mieux conçues acoustiquement pour accueillir les petites formations. Le Châtelet en assure la programmation cette saison. Mélange des genres (du jazz au muséo-hall en passant par le baroque), horaires des concerts adaptés à l'affluence ambiante (de 19 heures à 21 heures)... Cette annexe du Châtelet devrait devenir un détour obligé pour les mélomanes.

D'entrée de jeu, les abonnés du Monde ont la possibilité de bénéficier des tarifs « collectifs » pour cinq concerts composant un mini-festival pluridisciplinaire, bénéficiant ainsi d'une économie de 15 %.

— Trevor Pinnock (récital de clavecin), le 18 septembre 1989, 110 F au lieu de 130 F.

— Michel Portal Unit (jazz), le 30 septembre 1989, 85 F au lieu de 100 F.

— Astor Piazzolla (bandonion), le 6 octobre 1989, 110 F au lieu de 130 F.

— Quartette de jazz Dom Salvador, le 7 octobre 1989, 85 F au lieu de 100 F.

— François Le Roux, baryton (récital de mélodies françaises), le 10 octobre 1989, 110 F au lieu de 130 F.

Soit cinq concerts pour un prix de 500 F.

Adressez votre chèque établi à l'ordre du Théâtre du Châtelet, joignez-y vos références (inscrites en haut à gauche du journal) en découvrant le coin de votre quotidien. Envoyez le tout au Théâtre du Châtelet, relations publiques, 2, rue Edouard-Colonne, 75001 Paris, en précisant le (ou les) concert (s) choisi (s) ainsi que le nombre de places correspondantes. Votre (vos) place (s) vous sera(ont) adressée(s) par la poste directement par le Châtelet.

Les demandes pour Trevor Pinnock et Michel Portal Unit doivent parvenir avant le 21 septembre. Pour Astor Piazzolla, le Quartette de Dom Salvador et François Le Roux, avant le 29 septembre.

Dans Télérama cette semaine

## Perec n'avait pas dit son dernier mot.

Sept ans après sa mort, Georges Perec s'amuse encore à nous faire des surprises, avec "53 jours" : un roman inédit dont Télérama vous fait lire un extrait. Articles, témoignages, jeux signés Perec... huit pages pour rendre hommage à cet ancien collaborateur de Télérama.

Egalement au sommaire de Télérama cette semaine : Georges Simenon, Howard Buten, Jeremy Irons pour son film Australia, Jacques Doillon, Batman et tous les super-héros, Venise, Serge Moati, Chateaubriand par Jean d'Ormesson, Charles Aznavour, Gary Cooper et Agnès Varda.



Télérama : l'intelligence des plaisirs.  
Chaque mercredi chez votre marchand de journaux.



## MUSIQUES

## Tchoukovaï

1<sup>er</sup> Concerto pour piano et orchestre

## Chostakovitch

Symphonie n° 10

Viktor Postnikov (piano), Orchestre symphonique d'État de Moscou, Gennadi Rodionov (direction).

Viktor Postnikov sort de plus en plus fréquemment d'Union soviétique, seule ou en compagnie de son mari, Gennadi Rodionov. Pianiste dans la grande tradition soviétique, elle joint à une technique accomplie une originalité de jeu qui captive l'attention. Et même si l'on pense tout connaître du Premier Concerto de Tchostakovitch, il faut aller l'écouter jouer ce tube inoubliable.

Le 16, Palais des sports, 20 h 30. Tél. : 81-51-52-30. De 80 F à 200 F.

## Carrouges

## Mozart

Quatuor à cordes KV 458 et KV 587

Quatuor pour clarinette et quatuor à cordes KV 581

Michel Porzi (clarinette), Quatuor Issey.

Le sublime Quintette de Mozart par le Quatuor Issey et Michel Porzi ? Aucune hésitation.

Le 17, Château, 17 heures. Tél. : 33-27-21-15. 100 F.

## Cons-la-Grandville

## Mozart

Quatuor à cordes KV 578

## Haydn

Quatuor à cordes n° 3 op. 74

## Beethoven

Quatuor à cordes n° 3 op. 69

Quatuor Salomon de Londres. Un excellent quatuor qui joue sur instruments anciens, c'est-à-dire des instruments montés avec des cordes en boyau, des instruments qui n'ont pas été modifiés (manches rallongés, par exemple) au dix-neuvième siècle ou au début du vingtième pour supporter

la tension des cordes en métal. Le résultat ? Leur sonorité est plus douce, moins puissante car leurs harmoniques aigus sont moins puissants. Ces quatuors retrouvent par ce ressourcement (sinon par le style d'exécution) un peu de l'esprit des grands quatuors du début du siècle. Notre écoute s'en trouve renouvelée avec bonheur.

Le 16, Salle d'honneur du château, 20 h 30. Tél. : 82-44-87-48. De 80 F à 120 F.

## Toulouse

## Mozart

Femelle KV 475 et Sonate KV 467 pour piano

Rondo pour piano KV 511

Sonate pour piano KV 570

## Beethoven-Liszt

Transcription de la 9<sup>e</sup> Symphonie

Laurent Cabasso (piano).

Laurent Cabasso n'est pas un pianiste français au sens habituel du terme. Le délire des doigts n'est pas son fort : la froide élégance non plus. Cabasso est un poète qui joue Mozart, Schubert, le jeune Beethoven et certains Schumann avec poésie et délicatesse. Ce qui lui manquait pour convaincre tout à fait ? Une plus grande liberté et un contact plus direct avec son public. Ces choses-là s'apprennent sans difficulté. Pas la musicalité et Cabasso en est abondamment pourvu.

Le 16, Cloître des Jacobins, 21 heures. Tél. : 61-23-32-00. De 60 F à 100 F.

## JAZZ

## Metz

Flam'n'Co à l'Arsenal

Sous un titre croquignolet, un programme franchement soigné. L'Arsenal de Metz présente trois jours de jazz pur. Avec des noms qui comptent. Premier plan, Enrique de Melchior, Cristobal Reyes et leurs groupes, Carmen Linares

(chant). La Susi et Manuela Carrasco (danseuses incontestables) féménisent avec bonheur un défilé de six spectacles couronné par la Cumbre, réunion annuelle des stars du moment. Flamenco ? certes... flamenco et compagnie : des duos de guitare, de piano entre classiques populaires, plus la Cobia la Principal de Barcelona. Grande initiation à la musique espagnole.

Le 15 septembre : duo Carvera (19 heures), Enrique de Melchior, Carmen Linares, Cristobal Reyes (21 heures) ; le 16 : Cobia la Principal (14 h 30), duo Gonzalez-Garcho (17 heures), La Cumbre (20 h 30). Le 17 : La Susi, Manuela Carrasco (17 heures). De 80 à 125 F. Abonnement : 400 F. A l'Arsenal, avenue Ney, Metz. Tél. : 87-74-16-18.

## Paris

## Philippe Petit

Un guitariste fin, longtemps compagnon de Barney Wilen, sans fioritures ni ruses. Philippe Petit est musicien de jazz. C'est tout. En club, il s'offre, timide, seulement d'apparence. Pour la musique, il la laisse venir en toute liberté. Avec une rare élégance de toucher.

A partir du 15 septembre à 22 heures, au Duo des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-36-51-13.

## Art Farmer

Un des sons les plus purs, les plus tremblants, au bugle. Un jeu d'une clarté lunaire à la trompette. Art Farmer ne fait pas partie des stars répertoriées. Chance supplémentaire de l'entendre dans l'intimité.

Avec Alain Jean-Marie, Riccardo Del Fra et Charles Belloc, du 19 au 23 à 23 heures au Petit Oportuno, 18, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1<sup>er</sup>. Également avec Eric Barret, Maurice Vander, Pierre Hiché et Daniel Hamard, le 17 septembre à 21 heures au club du Troisième Jazz en Touraine à Montouze-sur-Loire. Tél. : 47-45-00-46.



Matt Johnson, la calvitie la plus séduisante du rock britannique, secrétaire général et membre unique de The The, se décide enfin à monter sur scène. Il le fait en compagnie de Johnny Marr, le guitar-hero qui fut la moitié de son des Smiths. Une soirée pour têtes bien folles.

## Francis Cabrel

A partir du 15, il s'installe au Zénith pour la longue étape parisienne de Sartecane Tour. Pour son meilleur album, on peut raisonnablement supposer qu'il a préparé son meilleur spectacle.

De 15 septembre au 7 octobre, au Zénith, porte de Pantin, Paris 19<sup>e</sup>. 140 F.

## Blois

## Rock au cœur

Un festival bref (deux soirées) qui réunit les inévitables (et personne ne songe à s'en plaindre) du rock français, plus quelques surprises, avec le vendredi soir : The Sun (groupe blois), Dominic Sonic, les incurables romantiques de Gamine, et les très drôles et très malins Sarelites. Le lendemain soir, Jad Wio et les inséparables (ou presque) Mano Negra et Nègresses vertes.

Le 19 septembre à 23 h 30, au Rex Club, 8, bd Poissonnière, Paris 2<sup>e</sup>. Tél. : 42-36-83-00. 60 F.

## ROCK

## Paris

## The The

Enfin sur scène, Matt Johnson, l'homme le plus sérieux du rock anglais. Ce qui le rend parfois ennuyeux, mais le plus souvent passionnant

et émouvant (voir notre photo-légende). Le 19 septembre, à 20 h 30, au Casino de Paris, 16, rue de Clichy, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 48-74-15-80. 120 F.

## Kevin McDermott

Encore un Glaswegian (comme Simple Minds, Texas, Deacon Blue ou Gun). Encore un Ecossais qui rêve et joue en améri-

cain, cette fois un rock épais, un peu campagnard, facilement mais rageusement. Dans la lignée des rockers celtiques, il est plus proche de Van Morrison que de Bono.

Le 19 septembre, à 23 h 30, au Rex Club, 8, bd Poissonnière, Paris 2<sup>e</sup>. Tél. : 42-36-83-00. 60 F.

74-21-22. 75 F par soirée ; 210 F les deux.

## DANSE

## New York

## City Ballet

La question traude les aficionados : comment le NYCB survit-il à la mort de son inventeur et maître son George Balanchine ? Le maître garde-t-il le cap sous la direction des capitaines Jerome Robbins et Peter Martins, ou donne-t-il de la gîte ? Des rumeurs laissent entendre que l'illustre troupe n'est plus tout à fait ce qu'elle était. A Paris d'en juger. Le NYCB propose de superbes programmes. Ouverture le 19 (soirée de gala), très balanchinienne avec Serenade, Rubies et Western Symphony. Suivent Divertimento n°15, The Waltz Project, Symphony in Three Movements (le 20) ; The Four Temperaments, Tchaikovsky pas de deux, Apollo, Symphony in C (le 21) ; Glass Pieces, Antique Epigraph, Moves, The Concert (le 22) ; Divertimento n°15, Antique Epigraph, Moves, Symphony in Three Movements (le 23) ; The Four Temperaments, Tchaikovsky pas de deux, Apollo, The Concert (le 24 en matinée), Glass Pieces, The Waltz Project, Symphony in C (le 24, en soirée).

Théâtre des Champs-Élysées. Le 19 septembre, à 20 heures. Le 20 au 24 septembre, à 20 h 30. Matinée le 24 septembre, à 14 h 30. Tél. : 47-20-36-37 (42-66-69-76, pour le gala). Durée non commercialisée. De 70 F à 330 F (1000 F ; 2000 F pour le gala du 19, 3000 F... si vous sautez).

## La sélection

« Musiques »

« a été établie par :

Alain Lompech

« Jazz » :

Francis Marmande

« Rock » :

Thomas Sotinel

« Danse » :

Sylvie de Nassac

VO: GEORGE V - FORUM HORIZON - LES PARNASSIENS  
14 JUILLET ODÉON - 14 JUILLET BEAUGRENELLE.  
VF: PATHÉ FRANÇAIS - LES MONTPARNOS - GAMBETTA - FAUVETTE  
PATHÉ CLICHY

PRÉSENTÉ AU FESTIVAL DU CINÉMA AMÉRICAIN DE AUVILLE 1989

# JUSQU'AU BOUT DU REVE

## FIELD OF DREAMS

KEVIN COSTNER

UNE PRODUCTION GORDON GOMANY UN FILM DE PHIL ALDEN ROSSON "JUSQU'AU BOUT DU REVE" "FIELD OF DREAMS"  
KEVIN COSTNER AMY MADGAN JAMES EARL RAY JOTTA BURT LANCASTER "D'APRÈS LE LIVRE "POÉSIES" DE W. K. KENNEDY"  
MUSIQUE JAMES HENNER DIRECTION DE LA PHOTOGRAPHIE JOHN M. HOLLEY CHER DÉCORATEUR DENNIS CASNER PRODUCTEUR EXECUTIF JEAN PIERRE  
PRODUCTEURS LAWRENCE GORDON ET CHARLES GORDON ADAPTÉ ET RÉALISÉ PAR PHIL ALDEN ROSSON

# SOUCHON

EN CONCERT AU CASINO DE PARIS  
A PARTIR DU 17 OCTOBRE 1989.

EUROPE 1

Location : toutes agences Fnac, Virgin Magasins et par  
téléphone au 45 72 11 22

Album Ultra Moderne Solitude, disponible sur disque compact,  
cassette et disque.



# THÉÂTRE

RENCONTRE AVEC ROGER MIRMONT

## Le blouson doré de la Comédie-Française

Piébéen, paillard, Roger Mirmont campe, dans la *Célestine* mise en scène par Antoine Vitez, un valet retors et jovial au côté de Jeanne Moreau. Il est depuis deux ans pensionnaire à la Comédie-Française, on le découvre.

L a la dégaine souple d'un chat sauvage qui a appris à caresser ses maîtres dans le sens du poil, mais n'a, au fond, rien de domestiqué de ses instincts. Au côté du Parmeno plus fragile, plus aristocratique incarné par Jean-Yves Dubois, ange détourné du Bien par la diabolique Célestine, Roger Mirmont est Sempronio, valet piébéen, mais un peu blouson doré, comme son maître Calixte. Sempronio, c'est la sève montante, dangereuse du sexe, et d'une classe pas encore née. Athlétique, un peu Méphistophélès, tel que l'a souhaité Antoine Vitez, un metteur en scène que Roger Mirmont, a priori, n'était pas destiné à rencontrer.

C'est Jean Le Poulain qui, il y a deux ans, l'a appelé à la Comédie-Française. Les deux hommes s'étaient rencontrés quand Roger Mirmont jouait *Mayflower*, *Fête de Broadway*, mis en scène par Pierre Mondy... bref, un répertoire du côté du comique et des théâtres privés. Puis Jean Le Poulain est entré au Français que Mirmont ne fréquentait pas, dit-il, et ils se sont perdus de vue. Jusqu'au jour où Le Poulain a proposé à Mirmont d'entrer dans la maison de Molière pour y retrouver Pierre Mondy, jouer *Monsieur de Pourceaugnac* de Molière, *Monsieur Chasse de Feydeau*. « Je le remercie éternellement ». Car, pour le poulbot du théâtre - Mirmont a débuté à neuf ans, - pour le comédien « au parcours en zigzag », plus familier des « salles pourries, des loges crasseuses » que des lambris dorés, la Comédie-Française était un mythe : « J'y retrouvais Aumont, Roussillon, les références théâtrales de ma postadolescence ».

Roger Mirmont ignore si, pour lui, ce fut un bonheur, ou un malheur, que de débiter encore enfant sur les planches. Au Théâtre d'art de Bordeaux, il a joué le *Malade imaginaire* à treize ans, puis, la mme-venne, il a dansé, chanté, dans des opérettes. Monté à Paris pour « faire l'acteur », il a été reculé au Conservatoire, et s'est retrouvé danseur, et homme nu dans *O Calcutta*. Il joue, dans le privé, des rôles aux couleurs sautillantes, comiques, des pièces de Victor Hain, Jean-Michel Ribes, Pierre Laville. Il tâte à l'écriture : « Dans le genre café-théâtre, je ne suis pas un auteur, sinon ça se saurait... Dans On vous écrira, avec Mario Dalba, on a fait des variations sur des comédiens en train de passer une audition, et on a mis tout ce qu'on savait faire : chanter, danser. L'arrière était plus prétentieux, incompréhensible. J'ai voulu parler de l'homme et de son double, du B.A. Ba de la psychothérapie, j'en avais fait une, j'étais passionné ».

Energique, un peu broillon, Roger Mirmont n'est pas un intellectuel. Il le sait, parle de sa « pauvre culture », avoue lire peu de pièces de théâtre, car il a besoin du plateau pour que les mots, les sentiments ne lui restent pas une abstraction. Racine lui fut longtemps étranger. Il sait très bien, encore, qu'il a mené sa carrière de comédien en passant des « arbres de Noël » à la *Mémoire apprivoisée*, comme je le faisais à Bordeaux ». Au cinéma, au théâtre, s'il a conservé certains bons souvenirs, il parle, sans les citer, des rôles qui lui ont fait « mal à la tête », parce qu'il ne s'y sentait pas bien. « Mais tout est important, le bon



« Vitez sait voler la vérité des acteurs ».

comme le mauvais, et, en disant cela, je ne me réfugie pas derrière un écran de fumée. L'éclectisme de mon parcours m'a permis de sélectionner par le négatif. Un jour, une amie m'a dit, parlant de son mari : « Il a su tout de suite où était son buisson d'épines. Moi j'ai mis du temps, mais j'ai décidé de redresser la barre, de ne plus aller où ça me faisait mal... »

Jamais la route de Roger Mirmont n'a croisé celle des metteurs en scène qui, dans les années 70, se sont imposés dans le paysage français, du côté des théâtres subventionnés. « Refus de l'embrigadement, allégation... ça n'empêche pas ce que je nomme mon humilité pugnace. A la Comédie-Française, on se rend compte que l'on n'est rien, car avant, et après vous, chaque rôle appartient à tant d'autres acteurs. Il ne s'agit pas d'être le meilleur, mais au mieux de ce qu'on peut être. Le bonheur du jeu, c'est de réconcilier le corps et l'esprit. Tous les soirs, c'est à reconquérir, car l'équilibre est fragile entre le jeu et le surjeu, le moment recréé et la reproduction plate ».

Lui qui dit aimer Bergman, Woody Allen, l'humour anglo-saxon grincant sur fond de drame, rêver de rejouer le *Malade imaginaire*, il a rencontré, avec Sempronio, un rôle qui lui a permis de donner une autre mesure de lui-même, une couleur comique et sombre, avec une vitalité enfin canalisée. « Pas de second degré », m'a dit Vitez, qui m'a prévenu : « Je n'ai pas d'humour. C'est faux. Il a un humour bien à lui, il suffit de le voir faire des propositions de jeu ».

Il m'a parlé, pour Sempronio, de Méphistophélès, du music-hall, donné des images. Un jour il m'a vu assis, en train de me gratter la tête. « Voilà, Sempronio, c'est ça », m'a-t-il dit. Il sait voler l'inconscient, la vérité des acteurs. Sa façon de travailler est assez proche de celle du cinéma, où l'on vous dit qu'un plan est bon quand la caméra vous vole un instantané ».

Roger Mirmont ignore encore quel pain il mangera après la *Célestine*, dans quels rôles on le distribuera. S'il est inquiet, apparemment, sur ses capacités à passer enfin, à quarante ans, une autre étape, l'incertitude sur ses rôles à venir le gêne peu, il a confiance : « Je ne suis pas, en la matière, mon meilleur conseiller ». De Sempronio, il aime cette phrase, il la cite sans cesse en réponse à son fils de trois ans qui l'assaille de « Pourquoi ? » : « Poser une question dont on connaît la réponse ou donner la réponse quand on l'ignore me paraît également erroné ».

ODILE QUIROT.

\* La *Célestine* de Fernando de Rojas, au Théâtre national de l'Odéon. Voir renseignements pratiques ci-contre.

## SPECTACLES NOUVEAUX

**L'Avare**  
de Molière,  
mise en scène  
Pierre Franck,  
avec Michel Bouquet,  
Juliette Carré,  
Charles Gonzales,  
John Arnold,  
Jeanne Moreau,  
Christine Fauron,  
Jean-Yves Dubois,  
Elizabeth Catroux,  
Catherine Ferron,  
Muriel Mayette  
et Jean-Luc Boutté.

Hier malade imaginaire, aujourd'hui Harpagon, Michel Bouquet n'en finit pas d'habiter, pour notre plus grand plaisir, les passions des grands caractères peints par Molière. En avare amoureux de sa cassette mais, peut-être, plus encore de la jeunesse, il jongle avec les teintes subtiles du drame et de la comédie, s'efforce à placer des gestes de rien, des regards de biais qui laissent prévoir une maladresse. Il nous conduit, dans une mise en scène resserrée, tout droit au bord du gouffre.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18°. A partir du 16 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-06-49-24. Durée : 2 h 05. De 20 F à 200 F.

**L'Avare**  
de Molière,  
mise en scène  
de Jean-Paul Roussillon,  
avec Michel Bouquet,  
Juliette Carré,  
Charles Gonzales,  
John Arnold,  
Jeanne Moreau,  
Christine Fauron,  
Jean-Yves Dubois,  
Elizabeth Catroux,  
Catherine Ferron,  
Muriel Mayette  
et Jean-Luc Boutté.

La mise en scène de Jean-Paul Roussillon, sociétaire honoraire qui ne craint pas les chemins balisés, nous mène hors les murs - il a joué Tilly, Yasmina Reza, Robert Pinget et Thomas Bernhard - aura vingt ans cette année : un record de longévité, digne du répertoire défendu par la Comédie-Française.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1°. A partir du 16 septembre. Les soirées, samedi et dimanche à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 2 h 45. De 40 F à 180 F.

**La Célestine**  
de Fernando de Rojas,  
mise en scène  
d'Antoine Vitez,  
avec Jeanne Moreau,  
Juliette Carré,  
Charles Gonzales,  
John Arnold,  
Jeanne Moreau,  
Christine Fauron,  
Jean-Yves Dubois,  
Elizabeth Catroux,  
Catherine Ferron,  
Muriel Mayette  
et Jean-Luc Boutté.

Sur les escaliers terribles - entre deux et enfers - dessinés par Jannis Kokkos pour la Cour d'honneur du Palais des papes à Avignon, où le spectacle fut créé, Jeanne Moreau invente une Célestine gaillarde, encore pleine d'une sève que les ans n'ont pas tarie, hors de tous les poncifs de ce personnage mythique du drame espagnol. C'est le récit proliférant d'un monde sans pitié, où le désir s'insinue de toutes parts, mais tue. Ses héros sont une entremetteuse, des truands, des prostituées, un noble père, que trompe sa fille par amour fou pour un Rameo aux appétits dévorants. Antoine Vitez, d'Avignon à Paris, a réduit la durée de son spectacle de cinq à trois heures.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 8°. A partir du 19 septembre. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 14 h 30. Tél. : 43-28-70-32. Durée : 3 h 30. De 57 F à 180 F.

**Charles IX**  
de Marie-Joseph Chénier,  
mise en scène  
de Jean-Louis Martin-Barbez,  
avec Xavier Blanc,  
François Bogaerts,  
Michel Cacace,  
Doris Cabocles,  
Patrick Carli,  
Vincent Carliat,  
Yveline Hemon,  
Bernard Jousset,  
Gérard Martel  
et Christine Stribaldi.

Une des meilleures pièces de l'auteur le plus remarquable de la Révolution française : Charles IX, de Marie-Joseph Chénier, le petit frère du poète André ; certaines tirades annoncent Victor Hugo. Ce fut la première œuvre « de circonstance » créée en 1789, et le public ne s'y est pas trompé.

**PLAGE DE LA LIBERATION**  
DE ROLAND FICHET  
MISE EN SCÈNE : RENE LOYON  
AU  
THEATRE DE L'AQUARIUM  
12 SEPTEMBRE AU 15 OCTOBRE  
43 74 99 61

**Théâtre de la Bastille**  
Salle du bas  
**HELENE DELAVAU**  
**LA REPUBLICAINE**  
du 15 au 30 septembre à 21h  
dim. à 17h relâche lun. et jeu.  
Salle du haut  
**TRIO FLAMMER / BARREAU / STOCHL**  
**SYMPHONIE DECONCERTANTE**  
du 15 au 30 septembre à 19h30  
dim. à 15h30 rel. lun. et mer. 27109  
Réservations 43.57.42.14 76, rue de la Roquette 75011 Paris

**THEATRE DE L'ATELIER**  
**MICHEL BOUQUET**  
**JULIETTE CARRÉ**  
**CHARLES GONZALES**  
**JOHN ARNOLD**  
**GILLES GASTON-DREYFUS**  
**L'AVARE**  
de  
**MOLIERE**  
Mise en scène **PIERRE FRANCK**  
Décor **PACE** - Costumes **GABRIEL DU RIVAU**  
**FRANCK-OLIVIER BONNET**  
**JULIETTE MAILHÉ**  
**CLOTILDE COURAU**  
**SEBASTIEN FLOCHE**  
**JEAN-JACQUES GIRY**  
**PASCAL FONTAINE - FRANCIS SCHUHMACHER**  
**JACQUES BURON**

à la Grande Arche  
de la Défense  
**la traversée de PARIS**  
Arrivée le 31 décembre 1989



# THÉÂTRE

qui assomble d'instinct les tentatives de Charles IX et celles de Louis XVI, de Catherine de Médicis et de Marie-Antoinette. A suivre, avec, plus tard en octobre, cinq autres curiosités de l'époque.

Cité internationale universitaire, 21, bd Jourdan, 14<sup>e</sup>. A partir du 19 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 45-39-39-40. Durée : 1 h 45. De 35 F à 80 F.

**La Croisade**  
avec Steven Wozan et Corine Soen.

Le Festival du théâtre du geste, toujours : un ange timide et maladroit rencontre une femme le soir de son anniversaire et l'entraîne dans une ronde nocturne autour de l'éternelle question : « Qui sommes-nous ? »

Amazons de Paris, 110, rue des Amazons, 20<sup>e</sup>. A partir du 19 septembre. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 45-66-42-17. 80 F et 90 F.

**La Folle Journée ou le Mariage de Figaro**  
de Beaumarchais, mise en scène d'Antoine Vitez, avec Catherine Deneuve, Geneviève Casile, Alain Pélissier, Dominique Rezac, Catherine Sabrier, Dominique Costantini.

La première mise en scène d'Antoine Vitez à la Comédie-Française depuis sa nomination comme administrateur général. Dans le décor d'un parc, en automne, un imbroglio galant à l'ombre grandissante de la Révolution. Une folle journée qu'Antoine Vitez a voulu tout à la fois comédie gaie, insouciance et « grave satire de la politique et des mœurs ». Lors de la création, en mars dernier, l'harmonie n'était pas eultrée.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1<sup>er</sup>. A partir du 15 septembre. Les lundis et vendredis à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 40 F à 180 F.

**La Machine infernale**  
de Jean Cocteau, mise en scène de Jean-Marie, avec Françoise Fabian, Caroline Cellier, Olivier Brasseur et Francis Lemaire.

Comptons sur Jean-Marie, la Bête de la Belle, dont le nom est indissociable de celui de Jean Cocteau, pour faire revivre l'enchantement de cette curieuse Olympe où l'ironie rivalise avec le surréalisme, l'argotique avec le littéraire, Sophocle avec l'anachronisme.

Espace Pierre Cardin, 1-3, av. Gabriel, 8<sup>e</sup>. A partir du 15 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-88-28-75. 15 h 30. Tél. : 42-88-28-75.

**La Révolution française**, encore et toujours, mais cette fois vue par un des hommes les plus passionnés et les plus lucides du dix-neuvième siècle : Michelet, écrivain, archiviste et professeur qui vécit la Révolution comme une Passion, qu'il endura : par deux fois, il fut suspendu, pour raisons politiques, de sa chaire au Collège de France, en 1848, et en 1851. Pour traverser ce monde de visionnaire, Simone Benmussa s'est entourée d'acteurs formidables.

Théâtre national de l'Odéon, petite salle, 1, place Paul-Claudel, 6<sup>e</sup>. A partir du 19 septembre. Du mardi au dimanche à 18 heures. Le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-26-70-32. Durée : 1 h 20. De 40 F à 80 F.

**Michel et le Don des larmes**  
de Michel, mise en scène de Simone Benmussa, avec Béatrice Dumas, Catherine Hégel, Gérard Giraudon, Yves Guez et Roland Barthe.

La Révolution française, encore et toujours, mais cette fois vue par un des hommes les plus passionnés et les plus lucides du dix-neuvième siècle : Michelet, écrivain, archiviste et professeur qui vécit la Révolution comme une Passion, qu'il endura : par deux fois, il fut suspendu, pour raisons politiques, de sa chaire au Collège de France, en 1848, et en 1851. Pour traverser ce monde de visionnaire, Simone Benmussa s'est entourée d'acteurs formidables.

Théâtre national de l'Odéon, petite salle, 1, place Paul-Claudel, 6<sup>e</sup>. A partir du 19 septembre. Du mardi au dimanche à 18 heures. Le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-26-70-32. Durée : 1 h 20. De 40 F à 80 F.

**Moi, Feuerbach**  
de Tankred Dorst, mise en scène de Stephan Meldegg, avec Robert Hirsch, Alain Fomayeur et Paulette Frantz.

Solitude, folie et toute-puissance de l'imagination : l'écrivain allemand Tankred Dorst (Toller) excelle dans l'évocation d'un univers théâtral et d'un comédien au chômage qui, n'ayant personne à incarner, croit à être plus personne... Gageons que Robert Hirsch excellera lui aussi dans son rôle d'historien au loup passé psychiatrique, d'homme vieillissant et idéaliste, luttant pied à pied contre ses ombres.

La Bruyère, 5, rue la Bruyère, 9<sup>e</sup>. A partir du 15 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-74-76-93. Durée : 1 h 50. De 80 F à 180 F.

**Le Peste**  
d'Albert Camus, mise en scène de Francis Huster, avec Francis Huster.

Il met en scène, il adapte et il joue, seul en scène, Oran, les milieux de rats dans la rue, les prophéties et la lutte contre d'une ville portes fermées, racontées par un homme qui refuse de se résigner au mal, le docteur Rieux du roman publié par Albert Camus en 1947. Chronique d'un fléau, de l'effroi et de la séparation par un de nos comédiens les plus populaires, Francis Huster, qui campait la saison passée un Lorenzaccio pris au piège d'une autre peste, la luxure et le pouvoir.

Porte Saint-Martin, 18, bd Saint-Martin, 10<sup>e</sup>. A partir du 14 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. Durée : 1 h 40. De 35 F à 200 F.

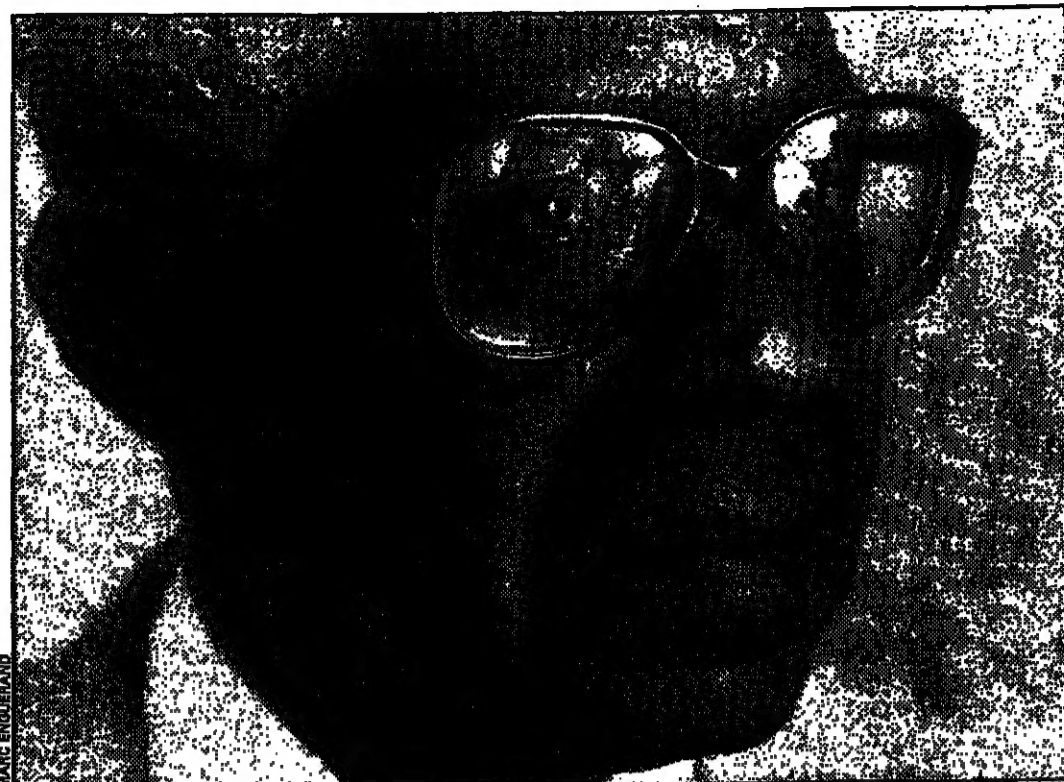
**Sade-Concert d'enfers**  
d'Enzo Cosman, mise en scène de Philippe Adrien, avec Nils Arestrup, Laurence Bonnaud, Nathalie Corde, Jean Dastumy, Ariane Fazzuoli, Monica Flory, Jean-Marie Galey, François Girat, Denis Liger-Milant et Claude Merle.

La dernière pièce, parue aux Éditions de Minuit, d'un des jeunes auteurs français les plus joués et controversés d'aujourd'hui, Enzo Cosman, fasciné, après bien d'autres, par la biographie du divin marquis. Une passion qu'il partage avec le directeur de l'Atelier de recherche et de réalisation théâtrale, Philippe Adrien qui a monté, il y a une dizaine d'années, l'Œuvre de la tête - Effet Sade. Une surprise, dans la distribution : Nils Arestrup, tout juste échappé de la Masette dans la mise en scène de Konchalevsky.

Cartoucherie Théâtre de la Temples, route du Champ-de-Manceuvre, 12<sup>e</sup>. A partir du 19 septembre. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-26-36-38. Durée : 4 heures. De 40 F à 90 F.

**Le Souper**  
de Jean-Claude Brisville, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Claude Rich, Claude Brasseur, Serge Kralowick et Laurent Rey.

Un face-à-face très attendu - Claude Rich et Claude Brasseur, après son George Dandin, mis en scène par Roger Planchon, prend goût aux planches. Un auteur plaisamment talentueux, tout comme le metteur en scène et le décorateur : ce Souper



**Le flamboyant des Caraïbes, le poète rebelle et visionnaire, celui qui fit don d'un feu noir tout neuf à la vieille langue d'ici, l'ami des surréalistes, entre-tisse, dans Une saison au Congo, les sinuosités de la politique et les qualités particulières de la culture africaine. Le Festival d'Avignon, l'événement, lui a rendu hommage. La pièce du tribunal et député de la Martinique inaugure la saison de Théâtre national de la Colline.**

**Le Peste**  
d'Albert Camus, mise en scène de Francis Huster, avec Francis Huster.

Il met en scène, il adapte et il joue, seul en scène, Oran, les milieux de rats dans la rue, les prophéties et la lutte contre d'une ville portes fermées, racontées par un homme qui refuse de se résigner au mal, le docteur Rieux du roman publié par Albert Camus en 1947. Chronique d'un fléau, de l'effroi et de la séparation par un de nos comédiens les plus populaires, Francis Huster, qui campait la saison passée un Lorenzaccio pris au piège d'une autre peste, la luxure et le pouvoir.

Porte Saint-Martin, 18, bd Saint-Martin, 10<sup>e</sup>. A partir du 14 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. Durée : 1 h 40. De 35 F à 200 F.

**Sade-Concert d'enfers**  
d'Enzo Cosman, mise en scène de Philippe Adrien, avec Nils Arestrup, Laurence Bonnaud, Nathalie Corde, Jean Dastumy, Ariane Fazzuoli, Monica Flory, Jean-Marie Galey, François Girat, Denis Liger-Milant et Claude Merle.

La dernière pièce, parue aux Éditions de Minuit, d'un des jeunes auteurs français les plus joués et controversés d'aujourd'hui, Enzo Cosman, fasciné, après bien d'autres, par la biographie du divin marquis. Une passion qu'il partage avec le directeur de l'Atelier de recherche et de réalisation théâtrale, Philippe Adrien qui a monté, il y a une dizaine d'années, l'Œuvre de la tête - Effet Sade. Une surprise, dans la distribution : Nils Arestrup, tout juste échappé de la Masette dans la mise en scène de Konchalevsky.

Cartoucherie Théâtre de la Temples, route du Champ-de-Manceuvre, 12<sup>e</sup>. A partir du 19 septembre. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-26-36-38. Durée : 4 heures. De 40 F à 90 F.

**Le Souper**  
de Jean-Claude Brisville, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Claude Rich, Claude Brasseur, Serge Kralowick et Laurent Rey.

Un face-à-face très attendu - Claude Rich et Claude Brasseur, après son George Dandin, mis en scène par Roger Planchon, prend goût aux planches. Un auteur plaisamment talentueux, tout comme le metteur en scène et le décorateur : ce Souper

**Le Peste**  
d'Albert Camus, mise en scène de Francis Huster, avec Francis Huster.

Il met en scène, il adapte et il joue, seul en scène, Oran, les milieux de rats dans la rue, les prophéties et la lutte contre d'une ville portes fermées, racontées par un homme qui refuse de se résigner au mal, le docteur Rieux du roman publié par Albert Camus en 1947. Chronique d'un fléau, de l'effroi et de la séparation par un de nos comédiens les plus populaires, Francis Huster, qui campait la saison passée un Lorenzaccio pris au piège d'une autre peste, la luxure et le pouvoir.

Porte Saint-Martin, 18, bd Saint-Martin, 10<sup>e</sup>. A partir du 14 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. Durée : 1 h 40. De 35 F à 200 F.

**Sade-Concert d'enfers**  
d'Enzo Cosman, mise en scène de Philippe Adrien, avec Nils Arestrup, Laurence Bonnaud, Nathalie Corde, Jean Dastumy, Ariane Fazzuoli, Monica Flory, Jean-Marie Galey, François Girat, Denis Liger-Milant et Claude Merle.

La dernière pièce, parue aux Éditions de Minuit, d'un des jeunes auteurs français les plus joués et controversés d'aujourd'hui, Enzo Cosman, fasciné, après bien d'autres, par la biographie du divin marquis. Une passion qu'il partage avec le directeur de l'Atelier de recherche et de réalisation théâtrale, Philippe Adrien qui a monté, il y a une dizaine d'années, l'Œuvre de la tête - Effet Sade. Une surprise, dans la distribution : Nils Arestrup, tout juste échappé de la Masette dans la mise en scène de Konchalevsky.

Cartoucherie Théâtre de la Temples, route du Champ-de-Manceuvre, 12<sup>e</sup>. A partir du 19 septembre. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-26-36-38. Durée : 4 heures. De 40 F à 90 F.

**Le Souper**  
de Jean-Claude Brisville, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Claude Rich, Claude Brasseur, Serge Kralowick et Laurent Rey.

Un face-à-face très attendu - Claude Rich et Claude Brasseur, après son George Dandin, mis en scène par Roger Planchon, prend goût aux planches. Un auteur plaisamment talentueux, tout comme le metteur en scène et le décorateur : ce Souper

**Le Peste**  
d'Albert Camus, mise en scène de Francis Huster, avec Francis Huster.

Il met en scène, il adapte et il joue, seul en scène, Oran, les milieux de rats dans la rue, les prophéties et la lutte contre d'une ville portes fermées, racontées par un homme qui refuse de se résigner au mal, le docteur Rieux du roman publié par Albert Camus en 1947. Chronique d'un fléau, de l'effroi et de la séparation par un de nos comédiens les plus populaires, Francis Huster, qui campait la saison passée un Lorenzaccio pris au piège d'une autre peste, la luxure et le pouvoir.

Porte Saint-Martin, 18, bd Saint-Martin, 10<sup>e</sup>. A partir du 14 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. Durée : 1 h 40. De 35 F à 200 F.

**Sade-Concert d'enfers**  
d'Enzo Cosman, mise en scène de Philippe Adrien, avec Nils Arestrup, Laurence Bonnaud, Nathalie Corde, Jean Dastumy, Ariane Fazzuoli, Monica Flory, Jean-Marie Galey, François Girat, Denis Liger-Milant et Claude Merle.

La dernière pièce, parue aux Éditions de Minuit, d'un des jeunes auteurs français les plus joués et controversés d'aujourd'hui, Enzo Cosman, fasciné, après bien d'autres, par la biographie du divin marquis. Une passion qu'il partage avec le directeur de l'Atelier de recherche et de réalisation théâtrale, Philippe Adrien qui a monté, il y a une dizaine d'années, l'Œuvre de la tête - Effet Sade. Une surprise, dans la distribution : Nils Arestrup, tout juste échappé de la Masette dans la mise en scène de Konchalevsky.

Cartoucherie Théâtre de la Temples, route du Champ-de-Manceuvre, 12<sup>e</sup>. A partir du 19 septembre. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-26-36-38. Durée : 4 heures. De 40 F à 90 F.

**Le Souper**  
de Jean-Claude Brisville, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Claude Rich, Claude Brasseur, Serge Kralowick et Laurent Rey.

Un face-à-face très attendu - Claude Rich et Claude Brasseur, après son George Dandin, mis en scène par Roger Planchon, prend goût aux planches. Un auteur plaisamment talentueux, tout comme le metteur en scène et le décorateur : ce Souper

**Le Peste**  
d'Albert Camus, mise en scène de Francis Huster, avec Francis Huster.

Il met en scène, il adapte et il joue, seul en scène, Oran, les milieux de rats dans la rue, les prophéties et la lutte contre d'une ville portes fermées, racontées par un homme qui refuse de se résigner au mal, le docteur Rieux du roman publié par Albert Camus en 1947. Chronique d'un fléau, de l'effroi et de la séparation par un de nos comédiens les plus populaires, Francis Huster, qui campait la saison passée un Lorenzaccio pris au piège d'une autre peste, la luxure et le pouvoir.

Porte Saint-Martin, 18, bd Saint-Martin, 10<sup>e</sup>. A partir du 14 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. Durée : 1 h 40. De 35 F à 200 F.

**Sade-Concert d'enfers**  
d'Enzo Cosman, mise en scène de Philippe Adrien, avec Nils Arestrup, Laurence Bonnaud, Nathalie Corde, Jean Dastumy, Ariane Fazzuoli, Monica Flory, Jean-Marie Galey, François Girat, Denis Liger-Milant et Claude Merle.

La dernière pièce, parue aux Éditions de Minuit, d'un des jeunes auteurs français les plus joués et controversés d'aujourd'hui, Enzo Cosman, fasciné, après bien d'autres, par la biographie du divin marquis. Une passion qu'il partage avec le directeur de l'Atelier de recherche et de réalisation théâtrale, Philippe Adrien qui a monté, il y a une dizaine d'années, l'Œuvre de la tête - Effet Sade. Une surprise, dans la distribution : Nils Arestrup, tout juste échappé de la Masette dans la mise en scène de Konchalevsky.

Cartoucherie Théâtre de la Temples, route du Champ-de-Manceuvre, 12<sup>e</sup>. A partir du 19 septembre. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-26-36-38. Durée : 4 heures. De 40 F à 90 F.

**Le Souper**  
de Jean-Claude Brisville, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Claude Rich, Claude Brasseur, Serge Kralowick et Laurent Rey.

Un face-à-face très attendu - Claude Rich et Claude Brasseur, après son George Dandin, mis en scène par Roger Planchon, prend goût aux planches. Un auteur plaisamment talentueux, tout comme le metteur en scène et le décorateur : ce Souper

**Le Peste**  
d'Albert Camus, mise en scène de Francis Huster, avec Francis Huster.

Il met en scène, il adapte et il joue, seul en scène, Oran, les milieux de rats dans la rue, les prophéties et la lutte contre d'une ville portes fermées, racontées par un homme qui refuse de se résigner au mal, le docteur Rieux du roman publié par Albert Camus en 1947. Chronique d'un fléau, de l'effroi et de la séparation par un de nos comédiens les plus populaires, Francis Huster, qui campait la saison passée un Lorenzaccio pris au piège d'une autre peste, la luxure et le pouvoir.

Porte Saint-Martin, 18, bd Saint-Martin, 10<sup>e</sup>. A partir du 14 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. Durée : 1 h 40. De 35 F à 200 F.

**Sade-Concert d'enfers**  
d'Enzo Cosman, mise en scène de Philippe Adrien, avec Nils Arestrup, Laurence Bonnaud, Nathalie Corde, Jean Dastumy, Ariane Fazzuoli, Monica Flory, Jean-Marie Galey, François Girat, Denis Liger-Milant et Claude Merle.

La dernière pièce, parue aux Éditions de Minuit, d'un des jeunes auteurs français les plus joués et controversés d'aujourd'hui, Enzo Cosman, fasciné, après bien d'autres, par la biographie du divin marquis. Une passion qu'il partage avec le directeur de l'Atelier de recherche et de réalisation théâtrale, Philippe Adrien qui a monté, il y a une dizaine d'années, l'Œuvre de la tête - Effet Sade. Une surprise, dans la distribution : Nils Arestrup, tout juste échappé de la Masette dans la mise en scène de Konchalevsky.

Cartoucherie Théâtre de la Temples, route du Champ-de-Manceuvre, 12<sup>e</sup>. A partir du 19 septembre. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-26-36-38. Durée : 4 heures. De 40 F à 90 F.

**Le Souper**  
de Jean-Claude Brisville, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Claude Rich, Claude Brasseur, Serge Kralowick et Laurent Rey.

Un face-à-face très attendu - Claude Rich et Claude Brasseur, après son George Dandin, mis en scène par Roger Planchon, prend goût aux planches. Un auteur plaisamment talentueux, tout comme le metteur en scène et le décorateur : ce Souper

**Le Peste**  
d'Albert Camus, mise en scène de Francis Huster, avec Francis Huster.

Il met en scène, il adapte et il joue, seul en scène, Oran, les milieux de rats dans la rue, les prophéties et la lutte contre d'une ville portes fermées, racontées par un homme qui refuse de se résigner au mal, le docteur Rieux du roman publié par Albert Camus en 1947. Chronique d'un fléau, de l'effroi et de la séparation par un de nos comédiens les plus populaires, Francis Huster, qui campait la saison passée un Lorenzaccio pris au piège d'une autre peste, la luxure et le pouvoir.

Porte Saint-Martin, 18, bd Saint-Martin, 10<sup>e</sup>. A partir du 14 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. Durée : 1 h 40. De 35 F à 200 F.

**Sade-Concert d'enfers**  
d'Enzo Cosman, mise en scène de Philippe Adrien, avec Nils Arestrup, Laurence Bonnaud, Nathalie Corde, Jean Dastumy, Ariane Fazzuoli, Monica Flory, Jean-Marie Galey, François Girat, Denis Liger-Milant et Claude Merle.

La dernière pièce, parue aux Éditions de Minuit, d'un des jeunes auteurs français les plus joués et controversés d'aujourd'hui, Enzo Cosman, fasciné, après bien d'autres, par la biographie du divin marquis. Une passion qu'il partage avec le directeur de l'Atelier de recherche et de réalisation théâtrale, Philippe Adrien qui a monté, il y a une dizaine d'années, l'Œuvre de la tête - Effet Sade. Une surprise, dans la distribution : Nils Arestrup, tout juste échappé de la Masette dans la mise en scène de Konchalevsky.

Cartoucherie Théâtre de la Temples, route du Champ-de-Manceuvre, 12<sup>e</sup>. A partir du 19 septembre. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-26-36-38. Durée : 4 heures. De 40 F à 90 F.

**Le Souper**  
de Jean-Claude Brisville, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Claude Rich, Claude Brasseur, Serge Kralowick et Laurent Rey.

Un face-à-face très attendu - Claude Rich et Claude Brasseur, après son George Dandin, mis en scène par Roger Planchon, prend goût aux planches. Un auteur plaisamment talentueux, tout comme le metteur en scène et le décorateur : ce Souper

**L'Illiconiste**  
de Sacha Guitry, mise en scène de Jean-Luc Thévenaz, avec Jean-Claude Braly, Corine La Poutre, Alain Foye, Jean-Pierre Rando, Annie Savary, Virginie Benoit et Jacques Renard.

Dans son joli théâtre rouge et or, qui porte un nom à faire rêver, Jean-Claude Braly s'efforce de redonner au Boulevard son panache, le brillant de l'esprit caustique. Alors il s'adresse à Sacha Guitry. Les auteurs susceptibles de l'égaler ne sont pas légion. Et puis, l'Illiconiste, c'est un beau titre.

Bouffes parisiens, 4, rue Montorgueil, 2<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 45, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-86-80-24. Durée : 2 h 15. De 60 F à 230 F.

**Lapin-Chasseur**  
de Jérôme Deschamps, mise en scène de Jérôme Deschamps, avec Jean-Marc Blier, Susan Carlson, Loretta Cavotta, Jacques Delplan, Jean Delavande, Sylvie Jobert, Jean-François Dancargue, Philippe Dupont, Maurice Lamy et Alain Marguier.

Reprise du triomphe qui a tenu la saison à Chaillot. Du grand Deschamps, l'humour au bord du vide. Entre cuisine et restaurant, en attendant le client, c'est le calme qui précède la frousse. Imperturbables, ils jouent du piano ou de l'accordéon, lavent, épluchent, se croisent avec pertes et fracas et c'est insaisissable.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 h 50. De 80 F à 130 F.

**Les Meilleurs Amis**  
de Hugh Whitmore, mise en scène de James Roscoe-Evans, avec Edwige Fenech, Guy Trépo, et Henri Virlogeux.

La nonne, l'humaniste et l'icomoclaste : trois personnages à priori peu faits pour s'entendre, mais cette amitié triangulaire réelle entre le directeur d'un musée de Cambridge, une religieuse bénédictine et Bernard Shaw d'un des années. Ils se sont écrit, beaucoup. Le trio qui aujourd'hui relève le gant à lui aussi le feu sacré.

Comédie des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-20-08-24. Durée : 2 heures. De 80 F à 280 F.

**Piège de la Libération**  
de Roland Fichet, mise en scène de René Luyon, avec André Calès, Annie Lunas, Yves Ferry, Gérard Loris, Michel Chaigneau, Wright Glendon et Jocelyn Seltz.

Un auteur à découvrir, il n'a pas connu la seconde guerre mondiale mais brasse le souvenir et la mémoire, les vieilles histoires entre résistants et collabos, tandis qu'à la guerre tout court a succédé la guerre économique et le repli sur les « valeurs » nationales. Roland Fichet écrit l'Histoire récente comme une tragédie, loin des trop commodes anthèmes, avec optimisme en quelque sorte. Quant à mettre en scène, René Luyon, il faut avoir l'œil sur lui.

Cartoucherie Théâtre de l'Aquarium, route de la Pyramide, 12<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-74-80-51. Durée : 2 heures. De 80 F à 90 F.

**Port-Royal**  
d'Henry de Montherlant, mise en scène de Raymond Giron, avec Simone Valère.

Claudio Ancelot, George Bruc, François Cadot, Louise Conte, Jean Dancely, Annie Deland, Patrick Dupont, Brigitte El Bar et Yvette Ferréol.

Avec Montherlant, on est tranquille. On sait qu'on va entendre de nobles propos, des débats essentiels. On connaît ses positions plutôt rigoureuses sur la morale du sacrifice. Alors si on y va, c'est qu'on a choisi d'entendre ces nobles propos, de réfléchir sur ces débats essentiels.

Mademoiselle, 19, rue de Surcouf, 8<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-85-57-08. Durée : 2 heures. De 65 F à 240 F.

**Un bon moment Balzac**  
d'après Balzac, mise en scène de Téo Spychalski, avec Jean Tervet, Paul Ducharme, Nathalie Cayrol, Sylvie Catherine Benoit, Carole Jolly, Claude Lantier, Jean Thompson et Gabriel Accard.

Quand les Quabécis arrivent, en général, ça décoiffe. C'est l'épave de Balzac pour faire une sorte de farce décapante, façon Noces chez les petits bourgeois de Brecht. Tout au moins c'est ce qui apparaît dans leur présentation. On peut leur faire confiance.

Lucarne Forum Centre national d'art et d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 h 30. Tél. : 45-47-57-34. De 85 F à 130 F.

**Blais**  
Une Caravane : cinquième Festival de théâtre européen.

Fin de la tournée qui a mené les habitants de ce village nommé construit autour de quatre chapiteaux-théâtres de Leningrad à Blois, en passant par Prague, Berlin, Copenhague, Varsovie. Ils sont tous là, rendez-vous, le Licedei et Svoja Igra d'URSS, le Footbarn Theatre de Grande-Bretagne, le Teatro Nucleo d'Italie, l'Osmego Dnia de Pologne, le Cerc Peillies de Barcelone, le Divadlo Na Provazku de Tchécoslovaquie, la Compagnie du hasard de Blois. Fes on clowns, cirque des relations humaines ou politiques, la Nuit du théâtre, le 16 septembre, les rassembleront tous.

A partir de 15 h 30. Jusqu'au 17 septembre. Parc des expositions, 41000 Blois. Tél. : 54-74-44-26. De 15 F à 60 F.

**ÉTRANGER**

**Gendève**  
**Le Poisson Scorpion**, de Nicolas Bouvier, mise en scène de Maurice Pochon, avec Gérard Gallimard.

Un récit magique, envoûtant, une plongée dans un vertigineux voyage, un conte noir corréolé par aux éditions Gallimard. Gérard Gallimard, hier Dom Juan chez Roger Planchon, le petit marchand jais du Cabaret de Jérôme Savary, confident toujours fidèle au TNP de Villeurbanne, est un conteur épatant, un grand arpenteur de mots et d'imaginaires.

Nouveau Théâtre de Poche, 7, rue du Cheval-Blanc. Du 19 septembre au 25 octobre. Tél. : (01) 41-22 28-39-48. Location au 28-37-38. Durée non communiée.

**La sélection théâtre**  
a été établie par : Odile Quiriot.

**DOM JUAN**

**M.C.93 BUBICNY**

**Maréchal Ardi**

48 31 11 45

27 SEPT - 31 OCT

**Entre le**

**GRAND PALAIS**

**FIGURATION CRITIQUE 89**

**Doko**

**VUILLARD**

**ILLUSTRATION**

**GALLERIE BELL**

صلى الله عليه وسلم



# ARTS

LES BATISSEURS DE CATHÉDRALES A STRASBOURG

## Entre les hommes et Dieu

Un bilan, une synthèse, un tour d'horizon indispensables. Car, depuis l'exposition Viollet-le-Duc, en 1980, l'architecture gothique était retombée dans l'oubli réservé aux sujets trop complexes.

TROP complexe, le gothique l'est, précisément parce qu'il est empli par les interprétations de ses auteurs, mais aussi par toutes sortes de mythes trop visibles ou invisibles qu'il faudra un jour révéler, ordonner, comprendre dans les grandes lignes. Un travail de longue haleine qui présuppose de moindres mouvements de mode chez les étudiants et historiens, tous oubliés ces temps-ci par le baroque, univers il vrai passionnant.

Strasbourg a heureusement assez à faire avec son gothique, depuis l'achèvement, il y a quelques mois, des travaux de restauration sur la façade de sa cathédrale, pour ne pas chercher ailleurs de grands sujets d'exaltation. La ville vient donc d'inaugurer - dans les plâtres et sans catalogue, ce qui nécessitera un retour - une passionnante et formidable exposition qui, autour de sa célèbre nef, naturelle cité de voûte d'un tel ensemble, aborde de front ce qui est longtemps apparu comme le plus vertigineux des mystères : qui a construit les cathédrales ?

La commissaire général, Roland Racht, a demandé à Jérôme Habersetzer de « mettre en espace » un ensemble de documents, d'objets, d'images, dont le point commun est de n'avoir pas d'échelle commune mais qui font tous référence à cet infini grand vers quoi s'élevaient les cathédrales. Difficulté à laquelle s'ajoute bien sûr, notamment lorsque intervenient les vitraux, l'évocation d'une lumière d'essence divine. On pouvait à la rigueur s'en tirer par un fonctionnel strict. Les responsables ont opté pour un parti esthétique disons... un peu baroque, qui ajoute du piquant aux ogives.

Mais écoutons nos auteurs : « Le treizième siècle a vu naître les plus beaux monuments que l'Occident ait jamais conçus : c'est le siècle des cathédrales puisqu'il a vu la construction des plus importantes, celles de Chartres, de Reims, d'Amiens, l'achèvement de celle de Paris et les débuts de celles de Strasbourg et de Cologne. Moment d'apogée s'il en fut : jamais on n'avait construit aussi grand et aussi haut. Ces monuments, érigés à l'aide de moyens financiers et matériels considérables, ne sont pas à l'échelle des hommes mais de leur foi. La cathédrale est la Jérusalem céleste et tout doit être mis en œuvre pour en faire la demeure lumineuse de Dieu ».

Inévitable héritage d'un Ruskin qui trouvait les mêmes accents devant les mêmes monuments, le lyrisme, et c'est là tout l'intérêt de cette exposition, trouve une formidable légitimité dans le travail de l'homme. Goethe et les romantiques n'avaient pas supporté cette dissonance entre le monument et l'homme. Ils s'étaient inventés un héros, Erwin von Steinbach, architecte qui fut en effet l'un des bâtisseurs de Strasbourg, mais qui incarne dès lors tout le génie et l'invention gothiques.

Le génie fut certainement présent, mais, dans la durée plusieurs fois centenaire de certaines constructions (Cologne ne sera achevée qu'au dix-neuvième siècle), il est difficile de lui attribuer de trop précises localisations humaines. « La personnalité de l'architecte, notent d'ailleurs nos auteurs, n'émerge dans la société civile qu'au treizième siècle, en se séparant des ouvriers et de l'appareilleur, chargé de transformer les plans d'édifices en lignes et gabarits utilisables par les tailleurs de pierre. Mais, depuis l'Antiquité, il était courant de qualifier Dieu ou le Christ d'architecte. C'était, notons-le au passage, un qualificatif plus amicalement utilisé que dans la deuxième moitié de ce siècle-ci. Ce double registre fait que l'architecte humain est en fait rarement représenté dans les enluminures où, quand il l'est, c'est sous la forme du maître tailleur de pierre ou du maître maçon au milieu des ouvriers ».



Strasbourg : Alsacienne masquant le gothique.

passionneront pour ce que les commissaires ont regroupé sous le titre de « micro-architecture », sculptures, tabernacles, modèles, retables, reliquaires, tous ces éléments où se trouvent transposés les détails et l'esprit du gothique, devenus les motifs omniprésents d'une société, qui s'est donné l'architecture comme première référence.

FREDERIC EDELMANN.

Le catalogue, qui devrait paraître dans la deuxième quinzaine du mois, résumera les contributions internationales des meilleurs spécialistes du gothique, ainsi qu'une étude détaillée des quelques deux cents œuvres exposées. Il donnera ainsi un aperçu sur les recherches les plus récentes dans un domaine qui n'a plus fait l'objet d'une synthèse depuis l'ouvrage classique de Du Colombier. Pour les renseignements pratiques, lire notre sélection page suivante.

L'architecte des cathédrales est donc présent à Strasbourg à travers ses outils, son travail ou des dessins qui, pour les plus nombreux, sont plutôt des relevés réalisés en cours de construction, voire après chaque grande étape. Des relevés qui sont aussi d'immenses « cartes de visites », chefs-d'œuvre de plusieurs mètres de long parfois que l'homme de l'art emporta avec lui de ville en ville pour faire la preuve de son savoir-faire. Cependant, les documents qui permettent le mieux d'accéder au travail sur les chantiers sont les dessins techniques et surtout les recueils laissés par des architectes (comme Lorenz Lechler) ou des orfèvres (Schmittmayer) qui donnent des conseils pratiques, sans destination théorique. Un des clous de cette exposition, qui a aussi reçu de nombreux prêts d'Allemagne (Civitas Dei, Weiskronik), de Belgique (Histoire de Charles Martel), d'Angleterre (Vie de Saint Alban), est venu de la Bibliothèque nationale. Il s'agit du carnet de Villard de Honcourt, clerc de la première moitié du treizième siècle, qui a associé à une curiosité dévorante pour l'architecture comme pour la sculpture, un dessin merveilleux et précis.

Les enfants, et le public qui recherche plutôt l'indolence et le plaisir immédiat de l'art et de la culture, se

## NOUVELLES EXPOSITIONS

La calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (date vendred), soit le lendemain de notre supplément Arts-Spectacles.

### Alfred Courmes

Vingt-cinq peintures, dont six des années 20 et 30, et quelques dessins d'un artiste inconnu, dont les images provocantes ne manquent pas de sel.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris. 4<sup>e</sup> T. 42-77-12-52. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Du 13 septembre 1989 au 28 octobre 1989.

### Daniel Dezeuze

Sans être une rétrospective, l'exposition, qui vient de Villeneuve-d'Ascq, réunit un important ensemble d'œuvres réalisées entre 1965 et 1989. On Daniel Dezeuze se montre toujours préoccupé par des problèmes d'espace, de perception des choses, de densité et de vide (voir photo légendée page suivante).

Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer, Paris. 8<sup>e</sup> T. 45-83-90-55. Tous les jours sauf mardi de 11 h à 19 h. Du 19 septembre 1989 au 23 octobre 1989. 10 F.

### Serge Feret

On avait un peu oublié cet artiste d'origine russe qui fut très lié à Apollinaire. C'est donc une bonne idée de présenter un choix de ses œuvres, en particulier de la période cubiste. Une bonne idée aussi de saisir cette occasion pour évoquer la revue Les Soirées de Paris, que dirigeait le poète.

Galerie Michèle Heyraud, 78, rue Quincampoix, Paris. 3<sup>e</sup> T. 48-87-02-38. Tous les jours sauf dimanche et mardi de 11 h à 19 h et de 14 h à 19 h. Du 15 septembre au 21 octobre.

### La Photographie subjective

Ni fonctionnelles, ni utilitaires, exemptes de réalisme

et de toute implication politique ou commerciale, deux cent vingt photos célèbrent l'image fixe comme un art autonome, et démontrent son aptitude à l'abstraction. Ces photos extraites de la collection d'Otto Steinert, étaient dans les expositions organisées en Allemagne dans les années 50.

Palais de Tokyo, 13, av. de Président-Wilson, Paris. 10<sup>e</sup> T. 47-23-39-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Du 13 septembre 1989 au 6 novembre 1989. 25 F (comprend l'ensemble des expositions).

### Pierre Molinier

Métamorphosé, asexué, lesbien, transsexé, utilisant la photo et le photomontage comme moyen d'accès à ses fantasmes, ce peintre surréaliste a donné corps à des autoportraits sadomasochistes et provocants. Des inédits érotiques, tirés de sa main, ouvrant le nouvel espace de la galerie Urbi et Orbi.

Galerie Urbi et Orbi, 48, rue de Turenne, 2<sup>e</sup> étage, ancien B. Paris. 3<sup>e</sup> T. 42-74-56-36. Tous les jours sauf dimanche et mardi de 13 h à 19 h. Du 18 septembre au 12 octobre.

### Noël Paris Beaubourg

Quarante et une galeries des Halles, du Marais et du quartier Beaubourg font leur rentrée le 14 septembre en proposant un vernissage commun de 17 heures à 21 heures. Juste le temps d'en visiter quelques-unes selon l'humeur et les goûts de chacun.

Galerie des Halles-Beaubourg-Marais, Paris. 3<sup>e</sup> Du 17 h à 21 h, le 14 septembre.

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyen du repas - L. H. : ouvert jusqu'à... heures

### DINERS

**JOHN JAMESON** 10, rue des Capucines, 2<sup>e</sup> T.L.J. An 1<sup>er</sup> cl., le premier restaurant irlandais de Paris, 45<sup>e</sup>, dîner, spécial, de menu fixe et plats d'appoint, menu dîner à 95 F net. An 2<sup>e</sup> cl., dîner, spécial, de menu fixe et plats d'appoint, menu dîner à 85 F net. An 3<sup>e</sup> cl., dîner, spécial, de menu fixe et plats d'appoint, menu dîner à 75 F net. Le plus gr. choix de whiskys du monde. Jue. 2 h du mat.

**LE SARRADAN** F. midi et dîn. 2, rue de Vienne, 8<sup>e</sup> 45-22-23-62 Dîn. dîner à 22 h. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, chape, morilles, DINEZ.

**FERGOURDIN** 130 F s.c. avec spécialités. Carré 200-250 F. OUV. SAM. SOIR.

**RENE D'HERNANDEZ** et de fruits de mer. Forfait d'hiver 290 F. 390 F. MENU GOURMAND à 180 F. vin compris. Décor 1880. Jue. 2 h à 15. Parking Drouot.

**LE PETIT RICHE** 47-70-68-69/47-70-96-50 F. dîn. 25, rue Le Peletier, 9<sup>e</sup>

**LE REZ DE CHASSE** Ramade allumée 6, place de la République, 11<sup>e</sup> 47-00-44-10 T.L.J. jusqu'à 1 heure du matin. Buffets et fruits de mer toute l'année. Poissons du marché. Chocottes.

**RIVE GAUCHE**

**KAMAL** 47-34-66-29 Un indien de plus ! Mais contrairement à ce qu'on croit, il n'est pas indien. Vous le retrouverez installé dans son tout nouveau restaurant. MENU à dîner à 85 F et ses spécialités indiennes.

**RESTAURANT THOUVENOT** 47-05-69-75 Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUS LES JOURS, Y COMPRIS LE DIMANCHE.

### SOUPERS APRES MINUIT

### LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNEE POISSONS DU MARCHE Plats traditionnels - Vins à découvrir. Décor : « Brasserie de Luxe » TERRASSE au pied de l'Opéra-Bastille. T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille, 45-42-90-52.

### DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

### CONGRES MAILLOT

Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée. HUITRES, COQUILLAGES toute l'année. POISSONS, VIANDES à la grille. 45-74-17-24 - Ouvert T.L.J.

**GRAND PALAIS** avenue Winston-Churchill

**FIGURATION CRITIQUE 89**

de 11 heures à 19 heures jusqu'au 25 septembre

Galerie Beaubourg

**Dokoupil**

c/o Arianne & Pierre Nahon

3 RUE PIERRE AU LARD - PARIS - 42 71 20 50

**VUILLARD**

**L'ILLUSIONNISTE**

Tableaux et dessins d'après la pièce de Sacha Guitry

**DERNIERS JOURS**

**GALERIE BELLIER**

7, QUAI VOLTAIRE, 75007 PARIS - TEL. (1) 42 60 74 72

**Des problèmes à l'ORAL ?**

**AMERICAN CENTER'S**

**AMERICAN LANGUAGE PROGRAM**

RIVE GAUCHE ? RIVE DROITE ? 1<sup>er</sup> place de l'Opéra 49, rue Pierre Châlon 75008 Paris 75008 Paris tel. 46 33 18 52 tel. 42 56 25 49

**COURS**

TRIMESTRIELS INTENSIFS T.O.E.F.L. FORMATION CONTINUE

**INSCRIPTIONS MAINTENANT**



## ARTS

## Grenoble

## Helmut Federle

Quelques grandes compositions fondées sur la droite, les horizontales, les verticales et les plans peints en jaune et gris d'un Suisse de quarante-cinq ans, très fortement marqué par les découvertes des pionniers de l'abstraction. Un « néo-géo » ?

Musée des beaux-arts, place de Verdun, 38000. Tél. : 76-54-09-82. Du 17 septembre au 20 novembre.

## Nantes

## Andreas Schutze

Le FRAC des Pays de la Loire a fait venir à Nantes et à Clisson les étranges tableaux d'un jeune artiste allemand qui joue sur l'ambiguïté d'objets inutiles, boules, cubes, pierres. Ce nostalgique de l'activité figurative de la peinture leur assure une très forte présence dans l'espace de grands formats.

Direction régionale des affaires culturelles, angle rue Richelieu - rue Stanislas-Baudry, Nantes. Tél. : 40-49-32-55. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Fermé le samedi et la dimanche. Jusqu'au 18 octobre. FRAC des Pays de la Loire, Gare des Lignes, Grégoire, Clisson. Tél. : 40-03-82-80. De 14 heures à 18 heures. Fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 15 octobre.

## Nancy

## La vie en France autour de 1789

Tout ce qui a été peint pendant la Révolution est loin d'être la conséquence. Ce qui a été peint pendant la Révolution ne relève pas forcément du grand genre, et ne témoigne pas forcément de profonds bouleversements. A preuve l'exposition nancéienne, qui réunit quantité d'œuvres de petits maîtres, pastorales et scènes intimistes.

Musée des beaux-arts, 3, place Stanislas, 54004. Tél. : 83-37-63-01. De 10 h 30 à 18 heures. Fermé le lundi matin et le mardi. Du 15 septembre au 20 novembre.

## Rodez

## Paul Klee

Ce peintre d'origine hongroise découvert par Pierre Loeb dans les années 50 n'a cessé d'affirmer obstinément, posément, l'objet de sa peinture : la lumière. En se détachant d'abord d'une figuration perdue dans le clair et l'obscur, et plus tard en imposant à ses couleurs fluides un espace-grille, ou un presque système de bandes horizontales. Cette rétrospective était présentée cet été à Evreux.

Musée Dany-Puech, 12003. Tél. : 65-42-63-28. De 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 19 heures, le dimanche de 15 heures à 19 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 6 novembre.

## Villeneuve-d'Ascq

## Profil d'une collection

Le musée d'art moderne de Villeneuve-d'Ascq expose ses collections, dont on ne sait pas tout, en partie pour des raisons de place. De la donation Masur, à laquelle le musée doit son existence, on peut voir, par exemple, un ensemble inédit de quinze gravures sur bois de Derain. Les acquisitions récentes d'œuvres contemporaines y sont aussi largement représentées.

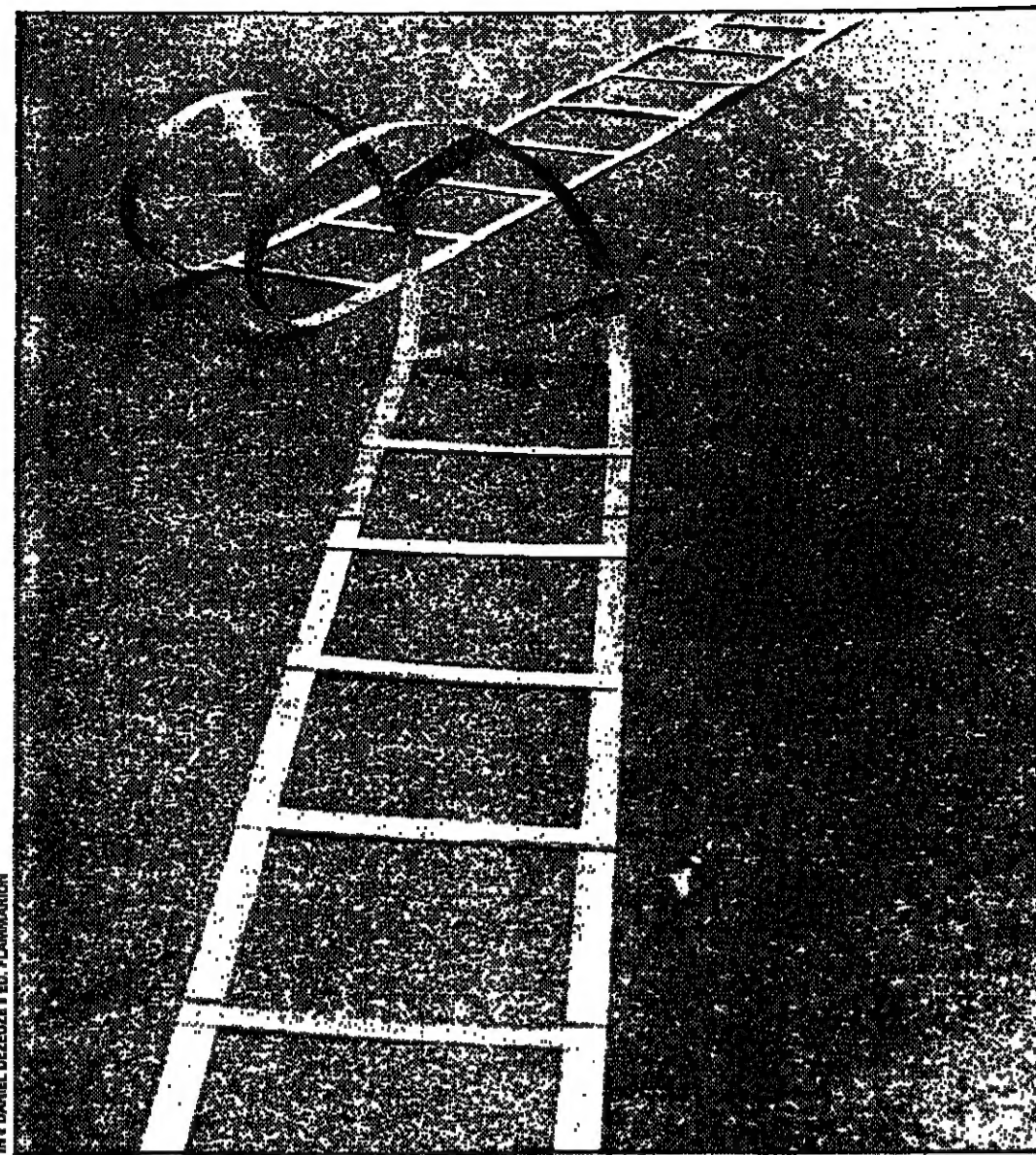
Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-48. Jusqu'au 19 novembre.

## SÉLECTION

## Egypte - Egypte

Art pharaonique, copte ou islamique, vingt-cinq chefs-d'œuvre de la civilisation égyptienne viennent visiter l'ultra-moderne IMA. Parmi eux, les plus belles pièces du trésor de Donch et de la cachette de Louxor, exhumées l'hiver dernier.

Institut du monde arabe, salle d'actuel, 23, quai Saint-Bernard, Paris 6. Tél. : 40-51-38-38. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 22 h. Jusqu'au 30 mars. 36 F.



D. DANIEL DEZOUZÉ, ED. D. J. J. J.

## Histoires de musée

D'Albérola à Villemontais, passant par Boltanski, Combas, Lavier et Sarkis, vingt-deux artistes proposent, à tous les étages du musée, des œuvres qu'ils ont conçues en regard des collections, des salles, du bâtiment. C'est l'occasion de visiter l'institution de l'avenue du Président-Wilson en passe de retrouver son architecture d'origine, de revoir les collections, qui ont été réaccrochées, et la Danse de Matisse désormais présentée au mieux.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16. Tél. : 47-23-51-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 20 novembre 1989. 15 F.

## « La Traversée de Paris »

Quatre siècles de l'histoire de la capitale avec un casque sur les oreilles, à la mode Cité-Cité. Il ne faut pas sous aucun prétexte l'émouvoir documentaire de Romain Goupil. Je ne me souviens pas, qui retrace,

images inédites à l'appui, quelques grandes journées de la façon et en hommage au Je me souviens de Georges Perec.

Grande Arche, la Défense, 92200. Tél. : 40-90-05-18. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 19 h 30, vendredi de 10 h 30 à 22 h 30. Réservations au 48.78.75.00. Jusqu'au 31 décembre. 45 F.

## Le cabinet des curiosités

Sortes de microcosmes que les hommes de savoir ont aimé constituer, les cabinets de curiosités étaient fort à la mode aux dix-septième et dix-huitième siècles. Celui de l'abbaye Sainte-Geneviève, démantelé à la Révolution, était l'un des plus célèbres d'Europe. L'exposition essaie d'en reconstituer les collections de « raretés », et d'en évoquer l'atmosphère étrange.

Bibliothèque Sainte-Geneviève, 10, place du Parthéon, Paris 6. Tél. : 43-29-67-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 septembre 1989.

## RÉGIONS

## Le Cotentin-Cambrésis

Matisse : dessins de fleurs. Branches de grenadier, de pêcher, de citronnier, de cerisier, jonquilles, tulipes, capucines, feuilles de chêne, de ciste, de vigne... Matisse aimait les fleurs. Ses appartements nicois en étaient pleins. Et il les dessinait de son trait incomparable.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000.

Musée Matisse, palais Fénélon, 68360. Tél. : 27-84-13-15. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures (le dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures). Fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 30 septembre.

## Colmar

## Hertong

Une exposition consacrée aux années de jeunesse du peintre, à sa découverte, au début des années 20, des maîtres du passé tels que Rembrandt, Hals et Goya, qu'il interprète librement dans le même temps qu'il entreprend ses premières recherches abstraites.

Musée d'Unterlinden, 1, place d'Unterlinden, 68000. Tél. : 83-42-89-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 octobre.

## La mémoire des siècles

Tout près du musée d'Unterlinden, l'église des dominicains abrite la Vierge au buisson doré, de Martin Schongauer et, pour quel que temps, les plus beaux manuscrits, les plus précieux incunables de la région du Rhin : au total deux cents ouvrages, parmi lesquels des codex et évangélistes du Moyen Âge, sont présentés. Ainsi qu'un aperçu de toutes les formes d'écriture depuis mille ans, jusqu'aux imprimantes laser.

Eglise des dominicains, 68000. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 novembre.

## Marseille

## Edward Hopper

En une trentaine de tableaux accompagnés d'aquarelles, de dessins, de gravures, un très grand peintre américain de l'entre-deux-guerres, réaliste si l'on veut, mais certainement pas aussi régionaliste qu'on a pu le dire.

Musée Cardini, 19, rue Grignan, 13006. Tél. : 91-54-77-75. De 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 24 septembre.

## Meymac

## Markus Lüpertz

Une rétrospective, la première en France de cet artiste allemand, plus classé qu'on ne le croit. Près de quatre-vingts tableaux et une dizaine de sculptures de 1964 à aujourd'hui sont exposés sous un titre qui intrigue : « Le diptyme, et après ».

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, place du Bâcher, 18250. Tél. : 65-95-23-30. De 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 octobre.

## Nantes

## Soulages

Quarante ans de peinture forte, sombre, de plus en plus monumentale, de plus en plus noire. Cette rétrospective, qui a déjà été présentée à Kassel et à Valence, coïncide avec l'ouverture des salles d'art contemporain du Musée des beaux-arts de Nantes, désormais un des plus beaux qui soient.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000.

Tél. : 40-74-53-24. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre.

## Quimper

## Jean Verkade

Ce Hollandais, que ses amis de Paris avaient surnommé « le nabi obédissant » en raison de sa grande taille, travailla à Pont-Aven et au Pouldu, fut marqué par Gauguin, devint mystique et se fit moine au couvent de Beuron. L'importante rétrospective de Quimper, qui a d'abord été présentée au Musée Van Gogh d'Amsterdam, nous le fait mieux connaître.

Musée des beaux-arts, 40, place Saint-Cornély, 29000. Tél. : 39-95-45-20. De 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30. Fermé le mardi. Jusqu'au 18 octobre.

## Rochechouart

## Aloïse

Internée en 1918 dans un hôpital psychiatrique près de Lausanne, où elle vécut jusqu'à sa mort, Aloïse Corbuz, dite Aloïse, y réalisa pendant plus de quarante ans une œuvre graphique et littéraire profondément singulière, qui lui vaut d'être une des grandes figures de l'art brut.

Musée départemental d'art contemporain, château de Rochechouart, 87600. De 14 heures à 18 heures en septembre, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures en août. Fermé le mardi. Jusqu'au 24 septembre.

## Strasbourg

## Les bâtisseurs de cathédrales

Comment ont été construites les cathédrales ? L'exposition, la première jamais consacrée au sujet, le fait comprendre. Qui réunit des enluminures montrant les chantiers, des traités techniques, des outils de maçons et de tailleurs de pierre, des reliquaires en forme d'église. Et un ensemble exceptionnel de très grands dessins d'architecture du treizième au quinzième siècle.

Andréane Douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 88-32-48-85. De 11 heures à 18 heures, le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 26 novembre.

## Thouars

## Oiron à nouveau

Extraits d'une énorme collection publique rarement exposée, celle du Fonds national d'art contemporain, les œuvres de seize artistes (Bertrand, Bouillon, Coignat, Cragg, Grand, Kink...), se partagent pour plusieurs mois les pièces d'un très beau château du dix-septième siècle, dont la restauration est en cours. A découvrir absolument.

Château d'Oiron (12 kilomètres de Thouars), 79100. Tél. : 49-96-57-42. De 9 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 octobre.

La sélection Arts a été établie par : Genevieve Bras-Setta, Philippe Dagen, Frédéric Edelmann, Patrick Rogiers et Emmanuel de Roux.

**ODEON THEATRE NATIONAL**

# La Célestine

de Fernando de Rojas  
Version française de Florence Delay

Mise en scène d'Antoine Vitez. Décor et costumes de Yannick Kokkos. Lumière de Patrice Trotter. Musique originale de Georges Aperghis.

Avec, par ordre d'entrée en scène : Lambert Wilson, Valérie Dréville, Roger Mirmont, Jeanne Moreau, Christine Fersen, Olivier Gruviller, Jean-Yves Dubois, Elisabeth Catroux, Catherine Ferran, Muriel Mayette, Jean-Luc Bonté, Eric Frey, de la Comédie-Française.

Coproduction Théâtre national de l'Odéon, Comédie-Française, Opéra municipal de Clermont-Ferrand. Avec le concours de l'AP.

**19 septembre - 5 novembre 1989**  
Soirée à 20 h. Matinée le dimanche à 14 h 30

Renseignements 43 25 70 32

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Tél. (numéro) \_\_\_\_\_ (numéro) \_\_\_\_\_

Réserve pour La Célestine  
Du 24 octobre au 5 novembre - Du mardi au samedi 20 h. Dimanche 14 h 30.  
\_\_\_\_\_ places à : 180 F □, 126 F □  
le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ h. Date de repli le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ h. ou le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ h.

Je joins le règlement de \_\_\_\_\_ F par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Théâtre national de l'Odéon ainsi qu'une enveloppe timbrée au : Théâtre national de l'Odéon, Service des locations, 1, place Paul-Claudel - 75006 Paris

Puis un beau jour on a dit tout à coup : A l'œuvre à présent pour la République ! Un homme est alors l'égal de tout autre que l'un soit maigre et que l'autre soit gras. Et c'est là que l'épouse de l'homme ne fut jamais aussi rempli d'espoir. Mais ce qui était comble de mangaille était plein d'espoir autant que ceux-là. Et je disais : ça cloche, quelque part. Et j'étais plein de doute, et plein de trouble. Parce que, ça, ça cloche lorsque D'où tout à coup s'écouler vers le haut. B. Brecht.

**THÉÂTRE DAUNOU**  
7, rue DAUNOU 42.61.69.14  
JEAN-LAURENT COCHET  
MONY DALMES  
PATRICK PRÉJEAN

## TU M'AS SAUVÉ LA VIE

COMÉDIE DE SACHA GUITRY  
MISE EN SCÈNE DE JEAN-LAURENT COCHET  
DÉCOR DE ANDRÉ LUNASSEUR  
ROBERT DE LOUIS FÉRAUD

LOCATION AU THÉÂTRE À PARTIR DE 11 H 30

**THÉÂTRE DAUNOU**  
7, rue DAUNOU 42.61.69.14  
JEAN-LAURENT COCHET  
MONY DALMES  
PATRICK PRÉJEAN

## TU M'AS SAUVÉ LA VIE

COMÉDIE DE SACHA GUITRY  
MISE EN SCÈNE DE JEAN-LAURENT COCHET  
DÉCOR DE ANDRÉ LUNASSEUR  
ROBERT DE LOUIS FÉRAUD

LOCATION AU THÉÂTRE À PARTIR DE 11 H 30

**LIDO**

LE PLUS CÉLÈBRE CABARET DU MONDE!

20 h - dîner dansant, revue et champagne : à partir de 530 F.  
22 h et 24 h - revue et champagne : 365 F.  
Prix nets - Service compris.

116 bis, Champs-Élysées  
Tél. (1) 45.63.11.61 et agences.